

LE FIGARO HISTOIRE

JUIN-JUILLET 2021 - BIMESTRIEL - NUMÉRO 56



1871 LA COMMUNE

ENTRE RÉVOLUTION
ET GUERRE CIVILE

M 05595 - 56 - F - 8,90 € - RD





© CAPA Pictures / Europe 1

Historiquement vôtre

Stéphane Bern & Matthieu Noël

16h - 18h

| Jeudi 27 mai

| Émission spéciale « Ils ont allumé le feu ! »

en partenariat avec Le Figaro Histoire



À réécouter en podcast
sur [Europe1.fr](https://europe1.fr)

Europe 1



P8



P38



104

AU SOMMAIRE

En partenariat avec



ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE

- 8. Six cents ans de solitude *Par Victoire De Jaeghere*
- 16. Quand le Verbe s'est fait chair *Entretien avec le père Renaud Silly o.p., propos recueillis par Michel De Jaeghere*
- 24. Pavane pour une France défunte *Par Jean-Louis Thiériot*
- 26. L'Autriche à trois temps *Par Jean-Paul Bled*
- 27. Côté livres
- 31. Les enfants du bon Dieu *Par Eugénie Bastié*
- 32. Le bal des maudits *Par Jean Sévillia*
- 34. L'extase et l'agonie *Par Michel De Jaeghere*
- 35. O tempora, o mores *Par Jean-Robert Pitte, de l'Institut*

EN COUVERTURE

- 38. Le vent se lève *Par Eric Anceau*
- 46. Louise Michel, la Vierge rouge *Par Claire L'Hoër*
- 50. Les 72 jours de Paris *Par Robert Tombs*

- 60. Le peintre à la colonne *Par François-Joseph Ambroselli*
- 66. Par le fer et par le feu *Par Nicolas Chaudun*
- 76. Sous bénéfice d'inventaire *Par Eric Vial*
- 82. Ennemis intimes *Par Claire L'Hoër*
- 92. La garde montante
- 96. Bibliothèque municipale
- 98. L'année terrible *Par François-Joseph Ambroselli*

L'ESPRIT DES LIEUX

- 104. Mourir d'aimer *Par Philippe Bénét et Renata Holzbachová*
- 112. Toutes voiles dehors *Par Marie-Laure Castelnaud*
- 116. Immortelle randonnée *Par Michel De Jaeghere*
- 126. Storiavoce, l'histoire au fil des ondes *Par Sophie Humann*
- 130. L'amour vache *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

LE FIGARO HISTOIRE. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**. Enquêtes **Albane Piot**, **François-Joseph Ambroselli**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**.
Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**. Directeur industriel **Marc Tonkovic**. Responsable fabrication **Emmanuelle Dauer**. Responsable pré-presses **Corinne Videau**.

LE FIGARO HISTOIRE. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-0922-5
Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**
Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.
Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Mai 2021. Origine du papier : Finlande.
Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,0093 kg/tonne de papier. **Abonnement** un an (6 numéros) : 35 € TTC.
Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures.
Le Figaro Histoire est disponible sur iPhone et iPad.

CE NUMÉRO A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA COLLABORATION DE JEAN-LOUIS VOISIN, MARIE PELTIER, FRÉDÉRIC VALLOIRE, ÉRIC MENSION-RIGAU, PHILIPPE MAXENCE, BLANDINE HUK, SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, SOPHIE SUBERBÈRE, RÉDACTRICE PHOTO, KEY GRAPHIC, PHOTOGRAVURE, ET SOPHIE TROTIN, FABRICATION.
EN COUVERTURE : © CCO PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-HISTOIRE DE PARIS.

LE FIGARO
HISTOIRE

RETROUVEZ *LE FIGARO HISTOIRE* SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE ET SUR



Le Figaro Histoire
est imprimé dans le respect
de l'environnement.

CONSEIL SCIENTIFIQUE. Président : Jean Tulard, de l'Institut. Membres : Jean-Pierre Babelon, de l'Institut ; Marie-Françoise Baslez, professeur émérite d'histoire ancienne à l'université Paris-Sorbonne ; Simone Bertièrre, historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; Jean-Paul Bled, professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; Jacques-Olivier Boudon, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne ; Maurizio De Luca, ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; Barbara Jatta, directrice des musées du Vatican ; Thierry Lentz, directeur de la Fondation Napoléon ; Eric Mension-Rigau, professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; Arnold Nesselrath, professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; Dimitrios Pandermalis, professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; Jean-Christian Petitfils, historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; Jean-Robert Pitte, de l'Institut, ancien président de l'université de Paris-IV Sorbonne ; Giandomenico Romanelli, professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; Jean Sévillia, journaliste et historien.



IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION

L'expérience n'avait duré que soixante-douze jours. Elle avait dressé Paris insurgé contre un gouvernement émanant d'élections au suffrage universel. On l'avait inaugurée en fusillant deux généraux et en tirant sur la foule désarmée qui réclamait pacifiquement le retour à l'ordre ; on l'avait achevée en passant par les armes l'archevêque de Paris et en mettant le feu aux plus beaux monuments de la capitale. Elle n'en est pas moins restée symbolique, dans la mémoire nationale, d'une aspiration à la liberté et à la justice sociale, en même temps que d'une formidable intransigeance patriotique devant l'ennemi. On s'était époumoné dans d'interminables réunions. On avait proposé de refondre toutes les institutions pour y faire prévaloir l'intervention permanente de tous les citoyens. On s'était grisé à l'idée de mettre en place une démocratie réelle, où il serait mis fin au « *vieux monde gouvernemental et clérical* », au militarisme, au fonctionnarisme, aux privilèges et à l'exploitation. On avait multiplié les postes soumis à l'élection. On proposa même d'élire les généraux ! Et tant pis s'ils étaient des incapables. On avait rêvé de donner du pain aux pauvres, quand on aurait gagné la guerre que l'on était en train de perdre, quand on aurait établi la paix et la prospérité sur la table rase aménagée sur la destruction de tout ordre institué.

La Commune donne l'exemple fascinant d'un épisode qui continue d'être nimbé, cent cinquante ans après sa tragique conclusion, de l'aura romantique des révolutions qui n'ont pas eu le temps de se retourner contre elles-mêmes, de faire la preuve de leurs penchants totalitaires, parce qu'elle a été écrasée dans l'œuf avant d'avoir pu rien entreprendre de grand. Elle n'aura été qu'une succession confuse de palabres, de débats enflammés, de proclamations contradictoires lancées dans la fumée du tabac, les vapeurs de l'absinthe. Elle ne se sera guère traduite que par la suspension du versement des loyers, l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries, la restitution des objets consignés au mont-de-piété, la fermeture des écoles catholiques, l'interdiction des journaux d'opposition. Elle se sera levée au nom de la patrie contre le défaitisme d'un gouvernement prêt à traiter avec le vainqueur, elle aura crânement « *refusé l'armistice* » mais sans être jamais capable de lui proposer une alternative, de mettre sur pied des institutions, une armée, une organisation susceptibles de donner un contenu concret à ses ambitions.

Elle reste, pour toute une gauche libertaire, un modèle, parce qu'elle n'a pas fait de concessions. Elle a été sauvée du ridicule à quoi aurait pu la condamner une action brouillonne, un immobilisme déclamatoire, par la tragédie dans laquelle elle s'est effondrée dans les flammes. On attribue à la Semaine sanglante et à l'ineffable répression dans le sang de laquelle est née la République la responsabilité de sa propre impuissance.

La Commune tient une grande part de sa popularité de cette répression même. En menant la guerre civile avec l'énergie qu'il n'avait pas été capable de déployer contre les Allemands, le gouvernement versaillais n'avait pas donné, de fait, un spectacle exaltant. Comme si la bourgeoisie dont il était l'émanation avait trouvé plus urgent de défendre les privilèges des possédants, menacés par

la grève des loyers, le désordre, que d'empêcher une armée étrangère de s'emparer du sol de la patrie.

Le patriotisme des communards n'était lui-même pas sans ambiguïtés, cependant. Il relevait de la guerre sociale beaucoup plus que de la piété à l'égard de l'héritage reçu des ancêtres. Nombre de communards avaient d'abord salué avec enthousiasme les défaites françaises, quand elles leur avaient semblé promettre le renversement de Napoléon III. Ils se proposaient désormais de faire la guerre à l'Europe entière pour y jeter bas, partout, les trônes et les puissances, plus que de maintenir les frontières, de protéger le pays réel de l'agression. Ils n'en furent détournés que par le caractère verbeux de leurs déclamations. Ils formaient, écrit Stéphane Rials, « *une masse indisciplinée, dont l'ardeur belliciste n'[avait] d'égale que l'incompétence militaire* ». « *Je cherchais des patriotes et je trouve des gens qui auraient livré les forts aux Prussiens plutôt que de se soumettre à l'Assemblée* », dira leur propre délégué à la Guerre, le colonel Rossel. Ils rêvaient d'une guerre européenne, ils se révélèrent incapables de prendre Meudon.

Ils prétendaient éprouver un amour intransigeant de la France, mais ils avaient entrepris de l'épurer de tout ce qui, en elle, relevait de l'héritage des rois ou de l'Eglise, de la gloire militaire ou de la volonté de puissance. C'était pratiquer avant la lettre la *cancel culture* (le renversement de la colonne Vendôme en donnerait l'illustration), condamner le pays auquel ils se disaient dévoués à n'être plus qu'une lande déserte, un espace abstrait où se fussent déployées en liberté leurs utopies mortifères. Ils en avaient donné la preuve en mettant le feu aux Tuileries, au Louvre, au Palais-Royal, à l'Hôtel de Ville, à la manufacture des Gobelins, au palais d'Orsay et à celui de la Légion d'honneur. Avec eux, à leurs archives, leurs collections, leurs splendides bibliothèques. Ils avaient bien une certaine idée de la France, mais ils étaient prêts à détruire tout ce qui s'opposait à leurs visées révolutionnaires. Avec de tels amis, notre pays n'avait plus besoin d'ennemis. Ceux-ci étaient bien là, pourtant, campant en banlieue Est, proclamant l'Empire allemand dans la galerie des Glaces de Versailles, occupant tout le quart nord-est de la France.

D'où vient l'étrange indulgence dont continue, cent cinquante ans plus tard, à bénéficier une aventure qui s'est achevée en désastre, tant pour ses propres protagonistes – fusillés, condamnés, déportés sans ménagement – que pour ses victimes – assassinées sauvagement – et pour ses adversaires – ce gouvernement provisoire qui n'installerait la République qu'au terme d'une impitoyable répression ? Peut-être au préjugé qui veut depuis soixante-quinze ans (depuis son engagement, soi-disant univoque, dans l'antifascisme et la Résistance) que les fautes, les erreurs et les crimes commis au pouvoir par la gauche soient toujours jugés comme de regrettables débordements d'un excès de générosité, des maladroites qu'excuse la pureté cristalline de ses intentions, en même temps que par notre attirance constitutive pour le panache des vaincus, le prestige des glorieuses défaites. A la mesquinerie, sans doute aussi, de leurs adversaires, à l'image du bonhomme Thiers, prêt à tout pour revenir au pouvoir, après vingt-deux ans

d'opposition, fût-ce en pataugeant dans le sang (il avait en vain proposé à Louis-Philippe, en 1848, d'en faire autant pour mater alors la révolution). A ce tour de passe-passe, qui vit les républicains s'appuyer sur la grande peur suscitée par l'émeute révolutionnaire pour faire avaliser aux monarchistes majoritaires, mais divisés, un régime consacrant l'installation aux commandes, cette fois définitive, des héritiers des acheteurs de biens nationaux. « *Le bain de sang était nécessaire* », dira Emile Zola, leur piteux porte-parole. Henri Rochefort ou Louise Michel pouvaient avoir approuvé ou laissé faire des actes criminels ; ils avaient une autre grandeur que ceux qui les enverraient pourrir en Nouvelle-Calédonie dans des huttes de bois battues par les vents.

Dans le cas de la Commune, il y a pourtant autre chose. Ce que nous propose l'histoire de cette insurrection, c'est le spectacle d'un peuple (d'une minorité active s'en prétendant l'incarnation), soulevé contre le renoncement, la politique à courte vue, le compromis, le « *en même temps* ». Dans leurs limites, leurs contradictions, leurs fautes et leurs crimes, les communards avaient eu, au moins, le mérite d'essayer de changer les choses, l'énergie de s'opposer, fût-ce de manière compulsive, au cours inexorable des événements. Au terme du siècle de tâtonnements politiques, d'instabilité, de bouleversements qui avait suivi la Révolution française, ils avaient voulu en reprendre la course pour en pousser, franchement, la logique à son terme. L'entreprise eût-elle été couronnée de succès, elle n'aurait sans doute engendré qu'une dictature criminelle (Lénine

ne tiendra pas pour rien la Commune pour un exemple). N'empêche qu'à nos yeux de citoyens frileux, résignés, assistant bras croisés au lent recul international de la France, à la désagrégation de la société, à la paralysie de l'Etat, à la perte de contrôle de son territoire et de sa population, sans que les alternances successives de nos gouvernements, les élections perdues et gagnées tour à tour par les partis adverses semblent pouvoir remettre notre déchéance en question, elle a au moins la sombre grandeur d'une tentative pour reprendre son histoire en main. Gavés de biens de consommation, de gadgets technologiques, et nantis d'un confort dont n'auraient pas seulement rêvé les communards, nous avons désormais, individuellement, trop à perdre pour nous lancer dans des aventures analogues. Aussi contemplons-nous avec des sentiments mêlés cette ultime barricade d'un peuple qui ne fera plus la révolution. Nous nous en consolons parce que nous savons ce que valent les lendemains qui chantent, de quel prix se paient les illusions. Mais non sans éprouver un pincement au cœur, parce que nous ignorons comment peut procéder dorénavant une nation pour reprendre, devant l'abîme, la maîtrise de son destin. *J*

DÉBATS HODLEUX Ci-dessous : Scène de café, boulevard des Italiens, pendant la Commune, gravure satirique d'Horace Castelli (1825-1889), tirée de l'hebdomadaire allemand *Über Land und Meer*.





8 SIX CENTS ANS DE SOLITUDE

SIX MOIS APRÈS SA DÉFAITE DANS LE HAUT-KARABAGH, L'ARMÉNIE EST ENCORE SOUS LA MENACE AZÉRIE. *Le Figaro Histoire* EST ALLÉ À LA RENCONTRE DE SON PEUPLE DE MONTAGNARDS AU PASSÉ IMMÉMORIAL.

16 QUAND LE VERBE S'EST FAIT CHAIR

NÉ SOUS LE PATRONAGE
DE L'ÉCOLE BIBLIQUE ET
ARCHÉOLOGIQUE DE JÉRUSALEM,
LE *DICTIONNAIRE JÉSUS* EST
UNE ÉBLOUISSANTE SYNTHÈSE QUI
S'ADRESSE AU NON-SPÉCIALISTE,
À L'HISTORIEN ET AU FIDÈLE.
RENCONTRE AVEC SON MAÎTRE
D'ŒUVRE, LE PÈRE RENAUD SILLY.





24

PAVANE POUR UNE FRANCE DÉFUNTE

ESSAI HISTORIQUE ET CHRONIQUE ÉRUDITE, *LA FIN D'UN MONDE* DE PATRICK BUISSON
SCRUTE AVEC ACUITÉ LA RÉVOLUTION ANTHROPOLOGIQUE QU'A CONNUE LA FRANCE
DEPUIS LES ANNÉES 1950. ET REND UN HOMMAGE DÉSENCHANTÉ À UN PAYS DISPARU.



ET AUSSI

L'AUTRICHE À TROIS TEMPS

CÔTÉ LIVRES

LES ENFANTS DU BON DIEU

LE BAL DES MAUDITS

L'EXTASE ET L'AGONIE

O TEMPURA, O MORES

Six cents ans de Solitude

Vaincue par l’Azerbaïdjan et la Turquie, l’Arménie reste sous la menace de l’expansionnisme azéri. François-Xavier Bellamy s’y est rendu pour tenter de réveiller l’Europe face à la guerre d’agression dont a été victime ce pays chrétien placé depuis six siècles, pour son malheur, « *sur la route des Turcs* ».

Au cimetière militaire d’Erablur, des centaines de drapeaux flottent dans le soleil couchant. Sous chacun de ces drapeaux, une photo. Sous cette photo, une tombe. La plupart d’entre elles appartiennent à de jeunes hommes nés en 2001 ou 2002. Ils avaient 18 et 19 ans. Depuis novembre 2020, un nouveau pan de cette colline s’est couvert de tombes fleuries au pied desquelles, en ce dimanche de printemps, des familles entières sont venues se recueillir, brûler de l’encens, déposer du chocolat et du pain pour les plus pauvres, tandis qu’au centre du cimetière, un cœur de père se brise et laisse, longuement, jaillir sa plainte et ses sanglots. « *Certaines familles ont perdu à la fois le fils et le père, parti combattre pour ne pas abandonner son enfant* », explique Jonathan Lacôte, l’ambassadeur de France, au député européen François-Xavier Bellamy venu en Arménie pour assurer ce peuple meurtri du soutien de son alliée historique, la France, et rapporter au Parlement européen la voix de ses frères du Caucase. Un homme muni d’une truelle achève de cimenter les contours d’une tombe, sous la photo d’un jeune garçon au regard hilare, en tenue de sport ou enlaçant tendrement une jeune fille de son âge.

« *La guerre dont l’Arménie fut victime n’a rien d’une attaque bilatérale*, affirme l’ambassadeur en montrant au député le



MORTS POUR LA PATRIE Ci-dessus : François-Xavier Bellamy dans le cimetière militaire d’Erablur, dimanche 4 avril 2021. Chacun des drapeaux surplombe la tombe d’un soldat arménien mort durant la guerre du Haut-Karabagh qui a sévi du 27 septembre au 9 novembre 2020. Page de droite : un soldat arménien se recueille une dernière fois dans le monastère de Dadivank, construit entre le IX^e et le XIII^e siècle et situé dans la région du Kelbadjar attribuée à l’Azerbaïdjan par l’accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

visage des victimes. *Le 27 septembre 2020, les chars de l’Azerbaïdjan ont lancé une offensive militaire le long de la ligne de contact du Haut-Karabagh. Deux jours plus tard, ils bombardaient Stepanakert. C’était une agression.* »

Province de l’antique royaume d’Arménie dès le II^e siècle av. J.-C., le Haut-Karabagh est une région de montagnes, enclavée en Azerbaïdjan par la volonté de Staline depuis

la partition soviétique du Caucase en 1921. Lors de la dislocation de l’URSS en 1991, fort de ses 145 000 Arméniens pour 40 000 Azéris, le Haut-Karabagh s’était constitué en république indépendante, reprenant son nom historique, l’Artsakh. Mais malgré les 99,98 % de votes favorables recueillis lors du référendum sur l’indépendance organisé le 10 décembre 1991, l’Azerbaïdjan y avait fait

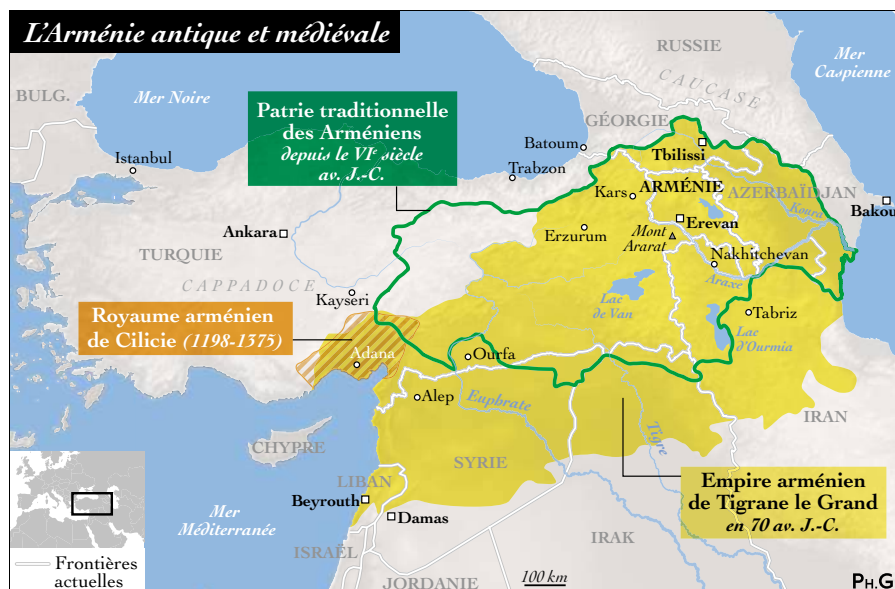
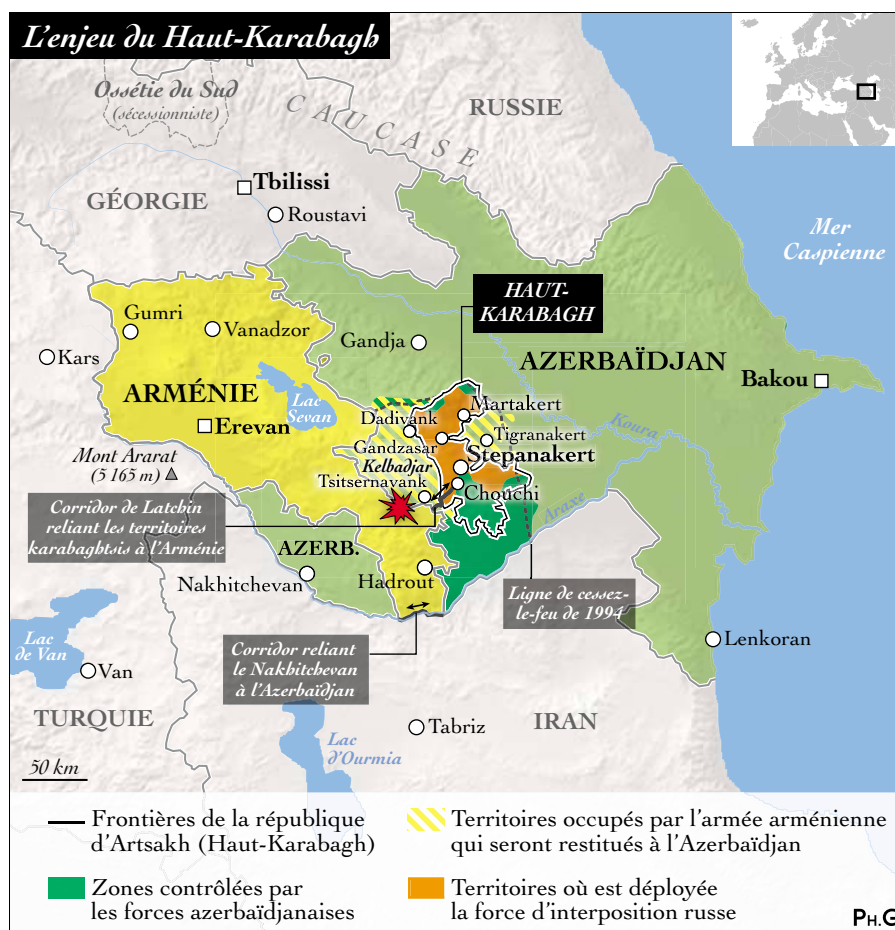
obstacle. Une guerre s'ensuivit avec l'Arménie dont celle-ci sortit victorieuse en 1994, après avoir reconquis le Haut-Karabagh et les sept districts qui l'entourent du nord au sud et assurent la continuité territoriale entre les deux terres. Pour les Arméniens, la fierté et la joie avaient été immenses. En Artsakh, toutes les églises avaient pu être rendues au culte. La politique de discrimination des populations arméniennes qui avait prévalu pendant la période soviétique ne serait bientôt plus qu'un mauvais souvenir.

En réalité, la paix n'avait été qu'une trêve et elle n'avait été ni sincère ni pacifique. Les escarmouches, depuis vingt-cinq ans, n'ont plus jamais cessé. Les déplacements de population provoqués par le conflit ont bouleversé l'équilibre de la région et créé des rancœurs profondes. De 1988 à 1994, près de 400 000 Arméniens vivant jusqu'alors en Azerbaïdjan avaient dû fuir par crainte des pogroms et des représailles ; les 40 000 Azéris du Karabagh et les 800 000 qui habitaient en Arménie et dans les districts conquis par les Arméniens avaient subi l'exode inverse. Dès 1993, en solidarité avec l'Azerbaïdjan, la Turquie avait fermé sa frontière avec l'Arménie et organisé un blocus pour étouffer l'économie du pays. Vingt ans de tentatives diplomatiques ont échoué à faire reconnaître par la communauté internationale le droit à l'autodétermination de l'Artsakh. Une « guerre des quatre jours » opposa à nouveau les deux pays du 2 au 5 avril 2016, dont l'Azerbaïdjan sortit victorieux. De courte durée, elle manifestait pourtant la fragilité du *statu quo* ainsi que la montée en puissance militaire de Bakou, qui, fort de la rente que lui assure le pétrole de la mer Caspienne, avait accru ses investissements militaires de manière exponentielle.

POT DE TERRE CONTRE POT DE FER

Lorsque le conflit éclate en septembre 2020, l'Azerbaïdjan, en outre, n'est plus seul : la Turquie de Recep Tayyip Erdogan la soutient politiquement, matériellement et militairement. En quarante-quatre jours, munie de drones, renforcée par des chefs militaires turcs et par des troupes de djihadistes rappelés de Syrie par Erdogan, nantie d'armes vendues par Israël, l'armée azérie





écrase l'armée arménienne, pot de terre contre le pot de fer, en usant de bombes à sous-munitions, d'armes au phosphore, de drones kamikazes, de violences envers les populations civiles. L'Arménie voit tomber en six semaines plus de 4 000 des siens, ses églises profanées, le Karabagh à nouveau envahi ; elle recueille près de 13 000 blessés et invalides, perd la trace de centaines de prisonniers dont seules des images de tortures circulent, sans qu'aucune communication

n'indique s'ils sont encore en vie. Jabrayil, Fuzuli, Zangilan et Terter, quatre des sept districts conquis en 1994, retombent successivement dans les mains des Azéris.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, défaite, l'Arménie doit signer un accord de cessez-le-feu sous l'égide de la Russie, tardivement intervenue dans la résolution du conflit. Le gouvernement doit abandonner les territoires militairement reconquis par son adversaire, toute la région sud de l'Artsakh, dont la

capitale historique et culturelle, Chouchi, ainsi que les quatre districts vaincus, et s'engager à lui céder avant décembre les trois autres districts : Aghdam, Kelbadjar et surtout Latchin, traversé par la route de montagne qui relie le Karabagh au reste de l'Arménie ; il doit accepter la création d'une voie de circulation des personnes et des biens dans le sud de son territoire, pour permettre à l'Azerbaïdjan de se relier au Nakhitchevan, enclave azérie ménagée, elle aussi en 1921, à l'ouest de l'Arménie, le long de la frontière avec l'Iran. Seule garantie d'éviter le massacre de la population arménienne présente dans les zones passées sous contrôle azéri : la Russie positionne 2 000 soldats dans la région, comme force d'interposition. Près de 100 000 habitants doivent cependant fuir, pour trouver refuge à Stepanakert, capitale de l'Artsakh, ou même à Erevan, en Arménie. Car aucune politique d'intégration de la population arménienne des territoires sous contrôle azéri non plus qu'aucun calendrier de retour des réfugiés ne sont prévus. « Normalement, un Etat doit essayer d'intégrer ses minorités. S'il ne le prévoit pas, c'est que la seule solution envisagée est le nettoyage ethnique », explique avec inquiétude Hovhannès Guévorkian, le représentant de la république d'Artsakh en France. Le scénario est d'autant plus crédible que le président azéri Ilham Aliiev n'en fait lui-même pas mystère lorsqu'il promet de « chasser comme des chiens » ceux qu'il qualifie, avec les Turcs, de « restes de l'épée », termes qui désignent dans la langue turque les rescapés du génocide de 1915.

LES SILENCES DE L'EUROPE

Ces « restes de l'épée » sont aujourd'hui un enjeu pour la dignité européenne. Dans le bureau du défenseur des droits Arman Tatoyan, François-Xavier Bellamy plaide la nécessité pour l'Europe d'ouvrir les yeux sur la situation arménienne et de prendre la mesure de l'enjeu. Car le principe qui a mené et gagné la guerre, c'est la volonté turque de prouver que la violence vaut mieux que la diplomatie, que le crime peut faire le droit et la force, le juste. L'atonie de l'Europe a permis à la deuxième armée de l'Otan de violer impunément le droit international, laissant à nouveau s'imposer une conception de la justice conditionnée au rapport de force.



PATRIMOINE EN PÉRIL Ci-dessus : à Chouchi, dans le Haut-Karabagh, les Azéris ont commencé leur entreprise de destruction de la cathédrale Saint-Sauveur dans le but probable de la transformer en mosquée : la coupole, les croix et les anges de l'édifice ont disparu. Page de gauche : cartes de l'Arménie après l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 et son expansion territoriale dans l'Antiquité et au Moyen Âge.

Cette solitude arménienne est perçue comme la deuxième grande défaite du pays et sa cruelle désillusion. « *La Communauté internationale a été silencieuse, regrette Arman Tatoyan, le regard grave. Et ce silence a conduit l'Arménie à une crise plus grave encore. Notre peuple a compris que les enjeux politiques prévalaient sur la question des droits humains.* » Car lorsque le président Aliév menace d'épuration ethnique ceux qu'il traite de « *chacals* » et de « *chiens* », il n'y a pas de sanction. Lorsque la Turquie envoie sur le front des djihadistes rappelés de Syrie, il n'y a pas de sanction. Lorsque les Azéris torturent les centaines de militaires tombés entre leurs mains, refusant d'en fournir la liste à des familles figées dans l'attente du retour du mari, du père et du frère, incapables de croire aux tests ADN de morceaux de corps retrouvés, il n'y a pas de sanction. Et quand le même Aliév inaugure un « *Parc des trophées* » (gratuit pour les moins de 6 ans) et parade entre les casques des soldats arméniens morts au combat et les mannequins portant leurs uniformes tachés de sang, il n'y a aucune réaction. Il faudra le viol des frontières arméniennes par l'armée azérie, engagée le 13 mai au sud du pays, pour voir enfin réagir les chancelleries.

« *En perdant le Karabagh, l'Arménie n'a pas perdu seulement une terre, dit encore*

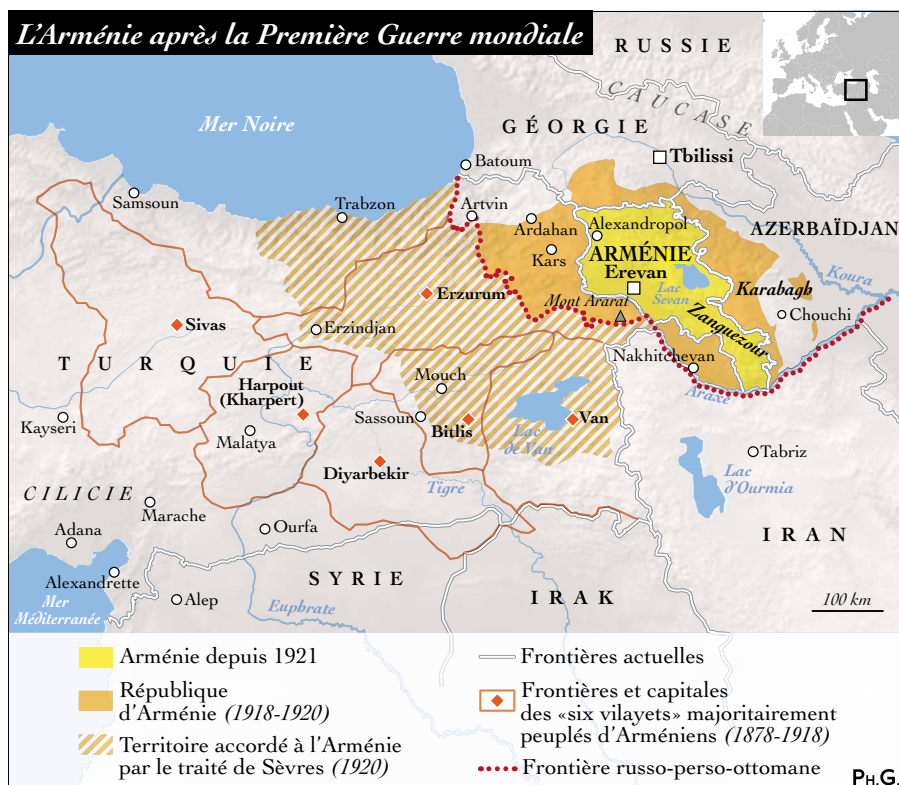
Hovhannès Guévorkian. *Elle a perdu un projet fondateur.* » La préservation de l'Artsakh, le respect de son histoire et de sa population chrétienne avait été en effet au cœur du renouveau de l'indépendance arménienne. Peuple de montagnards caucasiens, bâtisseurs d'églises et de monastères en tuf jaune et rose ou en basalte gris dont la dureté résiste à l'érosion et aux tremblements de terre, les chrétiens d'Arménie savent que l'indépendance n'est jamais, pour eux, allée de soi ; qu'elle a toujours été, au fil des siècles et d'une histoire faite d'alternances de périodes d'indépendance et d'occupation, le fruit d'un combat.

UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

Si l'existence de son premier Etat est attestée au VI^e siècle av. J.-C., le pays avait connu son apogée au I^{er} siècle av. J.-C., avec Tigrane II, sous le gouvernement duquel le royaume d'Arménie atteignit son expansion maximale, du Caucase jusqu'à la Turquie centrale, le Liban et l'Iran. Mais longtemps enjeu de l'affrontement des Romains et des Perses, le royaume finit par perdre son

indépendance au V^e siècle. Il subit surtout, après un bref renouveau de sa souveraineté en 885 sous l'égide d'Achot I^{er}, l'invasion des Turcs au XI^e siècle. C'est à cette occasion qu'une importante diaspora s'installa plus au sud, au bord de la Méditerranée en Cilicie (1080). Elle y fonda en 1198 un royaume arménien indépendant, prospère et cultivant des liens culturels et religieux avec l'Occident par l'intermédiaire des croisades, jusqu'aux invasions mameloukes qui provoquèrent, en 1375, sa chute.

Comme si elle était vouée à être toujours un enjeu géopolitique entre les empires, l'Arménie subirait les siècles suivants la double pression des Empires perse et ottoman, la domination turque s'imposant dans toute sa partie occidentale à partir du XV^e siècle. L'expansion de l'Empire des tsars allait mettre, au XIX^e siècle, sa partie la plus orientale sous la botte de la Russie, consacrant la partition du pays. Envers et contre tous ces vents de l'Histoire, une certitude préserva cependant l'Arménie de la disparition et de l'assimilation aux empires qui s'étaient partagé son territoire et sa



population : sa foi chrétienne gardée par la fidélité à l'Eglise particulière qu'elle forme autour de son catholicos.

Dans une grande salle tapissée bleu et argent, au-dessus d'une table en U incrustée de sous-mains de même couleur royale, les portraits des anciens catholicos observent les réunions que préside leur successeur et rappellent aux visiteurs qu'ils s'inscrivent ici dans le temps long d'un peuple qui, le premier, a fait du christianisme sa religion d'Etat en 301. Sa Sainteté Garéguine II, accompagnée du directeur du département des relations extérieures de l'Eglise apostolique arménienne, l'archevêque Nathan Hovhannisyan, reçoit François-Xavier Bellamy au Saint-Siège d'Etchmiadzine. « Nous apprenons que déjà, sous l'égide de l'Azerbaïdjan et appuyé par les extrémistes, le patrimoine religieux arménien a commencé à être systématiquement détruit », dit-il. Détruit ou confisqué. La stratégie azérie est efficace : elle consiste à accuser l'Arménie d'appropriation culturelle d'un patrimoine religieux qui aurait été en réalité bâti par les Albanais du Caucase, dont les Azéris chiites seraient les descendants. C'est en leur nom que, devant une église du district d'Hadrout dans le village de Tsakouri, le président Aliiev a ordonné en mars dernier la suppression de toutes les inscriptions médiévales arméniennes des églises, tandis que le directeur de l'Union des architectes d'Azerbaïdjan réclamait, lui, leur destruction. Cette volonté de faire table rase s'abat d'ores et

déjà sur les joyaux de la montagne. Profanations et destructions se succèdent : à Chouchi, l'église Saint-Jean-Baptiste, communément appelée l'« église verte », est en ruines ; de l'église Sainte-Marie de Mekhakavan, dans le district de Jabrayil, il ne reste pierre sur pierre ; Saint-Yeghishe, à Mataghis, a été vandalisée ; à Gabala, l'Azerbaïdjan a certes restauré l'église Sainte-Marie, mais en prenant soin d'en effacer toutes les inscriptions arméniennes ; à Chouchi, le mémorial du Génocide a laissé place à un espace vide, visible depuis les photos aériennes tandis que la cathédrale Saint-Sauveur, après avoir été bombardée pendant la guerre, subit les destructions de ses anges, ses croix et sa coupole, qui permettront de la transformer en mosquée.

« Il y a eu des précédents », précise Mgr Nathan Hovhannisyan. Il y a quinze ans, dans l'enclave azérie du Nakhitchevan, en quelques jours, les 3 000 derniers *khatchkars* du cimetière de Djoulfa – monuments de pierre sculptée dont les plus anciens remontent au IX^e siècle, pierres tombales ou calvaires à la croisée des chemins, monuments commémoratifs portant la Croix du Christ comme un arbre de la vie victorieuse de la mort – avaient été détruits puis broyés. « C'était une profanation de cimetière. Et l'Europe est restée silencieuse. C'est une expérience amère et douloureuse. » C'était aussi l'une des manifestations de la politique négationniste de l'identité arménienne de ces territoires voulue par le président Aliiev. Dans un silence de cathédrale, les paroles du catholicos tombent alors, une à une, pour appeler l'Europe à une intervention : « Nous espérons que l'Europe saura mettre une chemise de contention à la Turquie et à l'Azerbaïdjan, pour les retenir dans leur volonté d'invasion. Le but est évident : ils souhaitent réaliser leur rêve séculaire d'expansionnisme et de panturquisme. »

Ces attaques gratuites contre les lieux de l'héritage arménien finiraient de prouver, s'il en était besoin, que cette guerre dépasse très largement les limites d'un conflit de territoires pour être la poursuite d'une guerre de civilisation qui oppose un peuple chrétien isolé, à ses voisins musulmans. « Ce sont les pauvres qui meurent, ceux qui n'avaient aucun intérêt dans ce conflit, confie Mgr Minassian, ordinaire d'Europe





GÉNOCIDE Ci-dessus : un charnier de victimes du génocide en 1915, dans le village arménien de Sheykhalan, dans la plaine de Mouch, à l'est de la Turquie. Page de gauche, en haut : le territoire de la République démocratique d'Arménie, entre mai 1918 et décembre 1920. En bas : François-Xavier Bellamy reçu par Garéguine II, patriarche suprême et catholikos de tous les Arméniens, et l'archevêque Nathan Hovhannissyan, directeur du département des relations extérieures de l'Eglise apostolique arménienne.

orientale de l'Eglise catholique arménienne, à François-Xavier Bellamy qu'il reçoit à sa paroisse d'Erevan, dans un faubourg de la ville. *Je n'ai jamais vu une foi semblable à celle des gens d'ici. C'est un pays chrétien à 99,9 %. Et ils nous demandent de changer toute l'histoire de ce peuple.* » « Car il y a un élément que personne ne veut voir, souligne encore Hovhannès Guévorkian. Il est géographique : nous sommes sur le chemin des Turcs. »

L'ÉPÉE MUSULMANE

Le choc des civilisations, l'Arménie le porte en effet dans sa chair plus qu'aucun autre peuple depuis 1915. Le peuple arménien fut le premier du siècle à subir, dans ses territoires soumis à l'Empire ottoman, le fer épurateur des génocidaires qui le saigna de 1,5 million d'hommes, de femmes et d'enfants. Après la prise de pouvoir du parti Jeunes-Turcs à Constantinople en 1908, les Arméniens avaient été ciblés comme un insupportable obstacle à la politique d'islamisation générale de l'Etat. Pour assurer le salut de la patrie, il fallait la purifier et les éradiquer, comme toute la population chrétienne après eux. A la veille de la Première Guerre mondiale, fort d'un accord avec l'Allemagne dont il espérait le soutien, en cas de victoire, dans sa volonté d'expansion territoriale et de réunion des peuples turcophones, l'Empire ottoman allait abattre sans pitié son épée sur des populations vivant pacifiquement depuis cinq siècles en son sein. Ce furent d'abord les soldats de l'armée, accusés par

Enver Pacha, ministre de la Guerre, d'être responsables de la défaite de Sarikamish, qui furent affectés à des bataillons de travail avant d'être éliminés. Ce fut ensuite le tour de l'élite politique, intellectuelle et économique qui fit l'objet d'une rafle culminant dans la nuit du 24 au 25 avril 1915 avec l'arrestation de 235 intellectuels à Constantinople. Ordonnées par Talaat Pacha, ministre de l'Intérieur, ces arrestations s'élevèrent en quelques jours à 2 345. Le 27 mai fut adoptée la loi « sur la déportation » : la population arménienne était mise sur les routes, à destination des régions désertiques de Syrie et de Mésopotamie ; ses biens étaient déclarés abandonnés et pillés, les hommes adultes retirés des colonnes et tués à l'arme blanche. Des groupes armés turcs et kurdes faisaient des descentes sur les colonnes, enlevaient femmes et enfants sans que les policiers de l'escorte n'interviennent. Des dizaines de milliers d'orphelins, quand ils étaient jugés suffisamment jeunes pour ne pas conserver de souvenirs et de rancœur, furent intégrés à des familles turques pour y être islamisés.

Il fallut attendre la défaite de la Turquie au terme de la guerre de 1914 et la fuite des responsables du parti Jeunes-Turcs pour que cesse la tragédie. Les Arméniens, pourtant,

avaient été très loin d'obtenir justice. Déclarant en 1918 leur indépendance, en s'affranchissant à la fois de la Russie et des Turcs, ils avaient espéré l'appui des Alliés pour retrouver leurs frontières historiques. Le traité de Sèvres de 1920 leur en avait d'abord garanti la plus grande partie. Mais la grande Arménie n'avait été qu'un rêve. Refusant cette amputation de son territoire et renversant le pouvoir exsangue du sultan, Mustafa Kemal avait alors mobilisé le nationalisme turc et mené une guerre victorieuse contre les armées grecques (débarquées à Smyrne pour une reconquête de l'Ionie) et arméniennes, en même temps que contre les irrédentistes kurdes. En novembre 1920, la minorité bolchevique arménienne avait, en réaction, réclamé la protection de l'Armée rouge, poussé le gouvernement à la démission et déclaré la République soviétique socialiste, intégrant, de fait, le 2 décembre, l'Union soviétique. Cela n'avait pas suffi à lui éviter une défaite totale. Dès le mois de décembre, elle dut céder ses territoires occidentaux (60 % de sa superficie) à la Turquie ; cession avalisée le 13 octobre 1921, par le traité de Kars signé entre la Turquie et les républiques caucasiennes de l'Union soviétique. Les Soviétiques laissèrent les régions



FLAMME ÉTERNELLE Ci-dessus : François-Xavier Bellamy et Harutyun Marutyan, directeur du musée du Génocide d'Erevan, le 3 avril 2021. Les deux hommes se recueillent devant la flamme éternelle qui brûle au cœur du sanctuaire commémoratif élevé en hommage aux victimes du génocide arménien par les Turcs en 1915. En bas : l'Evangile d'Haghpat et Horomos, de 1211, conservé par le musée du Matenadaran à Erevan.

d'Arménie occidentale à Atatürk et cédèrent le Nakhitchévan, territoire enclavé en terre arménienne, à l'Azerbaïdjan – comme l'avait été trois mois plus tôt le Haut-Karabagh, sur la décision personnelle de Staline. Refusant d'accorder aux milliers d'Arméniens survivants du génocide réfugiés en Arménie orientale le droit au rapatriement, les Turcs s'approprièrent les biens et l'héritage multi-séculaire de l'Arménie occidentale vidée de sa population arménienne.

Telle est l'histoire tragique de ce peuple que l'on peut lire à travers les salles du musée du Génocide, arraché à l'interdit commémoratif soviétique en 1965, par les manifestations populaires et l'énergique soutien du Premier secrétaire Zoroubian. De cette énergie du désespoir fut tirée une longue flèche en granit tendue vers le ciel et déchirée en son centre par une profonde fissure, symbole de la dispersion arménienne et de son unité, des millions de victimes du génocide mais aussi de l'avenir plein d'espoir vers lequel elle se tourne désormais. Cet espoir, c'est ce qu'est venu recueillir et accompagner François-Xavier Bellamy, reçu par le directeur du musée, Harutyun Marutyan. A quelques mètres, le sanctuaire commémoratif abrite la flamme éternelle devant laquelle se recueillent les deux hommes. Sur le mur commémoratif sont apposées des plaques en hommage aux défenseurs de l'Arménie. Parmi elles surgit celle d'Anatole France, et semblent résonner ses mots du 9 avril 1916 devant la Sorbonne : « *L'Arménie expire. Mais elle renaîtra. Le peu de sang qui lui reste est un sang précieux dont sortira une postérité héroïque.* »

UN AVENIR INCERTAIN

Cette postérité héroïque, elle se donne à voir aujourd'hui dans les couloirs du Centre de rééducation des blessés de guerre. Au premier regard, le bâtiment ressemble à un

internat un jour de visite parental. Tout est fait pour que le lieu soit accueillant : tableaux de paysages sur des murs blancs fraîchement repeints, boiseries, parquet. Des salles de repos dans lesquelles de bons canapés vous tendent les bras, d'autres qui pourraient être des salles de sport avec du matériel de qualité. Dans les couloirs, des familles attendent ou se promènent, parents et jeunes frères et sœurs en visite. Mais les pensionnaires ont ceci de particulier : ce sont des adultes et ce sont des blessés. Ils ne portent pas d'uniforme, mais les lourdes séquelles de six semaines sur le front. Six semaines qui les suivront tout le reste de leur vie. Nombreux sont ceux qui se déplacent en fauteuil roulant, jambe amputée ou fonctionnement moteur défaillant ; à leur camarade, c'est un bras qu'il manque. Dans les chambres, de jeunes hommes de 20 ans reposent, le visage brisé par des éclats d'obus, nouvelles « gueules cassées », cent ans après la guerre de 1914-1918.

Pourtant, aucun dolorisme ici. Si les regards sont souffrants, parfois vidés, les

attitudes sont dignes et imposent l'admiration et le respect. Ces hommes se sont battus pour leur pays. Maintenant ils se battent pour leur avenir. Grâce à la bibliothèque du centre, certains travaillent, reprennent des études trop vite mises de côté. D'autres découvrent la création artistique, et la directrice présente un atelier de papillons peints qui seront mis en vente. Ainsi préparent-ils leur réinsertion sociale. Car ils le savent, dans un pays touché par un taux de chômage de plus de 16 %, trouver un travail avec les stigmates de la guerre ne sera pas facile. A la sortie, un homme, hésitant, vient saluer le député. Il est jovial, heureux, amputé du bras droit. Très ému de voir des Français, il raconte son engagement volontaire pour la défense du Karabagh. Ce n'était pas la première fois, mais cela semble une évidence : s'il faut le refaire, il y retournera.

Dans les rues d'Erevan, la paix a repris ses droits. Des affiches violettes pour l'application de Paris en ligne Vivaro envahissent les espaces publicitaires, des gens montent en courant à bord de bus déjà en marche, un homme dort, capot ouvert, dans sa voiture arrêtée au milieu de la route. Une femme, tel un santon de Provence, transporte une réserve de branches sèches sur le toit de son véhicule. Les passants déambulent à un rythme de promenade, comme si, désormais, un temps nouveau s'étendait devant eux. Mais la guerre n'est pas terminée. Des centaines de familles attendent leurs





PRIÈRES Ci-dessus : l'église Sainte-Mère-de-Dieu à Erevan, la nuit de Pâques. Les Arméniens viennent se recueillir et planter des bougies au pied de l'autel. Cette église du XIII^e siècle est l'une des plus anciennes de la capitale, aujourd'hui intégrée à l'ensemble moderne de l'église Sainte-Anne d'Erevan.


disparus. Dans certains quartiers, les réfugiés du Karabagh s'entassent, tandis qu'ailleurs, des maisons abandonnées, en ruine, témoignent de la reprise d'une vague d'émigration irrépressible. « *Cette nouvelle vague est terrible*, affirment Richard Giragosian et Alexander Iskandarian, directeurs du Centre d'études régionales et de l'Institut du Caucase, et spécialistes des relations internationales de la région, tous deux issus de la diaspora mais ayant fait le choix de rentrer au pays. *Elle est terrible car beaucoup de ceux qui partent sont des Arméniens de la diaspora qui avaient tenté de revenir. Mais ils décident à nouveau de partir.* » Echec cuisant pour le pays toujours plus dépendant de ses diasporas. Or, « *la diaspora donne de l'argent, mais elle ne donne pas ses talents* ». Et ce que veut l'Arménie aujourd'hui, c'est retrouver son indépendance et l'autonomie dont on l'a trop longtemps privée.

Cela passe par la formation de ses élites, l'objectif de Bertrand Venard, recteur de l'Université française en Arménie, qui s'est fixé pour but de développer des programmes d'enseignement supérieur, en coopération avec les universités de Lyon 3 et de Toulouse 3, en créant l'ambitieux projet PREMS, plan de réintégration des étudiants ex-militaires vers le succès ; en travaillant aussi à la création d'écoles d'ingénieurs pour

développer la compétence arménienne sur le marché technologique. C'est également le travail de la Chambre de commerce et d'industrie, présidée par Tigran Arakelian et dirigée par Victor Warin. Les deux jeunes Franco-Arméniens sont quant à eux confiants dans l'avenir de leur pays et dans les nouvelles perspectives économiques qui s'ouvrent. Ils réunissent autour d'eux des responsables et représentants d'entreprises installées sur le sol arménien : *Le Courrier d'Erevan*, média francophone, Carrefour, Veolia, Bureau Veritas... Leur objectif est d'émailler le pays d'un réseau de PME afin de le sortir d'une perspective humanitaire pour qu'il devienne un lieu économiquement attractif.

Au bout de la grande avenue Mesrop Machtots domine l'imposant musée du Matenadaran, précédé de la statue du moine Mesrop Machtots, créateur en 405 de l'alphabet arménien. Le Matenadaran rassemble plus de 17 000 manuscrits anciens et présente aussi bien un évangile enluminé d'oiseaux aux mille couleurs que la seule traduction complète de la *Chronique* d'Eusèbe de Césarée avant sa disparition, des enluminures d'une rare finesse

allées à des dessins de plantes médicinales. Ils semblent rappeler à Erevan et à toute l'Arménie, que l'espoir n'est jamais perdu, car l'histoire d'une civilisation ne se limite pas à ses malheurs présents mais tire sa sève des terres qu'elle a cultivées, des textes qu'elle a écrits, des images qu'elle a peintes et des œuvres qu'elle a créées ; de sa résistance éternelle aux forces qui l'ont combattue.

Dans l'obscurité de la nuit de Pâques, les Arméniens se pressent autour de l'autel médiéval d'une Vierge à l'Enfant. Le cierge à la main, ils se recueillent. Dans de grandes vasques emplies de cire, ils plantent leurs bougies, flammes vacillantes au gré des vents du soir, qu'ils fixent de leurs yeux marqués par le chagrin et le courage, flammes qui portent « *l'espérance que l'épreuve et la souffrance ne soient pas le dernier mot. C'est cette espérance qu'incarnent les Arméniens pour le monde entier* », témoigne François-Xavier Bellamy. En se retirant, eux confient leur lumière à celle en qui ils ont toute foi, pour que soit préservées, encore une fois dans leur histoire, l'intégrité, la dignité, la spiritualité et la ferveur d'un petit peuple qui est si grand. 

Quand le Verbe s'est fait Chair

C'est une somme de plusieurs centaines d'entrées analytiques que publie aujourd'hui l'Ecole biblique de Jérusalem. Par sa rigueur scientifique, le *Dictionnaire Jésus* s'impose d'ores et déjà comme une référence.

Faire un portrait de Jésus qui intègre les acquis de la recherche contemporaine, le resitue dans son milieu juif d'origine, prenne au sérieux les récits des témoins recueillis dans les épîtres et les Evangiles, mais fasse aussi sa part à la transmission de son enseignement et du témoignage de sa vie par l'Eglise, en même temps que par toutes les traditions spirituelles qui s'y réfèrent : tel est le pari en forme de gageure relevé avec ce dictionnaire de 1 300 pages, plusieurs centaines de notices, réalisé par l'équipe réunie, sous le patronage de l'Ecole biblique et archéologique de Jérusalem, et en liaison avec le projet La Bible en ses Traditions du père Olivier-Thomas Venard, sous la direction d'un frère dominicain, par ailleurs éditeur de Bossuet et docteur en théologie, le père Renaud Silly. Le résultat est une éblouissante synthèse qui permet au non-spécialiste de s'initier aux délices de l'exégèse, à l'historien de disposer de l'état de la science, au fidèle de nourrir sa foi par la lecture émerveillée d'un ouvrage qui répond pleinement à l'appel de Benoît XVI, encourageant la science chrétienne à poursuivre sans crainte la réconciliation de la foi avec la raison. Le livre qu'on attendait pour connaître tout ce qu'on peut savoir, ce qu'on peut croire, ce qu'on ignorera toujours, sur la personnalité



LA FOI ET LA RAISON Ci-dessus : frère dominicain du couvent Saint-Thomas-d'Aquin, au sud de Toulouse, le père Renaud Silly a dirigé le *Dictionnaire Jésus*, fruit de plusieurs années de travail des chercheurs de l'Ecole biblique et archéologique de Jérusalem. Page de droite : *Christ pantocrator*, mosaïque, vers 1261 (Constantinople, basilique Sainte-Sophie).

en laquelle croyants et agnostiques reconnaissent également le pivot autour duquel s'est ordonnée toute notre histoire.


Pourquoi avez-vous souhaité consacrer un dictionnaire à Jésus ?

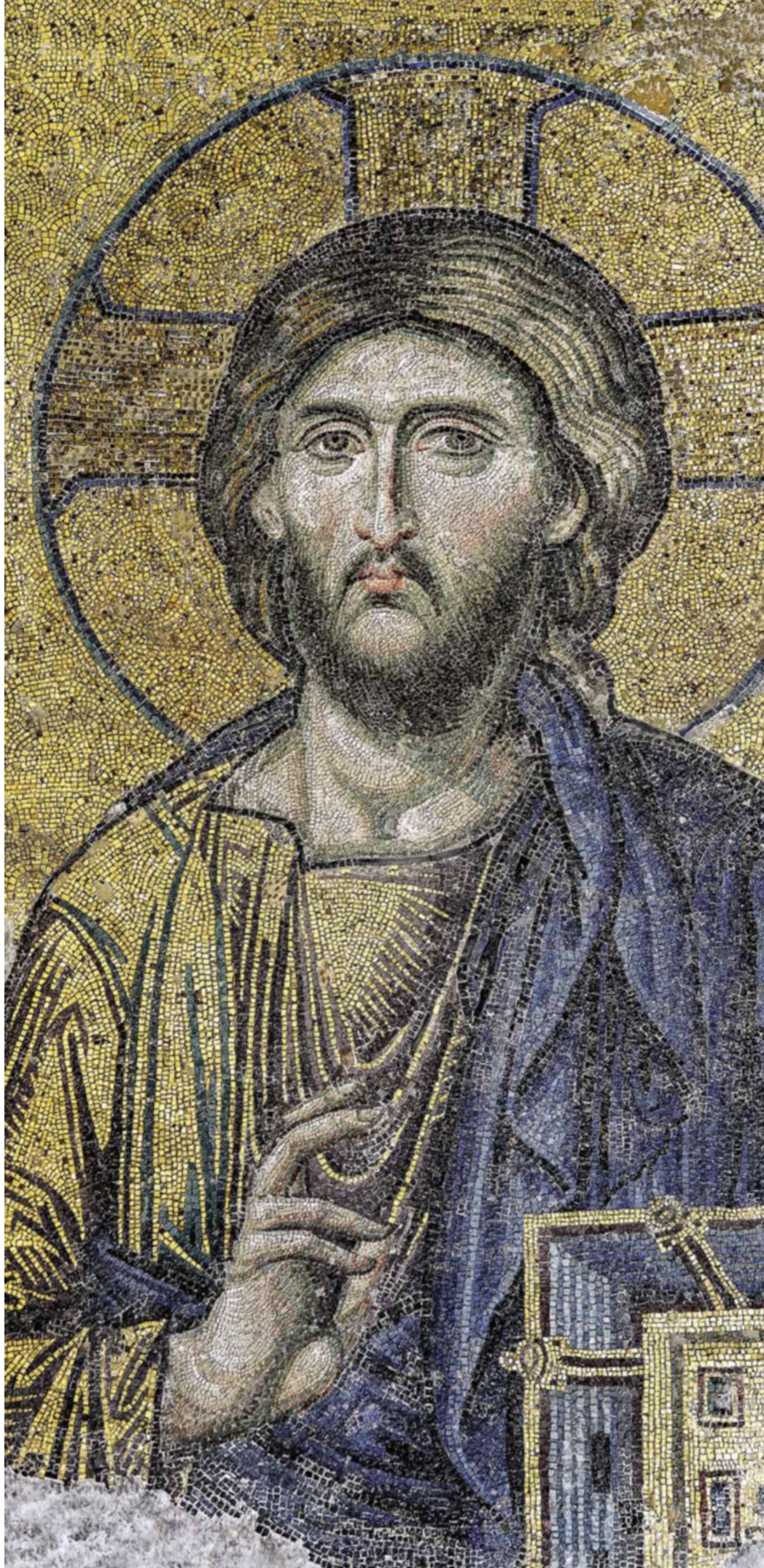
La recherche sur Jésus est très active parmi les historiens, les exégètes, les archéologues et les théologiens. Mais ces productions sont souvent assez

techniques, rédigées dans des langues étrangères, éditées dans des publications scientifiques difficiles d'accès. Le résultat est que les publications destinées au grand public se contentent le plus souvent de recycler des thèses vieillissantes, des schémas scientifiques dépassés, directement ou indirectement issus de la *Vie de Jésus* d'Ernest Renan, qui date de 1863, plus ou moins revisités par les exégètes protestants ou modernistes du XX^e siècle. Il nous a donc

paru indispensable de produire une synthèse ordonnée de l'état de la science sur la question. Or l'Ecole biblique de Jérusalem poursuit depuis plusieurs années, sous la direction du père Olivier-Thomas Venard, un projet ambitieux et novateur, La Bible en ses Traditions, qui consiste à réunir sur une base de données informatique (donc illimitée dans ses dimensions) tout ce qu'on peut connaître ou savoir de l'Ecriture sainte : les conditions de sa rédaction, sa transmission, ses variantes, sa réception dans les différentes traditions religieuses, ses multiples interprétations, sa confrontation avec le monde, croyant ou incroyant, la manière dont elle a irrigué les cultures et les civilisations. Ce projet d'approche intégrale, qui a pris le parti de ne négliger aucune source, mobilise plusieurs centaines de chercheurs de toutes nationalités. Il est en élaboration et en révision permanente, et il ne s'inscrit donc pas dans la perspective d'un achèvement prévisible : il évoluera aussi longtemps que nous travaillerons. Il a pourtant déjà débouché sur l'élaboration d'une masse de commentaires et d'annotations du Nouveau Testament. Nous avons pensé que ce matériau formait une documentation exceptionnelle qui pourrait intéresser le public, s'il était réuni et ordonné d'une manière pédagogique, qui permette à des non-spécialistes d'en faire leur miel. De là est née l'idée de ce dictionnaire, réalisé par une équipe restreinte et cohérente composée du père Olivier-Thomas Venard, qui a énormément travaillé sur la Passion et la Résurrection, de l'historienne Bieke Mahieu, qui s'est intéressée au contexte, d'auxiliaires qui ont rendu lisible la base de données, et de moi-même pour tout ce qui concerne l'enseignement et la vie publique du Christ.

**En quoi le regard
de l'historien sur la personne
du Christ a-t-il été changé
par les découvertes des
cinquante dernières années ?**

L'un des points centraux est la découverte des manuscrits de la mer Morte, 





PARCHEMINS

Ci-contre : deux rouleaux de manuscrits découverts en 1947 dans les grottes de Qumrân, sur les rives de la mer Morte. Au total, 900 manuscrits seront mis au jour jusqu'en 1956.

Ces textes religieux – dont la plus ancienne version de l'Ancien Testament connue – en hébreu, araméen et grec, datés entre le III^e siècle av. J.-C. et 70 apr. J.-C., ont fait l'objet d'un long travail de publication qui s'est achevé tout récemment. Page de droite : *La Circoncision*, par Claude Vignon, 1627 (Tours, musée des Beaux-Arts).

après la Seconde Guerre mondiale. Leur publication ne s'est achevée qu'il y a deux ou trois ans, et on est loin d'avoir fini d'exploiter ce qui a été publié. Ils représentent une somme extraordinaire de littérature juive légèrement antérieure ou contemporaine du Christ, dont on ignorait l'existence et le contenu. Or elle est indispensable à la compréhension du contexte historique et spirituel dans lequel Jésus a vécu sa vie d'homme. Elle a conduit notamment à prendre la mesure du profond enracinement de la prédication de Jésus dans la tradition juive. Cela a conduit à relativiser la vision du XIX^e siècle, qui avait fait du Christ un maître de sagesse, dont l'aura aurait été due à la nouveauté de son enseignement. Nous comprenons mieux, à la lueur de ces textes, que sa véritable originalité fut de se réapproprier toute la tradition juive pour lui donner une nouvelle autorité en sa personne. Que sa prétention a été, en quelque sorte, de récapituler la Loi en la reformulant dans l'enseignement que nous transmettent les Evangiles.

A quoi tient alors la nouveauté de sa parole ?

Jésus reprend des éléments anciens, mais en les argumentant de façon nouvelle. Si l'on prend l'exemple de son enseignement sur l'indissolubilité du mariage, on en trouve une trace chez les Esséniens de Qumrân. Mais elle tenait, chez eux, à une interdiction des deuxièmes noces motivée par le fait que la pureté rituelle des époux qui s'étaient

donnés l'un à l'autre aurait été profanée par un nouveau mariage. Jésus dit quant à lui que l'économie même de la Création, telle que Dieu l'a conçue dans sa sagesse, veut que l'homme et la femme ne fassent qu'un et qu'ils soient à jamais une seule chair. Et saint Paul ajoute que le mariage est l'image des noces du Christ et de l'Eglise, qu'il est un sacrement qui annonce prophétiquement cette union indissoluble, que le Christ a méritée et scellée par sa Croix. Il y a là, à la fois, une continuité et une nouveauté radicale.

Autre exemple : dans le cadre de ses controverses avec les docteurs de la Loi, à Jérusalem, avant la Passion, Jésus leur demande comment ils peuvent prétendre que le Christ est le fils de David, alors que le Psaume 109 fait dire à David que le Messie est son Seigneur (« *Le Seigneur a dit à mon Seigneur : "Siège à ma droite."* »). Comment le Christ peut-il être à la fois le fils de David et son Seigneur ? Jésus ne conteste pas que le Messie soit fils de David. Mais il souligne que l'Ecriture indique aussi qu'Il l'a précédé ! Que le Messie est par voie de conséquence à la fois un être de chair descendant de David, et Quelqu'un qui l'a précédé dans l'existence. Il proclame, partant, la foi de l'Eglise dans la double nature du Christ, et il le fait en s'appuyant sur l'Ecriture mais en lui donnant une signification qui n'avait, avant lui, jamais été perçue. Au soir de la Résurrection, les apôtres s'en souviendront puisqu'ils la proclameront en invoquant ce psaume passé inaperçu dans la tradition juive.

En quoi la prise en compte de la judaïté de Jésus est-elle importante pour comprendre son message ?

La foi de l'Eglise est que la Révélation de Dieu à Israël a eu un caractère surnaturel. Elle est d'une autre nature que les semences du Verbe répandues dans toute la Création et qui sont accessibles à tous les hommes par l'exercice de leur raison. Dieu a révélé à Israël sa nature, sa Providence et ses projets de rédemption. La Révélation plénière réalisée par le Christ ne peut se comprendre que dans la continuité avec cette première Révélation. Il est donc nécessaire de scruter toutes les dimensions de ce judaïsme ancien pour saisir son accomplissement dans le Christ. Cela est vrai des Ecritures, des oracles des prophètes, mais aussi des institutions, en particulier du sacerdoce. Le sacerdoce est ce mystère qui fait du prêtre l'instrument de la divinité qui agit en lui et lui fait accomplir des sacrifices et des rituels qui font entrer en communion avec Elle. Le Christ s'étant incarné pour nous mettre dans cette communion, il a institué un nouveau système sacrificiel dont il a été à la fois le prêtre et la victime. Mais nous ne pouvons comprendre que l'Eglise est cette institution divine dans laquelle les prêtres de la nouvelle alliance exercent par Lui, avec Lui et en Lui ce nouveau sacerdoce que par référence à celui de l'Ancien Testament, lui-même institué de manière surnaturelle par Dieu. La pédagogie divine a voulu que ce sacerdoce plénier ait, d'abord, été amorcé en figure, afin d'être compris par une humanité qui, étant allée de chute en chute, n'aurait pu adhérer d'emblée à la perfection du Christ.

Les Evangiles témoignent d'une attente messianique des Juifs au temps de Jésus. Pourquoi se manifestait-elle à ce moment plus qu'à un autre ?

L'Ancien Testament avait donné aux Juifs l'espérance d'un roi, qui, face à la défaillance des pouvoirs humains, viendrait



juger avec justice. Cette attente est singulièrement présente dans les prophéties d'Isaïe. Ce messianisme royal a évolué lorsque la restauration de l'ancienne royauté davidique a paru de plus en plus inaccessible, notamment avec l'avènement de la caricature de monarchie que représentait le pouvoir de l'usurpateur iduméen Hérode, et avec le resserrement de la domination romaine. Il s'est alors concentré sur une figure céleste, dans un climat d'insatisfaction croissante. Il avait depuis toujours fait également sa place à un messianisme prophétique. Dans le Deutéronome, Moïse annonce aux Israélites que Dieu leur enverra un prophète semblable à lui. Or la période qui avait précédé l'Incarnation du Christ avait été marquée – depuis le V^e siècle av. J.-C. – par le silence des prophètes. Le surgissement de Jean-Baptiste dans le désert a été, dans ce contexte, considéré comme un coup de tonnerre : la prophétie ressuscitait soudain. Sa prédication a chauffé les esprits, alimentant la faim d'entendre la parole de Dieu. Un troisième messianisme était proprement sacerdotal. Il remontait au Livre

de Daniel qui, réinterprétant le Livre de Jérémie, annonçait l'avènement d'un prêtre qui accomplirait l'expiation définitive. Il comptait soixante-dix semaines d'années (490 ans) pour cette instauration de la justice parfaite à partir du retour des Hébreux à Jérusalem. Un comput fondé sur la mission d'Esdras, envoyée en Judée par Artaxerxès I^{er} en 458 av. J.-C., au terme d'un premier cycle jubilaire qui avait débuté en 464-463 av. J.-C., faisait tomber ce calendrier vers l'année 26-27. C'est ce qui explique l'effervescence dont témoignent notamment les Évangiles de l'enfance, lorsqu'ils évoquent les réactions d'Hérode aux demandes des mages, ou celle du vieillard Siméon lors de la présentation de Jésus au Temple. Le Christ dit lui-même dans son discours inaugural à la synagogue de Nazareth, en Luc 4, 18, qu'il est venu ouvrir l'année de grâce : c'est une référence explicite à la prophétie de Daniel. Tout le monde sentait que le système du Temple arrivait à son terme. Hérode avait fait reconstruire le bâtiment avec une splendeur sans précédent, mais il

avait promu un personnel sacerdotal choisi pour sa soumission au pouvoir en place et que sa médiocrité avait contribué à discréditer. La prédication de saint Jean-Baptiste dénonçait sa corruption. Les Esséniens de Qumrân ne reconnaissaient pas la légitimité des grands prêtres nommés, depuis les Macchabées, en dehors de la lignée légitime des descendants de Sadoq. Le contraste entre la magnificence des cérémonies et la misère spirituelle de ceux qui y présidaient contribuait à nourrir dans l'espérance juive l'attente du prêtre qui expierait définitivement les péchés en un unique sacrifice rédempteur.

Vous semblez attribuer, à cet égard, une signification particulière au mariage de Marie et Joseph.

Il est celui de deux lignées appartenant l'une à une famille royale, l'autre à une famille sacerdotale. Même s'il appartenait visiblement à une branche tombée dans un certain anonymat, Joseph était en effet, comme l'établit sa généalogie, de lignée royale. Sa famille était restée

**SAINTE FAMILLE**

Ci-contre : *L'Enfance de Jésus*, par Gerrit van Honthorst, vers 1620 (Saint-Petersbourg, musée de l'Ermitage). Même s'il n'avait pas été engendré par Joseph, Jésus restait le fils légitime du charpentier, dont le mariage avec Marie, qui avait précédé l'Annonciation, était nécessaire au plan divin. Le Christ, descendant légitime de Joseph, était ainsi de lignée royale. Page de droite : *Sainte Parenté*, par Hans Thomann, vers 1515 (Berlin, Bode-Museum).

consciente de ses origines : en particulier du fait qu'elle restait dépositaire des promesses messianiques. Luc et *Le Protévangile de Jacques* placent Marie dans une famille de prêtres. Elle a des parents proches, Zacharie et Elisabeth, qui sont de la tribu de Lévi. Ceux que l'on appelle les frères de Jésus, et qui sont des cousins, les uns du côté de Joseph et les autres du côté de Marie, portent des noms typiques des familles royales ou sacerdotales. Simon et Jude sont des noms sacerdotaux ; Jacques et Joset, des noms royaux. On a donc là la réunion de deux sources de la légitimité messianique, mise en valeur par les évangélistes parce qu'ils ont compris que le Christ cristallisait en quelque sorte l'ensemble de ce dépôt traditionnel de l'espérance juive.

Quel sens avait ce mariage virginal ?

Il n'était pas destiné à le rester au moment où il a été conclu : saint Thomas d'Aquin y insiste, car il estime que, sans cela, il eût été une apparence de mariage. Au moment de l'Annonciation, Joseph et Marie étaient d'ores et déjà mariés. On avait simplement remis à plus tard la cohabitation, comme c'était l'usage, en raison du jeune âge de Marie. L'étonnement de Marie, à l'écoute du message de l'ange vient de ce que, connaissant l'Écriture, elle sait par la lecture d'Isaïe 7, 14 (nombre de tableaux de l'Annonciation la représentent en train de lire ce passage) que le Messie doit naître d'une vierge. C'est pourquoi elle demande comment cela va se faire.

Que vaut la tradition, illustrée elle aussi par de nombreux tableaux, notamment par une œuvre de Titien, selon laquelle elle aurait d'ores et déjà consacré sa virginité au Temple, et n'aurait envisagé avec Joseph qu'un mariage blanc ?

C'est une tradition légitime, mais il se serait agi d'un vœu conditionnel ; il n'est pas possible qu'il se soit agi d'un vœu absolu, car dans ce cas, elle n'aurait pas été réellement mariée. Or ce mariage réel était nécessaire au plan divin, pour que Jésus soit le descendant légitime de Joseph et, partant, de lignée royale. Les Évangiles sont aussi préoccupés de relater la naissance miraculeuse et virginale de Jésus que de souligner la paternité de Joseph. Le terme usuel d'*adoption* est à cet égard trompeur : Joseph n'avait pas besoin d'adopter Jésus, né de sa légitime épouse. Il était automatiquement le père de l'enfant né de sa femme. Seulement, ce n'est pas lui qui l'avait engendré. C'est ce qui explique que figure, par exemple, en tête de l'Évangile de Matthieu, la généalogie de Jésus par Joseph et non pas par Marie, alors même que suit immédiatement le récit de sa conception virginale. Les évangélistes ne sont nullement arrêtés par ce qui aurait pu leur apparaître comme une contradiction, voire une faiblesse. Ils sont au contraire émerveillés par la manière dont avaient été réalisées les prophéties en dépit de ces apparentes contradictions.

Votre dictionnaire fait un point sur la question rebattue des prétendus « frères » de Jésus, tout en montrant aussi combien la famille du Christ a joué un rôle important...

Dans la langue de tradition des récits à partir desquels ont été rédigés les Évangiles, le mot « frère » est beaucoup plus large que le frère utérin, mais désigne tous les membres de la parentèle. Jacques et Joset, que les évangélistes appellent « frères du Seigneur » sont dits aussi par lui fils de l'autre Marie, présente au pied de la Croix aux côtés de la Vierge. Dans la première communauté de Jérusalem, les cousins en question ont cependant recueilli, après sa mort et sa Résurrection, une partie de l'héritage moral de Jésus, notamment le titre de fils de David, en application des lois successorales juives, et en l'absence de descendance et de frères de sang. C'est ce qui a fait de Jacques le Mineur le chef de l'Eglise de Jérusalem.

Votre dictionnaire prend le témoignage des Évangiles au sérieux. Que penser de la critique rationaliste qui les disqualifie du fait du caractère relativement tardif (sans doute trois décennies après les événements) de leur rédaction ?

Ce sont des questions qu'il ne faut pas aborder avec des slogans, mais regarder

de près. Il y a eu, indiscutablement, des étapes dans la fixation de la tradition sur Jésus. La première a été l'enseignement du Christ lui-même à ses apôtres. Or il est clair que Jésus a eu le souci de donner une forme fixe à cet enseignement. L'Évangile abonde en questions posées à ses disciples : « *Pour vous, qui suis-je ?* », ou en recommandations : « *Plus tard, vous comprendrez* », « *Ce que j'ai fait, refaites-le, vous aussi* », etc. On comprend, à les lire, que le Christ a usé de pédagogie. Il ne s'est pas contenté de délivrer un message sans se soucier d'être compris, il a contribué à faire prendre forme à une mémoire de ce qu'il voulait dire. Cette mémoire immédiate s'est transmise ensuite, d'abord, de manière orale. Il y avait dans les premières communautés chrétiennes, des « serviteurs de la parole » dont le rôle était de conserver et de répéter les paroles du Christ pour éviter qu'elles n'évoluent de manière anarchique. C'est ce qui explique que cette tradition ne se soit pas dispersée et que l'on n'ait finalement que quatre Évangiles (les apocryphes étant beaucoup plus tardifs et datant des II^e et III^e siècles). Elle est restée originaire du groupe des témoins authentiques que Jésus avait lui-même choisis. Tous les Évangiles ont ainsi une origine apostolique, qu'ils remontent au témoignage de Matthieu, de Pierre (à travers Marc), de Paul (à travers Luc) ou de Jean. Les faits et dits de Jésus se sont ainsi transmis et répandus, d'homme à homme, dans l'esprit de la Pentecôte, sans subir de variations significatives, irriguant les communautés et convertissant les cœurs. Au bout d'une quinzaine d'années, vers 50, on constate que se sont constituées des collections d'écrits. Des analogies entre saint Paul et saint Luc dans l'ordre des paroles et des enseignements reproduits semblent témoigner d'une même source écrite. Il devait s'agir de formulaires regroupant des paroles du Christ, sans doute de manière thématique. Mais lorsque les témoins directs du Seigneur ont commencé à mourir, on a éprouvé le besoin de fixer la tradition de manière définitive. C'est à ce

moment-là que les trois Évangiles synoptiques ont été couchés par écrit comme le témoignage d'une mémoire fiable et authentique, préservée dans sa pureté, dotée d'une portée canonique et destinée aux générations à venir.

Il y a pourtant des différences d'un Évangile à l'autre...

Elles s'expliquent par le fait qu'à l'époque de Jésus, la transmission se faisait de deux manières : certains rabbis délivraient un enseignement juridique dont leurs disciples consignaient un verbatim, à répéter sous une forme fixe. D'autres utilisaient des anecdotes significatives, qui étaient répétées de manière plus libre. Jésus passe de l'un à l'autre. Les points saillants de son enseignement sont visiblement contrôlés par lui. Le contexte peut varier. Prenons l'exemple de la guérison du fils du centurion au chapitre 7 de saint Luc. On la retrouve comme guérison du fils d'un fonctionnaire royal dans saint Jean 4. C'est visiblement la même histoire et les points importants sont identiques : la guérison d'un enfant à distance, la prise en compte de la foi du suppliant, qui avait quitté sa maison pour venir implorer Jésus. Luc a gardé le fait qu'il s'était agi d'un centurion romain, ce qui était parlant pour sa prédication auprès des païens. Saint Jean, qui s'adresse à des Juifs, ne s'intéresse qu'à la performance de la parole du Christ. Il néglige donc le détail de l'appartenance du demandeur à l'armée romaine.

Il y a aussi des erreurs factuelles dans les Évangiles : on ne trouve pas trace de recensement par exemple au moment de la naissance du Christ, mais seulement dix ans plus tard. Or c'est ce recensement qui aurait, selon saint Luc, conduit Joseph et Marie à Bethléem...

Il faut, pour le comprendre, entrer dans la logique des auteurs. Luc veut avant tout



inscrire l'Incarnation dans un contexte d'un profond symbolisme historique. Il parle effectivement d'un recensement qui a eu lieu en réalité en 6, sous le gouverneur Quirinius, lors de la liquidation de la succession d'Archélaos, déposé par Auguste puis exilé en Gaule. C'est qu'il veut situer la naissance du Christ dans le contexte global de la chute de la monarchie judéenne. Au moment de la naissance du Christ, Hérode le Grand avait perdu la confiance d'Auguste, qui lui avait retiré certaines prérogatives. On avait alors envoyé un haut fonctionnaire romain estimer les fortunes de manière à organiser la succession. Le processus ne s'était achevé que dix ans plus tard, avec la déposition d'Archélaos, remplacé par un préfet romain. La naissance du Christ se situait au début, le recensement à la fin. Luc déplace l'événement pour souligner un fait réel : Jésus est venu au monde au moment où s'effondraient les derniers reliquats de la monarchie juive. C'est lui le roi des Juifs, mais titulaire d'une royauté entièrement nouvelle. Il est apparu au moment où le monde s'unifiait sous la houlette de Rome, lui qui allait l'unifier d'une tout autre manière. C'est cela que veut signifier le détail du recensement. Quant au déplacement de la Sainte Famille à Bethléem, il avait probablement été provoqué par l'un des multiples recensements locaux dont l'établissement des rôles fiscaux donnait l'occasion. Joseph, étant d'ascendance bethléémite, a pu devoir se rendre en Judée dans ce cadre.

L'exégèse moderne a longtemps prétendu que, plus que de la vie et des paroles du Christ,

les Evangiles témoignaient de la foi des communautés qui les avaient produits...

C'est une position de principe qui ne trouve pas d'appui dans les textes. Dans la génération apostolique, comme le racontent les Actes des apôtres, un débat houleux a longtemps opposé les uns et les autres pour savoir s'il fallait ou non imposer la circoncision aux païens qui se convertiraient au Christ. Or la question n'a fait problème que parce que le Christ n'en avait pas parlé et qu'il fallait se décider sans le secours de sa parole. Et il est frappant de constater qu'aucune des deux parties n'a osé inventer une telle parole pour étayer sa thèse. Cela montre bien que tel n'était nullement l'usage, mais que les paroles du Christ, pour avoir été recueillies par tradition orale, n'en étaient pas moins objet d'un respect scrupuleux.

Vous semblez tenir qu'il faut être un minimum en sympathie avec les textes pour les comprendre. Est-ce à dire qu'il faut être croyant pour étudier les Evangiles ? Votre état de prêtre n'est-il pas au contraire un obstacle à votre objectivité d'historien lorsque vous étudiez les Evangiles ?

Marcel Gauchet, qui est agnostique, a donné une postface à un livre récent sur l'Eglise primitive. Il y présente Jésus comme un personnage relativement mineur, tout en reconnaissant que le christianisme a été une matrice d'une incroyable fécondité, qui a marqué cultures et civilisations, et il s'interroge sur ce contraste. Il décrit l'expérience de la Résurrection comme un phénomène psychique, mental, qui aurait collectivement touché les apôtres au matin de Pâques et qui leur aurait fait réellement croire que le Christ était ressuscité, ce qui avait changé leur destinée et celle du monde. Cette position n'est pas inintéressante, mais elle ne correspond en rien aux récits de Résurrection dont

nous disposons. Ils nous disent au contraire que les témoins ont constaté de leurs yeux que le tombeau était vide, et ils nous ont décrit en détail les apparitions du Ressuscité, mettant même en scène (dans le cas de Thomas) les difficultés que certains d'entre eux avaient pu avoir à admettre la Résurrection. On peut bien entendu ne pas y croire, mais rien ne permet de dire qu'il s'agisse d'un phénomène mental. Les chaînes de causalité mises en évidence par les textes ne sont pas celles-là. Les récits de Résurrection sont d'ailleurs les moins harmonisés de tous les Evangiles. Or leurs contradictions (sur les lieux, les dates, les protagonistes) indiquent justement que nous sommes là devant des récits bruts, qui doivent être reçus comme tels par l'historien. Il ne s'agit pas d'un conte, d'une manière de dire. Ils prétendent à une objectivité absolue, tout en étant ordonnés à une confession de foi. Face à de tels récits, la foi est plutôt une aide qu'un obstacle. Elle n'explique pas les faits, mais elle met l'historien en sympathie avec le témoin qui lui permet de mieux comprendre le registre dans lequel il s'adresse à nous.

L'exégèse rationaliste s'est efforcée, depuis Renan, de présenter un Jésus sans miracles.



N'est-ce pas naturel pour un historien ?

Le problème est qu'un Jésus sans miracles est simplement incompréhensible. C'est bien par les signes qu'il accomplit que Jésus draine des foules considérables, autant et plus, d'abord (il s'en désole lui-même), que par son enseignement. Les miracles de Jésus font en outre partie de sa prédication : ils la prolongent dans une parfaite cohérence. Jésus prêche l'amour et la miséricorde, l'attention aux plus humbles, mais cette prédication prend d'autant plus de valeur qu'il la met en œuvre par ses miracles. Ce sont par ailleurs ses miracles qui suscitent l'hostilité du clergé du Temple, qui craint que l'adhésion qu'ils lui valent ne provoque un soulèvement qui justifiera en retour une répression romaine. L'Evangile de Jean montre que c'est la résurrection de Lazare qui mène Jésus à la Passion. C'est elle qui provoque son entrée triomphale dans Jérusalem le jour des Rameaux. Elle qui suscite le complot du clergé du Temple.

Est-il scandaleux aux yeux des Juifs du temps que Jésus se dise Fils de Dieu ?

L'appellation est ambiguë. Pour les Juifs, elle peut être acceptable, car ils tiennent Dieu pour leur père. L'Ancien Testament use de cette expression. Pourtant, à plusieurs reprises, Jésus fait voir qu'il entend

« AVANCE ICI
TON DOIGT »

Ci-contre :
*L'Incrédulité
de saint Thomas*,
par Caravage,
vers 1603 (Potsdam,
Schloss Sanssouci,
Bildergalerie).
« Parce que tu
m'as vu, tu as cru.
Heureux ceux
qui n'ont pas vu
et qui ont cru. »
(Jean 20, 29).

qu'il y a entre Dieu et lui un véritable lien de filiation qui fait de lui un être sans équivalent. Cela se manifeste dès l'enfance, puisque c'est la réponse qu'il donne à ses parents lorsqu'ils le trouvent enseignant dans le Temple : « *je dois être aux affaires de mon père* ». Il dit cela à 12 ans, qui est l'âge auquel, dans l'Antiquité, le jeune Juif semblait atteindre sa majorité – c'est l'âge où Samuel commence à prophétiser, tout comme Daniel. On peut donc dire que Jésus a revendiqué cette filiation divine aussi loin que nous puissions remonter dans son histoire. C'est également ce qu'il reedit à ses disciples après Pâques, lorsqu'il leur annonce qu'il remonte vers son Père. Il y distingue la filiation naturelle qui le lie à Dieu de la filiation adoptive qui est la nôtre en tant que fils de Dieu.


Pourquoi, lors de son procès, le grand prêtre s'en indigne-t-il ?

Probablement parce que Jésus use de ce titre dans des termes sans équivoque et qu'il revendique par là sa messianité. Or il paraît inouï au grand prêtre que quelqu'un se prétende le Messie sans être issu de l'élite religieuse du Temple, sans avoir été adoubé par elle. Jésus se présente, dans le même dialogue, comme le Fils de l'homme, ce qui renvoie au Livre de Daniel, où vient du ciel, au dernier jour, un personnage qui est « *comme un fils d'homme* » mais qui est une figure transcendante, une image de Dieu. Sa prétention d'être ce personnage, qu'on verra, conformément à la prophétie, « *siéger à la droite de Dieu et venir sur les nuées du ciel* », est dès lors considérée comme blasphématoire, car elle revient, pour Jésus, à revendiquer sa divinité. Nous sommes là devant un dialogue d'une intensité incomparable, où tous les mots nous apparaissent à double sens (parmi eux, la « prophétie » de Caïphe : « *Il vaut mieux qu'un seul homme meure pour le peuple et que la nation entière ne périsse pas* », qui exprime chez lui un calcul politique, mais dévoile involontairement tout le sens théologique de la Passion). Ils n'ont peut-être pas toujours été sentis

comme tels par ceux qui ont assisté ou participé à la scène.

Votre dictionnaire insiste sur le fait que, théologiquement, on ne peut pas dire que Dieu ait « voulu » la Passion, dans la mesure où celle-ci passait par les péchés de Judas, de Caïphe, de Pilate. Comment celle-ci s'inscrivait-elle alors dans le projet divin, puisqu'elle était l'instrument de la Rédemption ?

Dieu n'a pas voulu la souffrance et la mort de son Fils sur la Croix. Ce que Jésus a désiré d'un grand désir, c'est de faire la volonté de son Père, quel qu'en puisse être le prix. Il a manifesté sa nature divine, par son enseignement, son témoignage et ses miracles, sa revendication du rôle d'unique médiateur entre Dieu et les hommes, pour instaurer l'éternelle justice à quoi tendait son Incarnation, en sachant que cela le mènerait, du fait du

péché des hommes, à la mort sur la Croix. Et c'est cet acte de don total de lui-même par obéissance et amour infini de son Père, ce désir d'expiation au prix de sa vie par son innocence les péchés des hommes, qui ont eu un caractère rédempteur, et non pas sa souffrance elle-même, dont Dieu n'avait nul besoin. 

À LIRE

Dictionnaire Jésus

L'Ecole biblique de Jérusalem
Edition établie sous la direction de Renaud Silly o.p.
Bouquins
« La Collection »
1 312 pages
32 €



CHEMIN DE CROIX Ci-dessus : *La Montée au Calvaire*, par Barna da Siena, XIV^e siècle (San Gimignano, Collegiata di Santa Maria Assunta). « *Père, (...) que soit faite non pas ma volonté, mais la tienne.* » (Luc 22, 42). Les Evangiles nous enseignent que le grand désir du Christ a été de suivre la volonté divine, même au prix de sa propre mort sur la Croix. C'est par ce don total de lui-même, par cet acte d'amour infini de son Père et des hommes, que s'accomplit la Rédemption.



© DR.

PAVANE POUR UNE FRANCE DÉFUNTE

Dans un essai érudit et désenchanté, Patrick Buisson sculpte le cénotaphe d'un monde disparu et dissèque la révolution anthropologique majeure que la France a connue depuis les années 1950.

Longtemps nié, l'éparpillement de la nation France en agrégat inconstitué de communautés désunies est devenu un lieu commun jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Quittant ses fonctions de ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb avait eu ces mots terribles : « *il faut une vision d'ensemble (...) parce que (...) on vit côte à côte, et je le dis toujours, moi je crains que demain on vive face à face. Nous sommes en face de problèmes immenses* ». Depuis *Les Territoires perdus de la République* paru en 2002, la réalité a fini par rattraper les Cassandre qui criaient dans le désert. Le maître livre de Jérôme Fourquet, *L'Archipel français*, a apporté une caution scientifique et une vision globale à ce que chacun ressentait confusément : le bien commun s'effiloche, la matrice civilisationnelle s'évanouit, la société française est en voie d'« *archipellisation* ». Même si l'effritement a été rapide – quatre ou cinq décennies –, comme toutes les mutations sociétales, il est passé largement inaperçu. Les temps anciens se sont évanouis dans le brouillard. A soixante ans de distance, la France des années 1950 ou 1960 n'a plus grand-chose à voir avec la nôtre. Patrick Buisson s'est efforcé d'en reconstituer le tableau avec *La Fin d'un monde* : pour rendre témoignage de la France d'avant.

Patrick Buisson est une célébrité. Journaliste, ancien directeur général de la chaîne Histoire, conseiller controversé de Nicolas Sarkozy, il ne laisse personne indifférent. Avec le bonheur de plume que personne ne lui conteste, il sculpte le cénotaphe d'un monde disparu au long d'un gros ouvrage de plus de 500 pages. *La Fin d'un monde* défend une thèse simple. Depuis les années 1950, la France a connu une révolution anthropologique majeure : le passage de l'*Homo religiosus* – au sens de *religare* –, l'homme relié au passé, à la terre, aux questions eschatologiques, à l'*Homo œconomicus*, individu isolé, sujet de droit, monade livrée aux inclinations de ses désirs.

Buisson illustre son propos à travers quelques ruptures majeures : le grand déracinement des campagnes, le krach de la foi catholique, l'escamotage de la mort ou la contestation du père et de la figure masculine. Les deux premières donnent assez bien la tonalité d'ensemble.

Le crépuscule de la France rurale, d'une France rythmée par les saisons et les jours, nourrie davantage par une économie de subsistance que par une économie d'échange est saisissant par son ampleur et sa rapidité. De 1946 à 1975, la population active agricole est passée de 7,5 millions à 2,1 millions, annonçant l'avènement de

la France du vide, celle des villages désertés de leurs habitants et de leurs services publics, dont la révolte des « gilets jaunes » a montré la souffrance. L'ouvrage dresse un réquisitoire sévère contre les politiques publiques des années 1960 menées notamment par Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture du général De Gaulle. Pour insérer notre production agricole dans l'économie mondiale, par le truchement de la « politique des structures », elles visaient à regrouper les exploitations – la taille moyenne à l'époque n'excédait pas 7 ha –, à favoriser les départs à la retraite (IVD, indemnité viagère de départ), à mettre en commun les moyens et les terres (CUMA, coopératives d'utilisation du matériel agricole ; GAEC, groupements agricoles d'exploitation en commun), à remembrer les territoires par l'arrachage des haies. En poussant à la modernisation par l'achat de tracteurs, « McCormick, le nouveau maître », c'est-à-dire par l'endettement auprès d'un Crédit agricole en plein essor. La campagne française a dès lors changé de visage. Le règne de l'argent commence. La désaffiliation aussi : « *Parce qu'il est en soi l'antithèse de la fortune héritée, le prêt émancipe le débiteur de l'histoire de son lignage et lui offre la possibilité d'un départ ex nihilo affranchi des pesanteurs et du joug du passé* ». Exode rural, télévision qui remplace la veillée, jeunes femmes attirées par la ville et la société de consommation, paysans restés vieux garçons, autant de symptômes d'un « *ethnocide bienveillant* » dont Buisson dresse le douloureux constat clinique. Il mérite d'être lu.

Cela posé, était-il possible de faire autrement ? La vie quotidienne du fermier attaché à la glèbe, brisé par la dureté du labeur qu'il décrit complaisamment était-elle si enviable ? Des transformations, que Buisson met en scène, reste quoi qu'il en soit la souffrance du « *syndrome du plouc* » dont se fait écho *Le Beau Serge*, le film de Claude Chabrol sorti en 1958 dans lequel un néo-urbain lance : « *Vous êtes comme des animaux. Il n'y a rien qui donne sens à votre vie* ». Il reste surtout un réel dont les conséquences se font encore sentir : « *Au bout du compte, l'anthropotechnie de la modernité aura eu raison d'un type humain plurimillénaire, en lui substituant un homme déraciné, organisme génétiquement modifié par l'alliance du capitalisme et de la technique, négatif absolu de ce fils de*



la glèbe qui, en ménage avec la Création, épousait la terre (...) non pour l'exploiter, mais pour la faire valoir. »

Le basculement marque d'autant plus la société française que le déracinement géographique s'accompagne d'un déracinement spirituel. Sur près de 200 pages, Buisson analyse les effets du concile Vatican II. Convoqué en fanfare par Jean XXIII le 25 janvier 1959, sur l'air du grand *aggiornamento*, de la « nouvelle Pentecôte », de l'« ouverture au monde », il ne tient guère (c'est le moins que l'on puisse dire) ses promesses. Un seul chiffre en dit plus que toutes les analyses, celui du nombre des ordinations : 1 800 en 1948, 825 en 1956, 169 en 1975, moins de 100 aujourd'hui. L'auteur dresse la chronique impitoyable de ces années de « désenchantement du monde ». Du relativisme doctrinal à la réforme liturgique actée en 1967, de la chasse à la soutane au bannissement du latin, c'est un monde réglé depuis le concile de Trente qu'on voit partir en lambeaux. La charité prônée par les « nouveaux prêtres » dont Michel de Saint Pierre narra féroce dans un best-seller de 1964 se transforme en frénésie iconoclaste où les jeunes prêtres, nourris au lait des sciences humaines, s'en prennent à la piété populaire, aux processions, aux rogations, au culte marial et mettent à l'encan ou aux Puces les humbles statues de marbre de la dévotion sulpicienne. C'est une nouvelle tentation cathare qui s'abat sur l'Eglise, celle de « l'Eglise des purs contre l'Eglise des pauvres », théorisée par des religieux comme l'abbé Michonneau, curé de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Belleville, appelant dans *Paroisse, communauté missionnaire*, à rompre avec « l'immense frange des demi-chrétiens, des ritualistes superficiels » pour se recentrer sur l'activité missionnaire sans se replier sur le « noyau de fervents ». Visiblement, le projet a fonctionné au-delà de toutes les espérances... A force de refuser le catholicisme culturel, l'Eglise de France a perdu ses ouailles. L'« enfouissement » théorisé par certains s'est achevé en ensevelissement. Finie, la sagesse des vieux curés de campagne proclamant : « Pas de communion sans gueuleton, pas de messe sans kermesse. »

Buisson fait sienne la théorie du sociologue François-André Isambert, qui parle d'une « exchristianisation » cléricale, c'est-à-dire d'un intellectualisme religieux concrétisé par le concile, les mutations doctrinales et sacramentelles, qui aurait eu pour effet d'éloigner du culte les catégories populaires. Pour Isambert, « les masses ne se seraient donc pas déchristianisées, mais auraient été exchristianisées (comme on dit "excommuniées"), c'est-à-dire repoussées hors du christianisme ». L'analyse emporte l'adhésion même si elle laisse ouverte la question de savoir ce qui serait arrivé si l'Eglise était restée fidèle à ses rites et à ses enseignements. Venu



BASCULEMENT Outre le grand déracinement des campagnes et les mutations du monde paysan (ci-dessus, à gauche, retour du labourage dans la Nièvre, en 1950), Patrick Buisson analyse les effets du concile Vatican II auquel il impute le déracinement spirituel et l'« exchristianisation » des catégories populaires (à droite, scène colorisée des Tontons flingueurs, de Georges Lautner, sorti en 1963).

de l'autre rive, Brassens, dans *Tempête dans un bénitier*, enregistrée en 1976 lors de l'émergence de la Fraternité Saint-Pie-X fondée par Mgr Lefebvre, chante avec une joviale férocité le séisme provoqué par les nouveaux liturgies : « Ils ne savent pas ce qu'ils perdent / Tous ces fichus calotins / Sans le latin, sans le latin / La messe nous emmerde / A la fête liturgique / Plus de grandes pompes, soudain / Sans le latin, sans le latin / Plus de mystère magique / Le rite qui nous envoûte / S'avère alors anodin / Sans le latin, sans le latin / Et les fidèles s'en foutent. »

Le livre de Patrick Buisson doit être pris pour ce qu'il est : un monumental essai historique, une chronique érudite et désenchantée, une déambulation à travers les temps qui ne sont plus, l'une des plus intelligentes lectures que l'on puisse faire pour saisir la mutation dont nous sommes les témoins. Malgré l'extraordinaire talent de l'auteur, on ne peut cependant se départir de quelques réserves sur la méthode. Buisson traite en effet la France comme un isolat. Il ne la compare pas avec le reste du monde alors que le processus est assez universel. Cela rend son analyse partielle (parfois partielle !). Son livre dresse un magnifique tombeau, qui donne à voir et à sentir l'univers si proche et pourtant disparu des foires aux bestiaux, des troquets, des processions, des enterrements de première classe... Mais un tombeau que n'habite l'espoir d'aucune résurrection. Limites du *laudator temporis acti*...

À LIRE



**La Fin
d'un monde**
Patrick Buisson
Albin Michel
528 pages
22,90 €



L'Autriche à trois temps

Du duché médiéval à l'empire des Habsbourg, Hélène de Lauzun fait revivre l'histoire de l'Autriche. On parcourt les pages de son livre comme autant de promenades culturelles.

« Mais toute ombre, en dernier lieu, est pourtant aussi fille de la lumière et seul celui qui a connu la clarté et les ténèbres, la guerre et la paix, la grandeur et la décadence a vraiment vécu. » Ces dernières lignes du *Monde d'hier*, le testament de Stefan Zweig, se lisent comme le fil directeur de la très belle *Histoire de l'Autriche* signée par la jeune et brillante historienne Hélène de Lauzun.

L'histoire de l'Autriche, embrassée sur plus d'un millénaire, renvoie à des réalités successives. D'abord le petit duché d'Autriche, création des Babenberg avant qu'il n'échoie aux Habsbourg qui le transforment en un archiduché. Ils l'agrandissent de possessions qui forment le noyau d'une puissance bientôt incontournable au centre de l'Europe, mais surtout, ils acquièrent, au milieu du XV^e siècle, la couronne du Saint Empire qui fait d'eux les héritiers de Charlemagne. La maison d'Autriche se partage, au début du XVI^e siècle en deux branches, l'une espagnole, l'autre germanique. Après l'extinction de la première à la fin du XVII^e siècle, l'histoire de l'Autriche se confond avec la seconde. Avec l'extension à la Bohême et à la Hongrie, 1526 marque la naissance d'une grande puissance européenne. Après avoir repoussé la tentation de la Réforme, rejeté les offensives ottomanes, atteint sa plus grande extension au traité de Rastatt de 1714, considérée comme un Tout, celle-ci est régulièrement appelée la « monarchie autrichienne » qui se réduit même à « l'Autriche » dans le langage des cours. Cette simplification est officialisée en 1804 par la création de l'empire d'Autriche qui rassemble l'ensemble des possessions héréditaires des Habsbourg. En 1867, enfin, le dualisme partage la monarchie entre Vienne et Budapest.

Avec la Première Guerre mondiale, voici venu le temps des ombres. Victime d'une guerre trop longue, de la pression des nationalismes, la monarchie multiséculaire s'effondre en octobre-



novembre 1918. Sa disparition ouvre au cœur de l'Europe un vide dans lequel vont s'engouffrer les impérialismes. La république d'Autriche née sur les ruines de la monarchie est un Etat fragile qui souffre d'une absence de sentiment national. Au temps de l'incertitude succède celui de la barbarie. Annexée en mars 1938 par le Reich hitlérien, elle plonge dans les ténèbres et perd jusqu'à son nom. Quand elle réapparaît en avril 1945, la seconde république d'Autriche est soumise à un régime d'occupation. En 1955, c'est le retour de la lumière avec la restauration de l'indépendance. Sous le coup des épreuves, un sentiment national autrichien s'est formé. C'est le début de la marche qui la conduit en 1995 à entrer dans l'Union européenne.

L'Autriche est au carrefour d'influences qui façonnent son identité. C'est l'un des nombreux intérêts du livre que d'offrir une série de promenades culturelles. Composante essentielle de l'identité autrichienne, le baroque est l'expression de la Contre-Réforme catholique triomphante. Avec le quatuor, Haydn, Mozart, Beethoven et Schubert, Vienne s'affirme à jamais comme l'Athènes de la musique. L'architecture historiciste du *Ring* illustre la puissance de la bourgeoisie libérale. C'est aussi le temps de Johann Strauss, symbole d'un art de vivre autrichien. La « Vienne fin de siècle » signe l'apothéose de l'Autriche impériale et affirme une identité culturelle distincte de l'Allemagne wilhelmienne. Après l'effondrement de 1918, Hofmannsthal, Musil, Roth reflètent dans leur œuvre le traumatisme de la « patrie perdue », tandis que Zweig oppose le monde d'hier à la barbarie menaçante.

Le temps n'est plus loin où il sera de nouveau possible de se rendre en Autriche, l'une des destinations préférées des Français. Quel meilleur conseil alors pour préparer ce voyage que l'*Histoire de l'Autriche* d'Hélène de Lauzun !

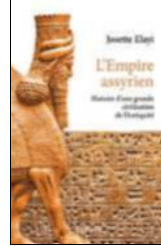
Histoire de l'Autriche, d'Hélène de Lauzun, Perrin, 448 pages, 24 €.

Par Jean-Louis Voisin, Marie Peltier, Isabelle Schmitz, Frédéric Valloire, Eric Mension-Rigau, François-Joseph Ambroselli et Philippe Maxence

L'Empire assyrien. Histoire d'une grande civilisation de l'Antiquité. Josette Elayi

Pour ceux qui se perdent entre Khorsabad et Assur, Salmanazar V (726-722 av. J.-C.) et Assarhaddon (680-669 av. J.-C.), ignorent l'Empire assyrien à son apogée vers 660 av. J.-C. (du golfe Persique aux monts Taurus, du lac Van à l'Égypte) et qu'éffraie la beauté sauvage des statues de taureaux ailés à tête humaine qui gardaient le palais de Sargon, voici le livre idoïne. Le lecteur découvre l'histoire politique et socio-économique du « pays du dieu Assur », l'Assyrie. De ce premier empire universel, il apprend ses origines obscures, son émergence au X^e siècle av. J.-C. et son effacement à la fin du VII^e siècle av. J.-C. sous les coups des Babyloniens, ennemis de toujours, alliés aux Mèdes. En chemin, des legs insoupçonnés, la « vis d'Archimède » et la création des premières grandes bibliothèques pour collecter tout le savoir d'une époque. **J-LV**

Perrin, 560 pages, 23 €.



Etonnant Moyen-Age Jean Verdon

Eminent médiéviste, Jean Verdon produit un petit traité de culture générale, balayant un large spectre de thématiques, qui parfois étonnent et toujours fascinent. Féminisme, querelles universitaires, « fake news », sexualité, vie quotidienne, loisirs : sous certains aspects, le Moyen Age semble furieusement contemporain... En revanche, les structures psychologiques et juridiques par lesquelles s'exprime la perception du temps, de l'espace, de la liberté, de l'autorité et de l'éternité, lesquelles soutiennent implicitement le propos, paraissent fort éloignées (partant si désirables) de celles de notre temps... Merveilleux Moyen Age ! **MP**

Perrin, 350 pages, 20 €.



Rome, naissance d'un empire. De Romulus à Pompée, 753-70 av. J.-C. Stéphane Bourdin et Catherine Virlouvét

Ce quatrième volume achève la série des « Mondes anciens » consacrée à Rome. Admirable. Très à jour dans une documentation qui s'enrichit sans cesse, magnifique dans son iconographie et dans ses cartes, clair dans son propos, judicieux dans les questions abordées, jamais dogmatique dans les débats et les interprétations qui agitent les spécialistes. Cette synthèse exhaustive s'adresse à tous. Elle raconte une épopée que ni le temps ni les enseignements

n'ont effadé : comment une petite cité se forme, émerge dans le Latium au milieu d'autres cités, supporte et assimile une occupation étrusque, met en place lentement un nouveau régime que l'on nomme République, acquiert la primauté en Italie et s'épanouit dans la conquête du bassin méditerranéen ? **J-LV**

Belin, 800 pages, 49 €.

Le Quartette d'Alexandrie. Hérodote, Diodore, Strabon, Chérémon. Présentations, traductions et restitution

par Sydney H. Aufrère, Pascal Charvet, Jean-Marie Kowalski et Arnaud Zucker

Après *Le Quatuor d'Alexandrie*, voici *Le Quartette d'Alexandrie*, trois Grecs et un Egypto-Grec. Si chacun joue sa partition, l'ensemble demeure harmonieux. Un même thème : l'Égypte. Hérodote vers 450 av. J.-C. en offre le premier guide ; Diodore de Sicile la visite entre 60 et 56 av. J.-C. ; Strabon y séjourne de 26 à 20 av. J.-C. Pour eux, c'est une curiosité par son histoire, sa religion et ses mœurs, voire un conservatoire de la mémoire de l'humanité. Le dernier, Chérémon, né dans le delta du Nil, érudit en lettres grecques et égyptiennes, historien, stoïcien et sociologue avant l'heure, a vécu à Alexandrie et à Rome au I^{er} siècle de notre ère. Dans un long texte, il détaille le comportement des prêtres, les animaux sacrés, les interdits alimentaires, les crues, raconte les temples, les dieux, la construction de la grande pyramide, explique comment franchir le désert et critique Hérodote, Diodore et Strabon. Un inédit prodigieux. **J-LV**

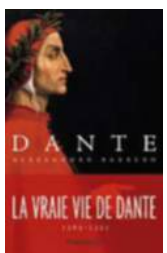
Bouquins, « La Collection », 1 056 pages, 33 €.



Dante. Alessandro Barbero

« Cette nuit-là, entre le 13 et le 14 septembre 1321, le prophète s'en alla découvrir si tout ce qu'il avait imaginé durant ces années-là était vrai. » C'est sur ces mots qu'Alessandro Barbero conclut sa fresque biographique sur l'auteur de *La Divine Comédie*. Après un époustouffant début *in medias res*, où il décrit la bataille de Campaldino, le 11 juin 1289, jour de la Saint-Barnabé, qui vit s'affronter Florence et ses alliés guelfes, partisans du pape, contre Arezzo et son clan gibelin, qui soutenait l'empereur, l'historien mène l'enquête pour tenter de reconstituer la vie de Dante, de son engagement politique comme prieur du peuple florentin à sa vie de proscrit, banni de Florence durant les vingt dernières années de sa vie. Les quelques archives qui nous sont parvenues, nous mettent sur la piste de celui qui, ballotté entre factions rivales, magnats et petit peuple, écrivit, à la fin de sa vie : « Vraiment j'ai été un navire sans voile et sans gouvernail, emporté vers divers ports, rivages et estuaires par le vent sec qu'exhale la douloureuse pauvreté. » **IS**

Flammarion, 480 pages, 28 €.





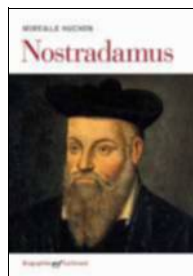
Onze énigmes de Louis XI. Lydwine Scordia

Presque un jeu : onze questions, toutes nées de la légende noire du roi. Un exemple : « Pourquoi Louis XI a-t-il l'air d'un valet plus que d'un chevalier ? » Et autant de réponses. Jamais obscures, elles suivent la chronologie et composent le portrait d'un roi impérieux qui ne ressemble à nul autre. Intelligent, actif, inquiet à l'idée de sa mort (son enterrement et son tombeau à Cléry sortent de l'ordinaire), il n'aime que les serviteurs habiles et perspicaces, pense que l'argent peut tout, que la dissimulation et le secret sont vertus royales. Lui importent la victoire, pas la manière d'y parvenir, et l'augmentation de la puissance du royaume. Avec l'intelligence mise au pouvoir, il échappe au modèle traditionnel du roi. Sa personnalité a inquiété les hommes du Moyen Âge et fascine les historiens. La preuve ? Ce livre aussi subtil que bien informé. **FV** Vendémiaire, 192 pages, 21 €.

Nobles et noblesse en France, 1300-1500

Philippe Contamine

Grand spécialiste de la guerre et des pouvoirs au Moyen Âge, de Jeanne d'Arc et de Charles VII, Philippe Contamine livre, en une synthèse très éclairante, une multitude d'informations aidant à cerner ce groupe social très minoritaire mais essentiel que forme la noblesse à la fin du Moyen Âge. On y trouve une masse considérable de renseignements sur l'affaiblissement de son pouvoir féodal, son renouvellement rendu nécessaire par l'extinction des lignages, la mise en place de son exemption fiscale, sa richesse, ses châteaux, ses loisirs et son prestige culturel, son environnement social et ses strates, son ancrage rural et ses aspirations urbaines. Un chapitre particulièrement bienvenu compare très finement les noblesses française et anglaise, la *nobility* et la *gentry*, l'auteur rappelant que Louis XI songea à modifier le statut de sa noblesse en s'inspirant des modèles « ouverts » qu'offraient les noblesses italienne et anglaise. Un excellent ouvrage qui fait revivre la noblesse médiévale à travers l'évocation de ses devoirs, de ses initiatives et de ses faiblesses, en même temps qu'il retrace la genèse des processus d'adaptation que la noblesse n'a cessé de mettre en œuvre jusqu'à aujourd'hui pour tenter de concilier l'agilité sociale, indispensable pour rester une aristocratie, avec les idéaux chevaleresques. **EM-R** CNRS Editions, 400 pages, 25 €.



Nostradamus. Mireille Huchon

Avant d'être présent par ses prédictions lors de chaque tragédie contemporaine (il aurait annoncé l'attentat contre Jean-Paul II, l'incendie de Notre-Dame...) et de hanter des esprits supérieurs, tel Georges Dumézil, Nostradamus fut un personnage historique. Michel de Nostredame est né le 14 décembre 1503 à Saint-Rémy-de-Provence et mort le 2 juillet 1566 à Salon-de-Provence. Son testament le présente comme docteur en médecine, « astrophile », conseiller et médecin ordinaire du roi. Plutôt que

de savoir si ses quatrains prédisent l'avenir, l'auteur s'est attaché à suivre les tribulations du Provençal, à démonter les sources de ses prophéties, à repérer ses centres d'intérêt et ses savoirs, à préciser sa généalogie et à analyser les attentes de ses clients potentiels auxquels il propose des remèdes évoquant les philtres médiévaux. Sans être devin, on peut affirmer que cette biographie fera date. **FV**

Gallimard, « NRF Biographies », 368 pages, 22 €.



Marie-Louise d'Orléans. La princesse oubliée, nièce de Louis XIV. Elisabetta Lurgo

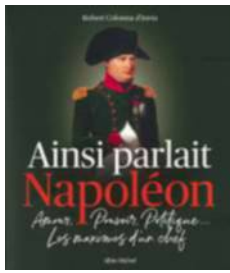
Marie-Louise d'Orléans, née en 1662, est la fille aînée et la préférée de Monsieur, frère de Louis XIV, et de sa première épouse, la charmante Henriette d'Angleterre. Elle perd sa mère lorsqu'elle a 8 ans, accueille la nouvelle épouse de son père, qui a neuf ans de plus qu'elle, la fameuse Princesse Palatine, comme une sœur. Elle est vive, pétillante, danse à ravir, mais elle est sacrifiée à la politique internationale : elle épouse le dernier roi d'Espagne Habsbourg, Charles II, chétif, malade et stérile. Elle meurt en 1689 à 26 ans, seule dans une cour à laquelle elle n'aura jamais pu s'habituer. Une biographie classique qui dépeint le contexte historique et rend cette princesse attachante dans son malheur. **EM-R** Perrin, « Biographie », 380 pages, 23 €.

L'Eglise en procès Jean Sévillia (dir.)

Cible préférée de la *cancel culture*, l'Eglise ne cesse de subir le soupçon, l'accusation et la condamnation sans procès : misogyne, oppressante, sectaire, violente, inquisitrice, collabo... pas une tare qui ne lui soit reprochée, pas un drame qui ne lui soit imputé. Dans cet ouvrage, chaque contributeur fait œuvre de rigueur scientifique et de saine pédagogie : contexte, exhaustivité des faits, refus de l'injonction de compassion victimaire ou du jugement téméraire, retour aux origines des légendes noires, sans occulter les inévitables failles et doutes des hommes. Le lecteur subit ainsi un salutaire lavage de cerveau, d'où s'effacent des clichés souvent bien ancrés. On pourra néanmoins regretter que le dernier chapitre, consacré aux scandales pédophiles, n'ait pu évoquer la récente relaxe définitive du cardinal Barbarin : lorsque la Cour de cassation déconstruit la sentence de la cour d'appel, la vérité progresse. **MP**

Tallandier, « Texto », 416 pages, 10,50 €.





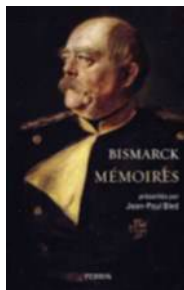
Ainsi parlait Napoléon

Robert Colonna d'Istria

Napoléon avait le goût des mots. L'écrivain Robert Colonna d'Istria a rassemblé ses saillies pleines de verve dans un livret qu'on feuillette comme un recueil de proverbes. On y découvre son opinion sur Dieu (devant qui « *l'homme n'est jamais si grand qu'à genoux* »), sur l'argent (qui « *n'a pas de patrie* »), sur les femmes et leurs conseils « *funestes* », sur le gouvernement, la guerre, l'amour, la réussite, la gloire, la vie après la mort. On y retrouve aussi un cortège de réflexions piquantes visant certains de ses contemporains, comme la « Grande Catherine » de Russie, « *digne d'avoir de la barbe au menton* », ou Frédéric I^{er} de Wurtemberg, « *créé pour démontrer à quel point la peau humaine est extensible* ». Dans de nombreuses phrases se révèlent l'aplomb d'un homme sûr de lui et la clairvoyance de l'homme d'Etat sachant, quand cela est nécessaire, « *quitter la peau du lion pour prendre celle du renard* ». **F-JA**
Albin Michel, 270 pages, 10 €.

Mémoires. Bismarck

En 2011, Jean-Paul Bled publiait une biographie de Bismarck qui remettait en lumière l'action de l'un des plus grands chefs d'Etat du XIX^e siècle. Il publie aujourd'hui les *Mémoires* de l'unificateur de l'Allemagne, en soulignant combien ceux-ci entrent dans une perspective de justification d'une politique qui, si elle a obtenu des résultats probants et importants, a aussi laissé derrière elle nombre d'adversaires. Sorti après la mort du chancelier, « *l'ouvrage participe à l'édification de la légende alors en voie de formation autour de la figure de Bismarck* ». Il permet aujourd'hui de saisir de l'intérieur, sans en être dupe, la vision de l'homme d'Etat sur son propre parcours et sur son œuvre. **PM**
Perrin, 656 pages, 27 €.



La Rafale et le Zéphyr. Histoire des manières d'éprouver et de rêver le vent. Alain Corbin

Alain Corbin est un historien peu conventionnel. Il explore ce qui, tout en étant invisible, est pourtant capital : les manières dont nous sentons le monde qui nous entoure, nos représentations, nos émotions, nos sentiments, bref tout ce qui est sensible. Après le paysage, les arbres, l'ombre, le silence, il nous guide dans une nouvelle quête commencée à la fin du XVIII^e siècle pour comprendre l'expérience du vent. Se modifient alors les manières de l'imaginer, de le dire, de le rêver, inspirant les plus grands écrivains. Avec une extraordinaire élégance, il passe de « *la harpe éolienne* » à « *la force épique du vent* » pour finir, plus près de nous, sur la façon dont le théâtre et le cinéma s'en sont servis. Ce parcours est d'une fraîcheur indicible. Outre le plaisir ineffable d'une lecture qui rend intelligent, il nous convie auprès d'auteurs ensevelis dans l'oubli. Maurice de Guérin, injustement méconnu, a écrit des pages qui confinent au sublime sur les effets moraux du vent. Et les poèmes d'Ossian, qui ont marqué plus d'une génération au XIX^e siècle, nous rappellent que le vent est aussi le symbole du temps et de l'oubli. Cette manière originale de faire revivre les perceptions de nos ancêtres est un pur délice. L'historien se fait virtuose. **EM-R**
Fayard, « Histoire », 180 pages, 19 €.



Le Soldat britannique. Le vainqueur oublié de la Seconde Guerre mondiale. Benoît Rondeau

Il fut de toutes les batailles de la Seconde Guerre mondiale ou presque. En Europe et en Afrique contre l'Allemagne mais aussi en Asie contre les Japonais. « Il » ? Tout simplement le soldat britannique, venu du Royaume-Uni mais aussi des dominions. Spécialiste de l'histoire militaire, Benoît Rondeau affirme qu'il s'agit d'un inconnu. On doute de l'affirmation puis on poursuit la lecture. Et, force est de constater que l'on ne savait rien de cette armée, de son organisation, ses traditions, son mode de recrutement, ses équipements, mais aussi de la formation du soldat ou de son corps des officiers. A la fin de la guerre, 516 179 hommes et femmes auront donné leur vie. Avec cette incroyable plongée, Benoît Rondeau leur rend un hommage aussi savant qu'émouvant. **PM**
Perrin, 512 pages, 25 €.

Le Général Georges. Un destin inachevé. Max Schiavon

Bien que peu pratiquant, le général Georges (1875-1951) fut surnommé par Foch « *saint Jean Bouche d'or* ». Plus que son éloquence, c'est sa franchise qui en était la cause. Celle-ci habite effectivement l'itinéraire incroyable de cet officier qui aurait pu être le chef de l'armée française en 1940. Fidèle au maréchal Pétain jusqu'en 1942, rallié à Giraud ensuite, Georges œuvra à la reprise des combats et à la réconciliation des Français. Il fut à ce titre opposé à De Gaulle, ce qui lui valut d'être mis sur la touche puis oublié. L'historien Max Schiavon lui redonne ici toute sa place. Déjà publié en 2009, couronné par le prix « *Lépée et la plume* », ce livre est aujourd'hui réédité dans une version corrigée et augmentée. **PM**
Editions Pierre de Taillac, 544 pages, 26,90 €.





Les Vérités cachées de la France sous l'Occupation. Dominique Lormier

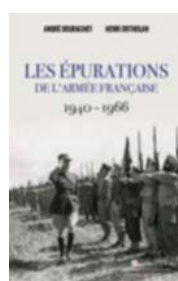
Avec déjà deux ouvrages portant un titre similaire, Dominique Lormier s'est fait une spécialité des « vérités cachées » liées à la Seconde Guerre mondiale. Il traite ici plus spécifiquement de l'Occupation avec notamment l'évocation des opérations parfois troubles des réseaux anglais (l'affaire Grandclément) et américains (l'affaire Jean Moulin), le sauvetage des Juifs par de simples citoyens ou encore l'engagement de Français dans les Waffen-SS. Courageusement, il met en cause la doxa imposée par Paxton à propos du maréchal Pétain et souligne aussi la résistance de l'armée d'armistice. Sans aucun doute, ces différents chapitres (dix au total), qui forment autant de synthèses, répondront aux attentes du grand public. **PM**

Editions du Rocher, 464 pages, 19,90 €.

Le Putsch d'Alger. Maurice Vaïsse

Quatre jours, cinq nuits : la durée du putsch d'Alger commencé la nuit du 21 au 22 avril 1961 et conduit par quatre généraux, Challe, Zeller, Jouhaud et Salan. Leur but ? Tenir le serment que l'armée garderait l'Algérie à la France. Spécialiste des relations internationales, l'auteur, né à Alger où il se trouvait à cette date, a voulu comprendre cet événement pacifique (un mort) mais loin d'être insignifiant. Riche d'éléments nouveaux, cette nouvelle édition démontre que le putsch ne pouvait réussir. « Mais il fallait le faire », écrira Pierre Guillaume, le « Crabe-Tambour ». Pourquoi ? Maurice Vaïsse répond : « Le dénominateur commun est le combat engagé pour l'honneur, avec un certain panache, du héros français par excellence : bravoure, sens du sacrifice, refus du compromis. Le putsch, comme baroud d'honneur en somme. » **FV**

Odile Jacob, 336 pages, 25,90 €.



Les Épurations de l'armée française, 1940-1966

André Bourachot et Henri Ortholan

L'épuration des armées ? Le sujet aurait pu paraître seulement historique si de récentes tribunes, contestées par le gouvernement mais signées par plusieurs milliers de militaires, n'avaient ramené la question au goût du jour. Mais c'est bien du passé que parlent les deux auteurs, eux-mêmes officiers et spécialistes de l'histoire militaire. Ils présentent une étude inédite de trois épurations des officiers français : celle opérée par Vichy, puis par la France libre à partir de 1943 et, enfin, par le pouvoir gaulliste après le putsch d'Alger. Abordant le sujet sur le temps long, ils montrent combien ces épurations ont répondu à des critères idéologiques plutôt qu'au devoir de justice et soulignent également la forte responsabilité de De Gaulle dans ce mouvement de purification. **PM**

L'Artilleur-Bernard Giovanangeli, 496 pages, 25 €.

Pandémies. Des origines à la Covid-19. Patrick Berche et Stanis Perez

Outre le fait que l'accélération sans précédent de la recherche scientifique a permis la découverte rapide de vaccins, la pandémie provoquée par la Covid-19 est légère à ce jour si on la compare aux chiffres avancés par ces deux chercheurs. Entre 21 et 73 millions de morts pour la grippe espagnole de 1918 à 1920 sur une population mondiale de 1,8 milliard ; autour de 25 millions de victimes de la « peste noire » en Europe (soit entre 30 et 50 % de la population) entre 1347 et 1361. En liant histoire et science, les auteurs suivent toutes les épidémies connues, envisagent aussi d'autres types de maladies (le célèbre Ötzi souffrait déjà d'athérosclérose !), analysent les recours médicaux, sanitaires, politiques et spirituels utilisés depuis l'Antiquité pour enrayer ces fléaux difficiles à connaître et les questions éthiques qu'ils soulèvent. Un maître livre. **FV**

Perrin, 528 pages, 24 €.



Divine Jacqueline

Dominique Bona

Il n'est pas simple d'écrire, de son vivant, la biographie d'une créatrice de mode aussi artiste d'elle-même, ayant passé sa vie à travailler son image, regrettant sans doute de n'avoir pas pris le temps d'écrire ses Mémoires alors qu'elle a conservé tant d'archives, de photos et de lettres. S'appuyant sur le dépouillement de films, de scrapbooks, qui mêlent photographies et coupures de presse, complétés par de longs entretiens avec son héroïne, Dominique Bona réussit à dire l'essentiel : avec ses grands yeux en amande, ses pommettes hautes, son nez parfait, ses longues jambes et son maintien royal, Jacqueline de Ribes a incarné la femme la plus stylée du monde, comme en a témoigné l'apparition de son profil de pharaonne sur l'Empire State Building, à New York, lors de la soirée célébrant en 2017 les cent cinquante ans du plus ancien magazine de mode américain. De cette duchesse de Guermantes qui a cumulé tous les privilèges (un rang social exceptionnel, une fortune colossale, un hôtel particulier rue de la Bienfaisance dont l'atmosphère est remarquablement transcrite, un carnet d'adresses ouvrant toutes les portes), a inspiré les plus grands couturiers et a porté les plus belles robes du monde, l'académicienne dresse un fin portrait psychologique. Elle nous explique sa quête constante de l'admiration, sa capacité à éblouir notamment par sa maîtrise légendaire de l'art des entrées, sa grâce, son aplomb et sa ferme douceur, son ascèse de tous les instants car, proclame Jacqueline de Ribes, « elegance is not just clothes. It is an attitude, research, rigor, self-respect ». **EM-R**

Gallimard, « Blanche », 528 pages, 24 €.



Par Eugénie Bastié

© HANNAH ASSOLINE/OPALE.



LES ENFANTS DU BON DIEU

Dans un essai intime et courageux, Jean-Marie Rouart réaffirme les racines judéo-chrétiennes de notre civilisation et alerte sur le fait que l'islam conquérant ne saurait manquer d'investir le vide laissé par l'absence de transcendance.

« Nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus », proclamait fièrement le ministre du Travail socialiste René Viviani à la tribune de l'Assemblée nationale peu après le vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, se félicitant d'avoir « arraché les consciences humaines à la croyance ».

« Aucune société, si avancée soit-elle, ne peut se passer longtemps du sacré », lui répond, un siècle plus tard, l'écrivain Jean-Marie Rouart dans son nouvel essai, *Ce pays des hommes sans Dieu*. La nature a horreur du vide. Les torches vives de l'islam conquérant sont en train de prendre la place des étoiles éteintes du catholicisme, et ce ne sont pas les Lumières artificielles des tenants de l'universalisme républicain qui tiendront à distance les séductions de la transcendance, si brutales soient-elles.

Dans ce livre courageux, Rouart fait voler en éclats l'hypocrisie de certains partisans d'une laïcité rigide et austère qui, sous couvert de lutter contre le séparatisme, mettent toutes les religions dans le même panier, alors que « seule la question de l'islam pose problème ». Contre ceux qui comparent, avec une mauvaise foi évidente, la première communion imposée aux mineurs et l'orthopraxie islamiste, le voile de la mariée chrétienne et le tchador, et veulent brader la liberté éducative des parents pour contrer un fondamentalisme indifférencié, Rouart rappelle la préséance de l'héritage judéo-chrétien dans notre civilisation. Il n'y a qu'en France, remarque l'académicien, qu'une telle hostilité au fait religieux se déploie : à Washington, Budapest, Moscou et Rome, on ne pousse pas des cris d'orfraie à la seule évocation du nom de Dieu. Cette exception française est historiquement nourrie par les guerres de Religion, la toute-puissance d'un Etat qui s'est toujours senti en concurrence avec l'Eglise, et sans doute la ferveur d'une nation défrôquée qui fut la fille aînée de l'Eglise, car, souligne Rouart avec malice, le laïcard français « a hérité du catholicisme une tendance à devenir un missionnaire et même un croisé ».

L'écrivain se confie sur son rapport intime au catholicisme : « J'ai baigné dans le christianisme. Comment aurais-je pu échapper à son affectueuse et douce emprise ? » Il se définit comme « chrétien culturel, catholique approximatif et intermittent, mais défenseur d'un héritage qui constitue notre identité, nos valeurs civilisatrices ». Il livre une critique acérée de Vatican II qui a acté selon lui

la protestantisation de l'Eglise et détruit la beauté de la liturgie : « Où est passée l'Eglise triomphante qui chantait la gloire de Dieu par tous les moyens de l'art, de la peinture, de la musique, du chant ? » se demande-t-il en errant amer, aujourd'hui, dans des églises dont les autels ressemblent à des juke-box. Confidences étonnantes de la part d'un homme, qui, il le raconte, a été initié à la franc-maçonnerie. A la Grande Loge de France, plutôt gnostique que franchement anticléricale, il a vécu une expérience « romanesque » davantage qu'un engagement idéologique.

Certains se moqueront de l'optimisme qui lui fait croire qu'on pourrait, en redonnant des racines chrétiennes à la France, « offrir aux musulmans un modèle qu'ils puissent admirer et auquel ils puissent, par là même, adhérer ». Reste que Rouart fait partie des esprits courageux qui ne se contentent pas de pointer une menace extérieure (l'islam), mais examinent les défaillances internes de notre modèle. On ne s'assimile pas au vide. Nous savions les civilisations mortelles, il nous rappelle qu'elles peuvent être également suicidaires.

31
HISTOIRE

À LIRE



Ce pays des hommes sans Dieu
Jean-Marie Rouart
Bouquins
« Bouquins essai »
180 pages
19 €



© BALTEL/SIPA.

LE BAL DES MAUDITS

Eric Branca revient sur le parcours de douze anciens nazis qui, ayant fait oublier leur passé, jouèrent après-guerre un rôle de premier plan à l'Ouest comme à l'Est.

Quelques mois avant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le Parti national-socialiste comptait 8,5 millions d'adhérents. Le 20 septembre 1945, quatre mois après la capitulation de Berlin, le Conseil de contrôle allié adoptait une première loi qui lançait la dénazification, processus consistant à identifier, dans toutes les catégories sociales et professionnelles, les Allemands qui avaient été membres du parti nazi, à évaluer leur degré de complicité dans les atrocités commises par le régime, et à les faire passer en jugement afin de sanctionner en proportion de leur implication dans ce système. Vingt-quatre des principaux dirigeants du III^e Reich furent jugés à Nuremberg, entre le 20 novembre 1945 et le 1^{er} octobre 1946, mais jusqu'en 1947 environ 250 000 anciens adhérents du NSDAP furent détenus dans les quatre zones d'occupation de l'Allemagne (zones américaine, britannique, française et soviétique), parmi lesquels plus de 90 000 personnes furent libérées sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre elles. Si le bilan de la dénazification est resté opaque dans la zone soviétique, dans les trois zones contrôlées par les Occidentaux, environ 5 000 condamnations ont été prononcées, dont 800 condamnations à mort. Après le début de la guerre froide et le partage de l'Allemagne, en mai 1949, entre la République démocratique allemande, satellite soviétique, et la République fédérale allemande, ancrée à l'ouest, la RFA mit fin au processus de dénazification par une loi du 1^{er} juillet 1951.

Des milliers d'anciens nazis convaincus, non repérés, avaient échappé aux mailles du filet. D'autres, acquittés ou ayant purgé leur peine, reprirent le cours d'une vie normale. Certains d'entre eux, à peine quelques années après l'effondrement du régime hitlérien dont ils avaient été les zélés serviteurs, jouèrent un rôle de premier plan, à l'Ouest comme à l'Est, ayant fait oublier leur passé nazi. C'est le parcours de douze d'entre eux que raconte le journaliste et historien Eric Branca dans *Le Roman des damnés*.

En 1970, la RFA s'apprête à nommer à la Commission européenne le député Ernst Achenbach. Avocat depuis 1946, celui-ci a fait carrière au sein du Parti libéral (FDP), dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Elu régional de 1950 à 1958, il siège au Bundestag à partir de 1957. Mais le 13 avril 1970, le gouvernement de Bonn renonce à l'envoyer à Bruxelles, car le parcours d'Achenbach vient d'être dévoilé. Attaché d'ambassade à Paris de 1936 à 1940, il avait été, jusqu'en 1943, un proche collaborateur d'Otto Abetz, l'ambassadeur du III^e Reich, et comme tel avait été un agent actif

du pillage de la France occupée et de la déportation des Juifs. Parti combattre sur le front de l'Est en 1944, Achenbach avait été fait prisonnier par les Soviétiques, en 1945, puis libéré, mais n'avait jamais été inquiété. Démasqué, ce député restera néanmoins président de la commission des affaires étrangères du Bundestag jusqu'en 1976, et parlementaire européen jusqu'en 1977.

Un autre homme politique allemand, pourtant monté plus haut, vit sa carrière brisée net par la révélation de son passé. Le 7 novembre 1968, lors de la clôture du congrès de la CDU, le parti chrétien-démocrate, le chancelier fédéral, Kurt Georg Kiesinger, est giflé en direct devant les caméras de télévision et traité de « nazi » par Beate Klarsfeld, activiste franco-allemande qui se voue à la chasse aux anciens nazis. S'il n'a jamais porté l'uniforme pendant la guerre, ni été personnellement responsable d'actes criminels, il a, membre du NSDAP, occupé des fonctions de plus en plus élevées, de 1940 à 1944, dans les services de propagande radiophonique du Reich en direction de l'étranger, faisant le lien entre Ribbentrop et Goebbels. Prisonnier des Alliés de 1945 à 1946, libéré en 1948, Kiesinger s'était ensuite lancé en politique. Après les élections de 1969, il dut céder la chancellerie au socialiste Willy Brandt, son aura ayant été définitivement ternie par la gifle reçue un an plus tôt. Il aura été éliminé de la vie politique, écrit Eric Branca, parce qu'il était « le symbole d'une génération qui a failli ».

Certains cas traités dans ce livre sont bien connus. Notamment celui de Wernher von Braun. Ingénieur aéronautique et balistique au sein de la direction des armements de la Wehrmacht et doté du grade de SS-*Sturmabführer*, il était chargé du programme de recherche sur les fusées à propulsion liquide, ces engins qui devinrent les fameux missiles V2 et semèrent la mort sur le sol britannique à la fin de la guerre. Récupéré par les Américains après la chute du Reich, installé aux États-Unis (dont la nationalité lui sera attribuée en 1955) afin de poursuivre son travail de recherche scientifique, von Braun sera un des concepteurs du programme astronautique américain, et exercera la responsabilité du centre spatial de la Nasa.

Autre nom célèbre, celui d'Otto Skorzeny. Membre de la SS, cet expert en opérations spéciales dirigea notamment, en 1943, le commando qui retrouva et enleva Mussolini, alors détenu par les Italiens après le ralliement du roi Victor-Emmanuel III au camp allié, car Hitler



voulait replacer le Duce à la tête d'un Etat italien vassal de Berlin, qu'on appellera la république de Salò. Après la guerre, Skorzeny, réfugié en Espagne, remplira de nombreuses missions en Egypte, pays qui employait d'anciens nazis pour former ses forces de sécurité. Dans ce contexte, il fut l'objet, dès 1962, d'approche et d'une tentative de retournement de la part du Mossad, avec lequel il accepta de travailler, les services secrets israéliens voulant obtenir des informations sur les recherches des Egyptiens dans le domaine des armes non conventionnelles. En coopérant avec l'Etat hébreu, souligne Eric Branca, l'ancien « *James Bond du Führer* » s'était acheté une « *solide assurance-vie* ».

Le contact initial entre Skorzeny et les Egyptiens, en 1953, était passé par Reinhard Gehlen. Encore un destin peu banal qui fait l'objet d'un chapitre palpitant. En 1944, Gehlen, général de la Wehrmacht, est chef du service de renseignement à l'Est. En désaccord avec le racisme anti-slave des nazis, il estime que l'Allemagne, pour assurer ses positions dans les territoires qu'elle a occupés à l'Est, devrait s'appuyer sur les Russes anticomunistes. Cette perspective, qui relève de l'opposition à la stratégie de Hitler, le conduit à être proche des officiers allemands qui complotent contre le Führer. Mais pendant la répression de l'attentat du 20 juillet 1944, il n'est pas repéré. En 1945, lors de l'écrasement du Reich, il négocie avec les Américains, en échange de sa liberté, les renseignements qu'il possède sur les Russes. Gehlen sera général dans la Bundeswehr, l'armée de l'Allemagne fédérale, et deviendra même chef du BND, les services secrets de la RFA, poste qu'il occupera jusqu'en 1968.

Tous les personnages du livre n'ont pas, cependant, un parcours aussi lisse : ainsi de Walter Schellenberg, un des as du contre-espionnage nazi, architecte de « la Shoah par balles » dans les pays de l'Est, « gentleman assassin » qui, pour sauver sa peau, vendit ses secrets aux Alliés et témoigna contre ses anciens complices au procès de Nuremberg. Ou de Rudolf Diels, un protégé de Göring, premier chef de la Gestapo, qui, après-guerre, fut haut fonctionnaire du gouvernement régional de Basse-Saxe et salarié du gouvernement militaire américain en Allemagne. Et que dire de Friedrich Paulus, maréchal vaincu et fait prisonnier à Stalingrad, qui fut poussé par sa haine de Hitler à coopérer avec les Soviétiques. Branca évoque enfin Hjalmar Schacht, le banquier de Hitler, président de la Reichsbank de 1933 à 1939, ministre de l'Economie du Reich jusqu'en 1937, acquitté à Nuremberg, et qui fut, dans les années 1960, un conférencier et un conseiller prisé dans les pays du tiers-monde. Ou Albert Speer, architecte et ministre de l'Armement et de la Production de guerre de Hitler, qui échappa à la condamnation à mort à Nuremberg mais fit vingt ans de prison, avant de finir sa vie en accordant des interviews et en publiant des Mémoires qui furent un best-seller mondial. Ou encore Hanna

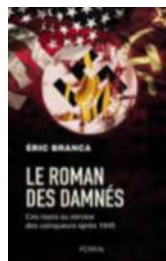
RETOURNEMENT Ci-dessus, à gauche : l'ingénieur Wernher von Braun en 1964. Il avait conçu pour le III^e Reich les premiers missiles balistiques de l'histoire, les V2. Entre septembre 1944 et mars 1945, 2 800 de ces missiles semèrent la terreur parmi les populations civiles britanniques, hollandaises, belges et françaises. Récupéré par les Américains après la défaite allemande, il joua un rôle clé dans la course à l'espace, à la tête de l'équipe qui développa le lanceur Saturn V. A droite : l'aviatrice Hanna Reitsch, en 1942.

Pour tenter d'exfiltrer Hitler, l'intrépide jeune femme réussit la prouesse de se poser dans Berlin investie par les Soviétiques, le 26 avril 1945, et de s'en extraire indemne deux jours plus tard, après avoir en vain supplié le Führer de partir avec elle.

Reitsch, la seule femme parmi ces douze portraits, aviatrice de la Luftwaffe, décorée de la croix de fer par le Führer en personne qu'elle tenta de faire quitter par la voie des airs Berlin encerclée par les Russes, en 1945, et qui, après dix-huit mois de captivité aux mains des Américains, reprit une carrière d'aviatrice, accumulant les records aéronautiques, en Allemagne, jusqu'en 1978.

Cet ouvrage porte bien son titre, car il se lit en effet comme un roman. On en tourne les pages avec passion. Tout juste peut-on regretter que les douze personnages présentés n'aient pas été classés en fonction de leur degré d'engagement et de responsabilité dans le système hitlérien, car un technocrate du III^e Reich qui n'a pas eu personnellement de sang sur les mains n'appartient pas tout à fait à la même catégorie qu'un ancien SS qui a été un acteur direct de la Shoah. Le livre d'Eric Branca conduit aussi à d'autres interrogations. La realpolitik justifie-t-elle que certains criminels nazis avérés aient pu être amnistiés parce que l'Ouest y trouvait son compte ? Mais est-il par principe impossible qu'un coupable puisse se racheter une fois purgée sa peine ? Questions sensibles, questions complexes, comme en réserve souvent l'étude de l'histoire. *S*

À LIRE



Le Roman des damnés.
Ces nazis au service des vainqueurs après 1945

Eric Branca

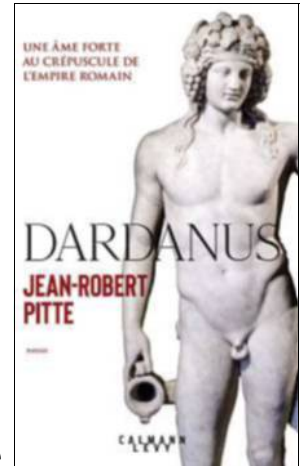
Perrin

432 pages

24 €

L'extase et l'agonie

Jean-Robert Pitte fait revivre l'Empire romain au crépuscule en composant les confessions de l'un de ses hauts fonctionnaires retiré en Gaule pour y attendre la fin des temps.



C'est l'histoire d'une agonie en même temps que celle d'une conversion. L'agonie est celle de l'Empire romain au temps de Théodose et de son fils Honorius. La conversion est celle de Dardanus, un préfet du prétoire des Gaules qui correspondit avec saint Jérôme et saint Augustin, et qu'évoque (sans aménité) Sidoine Apollinaire dans ses lettres.

De sa vie, de sa personnalité, on ne sait presque rien. Il en a laissé une trace énigmatique avec une inscription taillée dans la roche, à l'entrée d'un défilé donnant sur un paysage de thébaïde, à Chardavon, près de Sisteron dans les Alpes-de-Haute-Provence. Elle évoque Théopolis, la Cité de Dieu que ce haut fonctionnaire de l'empire finissant aurait fondée, au cœur de la montagne, à l'abri de puissantes murailles, avant de s'y retirer avec sa femme, ses enfants, son frère et leur parentèle pour y attendre, sans doute, dans le recueillement et la prière, la sérénité d'une vie chrétienne, l'effondrement de cet empire dont il avait été sa vie durant – ses titres d'illustre, de consulaire et de patrice en témoignent – le zélé serviteur.

Familier des lieux où vécut longtemps son propre frère, Jean-Robert Pitte s'est efforcé de reconstituer cette existence, avec ce roman où l'imaginaire n'est sollicité que pour combler les vides de notre documentation. Au fil des étapes de la prestigieuse carrière civile et militaire de son personnage, il nous entraîne de l'ancien palais de Dioclétien, à Split, aux capitales impériales tardives de Trèves et de Milan, en passant par la préfecture des Gaules en Arles. Écrit sous forme de journal intime, il met en scène, surtout, la quête désespérée qui voit son héros confronté aux secousses de la fin d'un monde, miné par la perspective de la disparition de l'empire mais hanté, aussi, par la montée d'une inquiétude spirituelle qui va lui faire abandonner les anciens cultes, auxquels il avait cru longtemps liée l'éternité de Rome, pour accepter de se tourner, sans rien renier de son patriotisme, vers la lumière nouvelle du Christ. Défilent les figures de Théodose, saint Ambroise, Honorius, Stilicon, saint Honorat, la princesse Galla Placidia et son mari barbare Athaulf, bien d'autres.

L'auteur et son héros le confessent : ils laissent aux feuilles mortes l'ambition de suivre la pente de leur siècle. Contre les mots d'ordre de la mode universitaire, Jean-Robert Pitte décrit les invasions barbares comme un drame, la chute de Rome comme un long effondrement. Servi par sa maîtrise des débats théologiques du temps, la fréquentation des Pères de l'Eglise, il présente le passage de témoin du paganisme épuisé au christianisme comme l'aboutissement de la quête d'une religion capable de combler les attentes de l'âme sans mépris désordonné pour les joies de l'existence.

Car là réside la force de son personnage, qui n'est pas un ascète à la recherche du dépouillement, mais un amoureux de tout ce qui rend la vie bonne. Soupe de fèves fraîches, surmulets pourpres grillés à la braise et parfumés à la coriandre, pâtés de tétines de truie au poisson et au poulet, foies gras d'oies nourries aux figues, tourterelles aux épices, lièvre farci au jujube, loir cuit en pot à l'étouffée, artichauts à l'ail et à la menthe, soupe de queue de bœuf et d'agneau grillé, canard au miel ou aux épices, porcelets cuits à la broche, saucisses de Lucanie, fromage des Apennins, il expérimente au fil de son itinéraire spirituel un nombre étourdissant de recettes. On assiste à la naissance de la bouillabaisse à Marseille. On mange du saucisson à Lyon, on s'émerveille (à juste titre !) du vin tiré des coteaux qui dominent le Rhône à Vienne.

Nourrie par la science inégalable du terroir et de ses productions de notre éminent géographe, mais aussi par la lecture et la méditation des *Confessions* de saint Augustin, cette évocation des plaisirs de la table n'a rien d'artificiel ; elle exprime sa profonde conviction que « l'amour est la fusion des âmes nourries du bon usage des cinq sens ». L'auteur de *La Planète catholique* professe que le christianisme n'est pas ennemi des joies de la terre. Il leur donne seulement une mesure et un sens. Il croit que le bon vin et la bonne chère sont les signes de l'attachement à l'ordre et à la beauté qui sont les marques propres de la civilisation. Son livre en donne la plus attachante des illustrations.

Dardanus, de Jean-Robert Pitte, Calmann-Lévy, 270 pages, 18,50 €.



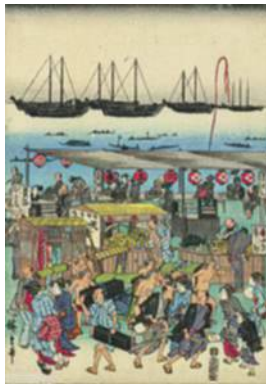
© H.K.

O TEMPURA, O MORES

Introduite au Japon par les Portugais, la technique de la friture y a été adoptée avec enthousiasme et transformée avec bonheur.

La friture (du latin *frigere*, frire) est une technique de cuisson universellement répandue dans les pays méditerranéens – producteurs d'huile d'olive – depuis l'Antiquité. Au Portugal, depuis des siècles, on apprécie les beignets de morue (*pastéis de bacalhau*), ancêtres des acras antillais, mais aussi les beignets de haricots verts et autres légumes (*peixinhos da horta*, petits poissons du jardin) que l'on commande volontiers au comptoir, en fin d'après-midi, en accompagnement d'un verre de vin.

En 1543, trois marins portugais sont les premiers Européens à prendre pied au Japon ; ils seront suivis de nombreux missionnaires, parmi lesquels saint François-Xavier, avant d'être bannis en 1639. Ils introduisent la friture dans l'archipel où, à la différence de la Chine, on utilise peu ce moyen de cuisson à cette époque. Les catholiques sont tenus de respecter de nombreux jours de jeûne et d'abstinence de viande dans l'année, en particulier au commencement de chaque saison, ce que l'on nomme en latin *jejunia quatuor tempora*, le jeûne des Quatre-Temps. Au Japon, les Portugais confectionnent donc pendant ces périodes des *peixinhos da horta*. Les Japonais les adoptent avec enthousiasme en les nommant *tempora*, puis *tempura*. La région d'origine est Satsuma, au sud de l'île méridionale de Kyushu. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ils



sont préparés dans des stands en plein air et dégustés debout en guise de collation. Après la révolution Meiji, en 1868, s'ouvrent des restaurants dont certains servent des tempuras raffinées.

Comme tous les mets étrangers qu'ils ont adoptés au fil des siècles, les Japonais ont sensiblement transformé la recette originale. Tout d'abord, ils l'ont allégée : la pâte est constituée de farine de blé délayée avec de l'eau glacée et du jaune d'œuf. Petit à petit, d'autres ingrédients ont été utilisés : divers légumes et champignons, poissons, crevettes, herbes aromatiques, etc. Le contraste entre la température de la pâte et celle de la friture permet d'obtenir de la croustillance et d'égout-

ter l'essentiel de la graisse de cuisson, au point de pouvoir saisir les aliments frits sans se salir les doigts. C'est aujourd'hui l'un des mets les plus appréciés des Japonais de toutes générations et de toutes régions, mais aussi des étrangers.

STREET FOOD Détail d'une échoppe proposant des tempuras, dans *Divertissements en attendant la lune de la 26^e nuit à Takanawa*, estampe de la série des *Lieux célèbres de la capitale de l'Est*, par Utagawa Hiroshige, vers 1820 (Londres, The British Museum).

LA RECETTE

LES TEMPURAS

Tailler des légumes variés en bâtonnets ou les laisser entiers selon la taille : carottes, salsifis, haricots verts, courgettes, oignons, blancs de poireaux, champignons de Paris et lentins (*shiitake*) ; ajouter des feuilles de persil plat et de pérille de Nankin (*shiso*), plante aromatique asiatique. Décortiquer des queues de grosses crevettes ou de langoustines. Préparer en goujonnettes des filets de poissons blancs et des blancs de sèche. Laisser entiers de très petits poulpes et des éperlans. Tremper tous ces ingrédients dans une pâte à frire composée d'un quart de litre d'eau glacée pour 200 g de farine tamisée et deux jaunes d'œufs et reposée une heure au froid. Faire frire prestement dans l'huile de sésame, selon la tradition japonaise, ou, pour plus de légèreté, une huile neutre à 180 °C. Servir sur du papier absorbant dans un panier de bambou. Tremper dans une sauce faite de fonds japonais (*dashi*), de saké doux (*mirin*) et de soja dans laquelle on délaye du radis blanc (*daikon*) râpé.





38

LE VENT SE LÈVE

À L'ORIGINE DE LA COMMUNE, IL Y EUT LA GUERRE ET SES RAVAGES. LA RÉVOLTE QUI ÉCLATA LE 18 MARS 1871 SE NOURRIT DE LA DÉFAITE FRANÇAISE DEVANT LA PRUSSE ET DE L'ÉPROUVANT SIÈGE DE PARIS, SUR FOND DE PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE.

46

LOUISE MICHEL, LA VIERGE ROUGE

« DONNER AU PEUPLE LES MOYENS INTELLECTUELS DE SE RÉVOLTER » : L'ENGAGEMENT PASSIONNÉ DE LOUISE MICHEL DANS LA COMMUNE SE MESURE À SA VISION DE SON MÉTIER D'INSTITUTRICE. DÉPORTÉE EN NOUVELLE-CALÉDONIE, ELLE EN REVIENDRA POUR MILITER DANS LES RANGS ANARCHISTES.





50 LES 72 JOURS DE PARIS

NÉE DU REFUS DE L'ARMISTICE, LA COMMUNE DÉBOUCHA SUR LE PROJET DE REPRENDRE LE FIL DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. LE BILAN DE SES RÉALISATIONS EST SANS COMMUNE MESURE AVEC LES ESPÉRANCES DE SES INITIATEURS.



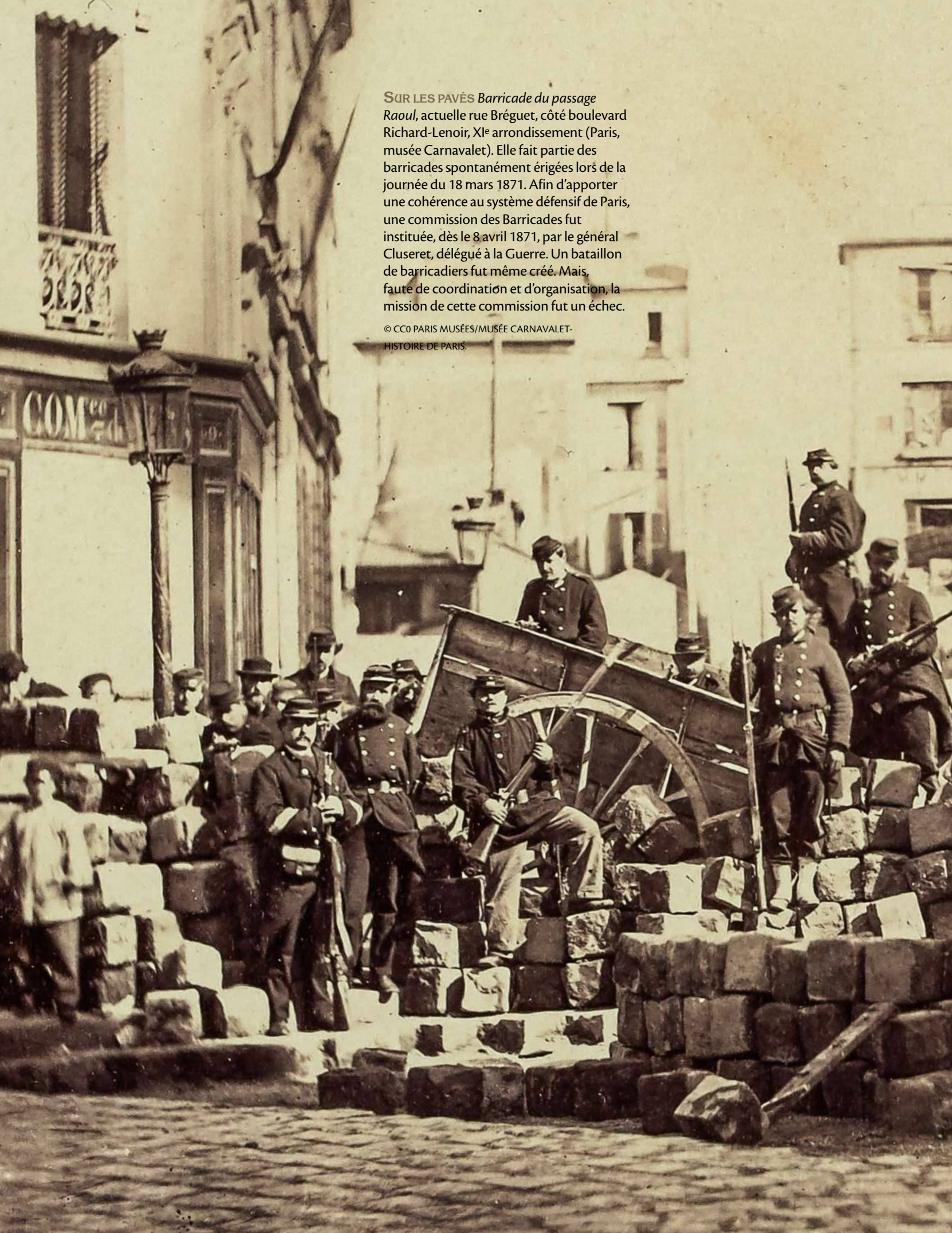
1871 LA COMMUNE ENTRE RÉVOLUTION ET GUERRE CIVILE

ET AUSSI

LE PEINTRE À LA COLONNE
PAR LE FER ET PAR LE FEU
SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE
ENNEMIS INTIMES
LA GARDE MONTANTE
BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE
L'ANNÉE TERRIBLE

Sur les pavés *Barricade du passage Raoul, actuelle rue Bréguet, côté boulevard Richard-Lenoir, XI^e arrondissement (Paris, musée Carnavalet).* Elle fait partie des barricades spontanément érigées lors de la journée du 18 mars 1871. Afin d'apporter une cohérence au système défensif de Paris, une commission des Barricades fut instituée, dès le 8 avril 1871, par le général Cluseret, délégué à la Guerre. Un bataillon de barricadiers fut même créé. Mais, faute de coordination et d'organisation, la mission de cette commission fut un échec.

© CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-
HISTOIRE DE PARIS.





Le vent se lève

Par Eric Anceau

Alors qu'il endure le plus terrible des sièges, Paris refuse de capituler face aux Allemands. Frustré de la révolution qu'il a cru voir advenir avec la proclamation de la République, le petit peuple de la capitale se soulève.



Le 18 mars 1871 à l'aube, les militaires envoyés par le gouvernement touchent à leur objectif : désarmer la Garde nationale en enlevant ses canons entreposés à Montmartre, Belleville et La Villette, et reprendre en main le Nord et l'Est parisiens, en état de rébellion depuis l'armistice signé avec la Prusse le 28 janvier et la formation, le 17 février, du gouvernement Thiers. Mais, très vite, la population parisienne, qui vient de s'éveiller, se rassemble et donne l'alerte. Des gardes nationaux en armes accourent. Le Comité central de la Garde nationale donne l'ordre de dresser des barricades. Des soldats fraternisent avec la foule. Dans l'après-midi, à Montmartre, les généraux Lecomte et Clément-Thomas sont exécutés sommairement. Le peuple parisien s'est insurgé. La Commune est née.

Six mois plus tôt, le 4 septembre 1870, ce même peuple de Paris a renversé Napoléon III, vaincu à Sedan par les Allemands auxquels le souverain avait déclaré la guerre en juillet précédent. Mais il s'est vite estimé frustré de sa révolution par les républicains modérés qui ont succédé à l'empereur. Les mois suivants, la capitale a enduré un terrible siège pendant que les armées françaises étaient défaites sur tous les fronts. Les Parisiens ont dès lors le sentiment que le gouvernement, qui a signé une convention d'armistice puis des préliminaires de paix avec l'ennemi, a capitulé et anéanti tous leurs sacrifices, rendant impossible un renversement du cours de la guerre, comme tel avait été le cas en l'an II, glorieux précédent alors présent dans toutes les têtes. La Commune sera fille de ce triple ressentiment.

Une situation explosive

Elle plonge d'abord ses racines dans la montée d'un mouvement de contestation politique, économique et social qui était né à la fin du Second Empire. Les métropoles, Paris, Lyon et Marseille, qui font peur en raison de la récurrence des révolutions et des émeutes qui s'y sont déroulées depuis 1789, sont alors privées de tous droits municipaux. Depuis 1851, elles sont maintenues sous une étroite tutelle des pouvoirs publics. Les coopératives et les sociétés de secours mutuels qui s'y créent en nombre dans les années 1860 deviennent autant de sections de l'Association internationale des travailleurs, née à Londres en 1864. Leur essor s'accompagne de la multiplication de grèves rendues possibles par une loi adoptée au même moment.

A Paris, la situation est d'autant plus explosive durant les années qui précèdent la guerre que le préfet de la Seine, le baron Haussmann, a doublé la superficie de la capitale en y annexant en 1860 les villages alentour, et que la population ouvrière du centre a été rejetée par la hausse des loyers résultant des aménagements urbains vers la périphérie, où elle a retrouvé la population pauvre et mal intégrée amenée là par l'exode rural. Belleville, La Villette, Ménilmontant, Montmartre, La Chapelle, Grenelle deviennent autant de foyers d'agitation et la Commune pourra s'analyser partiellement comme le fruit de la volonté de ces Parisiens frustrés de se réapproprier la totalité de leur ville. Dans les dernières années du Second Empire, des révolutionnaires profitent des lois du printemps 1868 sur la



© BPK, BERLIN, DIST. RMN-GRAND PALAIS/LUTZ BRAUN. © BRIDGEMAN IMAGES/LEEWAGE.

LA DÉBÂCLE Page de gauche : *Les Négociations pour une capitulation dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1870 à Donchéry*, par Anton von Werner, 1885 (collection particulière). L'armée française ayant été écrasée à Sedan le 1^{er} septembre, Napoléon III envoie le général de Wimpffen (debout à gauche de la table) négocier la reddition avec le comte von Moltke (debout à droite de la table) et le chancelier Bismarck (assis). Ci-dessus : *Siège de Paris, 1870-1871*, par Gustave Doré (Mulhouse, musée des Beaux-Arts, collection S.I.M.).

liberté de la presse et sur le droit de réunion pour créer des journaux d'opposition et organiser des rassemblements qui, sous couvert de traiter un sujet savant ou une question sociale, attaquent le pouvoir. Deux courants y rejouent les débats de la Grande Révolution, celle de 1792 et 1793 : des néojacobins, admirateurs de Robespierre (le journaliste Charles Delescluze, fondateur et principal rédacteur du *Réveil* en est l'archétype), et des blanquistes, dont Hébert est le héros et la Commune révolutionnaire, le modèle (ainsi de l'avocat Gustave Tridon). On trouve aussi des collectivistes ou proudhoniens, surtout préoccupés par les mesures sociales, et des individualistes comme Auguste Briosne dont son ami Gustave Lefrançais a laissé le portrait dans ses *Souvenirs d'un révolutionnaire* : « Lorsque apparaît à la tribune cette figure tourmentée, encadrée de barbe et de cheveux noirs, le front coupé d'épais sourcils, les yeux brillants de fièvre, le silence se fait aussitôt. On sent quelqu'un dans ce corps grêle, usé par la maladie. La voix, un peu faible au début, prend bientôt l'ampleur suffisante pour emplir la salle et se faire entendre de tous les points. Tour à tour fin, caustique, sentimental, amer et terrible, Briosne fait passer l'auditoire par les sensations les plus diverses. Jamais il ne cherche le mot.

D'argumentation très serrée, il ne permet guère, pour le combattre, de trouver le joint. Comme socialiste, il professe une sorte d'éclectisme, non de parti pris, mais résultant de l'originalité même de son esprit, ce qui le rend inclassable. » Ces hommes constitueront les cadres de la Commune et se diviseront sur l'orientation à lui donner, mais, pour l'heure, ils se retrouvent dans la détestation de l'empire. Lors du banquet républicain tenu en janvier 1870, Félix Pyat fait porter ainsi un toast à la petite balle qui délivrera bientôt la France de Napoléon III. Si le plébiscite du 8 mai suivant, qui porte sur l'approbation des réformes libérales de l'empereur, semble conforter le régime avec plus de 80 % de oui, la guerre que la France déclare à la Prusse et dans laquelle elle se trouve bientôt confrontée à tous les Etats allemands et isolée du restant de l'Europe leur offre l'espoir d'une défaite et d'une chute rapide de l'empire.

Le 4 septembre, quand Paris apprend que Napoléon III a capitulé deux jours plus tôt à Sedan et se trouve prisonnier des Prussiens, la foule envahit le Palais-Bourbon avant de rejoindre l'Hôtel de Ville, emmenée par Jules Favre et Léon Gambetta. La République y est proclamée dans la soirée. La plus grande partie de la gauche entend poursuivre la guerre. Tout



en tendant la main au peuple allemand pour fonder des États-Unis d'Europe, les dirigeants internationalistes français le souhaitent aussi, tant que l'armée allemande demeurera sur le sol français. Les délégués des sections de l'Internationale et ceux de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières rédigent ainsi un appel très explicite au peuple allemand dans le plus pur esprit de la Grande Révolution : « *Nous te répétons ce que nous déclarions à l'Europe coalisée en 1793 : le peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire !* »

Alors que les députés républicains modérés constituent un gouvernement de Défense nationale et placent à leur tête le général Trochu, gouverneur militaire de Paris, qui se dit « *soldat, catholique et breton* », pour rassurer les campagnes, le peuple parisien appuie la constitution d'un comité central des vingt arrondissements, mis en place le 11 septembre. Si celui-ci affirme vouloir seconder le gouvernement, il traduit aussi une forme de méfiance qui ira grandissant lorsque, huit jours plus tard, la ville sera assiégée par l'armée allemande. En effet, alors que le comité publie une affiche rouge qui se conclut par les mots suivants : « *Paris républicain étant résolu, plutôt que de se rendre, à s'ensevelir sous ses ruines* », le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, se rend, les 19 et 20 septembre, au château de Ferrières pour essayer de négocier la paix avec le chancelier Bismarck. Certes, les négociations échouent à cause des exigences allemandes, Favre restant sur la ligne qu'il avait énoncée quinze jours plus tôt (« *Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos forteresses* »), mais le comité devient plus méfiant que jamais et des voix montent dès ce moment pour demander des élections et un pouvoir communal.

Lorsque les armées allemandes sont arrivées sous Paris, le 19 septembre, elles ont trouvé face à elles un grand camp retranché. Depuis un quart de siècle, la ville est en effet protégée par 33 km de fortifications et par une ceinture de seize forts. En outre, le gouvernement impérial a fait venir, par précaution, du bétail et des vivres des campagnes environnantes au cours du mois d'août. Mais, par la suite, la situation s'est vite dégradée. Si l'approche de l'ennemi a provoqué l'exode en province de près de 100 000 bourgeois, 200 000 banlieusards ont fait le chemin inverse pour se protéger et plus de 100 000 soldats sont venus de province pour défendre la capitale, seuls militaires expérimentés parmi ses 525 000 défenseurs. L'ensemble a porté la population parisienne à un plus haut niveau historique : 2 005 000 habitants. Il devient évident qu'un long siège va poser un problème de vivres. Plusieurs tentatives de sorties en force voulues par Trochu échouent et amènent une partie des Parisiens à accuser leurs dirigeants d'incompétence. Périodiquement, des rumeurs de victoires ramènent l'espoir, comme

la deuxième bataille de Châtillon, le 13 octobre 1870, avant d'entraîner un accablement et une colère plus forts encore lorsqu'elles s'évanouissent devant des défaites bien réelles comme celle du Bourget, le 30 octobre.

Les soubresauts de Paris

Après l'annonce de la capitulation de Metz, le 27 octobre, où se trouvaient Bazaine et la meilleure armée française, qui prive les Parisiens du plus sérieux espoir de secours, de nouvelles rumeurs d'un armistice se répandent dans la capitale. Elles sont d'autant plus fondées que Thiers est mandaté par le gouvernement pour rencontrer Bismarck. En outre, la nouvelle de la perte du Bourget jette une partie de Paris dans l'agitation. Le lendemain, 31 octobre, une foule de 40 000 à 50 000 personnes, dirigée par quelques meneurs dont Flourens, prend l'Hôtel de Ville, fait prisonnier le gouvernement et exige l'élection immédiate d'une Commune, mythe hérité de 1792 d'un Paris dirigé par son peuple et qui évite grâce à lui la prise et la destruction par l'ennemi. Un Comité de salut public est constitué. Le gouvernement est cependant libéré grâce à l'énergie des bataillons de la Garde nationale des « beaux quartiers », partisans de l'ordre, et des mobiles bretons.

Milice urbaine née en 1789 et présente dans de nombreuses communes de France, la Garde nationale a alors pour mission de seconder l'armée et la police dans le maintien de l'ordre. Si son rôle politique s'est peu à peu effacé depuis la monarchie de Juillet, notamment en raison de son recrutement de plus en plus bourgeois, l'enrôlement étant conditionné au paiement de l'impôt, son rôle militaire s'est renforcé à la fin du Second Empire. Face à la menace prussienne, la loi Niel de 1868 a en effet créé une Garde nationale mobile, auxiliaire de l'armée active, et a élargi le recrutement, notamment à Paris. Après la défaite française à Sedan, 60 bataillons au recrutement populaire sont ainsi venus s'y adjoindre aux 60 bataillons existants. Ils seront 254 bataillons à la fin de septembre.

Dans l'émotion soulevée par son arrestation et sa libération, le gouvernement se résout soudain à accepter les élections municipales qu'il s'était refusé à accorder jusque-là, partie par crainte de les perdre, partie pour ne pas donner à l'ennemi le spectacle de luttes intestines. Il est conforté dans ses fonctions par un plébiscite préalable, le 3 novembre. Celui-ci lui donne, chez les civils, 321 373 voix contre 53 585 et, chez les militaires et au sein de la garde mobile, 236 623 voix contre 9 053, terrible désaveu pour les insurgés du 31. Mais si ses candidats l'emportent, lors des élections qui suivent, dans douze des vingt arrondissements, ce qui permet à l'un de ses membres, Jules Ferry, de devenir maire de Paris, les huit arrondissements peuplés et populaires du nord-est sont gagnés en revanche par six radicaux dont Clemenceau (XVIII^e arrondissement) et même deux révolutionnaires, Delescluze (XIX^e) et Ranvier (XX^e).

Début novembre, les stocks de vivres s'amenuisent et les premières pénuries se font sentir. Les queues s'allongent devant les boulangeries et les boucheries. Les aliments sont rationnés. Le maire de Paris y gagne un surnom : « *Ferry-Famine* ». Les



GUERRE ÉCLAIR Ci-dessus : carte des opérations militaires de la guerre franco-prussienne de 1870-1871. Après l'écrasement de l'armée française et la capitulation de Napoléon III à Sedan, les Prussiens poursuivent leur avancée et assiègent Paris dès le 19 septembre. Dans un premier temps, le général Trochu (*page de gauche, à droite*), président du gouvernement de la Défense nationale depuis la proclamation de la République, le 4 septembre 1870, exclut toute capitulation. Mais, devant les échecs militaires successifs et le risque de troubles politiques à Paris, il envoie Adolphe Thiers (*page de gauche, à gauche, par Léon Bonnat, 1876, Paris, musée du Louvre*) négocier à Versailles un armistice avec Bismarck, dès le 31 octobre 1870.

Parisiens en viennent à manger leurs animaux de compagnie, chiens et chats, mais aussi des moineaux, des rats ou encore les éléphants du Jardin des Plantes.

Depuis Tours, où après avoir quitté Paris en ballon il s'est rendu pour y diriger la lutte en province, Gambetta, ministre de l'Intérieur et de la Guerre, pousse sans cesse Trochu à tenter de nouvelles sorties. Du 30 novembre au 2 décembre, a lieu la grande percée de Champigny. Comme les précédentes, elle échoue. Une autre sortie massive, au Bourget, le 21 décembre, n'est pas plus heureuse. Aux restrictions alimentaires et à tous ces échecs que la propagande gouvernementale cherche vainement à minimiser, s'ajoute le froid. En décembre, la température oscille entre - 5 et - 20 °C et la Seine est gelée près de trois semaines. Le bois et le charbon viennent à leur tour à manquer.

Le roi de Prusse Guillaume, qui répugnait jusque-là au bombardement de Paris, par crainte pour sa réputation, se laisse convaincre par Bismarck qu'il s'agit sans doute du meilleur moyen de hâter la fin de la guerre. Après le pilonnage intensif des forts, à partir du 27 décembre, le bombardement quotidien de la capitale commence le 5 janvier 1871. Plus de mille maisons et cent édifices publics, pour l'essentiel sur la rive gauche, sont détruits ou endommagés en quelques jours dont le Muséum, le palais et le musée du Luxembourg, les dômes du Panthéon et de la Sorbonne, le Val-de-Grâce et l'église Saint-Sulpice.

Si ces bombardements font moins de 400 victimes – morts et blessés – car les Parisiens prennent vite l'habitude de se réfugier dans les caves dès leur commencement, et s'ils n'entrent que pour une petite part dans l'excédent de 42 000 décès par rapport à la même période de l'année précédente, car ceux-ci sont principalement dus à la disette et au froid, ils provoquent la colère plus qu'ils n'émoussent la volonté de résistance, car sont touchés un grand nombre de femmes, d'enfants et de malades des hôpitaux et des hospices.

C'est bien l'échec de la totalité des armées de secours, organisées en armées de la Loire, du Nord ou de l'Est par le gouvernement dans le reste du pays à partir de troupes rappelées d'Algérie, de soldats des dépôts et des réserves, de bataillons de la Garde nationale mobile, de volontaires et de francs-tireurs, qui décide de l'issue de la guerre. Lorsque parvient à Paris la nouvelle des défaites du Mans et d'Héricourt, l'armistice est envisagé mais, devant le risque d'une insurrection des révolutionnaires qui, le 6 janvier, ont de nouveau réclamé l'instauration d'une Commune dans une affiche rouge, une ultime tentative de sortie est décidée sur le plateau de Saint-Cloud, à Buzenval et dans les bois de Saint-Cucufa. Le 19, jour de la bataille de Saint-Quentin qui a aussi pour objectif de provoquer une diversion, 90 000 hommes soutenus par l'artillerie du Mont-Valérien passent à l'attaque. D'abord surpris, les Allemands se ressaisissent et repoussent l'assaut en quelques heures. Plus de 4 000 soldats français sont mis hors de combat dans cette débâcle. Trochu est contraint de céder le commandement militaire au général Vinoy.

Seul Gambetta est désormais décidé à poursuivre la lutte. Le gouvernement se résigne au contraire à négocier avec l'Allemagne. Alors que le chef d'état-major général de l'armée



allemande Moltke souhaite poursuivre la guerre jusqu'à la capitulation sans conditions des Français pour pouvoir leur imposer des conditions de paix très dures, Bismarck parvient à convaincre son roi qu'il faut ménager l'avenir maintenant que l'essentiel est acquis : la victoire est désormais certaine et l'Empire allemand peut être proclamé dans la galerie des Glaces du palais de Versailles, le 18 janvier, au profit de son roi.

Quand on apprend pourtant, le 22, que le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, s'apprête à partir pour Versailles afin d'y négocier avec les Allemands, une nouvelle insurrection éclate dans la capitale. Principalement descendue de Belleville et menée par les blanquistes, une foule menace l'Hôtel de Ville. Les troupes régulières commandées par Vinoy tirent sur elle en faisant une vingtaine de victimes, dégagent la place et rétablissent l'ordre.

Le lendemain, Bismarck accueille Favre par un terrible : « *Je vous attendais* », suivi d'un railleur : « *Vous avez vieilli*. » Ils vont en effet reprendre leurs discussions là où ils les avaient laissées, quatre mois plus tôt, à Ferrières. Le gouvernement républicain sait désormais que la France devra renoncer à l'Alsace et à une partie de la Lorraine, acquitter une lourde indemnité de guerre et subir une occupation, mais qu'il ne peut faire autrement que d'accepter ces conditions très dures. Le 28, un armistice de vingt et un jours renouvelables est signé, le cessez-le-feu est proclamé et le siège de Paris est levé.

Bismarck souhaite aussi la tenue rapide d'élections législatives pour conclure la paix avec un pouvoir régulier. Gambetta, qui veut reprendre le combat, entend influencer sur les élections et refuse aux serviteurs de l'empire le droit de se présenter, est poussé à la démission de son poste de ministre de l'Intérieur par ses collègues, le 6 février. Deux jours plus tard, les Français votent dans des conditions très particulières puisqu'un tiers du territoire est occupé (soit 36 départements du nord-est de la France, hormis ceux du Nord et du Pas-de-Calais), que de nombreux soldats, prisonniers de guerre et réfugiés ne peuvent participer au scrutin, et qu'aucune campagne n'a pu avoir lieu. Ils font massivement le choix de candidats monarchistes, légitimistes ou orléanistes, favorables à la paix, sauf dans les départements de l'Est, patriotes et bellicistes, et à Paris qui souhaite poursuivre la lutte et qui élit trente-six républicains parmi ses quarante-trois députés dont, significativement, Gambetta (3^e), incarnation de la continuation de la lutte, mais aussi Louis Blanc (1^{er}), Victor Hugo (2^e), Garibaldi (4^e), Quinet (5^e), Rochefort (6^e), Delescluze (8^e), ou Pyat (11^e). Les partisans de la paix sont plus isolés et arrivent loin. Ainsi, Thiers est 20^e et Favre 34^e. Une grande partie des Parisiens modérés ont fui la capitale à la faveur de la levée du siège et une autre a préféré s'abstenir.

Le 13 février, l'Assemblée nationale se réunit au Grand Théâtre de Bordeaux et confie à Thiers les fonctions de chef de l'exécutif provisoire avec mandat de négocier les préliminaires de paix avec Bismarck. L'homme est auréolé de son prestige d'opposant irréductible à l'empire et de sa clairvoyance sur la guerre, qu'il avait été l'un des rares à tenter d'empêcher, mais aussi de son élection triomphale, le 8, dans vingt-six départements (ces élections permettant les candidatures multiples), ce qui montre tout le décalage entre Paris et la province.

Les préliminaires de paix sont conclus le 26 février, à Versailles, puis ratifiés par l'Assemblée le 1^{er} mars. Comme on le redoutait, ils imposent à la France la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, une indemnité de guerre gigantesque de 5 milliards de francs-or et l'occupation de plusieurs départements de l'Est tant qu'elle ne sera pas acquittée.

Les Parisiens s'estiment alors totalement trahis par l'Assemblée et le gouvernement. Certains font sonner le tocsin et en appellent à la résistance, mais ceux qui considèrent que toute résistance conduirait à un bain de sang parviennent à se faire entendre. L'exaspération et l'humiliation des Parisiens sont pourtant à leur comble lorsque le 1^{er} mars les Allemands défilent sur les Champs-Élysées, puis prennent leurs quartiers pour quelques jours dans l'ouest de la capitale, alors que les drapeaux tricolores ont été cravatés de noir. Parallèlement, l'Assemblée adopte depuis Bordeaux un train de mesures jugées à Paris provocatrices, et montrant, là encore, le complet déphasage avec la situation de la capitale et la psychologie de ses habitants : suppression de la solde de 30 sous des gardes nationaux à l'exception des indigents ; abrogation du moratoire pour le règlement des loyers et des effets de commerce qui risque de jeter à la rue des milliers de locataires démunis et d'acculer à la faillite les commerçants qui se joignent immédiatement aux mécontents ; installation de l'Assemblée à Versailles, symbole de la monarchie, et non à Paris qui fait peur et qui est qualifié de « *capitale de l'idée révolutionnaire* » ; nomination de deux bonapartistes à la tête de la Garde nationale et de la Préfecture de police, respectivement les généraux d'Aurelle de Paladines et Valentin.

Grossie de nombreux bataillons populaires pendant le siège pour atteindre l'effectif considérable de quelque





LE FEU AUX POUDRES Page de gauche, en haut : *La Proclamation de l'Empire allemand*, par Anton von Werner, 1885 (Friedrichsruh, Bismarck-Museum). C'est Bismarck qui lut la proclamation dans la galerie des Glaces du château de Versailles, le 18 janvier 1871. En bas : *L'Entrée des troupes allemandes de Bismarck à Paris, le 1^{er} mars 1871, sur les Champs-Élysées*, par Louis Braun, 1873 (Ingolstadt, Bayerisches Armeemuseum). Ci-dessus : *Parc d'artillerie de la butte Montmartre, 18 mars 1871* (Paris, musée Carnavalet). En tentant de reprendre ces canons aux gardes nationaux, les troupes régulières envoyées par le gouvernement de Thiers déclenchèrent l'insurrection parisienne.

300 000 hommes, la Garde nationale qui n'a pas été désarmée lors de l'armistice effraie le gouvernement. De fait, sous l'impulsion de ses bataillons les plus avancés, elle s'organise en fédération entre le 24 février et le 3 mars en se dotant de délégués qui élisent, le 15, un comité central, véritable organe exécutif. Celui-ci proclame son hostilité à l'Assemblée monarchiste, rurale et provinciale. La République, estime-t-il, est au-dessus du suffrage universel ; sa légitimité l'emporte sur la légalité.

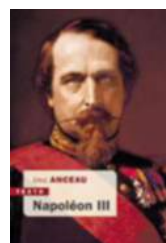
Trois jours plus tard, lorsque Thiers envoie l'armée reprendre les quelque 230 canons de la Garde nationale qui se trouvent encore sur les collines de Montmartre, Belleville et Ménilmontant, mais que les préliminaires de paix imposent de livrer aux Allemands, la Garde nationale et la foule s'y opposent car elles ne veulent se retrouver à la merci ni de l'ennemi ni des « Versaillais », et une partie de la troupe fraternise avec elles. Les généraux Lecomte et Clément-Thomas sont assassinés. Pendant que Thiers et les autorités qui sont encore présentes à Paris évacuent précipitamment la ville pour s'installer, eux aussi, à Versailles, le Comité central de la Garde nationale fait occuper les lieux stratégiques et convoque des élections. Le drapeau rouge flotte sur l'Hôtel de Ville. Lyon et Marseille qui ont déjà connu des communes éphémères au lendemain de la chute de l'empire puis des soulèvements sporadiques ensuite, proclament à leur tour des communes, comme le font d'autres villes du Midi et du Centre, Narbonne, Saint-Etienne, Toulouse, Le Creusot. Les unes après les autres, ces expériences s'arrêteront au bout de quelques jours.

Lorsque le 26 mars les élections parisiennes rendent leur verdict en portant au pouvoir une assemblée municipale très majoritairement révolutionnaire et que deux jours plus tard la Commune est proclamée, le mouvement est déjà retombé en

province. Tout se jouera donc dans la capitale vers laquelle les yeux du monde entier se tournent, une fois de plus.

Maître de conférences habilité à diriger des recherches à Sorbonne-Université, Eric Anceau est spécialiste d'histoire politique et sociale de la France et de l'Europe au XIX^e siècle. Il est l'auteur notamment de *Napoléon III. Un Saint-Simon à cheval* (Tallandier, 2008, rééd. « Texto », 2012, 2018 et 2020), *Ils ont fait et défait le Second Empire* (Tallandier, 2019, rééd. « Texto », 2021) et *Les Elites françaises, des Lumières au grand confinement* (Passés Composés, 2020).

À LIRE d'Eric Anceau



Napoléon III

Tallandier, « Texto », 752 pages, 12,90 €

Ils ont fait et défait le Second Empire

Tallandier, « Texto », 416 pages, 10,50 €

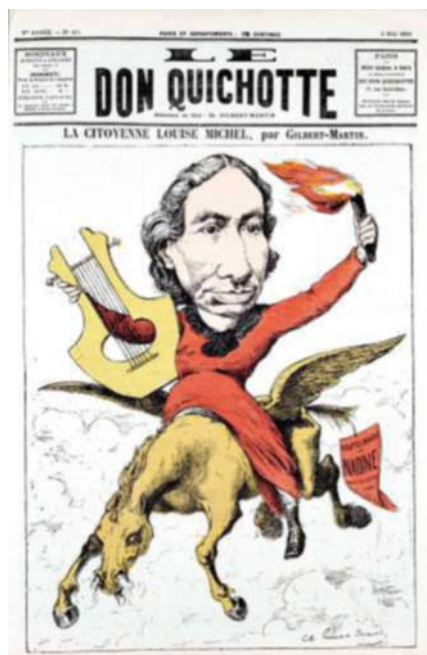
Les Elites françaises, des Lumières au grand confinement, Passés Composés, 464 pages, 24 €.

Louise Michel La Vierge rouge

Survivante de la Commune, Louise Michel est l'une de ses figures les plus connues. A son retour de déportation en Nouvelle-Calédonie, elle continuera à militer dans les rangs des anarchistes.

« **P**uisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame une part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance. » Tels sont les mots sur lesquels se termine la plaidoirie de Louise Michel devant le 6^e conseil de guerre, le 16 décembre 1871. Enveloppée de voiles noirs, celle que l'on commence à appeler « la Vierge rouge » réclame la mort pour y suivre le seul homme qu'elle a aimé : Théophile Ferré, membre éminent de la Commune de Paris, exécuté le 28 novembre précédent au camp de Satory.

Rien ne prédestinait pourtant cette femme à devenir une révolutionnaire. Elle était née le 29 mai 1830 en Haute-Marne des amours illégitimes d'un hobereau champenois, Laurent Demahis, avec une femme de chambre, Marianne Michel. Contre toute attente, les parents de son père décident de la garder avec eux et de lui donner une éducation bourgeoise. Elle les appelle « grand-père » et « grand-mère ». C'est une période de bonheur au château de Vroncourt-la-Côte avec ses grands-parents et sa mère, qui restera à ses côtés durant toute sa vie. La petite Louise a un accès illimité à la bibliothèque de son grand-père, libre penseur et admirateur des philosophes du XVIII^e siècle. Très tôt, elle découvre les œuvres de Voltaire et de Rousseau et lit des romans qu'on ne destine généralement



pas aux jeunes filles. C'est donc bien logiquement qu'après la mort de ses grands-parents, qui l'oblige à quitter le château et à gagner sa vie, elle décide de passer le brevet de capacité lui permettant de devenir institutrice, afin d'offrir à d'autres fillettes l'éducation dont elle a elle-même bénéficié.

Avec l'avènement du Second Empire, les enseignants des classes publiques doivent prêter serment à l'empereur. Affirmant déjà ses convictions républicaines, la jeune femme s'y refuse. Elle fonde en 1853 sa

propre école libre à Audeloncourt, où l'on entonne *La Marseillaise*, chant alors révolutionnaire, avant de commencer la leçon. L'école est surveillée par les autorités. Désireuse de découvrir le monde, incapable d'accepter la condition des femmes de son époque, Louise Michel rêve en secret de littérature et de liberté. S'essayant à versifier, elle a l'audace d'envoyer quelques strophes par-delà la Manche à Victor Hugo, son modèle. Le poète exilé dans les îles Anglo-Normandes est touché, et une correspondance de près de trente ans commence entre ces deux amoureux de la littérature. Mais si elle veut changer de vie, Louise Michel sait qu'il n'est qu'un théâtre pour ses ambitions : Paris.

On la retrouve dans la capitale en 1856, enseignant à l'école de Mme Vollier, rue du Château-d'Eau. Bientôt, pour instiller le virus de la révolte aux enfants pauvres des ouvriers, elle prend l'initiative d'ouvrir sa propre école au 24 rue Oudot dans le XVIII^e arrondissement, écrivant : « *La tâche des instituteurs, ces obscurs soldats de la civilisation, est de donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter.* » Si enseigner est pour elle un combat politique, elle n'oublie pas pour autant ses ambitions personnelles et prépare le baccalauréat tout en publiant des articles dans plusieurs journaux d'opposition sous le pseudonyme d'Enjolras, personnage des *Misérables*. Comme ce héros de



roman, elle va militer dans des clubs révolutionnaires de la gauche républicaine, où elle rencontre les futurs dirigeants de la Commune : l'écrivain Jules Vallès, le syndicaliste Eugène Varlin, le journaliste Raoul Rigault...

En 1869, elle devient secrétaire de la Société démocratique de moralisation par le travail, qui a pour but d'aider les ouvrières et les familles à vivre dans le devoir par le travail ou à y rentrer. C'est une attaque en règle contre la prostitution, à laquelle se livrent de nombreuses Parisiennes pour survivre. La bourgeoise Louise Michel, célibataire et sans enfant, découvre les conditions de vie des familles ouvrières des arrondissements populaires de la capitale : Belleville, Montmartre, Ménilmontant... Pendant ce temps, la révolte contre le régime impérial gronde à Paris. Les détracteurs de l'empire se retrouvent le 12 janvier 1870 à l'enterrement du journaliste Victor Noir, tué d'une balle de revolver par le prince Pierre-Napoléon Bonaparte, et l'on y remarque Louise Michel habillée en homme, un poignard en poche, prête à faire le coup de poing. A partir de cette date, on la verra toujours habillée de noir, portant le deuil. Proche du mouvement anarchiste, elle déclare : « *L'autorité d'un seul, c'est un crime* », rejetant désormais tout gouvernement légal.

C'est avec enthousiasme qu'elle salue la proclamation de la République le 4 septembre 1870. Curieusement, la guerre ne l'effraie pas. Elle sera toujours au premier rang des combattants et des ambulancières, que ce soit pendant le siège de Paris contre les Prussiens ou pendant les journées de la Commune, où elle ira jusqu'à porter les armes. Elue présidente du comité républicain de vigilance des citoyennes du XVIII^e arrondissement, elle est très active

LA RÉVOLTÉE « Donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter » : telle était pour Louise Michel (ci-contre) la mission des instituteurs. Page de gauche : *La Citoyenne Louise Michel*, par Charles Gilbert-Martin, en une de l'hebdomadaire satirique *Le Don Quichotte* du 5 mai 1882, à l'occasion de la création six jours plus tôt, aux Bouffes du Nord, du drame *Nadine*, écrit par Louise Michel.

dans les clubs, où elle prend régulièrement la parole en public. Elle organise également une cantine pour les élèves de son école qui souffrent de la faim, comme la plupart des Parisiens, pendant le siège. A l'image des Parisiennes, elle participe aux ambulances, au ravitaillement, aux travaux de couture pour confectionner les uniformes de la Garde nationale. Dans son entourage proche, on trouve de nombreuses autres bourgeoises, qui ont rompu avec leur milieu pour passer à la révolution et tiennent un discours féministe : Paule Minck, aristocrate polonaise, Anna Jaclard, issue d'une vieille famille de l'aristocratie russo-lituanienne, Lédile Champseix dite André Léo, romancière à succès, Elisabeth Dmitrieff, fille d'un ancien officier de hussards russe et proche de Karl Marx. Toutes réclament une plus grande égalité sociale, une reconnaissance des droits spécifiques des femmes en matière d'emploi, en particulier quand elles sont enceintes, l'instruction égale entre garçons et filles, la disparition du statut de mineure juridique, bref, une moindre dépendance à l'égard des hommes.

Mais Louise Michel fait plus que cela. Son engagement politique très marqué la pousse vers des voies radicales. Anticléricale farouche, elle lance : « *Les religions se dissipent au souffle du vent et nous sommes désormais les seuls maîtres de nos destinées.* » Elle s'engage également dans des combats armés, dont les femmes sont exclues. Le

22 janvier 1871, elle participe en uniforme de garde national et en armes à la manifestation de la place de l'Hôtel-de-Ville qui s'oppose à l'armistice avec les Prussiens. Elle est donc présente au moment où a lieu l'échange de tirs entre les mobiles bretons placés par les autorités dans l'Hôtel de Ville et le 101^e bataillon de marche de la Garde nationale, qui préfigure l'armée de la Commune, sur la place, face au bâtiment. Farouchement opposée à l'armistice, Louise Michel prend irrévocablement sa part des violences qui commencent.

Le 18 mars 1871, elle est à Montmartre au moment de l'affaire des canons. Elle fait partie de la foule qui exhorte les soldats à rejoindre l'armée du peuple de Paris et prodigue les premiers soins à Turpin, le garde national blessé dans l'échauffourée par les hommes du général Lecomte. A cette occasion, elle retrouve celui qui restera longtemps un de ses amis fidèles, malgré leurs divergences de vues politiques : Georges Clemenceau. Ils se sont déjà rencontrés puisque Louise est institutrice dans l'arrondissement et que le jeune Clemenceau a été élu maire par la population du XVIII^e.

Tous deux demandent au général Lecomte d'évacuer Turpin vers un hôpital afin qu'il soit soigné. Alors que Lecomte refuse, Louise Michel descend la rue Lepic en criant : « *Trahison !* » Elle dissimule une carabine sous son manteau. Nouvelle Charlotte Corday, elle est même volontaire pour se rendre seule à Versailles dans le but d'assassiner Adolphe Thiers. Sa proposition est repoussée dans les premiers cercles du pouvoir de la Commune, où sont entrés nombre des amis rencontrés sous le Second Empire. Engagée comme garde national au 61^e bataillon, elle porte les armes parmi les hommes, en particulier au fort d'Issy-les-Moulineaux, où chacun sait qu'une femme a déjà tué plusieurs gendarmes et gardiens de la paix.



Elle témoignera : « *J'étais souvent avec les ambulancières venues nous retrouver au fort d'Issy, mais plus souvent encore avec mes camarades des compagnies de marche ; ayant commencé avec eux, j'y restais et je crois que je n'étais pas un mauvais soldat.* »

Louise Michel se montre bien sûr très active pendant la phase aigüe de la Semaine sanglante, du 21 au 28 mai 1871. C'est en particulier au pied de la butte Montmartre, sur la chaussée Clignancourt, qu'on la verra batailler sur une barricade. Elle parvient à s'enfuir dans la pagaille qui suit les combats mais, figure publique du mouvement insurrectionnel, ne peut échapper aux recherches. Sa mère, la vieille Marianne, est arrêtée à sa place, ce qui la décide à se constituer prisonnière le 24 mai. Elle est emmenée à Satory puis à Versailles, où elle sera jugée par le 6^e conseil de guerre au mois de décembre 1871. S'étant battue à l'égal des hommes, elle demande la même peine : la mort. Le lendemain, elle fait la une de tous les journaux et y gagne le surnom ironique de « la bonne Louise ». Son ami Victor Hugo écrit dans son poème *Viro major* : « *Ton œil fixe pesait sur les juges livides, / (...) Toute la vaste*



COMBATTANTE Ci-contre : Louise Michel en costume de fédéré en 1871 (Montreuil, musée de l'Histoire vivante). En haut : *Les Obsèques de Louise Michel*, par Albert Peters-Destéract, 1905 (Saint-Denis, musée d'Art et d'Histoire Paul-Eluard). Le cercueil avait été recouvert d'un « *drap rouge écarlate* », et le corbillard était « *un modeste char de huitième classe, sans draperies* », rapporte le *Journal des débats*. La dépouille fut escortée par une immense foule, depuis la gare de Lyon jusqu'au cimetière de Levallois-Perret, où Louise Michel avait souhaité être inhumée auprès de sa mère et de son ami le communard Théophile Ferré.



© MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE PAUL ELUARD, SAINT-DENIS. CLICHÉ : J. ANDRÉANI. AVEC L'AUTORISATION DE LA FAMILLE PETERS-DESTERAC.

salle était pleine d'effroi ». Néanmoins, eu égard à son sexe, elle est condamnée à la déportation en enceinte fortifiée.

Après être restée pendant dix-huit mois dans la maison centrale d'Auberive, en Haute-Marne, elle embarque en rade de l'île d'Aix sur la vieille frégate *la Virginie* qui appareille le 10 août 1873, à destination de la Nouvelle-Calédonie. Dans la cage des femmes, elle fait la connaissance de la syndicaliste Nathalie Le Mel, de tradition anarchiste, dont elle partage les idées extrémistes. Avec la cage des hommes, elle parvient à échanger des messages avec Henri Rochefort, rédacteur en chef de nombreux journaux d'opposition, parmi lesquels *La Lanterne*, et qui va concevoir amitié et estime pour elle.

Arrivée sur place, très affaiblie par le voyage et la prison, elle est enfermée à la presqu'île Ducos. Mais bientôt, les conditions de détention des femmes sont allégées et Louise Michel est libre de ses mouvements, à Nouméa. Elle reprend alors son métier d'enseignante et fait la classe aux enfants de déportés, aux Kanaks, mais aussi aux enfants de ses geôliers. Curieuse de tout, elle découvre une île et ses habitants, et propose à l'Académie d'envoyer des rapports scientifiques. Elle va effectivement être chargée de deux missions. En 1878, lors de la révolte des Kanaks contre les autorités françaises, elle prend le parti de la population locale.

Pendant sa détention, Louise Michel garde des contacts étroits avec ses amis de métropole. Dans son abondante correspondance,

on retrouve des lettres de remerciement envoyées à Clemenceau, qui se bat pour l'amnistie des communards et lui envoie des mandats afin d'améliorer son sort et celui des autres détenus. A mesure que certains d'entre eux sont libérés, elle demande à son vieil ami de recevoir ces déportés à leur retour en France et de faire connaître leur sort. Elle sollicite aussi Victor Hugo. C'est en partie pour cette amie de longue date que celui qu'elle appelle « *cher Maître* » portera le combat en faveur de l'amnistie totale des communards. A distance, elle exhorte ces deux amis influents, dont elle a gagné l'estime. Dans un article écrit pour le journal *La Justice* en 1893, Clemenceau parle d'elle avec des accents lyriques : « *Moquez-vous d'elle, injuriez-la, condamnez-la, temps perdu. C'est une chrétienne des premiers jours, de celles qui avaient le Christ non pas sur les lèvres, comme aujourd'hui, mais dans le cœur, de celles qui descendaient en souriant dans l'arène et, perdues dans l'extase, attendaient les bêtes en chantant. C'est la folie de la croix. Et sans espoir de récompense ! Saluons.* »

L'amnistie est votée à la veille du 14 juillet 1880, devenu la date de la fête nationale de la toute jeune III^e République. Louise Michel reprend la mer et arrive à Dieppe au mois de novembre, acclamée par une partie des Parisiens, détestée par les autres. Son personnage sent toujours le soufre, d'autant plus qu'elle n'a pas l'intention de s'assagir. Comme les autres survivants du mouvement, elle continue le combat par d'autres moyens et réécrit l'Histoire selon ses convictions en publiant ses *Mémoires*. Pour mettre à exécution sa promesse de vengeance, elle va user de toute sa notoriété. En 1881, elle fait partie des figures majeures qui assistent au cimetière du Père-Lachaise à l'enterrement du vieux révolutionnaire Auguste Blanqui, son premier inspirateur en politique. Elle joue également de toute son influence pour que les anarchistes remplacent le drapeau rouge par le drapeau noir. « *Plus de drapeau rouge mouillé du sang de nos soldats. J'arborerai le drapeau noir, portant le deuil de nos morts et de nos illusions.* » En 1883, elle est condamnée à six ans de prison assortis de dix années de surveillance de la haute police

pour « *excitation au pillage* », après avoir mené une manifestation de « *sans-travail* » aux Invalides, au cours de laquelle plusieurs boulangeries ont été pillées, mais le président de la République Jules Grévy la gracie dès 1886 du fait de sa grande popularité à gauche. En 1887, elle participe aux émeutes aux abords du Palais-Bourbon au cri de : « *A bas Ferry !* » pour empêcher ce dernier d'accéder à la magistrature suprême dans un contexte instable du fait de la popularité du général Boulanger. Tout lui est bon pour tenir tête au gouvernement.

Entre deux arrestations, elle multiplie avec acharnement les conférences publiques pour raconter les combats de la Commune et soutient toutes les causes perdues. Mais le 22 janvier 1888, elle est la cible d'un attentat : le chouan Pierre Lucas tire sur elle deux coups de pistolet ; une des balles la touche à la tête sans la tuer. On ne parvint pas à extraire la balle, qu'elle gardera jusqu'à sa mort. Louise Michel meurt d'un refroidissement à Marseille à l'âge de 74 ans, le 9 janvier 1905. Ses obsèques, au cimetière de Levallois-Perret, seront l'un des grands rassemblements populaires du début du XX^e siècle, rappelant que le souvenir de la Commune, née et morte trente-quatre ans auparavant, reste vivace dans les arrondissements populaires parisiens. *S*

Normalienne et agrégée d'histoire, Claire L'Hoër est notamment l'auteur d'une biographie d'Anne de Bretagne (Fayard, 2020). Elle a entrepris, par ailleurs, un travail de recueil de mémoires orales auprès de témoins anonymes du XX^e siècle – particulièrement de la Seconde Guerre mondiale – au sein de la société « Pour Mémoire ».

À LIRE de Claire L'Hoër



Le Siège et la Commune de Paris
Avec Alain Frèrejean
L'Archipel
344 pages
22 €

MOBILISATION GÉNÉRALE *L'appel*, par André Devambez, 1907 (Saint-Denis, musée d'Art et d'Histoire Paul-Eluard). Nombreux furent les Parisiens, de tous âges, de tous milieux et de tous bords, à s'enrôler comme gardes nationaux. Recrutés par arrondissement et organisés en bataillons, certains étaient parfois sans aucune expérience militaire. Outre le maintien de l'ordre public, la Garde nationale remplissait les rôles d'employeur, de club politique et d'armée.

© MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE PAUL ELUARD, SAINT-DENIS.
CLICHÉ : J. ANDRÉANI.





Les 72 jours de Paris

Par Robert Tombs

Jacquerie patriotique, née du refus de capituler face aux Prussiens, la Commune de Paris se transforma en une révolution démocratique, anticléricale et sociale qui s'acheva dans un bain de sang.



© PHOTO JOSSE/LEEMAGE. © RMN-GRAND PALAIS (CHÂTEAU DE VERSAILLES)/FRANCK RAUX.

Les communards furent-ils d'abord des patriotes ?

La Commune, selon un de ses partisans, est une « sorte de jacquerie, d'abord patriotique ». Bien que sommaire, ce jugement contient une part de vérité : les communards sont patriotes, mais ils sont patriotes parce que républicains. Leur tradition est, tout autant que de l'idéal de défense du territoire, imprégnée du mythe de 1792, des armées révolutionnaires qui défendaient la Révolution et la diffusaient à travers l'Europe. Les deux sentiments sont inextricablement mêlés. Dès les années 1820, les républicains affichaient un patriotisme guerrier, appelant à une grande guerre de libération qui mettrait la France à la tête d'une Europe républicaine de peuples libérés. En 1848, le moment a semblé venir. La toute nouvelle Assemblée nationale fut envahie le 15 mai par une foule de révolutionnaires, et Auguste Blanqui exigea la libération de la Pologne, et donc par implication une lutte contre les grandes puissances monarchiques. Mais le moment a passé. Pendant les années du Second Empire, si déprimantes pour la gauche, beaucoup ont renoncé à ces rêves de libération universelle.

La guerre contre la Prusse, la chute subite de Napoléon III le 4 septembre 1870 et le début du siège de Paris par les Allemands raniment les ardeurs patriotiques en même temps que l'espoir d'une « république universelle ». Blanqui crée un nouveau journal, *La Patrie en danger*. Le jeune socialiste Benoît Malon écrit : « Je sens en ce moment que j'aime ma patrie passionnément. » Les Parisiens, de tous bords politiques et de toutes les classes, demandent à être armés dans une Garde nationale démocratique élisant ses officiers, qui comptera plus de 300 000 hommes. Blanqui, par exemple, est élu chef de bataillon à Montmartre et, dans les quartiers populaires, la Garde nationale combine ses fonctions militaires avec des allures de club politique.

Le siège (du 19 septembre 1870 au 28 janvier 1871) devient la matrice de la Commune, dont le nom commence à être prononcé dès le mois de septembre dans de nombreux clubs des quartiers populaires. La faim, le froid et les déceptions de la

défaite radicalisent les Parisiens, qui demandent des mesures révolutionnaires, comme à l'époque de la Commune de 1792. In extremis, le 6 janvier 1871, une alliance de clubs politiques publie une affiche rouge : « Place au peuple ! Place à la Commune ! » Qu'est-ce que cette Commune, qui existe déjà dans les esprits ? Comme l'explique un orateur enthousiaste dans un club populaire, « la Commune, c'est le droit du peuple, c'est le rationnement égal, c'est la levée en masse et la punition des traîtres, la Commune enfin... c'est la Commune ! ». Les conservateurs s'alarment : « il y a du sang sur ce mot-là ».

Comme pendant les années 1790, la poursuite de la guerre semble liée à l'adoption de méthodes révolutionnaires. Les conservateurs veulent donc que la guerre finisse, et les révolutionnaires qu'elle se prolonge. L'armistice du 28 janvier 1871 est vécu par les républicains (et pas seulement les révolutionnaires) comme une trahison réactionnaire. L'élection en février d'une Assemblée nationale en grande majorité royaliste et vouée à la paix confirme ces craintes. L'entrée triomphale de l'armée allemande dans Paris le 1^{er} mars est une humiliation. Cet événement provoque la saisie de canons et de fusils, et la création d'une Fédération républicaine de la Garde nationale – l'origine du nom *fédéré* donné aux gardes nationaux partisans de la Commune. C'est de cette situation bouillonnante de politique, de crise sociale et d'humiliation patriotique que l'insurrection du 18 mars est née, quand le gouvernement d'Adolphe Thiers essaie de désarmer la Garde nationale. Bien qu'en lutte avec le gouvernement français, l'insurrection parisienne qui va devenir la Commune gardera toujours un fort élément patriotique. Certains de ses partisans pensent même que le but est « de faire nommer une convention nationale et de continuer la guerre » contre l'Allemagne. Mais il s'agit d'une guerre républicaine et patriotique pour faire tomber les monarchies, libérer l'Europe et faire triompher la France. C'est ce même rêve qui inspire des révolutionnaires polonais et italiens qui se battent pour la Commune.

Qui étaient les communards ?

Les communards sont issus du petit peuple parisien – ouvriers, artisans, employés de bureau – et de la « bourgeoisie populaire » des boutiquiers, marchands de vin et petits patrons. Il y avait aussi une poignée de professions libérales, qui occupaient souvent des positions influentes : jeunes avocats, journalistes, médecins, enseignants, et quelques artistes et hommes de lettres tels que Jules Vallès et Gustave Courbet.

Paris est divisé très visiblement entre les arrondissements industriels et populeux – les bastions communards, surtout les III^e, IV^e, XI^e, XIII^e, XIV^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e – et les quartiers bourgeois du centre et de l'ouest, où la Commune a peu de partisans et peu d'emprise. Certains historiens ont discerné des différences même entre les quartiers ouvriers. Dans ceux qui sont assez récemment construits, comme Belleville, les liens sociaux et politiques semblent davantage basés sur les relations de voisinage que dans les vieux quartiers tels que le faubourg Saint-Antoine, où la camaraderie de métier est plus importante. Il est possible que les quartiers socialement instables, comme La Villette, aient nourri une forme de politique plus extrême et violente que les quartiers où la population est plus stable et socialement intégrée, comme Popincourt.

Le Conseil de la Commune élu le 26 mars par les Parisiens est sans doute le plus ouvrier de tous les gouvernements révolutionnaires que la France et l'Europe aient jamais connus. Sur ses 79 membres, 21 sont des travailleurs salariés, 14 des artisans indépendants, petits

entrepreneurs ou commerçants, et 16 des employés ; 28 seulement appartiennent aux classes moyennes. Il comprend 25 francs-maçons et 43 officiers de la Garde nationale. Une certaine hiérarchie est visible dans les rangs communards. Le Conseil ne compte pas un seul « journalier ». Les métiers qualifiés typiques des industries parisiennes – imprimeur, peintre sur porcelaine, menuisier, graveur, cordonnier, bijoutier, chapelier – dominant, grâce sans doute à leur prestige, leur engagement politique, et bien sûr leur niveau d'instruction. Même chose dans la Garde nationale : les officiers sont souvent des commerçants, des employés ou des ouvriers qualifiés, et les simples gardes des ouvriers manuels.

Les femmes qui participent à la Commune sont sociologiquement semblables. Les dirigeantes sont souvent des femmes éduquées et politiquement engagées – écrivains comme André Léo (pseudonyme de Léodile Champseix), enseignantes telle Louise Michel –, mais la majorité se compose d'ouvrières des métiers alors féminins, surtout la confection de vêtements. La Commune serait-elle en partie une révolution proto-féministe ? Le droit de vote n'est pas offert par la Commune aux femmes ; il n'est pas non plus revendiqué. Des femmes jouent un rôle significatif pendant la Commune, mais pas plus qu'en 1848 ou dans les années 1790. Les communards ont en général les attitudes patriarcales de leur époque. Mais la Commune n'essaie jamais d'empêcher les femmes de parler ou d'agir – par exemple dans l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés – et même les y encourage.

Quant aux célèbres « pétroleuses », elles relèvent d'un mythe contre-révolutionnaire. Les nombreux incendies allumés dans Paris pendant les derniers combats ont plusieurs origines et créent une panique compréhensible. De cette panique est née la rumeur – propagée pas des journaux conservateurs, dont *Le Figaro* – que des femmes armées de pétrole incendiaient des maisons. Des femmes suspectées furent certainement fusillées et d'autres arrêtées, mais les autorités, malgré leurs efforts, ne parvinrent jamais à trouver une véritable pétroleuse. Néanmoins, des journaux étrangers et des diplomates, par exemple, acceptent la vérité de ce fantôme, qui noircit pendant longtemps l'image des femmes de la Commune.



LE PETIT PEUPLE Page de gauche : *Le Siège de Paris (1870-1871)*, par Ernest Meissonier, vers 1884 (Paris, musée d'Orsay). Ci-contre : *La Barricade ou l'Attente, Commune de Paris, mai 1871*, par André Devambez, 1911 (Versailles, musée du Château). Ouvriers, artisans, employés de bureau, c'est le petit peuple de Paris qui constitue avec la « bourgeoisie populaire » l'essentiel des communards.

Quelle était leur matrice idéologique ?

Ce que veulent les communards est « *la révolution démocratique et sociale* ». Ce terme peu précis est basé sur une tradition politique qui traverse la révolution de 1792, celle de 1848 (avec les espoirs déçus du « droit au travail » et des ateliers nationaux) et la lutte contre le Second Empire. Proudhon a beaucoup influencé la jeune génération socialiste qui s'affilie à « l'Internationale » – l'Association internationale des travailleurs, basée à Londres et animée par Karl Marx. Trente-quatre membres de la Commune y sont affiliés. Mais Marx est alors quasi inconnu : aucune de ses œuvres n'a encore été traduite en français, et en 1871 ses seuls disciples de marque sont des étrangers – la Russe Elisabeth Dmitrieff et le Hongrois Léo Frankel, membre de la Commune.

Plutôt qu'un socialisme d'Etat, les communards imaginent un socialisme décentralisé de coopératives de production dans une république ultra-démocratique basée sur les communes.

Comme l'exprime *L'Internationale* d'Eugène Pottier (dessinateur sur étoffes et membre de la Commune) : « *Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !* » Certains dirigeants de la Commune, tel le relieur Eugène Varlin, ont milité dans le mouvement coopératif pendant les années 1860. Cependant, il existe d'autres tendances au sein de la Commune. Plusieurs de ses membres les plus connus viennent de la génération de 1848 et ont une longue expérience d'activisme politique, journalistique et littéraire, comme Charles Delescluze, 61 ans, et Félix Pyat, 60. Ils s'identifient souvent avec les révolutionnaires des années 1790, d'où l'étiquette de « néojacobins ». Plus jeunes sont les blanquistes, un petit groupe de bourgeois et d'ouvriers inspirés par les idées d'Auguste Blanqui, qui envisage une révolution menée par un parti clandestin et discipliné. Ils sont prêts à utiliser des méthodes autoritaires, d'où leur prise en charge de la police sous la Commune.

Ces tendances s'affrontent à la fin avril 1871. Face à une situation militaire et politique qui se dégrade, un vieux militant jacobin, Jules Miot, propose le 28 avril de créer un Comité de salut public pour donner une impulsion plus dynamique. Cette idée attire la plupart des néojacobins et des blanquistes. Elle est combattue par des socialistes proudhoniens qui se méfient des tendances autoritaires et n'aiment pas l'archaïsme des références aux années 1790 ; ils sont fortement attachés à la démocratie directe, pour eux l'essence d'une révolution moderne. Des questions de personnalités sont aussi en jeu, ainsi que le jugement de chacun sur l'efficacité probable d'un tel comité. Finalement, une « majorité » de 45 membres vote le 1^{er} mai pour un Comité de salut public, contre une « minorité » de 23. La minorité cesse pendant un temps d'assister aux séances de la Commune, et la brèche ne sera jamais complètement comblée.





Quelle fut leur organisation politique ?

La Commune fonctionne à trois niveaux. Premier niveau : le Conseil de la Commune, avec ses commissions et ses délégations – Guerre, Subsistances, Services publics, Travail, Relations extérieures, Sûreté générale, Finances, etc. Les 57 séances de la Commune à l'Hôtel de Ville sont souvent assez désorganisées et fréquemment interrompues. Ses « délégations » occupent les ministères, avec un délégué qui fait fonction de ministre et une commission qui conseille et « contrôle » chaque délégué. Après le 20 avril, les délégués forment ensemble une « Commission exécutive », semblable à un Conseil des ministres. Les délégués les plus importants sont Cluseret, Rossel et Delescluze, qui se succèdent à la Guerre, Jourde et Varlin aux Finances, Frankel au Travail, Vaillant et Vallès à l'Éducation. Certains fonctionnaires d'avant le 18 mars continuent à occuper leur poste, d'autres sont nommés pour combler les vides. La plupart des administrations continuent à fonctionner sous la direction (réelle ou théorique) d'un délégué de la Commune : Assistance publique, Bibliothèque nationale, Manufacture des tabacs, Postes, Octroi, etc. La police est dirigée par deux jeunes blanquistes, Raoul Rigault et Théophile Ferré. Des observateurs étrangers trouvent que la ville fonctionne assez normalement, ce qui impatient certains : *« N'est-ce pas avec une véritable stupeur qu'on les vit continuer tous les errements des gouvernements officiels : garder tout le fonctionnarisme, en changeant simplement les hommes, (...) laisser tous les gens d'octroi fonctionner dans leurs guérites »*. Ce gouvernement ne réussit pas – et ne pouvait pas réussir – à empêcher l'avance inexorable de l'armée de Versailles et ses 130 000 hommes, dont les opérations commencent le 11 avril pour prendre les forts d'Issy et de Vanves. La Commune décide alors, nous l'avons vu, la création d'un Comité de salut public de cinq membres, sur le modèle de 1793, qui se montre également impuissant.

Le deuxième niveau de fonctionnement concerne les mairies, assez autonomes, où les membres de la Commune de chaque arrondissement font fonction de maire et d'adjoints. Beaucoup dépend de leur activité, y compris le recrutement de la Garde nationale, la laïcisation des écoles, la création de l'emploi, le fonctionnement de cantines municipales.

Le troisième niveau est la Garde nationale, qui remplit les rôles à la fois d'employeur (avec les fameux 30 sous de solde journaliers), de club politique (avec l'élection de chefs et de délégués),

de gardien de l'ordre public, et bien sûr d'armée. La Garde nationale est à l'origine de la Commune et reste sa principale institution, avec jusqu'à 170 000 hommes sous les drapeaux rouges, soit comme « sédentaires » au-dessus de 40 ans, chargés de la police des quartiers, soit comme membres des bataillons de marche (80 000 hommes au maximum, et jamais tous en même temps) qui se battent dans les forts et les tranchées des banlieues Sud et Ouest. Chaque arrondissement forme une légion. Le Comité central (qui précède la Commune) continue à exister et se pose quelquefois en rival. La Garde nationale est difficile, voire impossible, à commander, mais elle a une consistance certaine grâce à un sens du devoir républicain, un esprit de corps et, pour les tièdes, les 30 sous. Non moins importants semblent les liens d'amitié et de voisinage, car chaque bataillon est recruté dans un seul quartier, et une compagnie peut inclure les hommes d'une ou deux rues. Les déserteurs sont donc connus et mal considérés : *« Les femmes répétaient sans cesse que j'étais jeune, que c'était honteux que je restasse à la maison, alors que leurs maris, hommes âgés, marchaient. »*

Il n'y a pas de partis politiques, mais il existe, à l'instar des années 1790 et 1848, des clubs politiques, qui se réunissent dans des théâtres et des églises, et réclament le droit de représenter le peuple révolutionnaire. Les chefs élus de la Commune sortent souvent de ce milieu des clubs, qui est apparu dès la fin de l'empire et s'est multiplié pendant le siège allemand. Il existe aussi des journaux révolutionnaires, qui donnent une voix aux ténors politiques : très influents sont *Le Père Duchêne* (imitation du journal des années 1790) et *Le Cri du peuple* de Vallès.

L'idéal communard est une démocratie directe : les citoyens doivent élire les fonctionnaires, les officiers et les magistrats, ou faire eux-mêmes la police en tant que gardes nationaux – y compris des patrouilles de nuit, peu prisées. Les élus sont responsables devant les citoyens, qui en théorie peuvent les révoquer. La police est théoriquement abolie ; mais les blanquistes remettent en marche « l'ex-Préfecture ». Marx décrit ce système comme le modèle de la révolution future.

Toutes ces activités politiques sont complètement imbriquées : les révolutionnaires les plus actifs peuvent être à la fois journalistes, membres de la Commune, orateurs dans les clubs, officiers de la Garde nationale, maires d'arrondissement et quasi-ministres. *« Nous étions surmenés de travail, accablés de fatigue, n'ayant pas à nous une minute de repos, un instant [de] réflexion calme »,* rapporte le journaliste Arthur Arnould. ➤

TRIBUNE LIBRE En haut : *Séance de club pendant la Commune*, par Jules Worms, 2 février 1871 (Paris, musée Carnavalet). Après la proclamation de la République, le 4 septembre 1870, les clubs politiques, où la parole est totalement libre, fleurissent à Paris.

Regroupés par quartier ou affinités politiques, ils constituent aussi un puissant moyen de pression populaire sur les élus de la Commune. Page de gauche : *Barricade de la chaussée Ménilmontant*, 18 mars 1871 (Paris, musée Carnavalet).



Quel était le programme de la Commune ? Quelles furent ses réalisations concrètes ?

Le véritable programme de la Commune est simple, né spontanément des circonstances de février et mars 1871 : la défense de la République et des droits de Paris. La victoire des royalistes aux élections à l'Assemblée nationale en février fait craindre que la République soit en danger – une crainte fondée. Paris se considère comme la forteresse de la France républicaine. En même temps, la fin de la guerre amène des problèmes socio-économiques : le chômage, les faillites, les arriérés de loyer, la solde de la Garde nationale (qui fait vivre des milliers de familles ouvrières)... Défendre la République et les droits de Paris est donc à la fois une cause politique et le moyen d'éviter l'indigence générale.

L'insurrection du 18 mars est une réponse spontanée à la volonté du gouvernement de désarmer la Garde nationale et de ramener Paris à l'ordre, avec l'intention, selon les Parisiens, de faire un coup d'Etat monarchiste. Mais il fallait ensuite un programme, au moins pour expliquer ses objectifs. Trois journalistes rédigent donc une « Déclaration au peuple français », adoptée par la Commune le 19 avril. Bien que plus éloquente, elle ressemble au « programme de Belleville », adopté par Léon Gambetta pour les élections de 1869 – donc une expression classique du républicanisme radical. Elle est plutôt politique que socio-économique : la République, l'autonomie de Paris et de toutes les communes de France, la liberté absolue, « *l'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales* », etc. Peu de détails sur le reste : « *Paris se réserve d'opérer (...) les réformes administratives et économiques que réclame sa population* ».

L'esprit de 1871 est mieux résumé dans les paroles célèbres de *L'Internationale* : l'espoir révolutionnaire, la liberté et la fin de

l'injustice, de l'inégalité et de l'oppression. Etant donné les circonstances, il ne faut pas s'attendre à de profondes réformes socialistes. Karl Marx a écrit que « *la grande mesure sociale de la Commune, ce fut sa propre existence (...), le gouvernement du peuple par le peuple* ». Ses réalisations sont quand même modestes : les plus célèbres sont l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries, le droit donné aux associations coopératives d'utiliser des ateliers abandonnés et la restitution gratuite par le mont-de-piété de certains objets domestiques. Comment expliquer cette modération, voire cette timidité ? Pour Marx ou Lénine, c'est absurde ; mais les dirigeants de la Commune veulent absolument éviter une répétition de 1793, et même de 1848, en prouvant « *que le peuple des travailleurs pouvait se gouverner économiquement* ».

Cette prudence admet volontiers des initiatives émanant de groupes d'activistes et au niveau des quartiers, souvent aidés par les maires. Ainsi de la création d'écoles laïques et de coopératives de production : l'Union des femmes pour la défense de Paris organise des ateliers pour confectionner les uniformes ; un groupe de métallurgistes s'organise en coopérative des fondeurs de fer, qui fabrique des munitions. Nombre d'artistes, dont Courbet, ont déjà formé une fédération pour organiser des expositions. Cette coopération volontaire, encouragée mais non pas dirigée par l'autorité communale, est typique de l'esprit de 1871. Le peu de temps qui leur était donné ne permettait que d'« *indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple* », a dit Marx. Impossible de deviner ce qui aurait pu être fait dans un avenir qui n'est jamais arrivé.

© MUSÉE CARNAVALET/ROGER-VIOLETTE

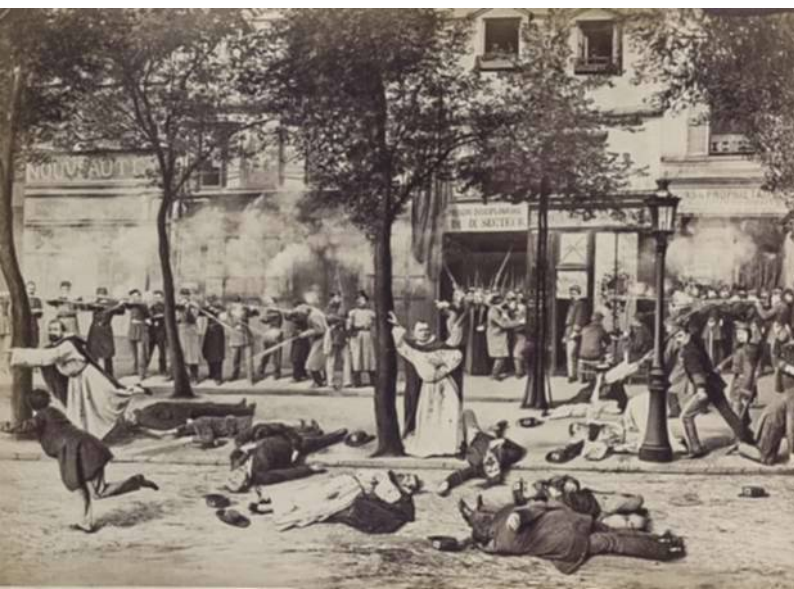
En quoi consistaient l'anticléricalisme des communards et la persécution religieuse ?

L'anticléricalisme – dirigé surtout, sinon exclusivement, contre l'Eglise catholique – est une caractéristique de la gauche, bourgeoise aussi bien que populaire, depuis la Révolution. Les positions antilibérales du pape Pie IX pendant les années 1860 renforcent l'anticatholicisme dans un large spectre de l'opinion progressiste, et pas seulement en France. Mais le ressentiment contre l'Eglise est aggravé chez les républicains français par le soutien apporté par le clergé au régime de Napoléon III (un régime, il faut le rappeler, accepté par la plupart des Français). Proudhon devient non

seulement anticlérical mais athée, convaincu que la religion empêche tout progrès. Blanqui prend une position comparable. Ce ressentiment – on pourrait dire cette haine – est répandu dans l'élite éduquée des ouvriers parisiens et des intellectuels, dont beaucoup font partie de sociétés de libre-pensée. Toute une littérature – quelquefois sensationnaliste – entretient une culture anticléricale. Déjà, pendant le siège allemand, certains maires ont pris des mesures pour laïciser les écoles.

Inévitablement, la Commune renforce ces mesures. Les emblèmes religieux sont

retirés des écoles, des hôpitaux et des tribunaux. Des écoles sont fermées ou les congréganistes en sont expulsés. Des clubs politiques se réunissent dans des églises, qui sont quelquefois vandalisées. Ceux qui vont plus loin sont surtout les blanquistes. Faisant fonction de police, ils ferment ou saccagent plusieurs églises, font des perquisitions dans des couvents et des monastères, arrêtent des prêtres. L'incident le plus notoire survient à l'église Saint-Laurent : des squelettes pris dans la crypte sont exposés au public comme les victimes de viol et d'assassinat par les prêtres. Ces actes ne sont pas toujours



approuvés par les Parisiens, même par certains communards, et quelquefois des gardes nationaux ou des civils interviennent pour protéger les églises ou le clergé – le curé de Saint-Eustache est libéré après une manifestation des dames de la Halle. Certains bataillons fédérés – même des « rouges » – demandent des cérémonies religieuses pour leurs camarades tués au combat.

La situation devient plus tendue avec la prolongation du conflit. L'exécution sommaire de prisonniers communards au début des combats provoque le 5 avril de la part de la Commune un décret sur les otages menaçant de représailles. L'archevêque de Paris, Georges Darboy, et le curé de la Madeleine – tous les deux des proches de Napoléon III – sont arrêtés comme otages. Les blanquistes espèrent pouvoir échanger Darboy contre Auguste Blanqui, détenu en province. Plusieurs dizaines de prêtres sont arrêtés, y compris cinq dominicains d'un collège de la banlieue d'Arcueil, accusés d'espionnage.

Vers la fin de la Semaine sanglante, quand l'armée massacre ses prisonniers en grand nombre, le blanquiste Ferré fait fusiller l'archevêque et d'autres otages à la prison de la Roquette le 24 mai. Un évêque en fuite est écharpé dans une rue avoisinante. Les dominicains sont fusillés au cours des combats dans le XIII^e arrondissement, et onze jésuites sont lynchés à Belleville. On essaie d'incendier Notre-Dame. Ces actes, surtout la mort de l'archevêque, font le tour du monde. Ils prouvent un anticléricalisme répandu et même, à l'extrême gauche, une haine du clergé. Mais l'effusion de sang a lieu dans des circonstances extrêmement tendues, au cours d'une bataille sanglante, après maintes provocations, et jamais sur les ordres de la Commune.

MONTAGE
Ci-dessus :
Massacre des dominicains d'Arcueil, route d'Italie, n° 38, le 25 mai 1871, à 4 heures et demie, par Appert (New York, The Metropolitan Museum of Art).

Cette image fait partie d'une série de photomontages réalisés en studio sur les *Crimes de la Commune*. Page de gauche : *Souvenir de la Commune*, par Léonce Scherer (Paris, musée Carnavalet).

Un locataire y brandit sous le nez de « monsieur Vautour » le « décret de la Commune : plus de loyers à payer ». Ci-contre : barricade de la Commune de Paris, 1871.

Quelle était la part de l'antimilitarisme chez les communards ?

Paradoxalement, les communards sont à la fois antimilitaristes et militaristes. Ils se méfient profondément de l'armée de métier, instrument du coup d'Etat de 1851, qui a tiré sur les grévistes mais qui a été incapable de résister aux Allemands. Deux généraux sont ainsi fusillés à Montmartre le 18 mars. Parmi ses premiers actes, la Commune décrète, symboliquement, l'abolition de l'armée permanente.

Mais au sein de la Garde nationale, les communards montrent un goût prononcé pour le style militaire : les uniformes, les bottes, les sabres, les drapeaux, les pistolets, les fusils les plus modernes. Le délégué chargé de la guerre, Gustave Cluseret (ancien militaire et général dans l'armée d'Abraham Lincoln), critique cet engouement, et Francis Jourde, délégué aux Finances, refuse de faire payer des deniers publics les uniformes coupés sur mesure. Beaucoup de membres de la Commune assistent aux séances en tenue d'officiers. Un membre se plaint que ses collègues s'absentent des discussions un peu arides sur les réformes économiques parce qu'ils préfèrent « faire un tour à cheval ». Certaines communardes affectionnent aussi la mode militaire, avec ceintures et pistolets. Si cette coquetterie choque les révolutionnaires austères, il est possible qu'elle en ait servi la cause. La Garde nationale a pu, quand même, ralentir l'avance de l'armée de Versailles du 11 avril jusqu'au 21 mai, et cela sans discipline rigoureuse – certains disaient sans discipline du tout. La défense de Paris dépend donc de la bonne volonté de ses soldats, et si la fidélité politique compte évidemment pour beaucoup, l'esprit de corps et la fierté militaire comptent également. Ce sont souvent les officiers et les sous-officiers, avec leur drapeau, qui se battent jusqu'au bout. Certains seront condamnés par la suite sur la production de boutons d'uniforme, de ceinturons, et même de photos en pose militaire, qu'ils ont gardés en souvenir.



La Commune était-elle populaire ?

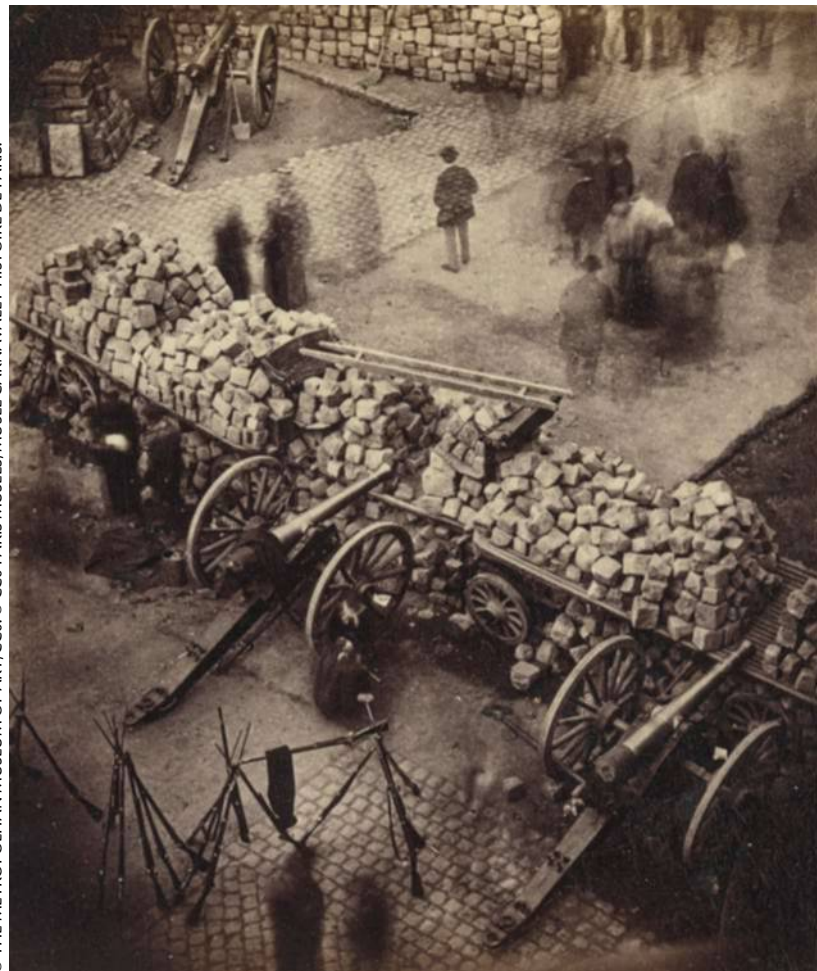
Il est possible de chiffrer la popularité de la Commune à Paris. Huit jours après le 18 mars, on procède aux élections du Conseil communal. C'est le moyen, semble-t-il, de sortir de la crise et d'éviter une guerre civile. Donc même des bourgeois et des républicains modérés votent. En tout, près de 230 000 électeurs se rendent aux urnes : moins de la moitié des inscrits, mais un grand nombre sont partis pendant les deux mois précédents. Un chiffre respectable dans les circonstances, mais dont 40 000 ont voté pour des candidats antirévolutionnaires, surtout dans les quartiers bourgeois. Dans les quartiers ouvriers, le vote est relativement élevé : plus de la moitié des électeurs. On peut dire donc qu'il y a environ 190 000 hommes partisans de la Commune – une grande minorité de la population parisienne.

En province, les grandes villes républicaines suivent Paris, comme d'habitude, et certaines l'anticipent. Lyon le 22 mars, Marseille le 23, Saint-Etienne le 24, Le Creusot le 26 ; et aussi Toulouse, Alger, Narbonne et ailleurs, avec des manifestations et des troubles dans beaucoup d'endroits. Mais ces Communes de province restent à petite échelle et sont vite réprimées par la force. Les Parisiens espèrent un soutien actif des villes de province, mais en vain. Il reste un soupçon – disons « girondin » – sur les intentions « jacobines » de Paris. Adolphe Thiers – qui se présente en Abraham Lincoln – réussit à convaincre les dirigeants républicains de province que la République est menacée à la fois par l'insurrection parisienne et par une réaction royaliste, et qu'il faut donc soutenir son gouvernement.

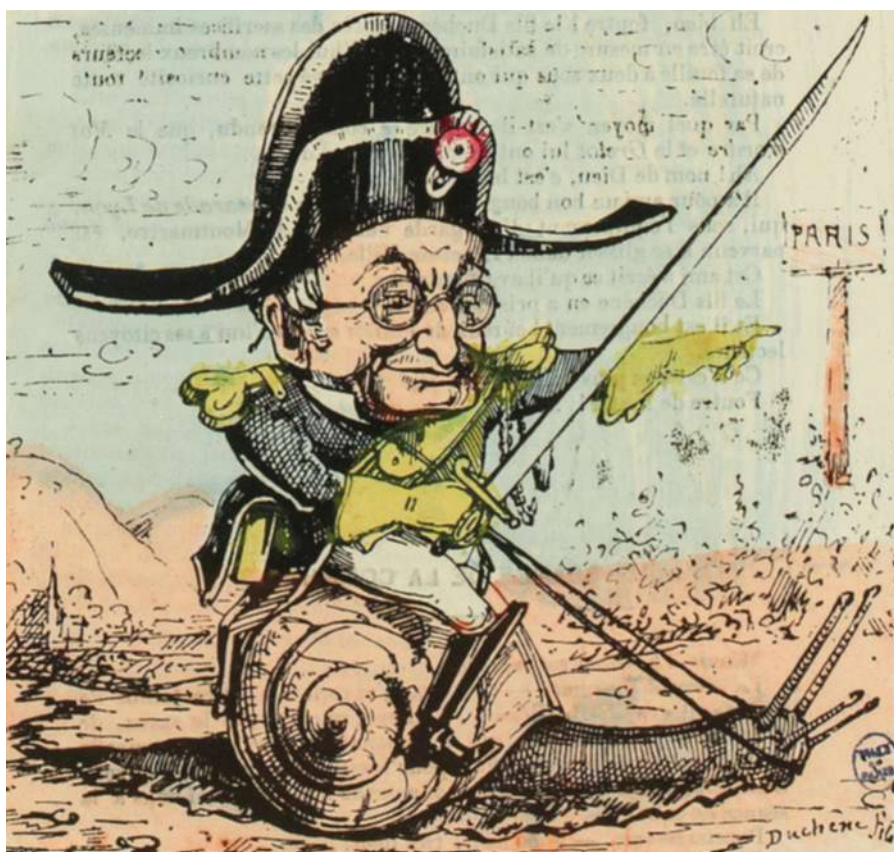
Le 16 avril ont lieu des élections complémentaires à Paris, pour remplir des sièges vacants. En pleine guerre civile, et alors que se manifeste déjà une certaine désillusion, beaucoup moins vont voter. Même dans les XIX^e et XX^e arrondissements « rouges », le vote communal est 30 % inférieur à celui de mars. Les républicains non révolutionnaires ne participent plus : dans les quartiers bourgeois, seulement un électeur sur dix va voter. Paradoxalement, davantage de citoyens continuent à servir la Commune plutôt que de voter pour elle : 170 000 gardes font plus ou moins leur service, selon l'état-major. Comment expliquer ce paradoxe ? Parce que la Commune reste quand même le gouvernement ; que beaucoup ont besoin d'un salaire ; que beaucoup veulent administrer et faire la police dans leur arrondissement – même dans les quartiers bourgeois : pour empêcher les « rouges » de s'en emparer.

La Commune est de plus en plus critiquée – et ses dirigeants en sont tout à fait conscients. Par les tièdes : ceux qui ne peuvent pas quitter Paris ont de plus en plus peur d'être obligés de se battre dans les tranchées (Edmond de Goncourt se cache « *comme au temps de la Terreur* »). Par les « rouges », qui veulent une direction plus dynamique, voire plus dictatoriale (« *Pourquoi la Commune est-elle si molle ?* »). Il est difficile de savoir à quel moment la majorité des communards se rend compte que la bataille est perdue. La perte du fort d'Issy, clé de la défense de la ville, le 9 mai, est un choc psychologique. Néanmoins, par de grands efforts, la Commune arrive à garder sous le drapeau rouge 80 000 gardes. Mais combien vont se battre jusqu'au bout ? Des milliers se rendent quand l'armée fait irruption le 21 mai dans le XVI^e arrondissement. Pendant la Semaine sanglante peut-être 20 000 se battent – quelques heures ou quelques jours – sur 900 barricades. Plusieurs milliers y perdent la vie.

FOUTRIQUET Ci-contre : *Barricades de la Commune, avril 1871. Coin de la place de l'Hôtel-de-Ville et de la rue de Rivoli*, photographie de Pierre-Ambroise Richebourg (New York, The Metropolitan Museum of Art). Page de droite : *Le Dictateur Thiers, une du Fils du Père Duchêne illustré*, n° 4, du 13 floréal an 79 (3 mai 1871) (Paris, musée Carnavalet). « *En avant !... foutre de foutre !... et gare aux Parisiens !...* », s'exclame Thiers chevauchant un escargot en route pour Paris.



© THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART/CCO. © CCO PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-HISTOIRE DE PARIS.



Les Versaillais n'étaient-ils que des bourgeois apeurés ?

Des bourgeois apeurés il y en a beaucoup, à Versailles même et partout en France. C'est dans l'ancienne ville royale que, dès l'annonce de l'insurrection du 18 mars, Thiers a décidé en effet d'évacuer le gouvernement et les administrations centrales, bientôt rejoints par l'Assemblée nationale, revenue de Bordeaux, qui y tient sa première séance le 20 mars. On trouve donc à Versailles des fonctionnaires, des députés, des généraux, des journalistes et des réfugiés de Paris. La crainte pour la propriété et pour les intérêts économiques est largement partagée. La Commune tient la Banque de France et le Grand livre de la dette publique : les rentiers ont peur. Un général versaillais, Cissey, annonce à ses troupes le 11 avril que les communards « *volent les caisses publiques et les (...) épargnes de tous* ». La colère est extrême contre les prolétaires de Paris, qui sont supposés occuper et piller les appartements bourgeois (un fait extrêmement rare) et y faire des orgies.

Mais la peur n'est pas seulement économique. Les catholiques ont peur

d'un régime sans Dieu : « *le mot révolution, c'est le cri de Satan, je n'obéirai pas* ». Les patriotes conservateurs ont peur qu'une révolution « *sous les yeux de l'ennemi* » dégrade encore la situation de la France vaincue : « *C'est l'Allemagne qui profite de l'anarchie (...). Elle attend, guettant sa proie.* » (Le Soir du 19 mars). Des provinciaux ont peur d'une dictature parisienne : « *leur République n'est qu'une odieuse tyrannie qui obligerait la province à les nourrir dans Paris sans rien faire* », affirme encore le général de Cissey. Les républicains antirévolutionnaires, tels Jules Ferry et Jules Favre, ont peur d'une révolte contre le suffrage universel qui risque d'ouvrir le chemin à une restauration monarchique, synonyme de « *la fin de notre malheureux pays* ». Des hommes de gouvernement, de la tendance Thiers, ont peur de l'écroulement de l'Etat et de l'éclatement de la France : « *Le monde antique ne présente pas, à ses plus sombres heures, l'image d'un pareil effondrement.* » (Le Soir du 19 mars). Ces nombreuses

peurs nourrissent la haine et le désir d'éradiquer la révolution et les révolutionnaires : « *Pas de demi-mesure cette fois. L'Europe nous remerciera lorsque ce sera terminé.* » Et voilà la recette pour la Semaine sanglante.

Combien de victimes de cette semaine du 21 au 28 mai ? La question est débattue dès les années 1870, avec des estimations qui varient entre 6 000 et 50 000, et même plus. Le chiffre quasi traditionnel est de 17 000, proposé par Prosper-Olivier Lissagaray. J'ai estimé jusqu'à 7 400 tués dans les combats, mortellement blessés ou sommairement exécutés, et une étude récente de Michèle Audin semble suggérer plus de 11 000. Dans tous les cas, la plus grande tuerie du siècle. C'est cette fin brutale et tragique qui, plus que toute autre chose, fait vivre la mémoire de la Commune.

Professeur d'histoire au St John's College de l'université de Cambridge, Robert Tombs est spécialiste de la France du XIX^e siècle, et plus particulièrement de la Commune de Paris.

À LIRE de Robert Tombs



La Guerre contre Paris. 1871 : l'armée met fin à la Commune
Flammarion
« Champs histoire »
480 pages
12 €



Paris, bivouac des révolutions. La Commune de 1871
Libertia
480 pages
20 €

Le peintre à la colonne

Considérée comme un « *monument de barbarie* », la colonne Vendôme fut abattue sur décision de la Commune. Quelle fut la part de responsabilité de Courbet dans cette démolition ?

EN COUVERTURE

60
HISTOIRE

Paris, mardi 16 mai 1871, 2 heures de l'après-midi. Des milliers de curieux se pressent rue de la Paix. La colonne de la place Vendôme est sur le point d'être abattue. Ainsi en a décidé la Commune. Son sort est scellé depuis le décret du 12 avril : une majorité d'élus s'est en effet prononcée pour la démolition de ce « *monument de barbarie* », ce « *symbole de force brute et de fausse gloire* », cette « *affirmation du militarisme* », cette « *négarion du droit international* ». Sa faute ? Avoir été érigée par Napoléon pour célébrer les hauts faits de sa Grande Armée en Allemagne et en Autriche en 1805.

Cette copie de la colonne Trajane représente tout ce que les communards détestent : l'autorité, le pouvoir dynastique, la gloire d'un empire commencé par un coup d'Etat et achevé par l'invasion du territoire français. Recouverte du bronze tiré des canons enlevés à l'ennemi, « *achetés par tant de cadavres* », elle porte au ciel une statue du vainqueur d'Austerlitz, drapé à la romaine et ceint de lauriers : ce « *faux César aussi odieux que le vrai* » ne doit plus faire peser son regard sur le « *Paris républicain, artiste et ouvrier* ». Pour les nouveaux maîtres de Paris, sa présence est un outrage. Elle célèbre la guerre, les conquêtes et tout ce qui a mené le pays vers l'abîme. Elle est « *une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus* », une relique d'un temps révolu. Sa place est dans les ténèbres de l'histoire.



LE DÉBOULONNEUR

Sitôt nommé président de la commission des Artistes, le peintre Gustave Courbet (*ci-contre*) demanda au gouvernement de la Défense nationale, le 14 septembre 1870, de « *l'autoriser à déboulonner* » la colonne Vendôme, « *un monument dénué de toute valeur artistique, tendant à perpétuer (...) les idées de guerre et de conquête qui étaient dans la dynastie impériale* ». Ce projet, laissé sans suite, se concrétisera sept mois plus tard, sur la proposition de l'élus Félix Pyat, avec un décret de la Commune ordonnant, le 12 avril 1871, que ce « *monument de barbarie* » soit démolie. Ce fut chose faite, au milieu des acclamations, le 16 mai suivant (*page de droite*).

La date du 5 mai, jour d'anniversaire de la mort de l'Empereur, avait été initialement retenue pour sa démolition mais, faute de main-d'œuvre, l'opération a dû être décalée au 16. C'est donc en cette belle journée de printemps, alors que les bombardements versaillais ravagent les banlieues de la capitale, que les troupes de ligne se sont emparées des forts d'Issy et

de Vanves et qu'elles aiguisent déjà leurs baïonnettes pour l'assaut final, que les élus du peuple ont décidé d'abattre ce « *monument de la dictature du sabre* ». Car il y a des choses qui n'attendent pas. La déesse Liberté ne saurait patienter.

Malgré l'odeur de poudre qui emplit les alentours de la ville, c'est jour de fête. La place Vendôme est remplie de gardes nationaux.





Les bataillons entonnent *Le Chant du départ* et *La Marseillaise* sous les regards fiers de plusieurs élus de la Commune, postés sur le balcon du ministère de la Justice pour ne pas perdre une miette de cette mise à mort symbolique. Tout a été préparé pour qu'il n'y ait pas de blessés. Tel un vieil arbre mort, le monument a été scié horizontalement, légèrement au-dessus du piédestal : une entaille en biseau doit guider sa chute vers un lit de fagots, de madriers et de fumier disposé dans l'axe de la rue de la Paix.

Vers 15 h 30, le signal est donné : le treuil vire, les câbles de traction fixés au sommet se tendent, les spectateurs retiennent leur souffle. Puis, tout à coup, la poulie se brise : un manœuvre est blessé. La foule chuchote le mot « trahison » ! La colonne a résisté. Juché là-haut, le Napoléon d'airain semble narguer ses adversaires du jour. Mais on apporte une nouvelle poulie. Vers 17 h 30, tout est de nouveau prêt. Le supplice recommence : les câbles se raidissent, le conquérant de bronze vacille, la colonne bascule et se brise en l'air avant de s'abattre sur le sol dans un fracas épouvantable. La statue de Napoléon gît par terre, le bras cassé ; sa tête roule sur le pavé. Un nuage de poussière envahit la place. C'est un triomphe. Les applaudissements se mêlent aux cris de « Vive la Commune ! ». Les fûts de la colonne sont escaladés et un drapeau rouge est planté sur l'ancien piédestal.

Un grand artiste est dans la foule. Peut-être se joint-il aux acclamations. L'un de ses amis



LE FAUX CÉSAR Ci-contre, en haut : la colonne Vendôme prête à être abattue, photographiée par Bruno Braquehais. Deux ingénieurs avaient été chargés de son renversement, moyennant 28 000 francs. La base ayant été en partie sciée, un système de câbles accrochés au sommet devait permettre de coucher la colonne. Au second essai, elle se brisa en l'air. En bas : élus de la Commune et fédérés photographiés par Braquehais autour de la statue de Napoléon I^{er}, ce « faux César aussi odieux que le vrai ». Certains voient Courbet en l'homme barbu, coiffé d'un képi de fédéré, derrière les deux hommes en haut-de-forme.

dira plus tard qu'il demeurerait « *songeur* ». Ce quinquagénaire barbu, au ventre rebondi, est une célébrité : Gustave Courbet, le peintre du quotidien et de la « *beauté naturelle* » pour certains, du « *trivial* » et du « *grossier* » pour d'autres. Il ne le sait pas encore, mais il sera bientôt considéré comme responsable du spectacle auquel il vient d'assister. Il devra quitter secrètement la France, son nom jeté en pâture aux « *meutes enragées* » des bonapartistes et des royalistes. Lui, le peintre d'Ornans, contemplateur de la misère ouvrière et paysanne, pourfendeur de l'Eglise et de tout ce qui se rapproche de « *l'ordre moral* », sera bientôt accusé d'avoir défiguré la place Vendôme et sera condamné à payer, jusqu'au dernier centime, les frais de reconstruction de la colonne.

Courbet n'a jamais nié son engagement politique. En 1851, dans une lettre au rédacteur du *Messager de l'Assemblée*, ce fort en gueule s'attribuait déjà de nombreux mérites : « *je suis non seulement socialiste, mais bien encore démocrate et républicain, en un mot partisan de toute la révolution, et par-dessus tout réaliste* ». Il hait l'académisme et ses prétentions sophistiquées. Il veut rendre compte des choses telles qu'elles sont, dans la brutalité de leur non-élan, dans leur éclat comme dans leur bassesse. Il s'est fait remarquer au Salon de 1849 pour son *Après-dînée à Ornans* où trois hommes s'ennuient autour d'une table, plongés dans l'écoute d'un ami jouant du violon. Le format immense de la peinture d'histoire a été appliqué ici à une scène de la vie courante. Ce procédé révolutionnaire devient sa marque de fabrique : l'année suivante, il présente son célèbre et gigantesque *Enterrement à Ornans*, toile terreuse et morne, où les personnages sont sales, médiocres, écrasés, noyés dans la masse, les joues rougies par la mauvaise vigne : « *à vous dégoûter d'être enterré à Ornans* », s'exclame un critique.

Courbet est cet « *apôtre de la laideur* », qui dessine des choses démocratiques et aime à rire grassement sur le dos du clergé. Il jure de « *ne jamais peindre, fût-ce grand comme la main, dans le seul but de plaire à quelqu'un ou de vendre plus facilement* », et clame « *la férocité de son indépendance et de son individualité* ». Pacifiste, il se targue de



LE COLONNARD Ci-dessus : Le Citoyen Courbet foutant en bas toutes les colonnes... de Paris, une du Fils du Père Duchêne illustré, n° 7, du 24 floréal an 79 (14 mai 1871) (Paris, musée Carnavalet). Après la colonne Vendôme, s'interroge le journal satirique, l' élu de la Commune pour le VI^e arrondissement va-t-il s'en prendre à toutes les autres, y compris les humbles urinoirs que sont les colonnes Rambuteau ?

pratiquer « *la guerre de l'intelligence* » et considère Proudhon, le précurseur de l'anarchisme, comme sa « *boussole* ». Il est surtout un solide compagnon de beuverie et se lie d'amitié avec les futurs communnards dans les brasseries de la capitale. A l'exposition de Munich de 1869, il s'est fait remarquer autant pour sa peinture que pour sa prestation époustouflante au concours de dégustation de bière (il s'y est classé premier). Pétri de contradictions, il a accepté l'ordre du mérite de Saint-Michel que lui a offert Louis II de Bavière, mais il a refusé fièrement la Légion d'honneur que lui a tendue Napoléon III. Cet artiste accompli, ce Franc-Comtois gouailleur et bravache, veut en effet se mêler concrètement de politique. Une ambition qui va lui être fatale.

Le 4 septembre 1870, la proclamation de la République depuis le balcon de l'Hôtel de Ville lui donne l'occasion de pénétrer dans l'arène. Dès le 6 septembre, il est nommé président de la commission des Artistes, au cours d'une réunion spontanée au Manège de la Sorbonne. Le ministre de l'Instruction, Jules Simon, lui confie la mission de veiller à la conservation des musées nationaux et de leurs collections. La méfiance envers l'administration impériale est en effet à son comble : les trésors de la nation doivent être protégés des griffes des bonapartistes. A peine entré en fonction, il

commet une fâcheuse imprudence, que le gouvernement d'après la Commune ne va jamais lui pardonner. Le 14 septembre, il lance en effet une pétition où il demande à l'Etat l'autorisation de « *déboulonner* » la colonne Vendôme pour ensuite faire « *transporter les matériaux à l'hôtel de la Monnaie* ». Ce monument est accusé de blesser les « *susceptibilités légitimes* » des peuples, de rendre « *la France ridicule et odieuse* » et de « *perpétuer par son expression les idées de guerre et de conquête qui étaient dans la dynastie impériale* ». Il est en outre, selon le texte, « *dénué de toute valeur artistique* ». A huis clos, Courbet, faiseur de bons mots, aime à dire que c'est de « *la sculpture comme un enfant en ferait* ».

Face à la bronca des « *sots* » conservateurs, le peintre juge utile de se justifier dans une lettre à Etienne Arago, le maire de Paris, publiée dans les journaux de la ville. Il y précise son propos en demandant cette fois « *qu'on transporte les reliefs [de la colonne] dans un musée historique* », et propose qu'ils soient accrochés sur les murs de la cour des Invalides où les « *braves gens* » qui « *ont gagné ces canons au prix de leurs membres* » pourraient ainsi se remémorer « *leurs victoires, puisqu'on appelle cela des victoires* ». Il n'est plus question d'en faire des millions de pièces à l'hôtel de la Monnaie. Courbet a mis de l'eau dans son



JUGÉ COUPABLE

Ci-contre : *Autoportrait à Sainte-Pélagie*, par Gustave Courbet, vers 1872 (Ornans, musée Courbet). Arrêté le 7 juin 1871 et traduit en conseil de guerre, Courbet écopa, pour complicité dans le renversement de la colonne Vendôme, de 500 francs d'amende et de six mois de prison, en partie purgés à Sainte-Pélagie. En bas : carte de Courbet, membre de la commission fédérale de la Fédération des artistes (Paris, musée Carnavalet). Page de droite : *La Colonne Vendôme abattue par les insurgés le 16 mai 1871*, par Alphonse Liébert (Paris, musée Carnavalet).

vin. Mais le mal est fait. Il a inventé le mot « déboulonner » et restera dans les mémoires comme le « déboulonneur ».

Il aggrave son cas le 29 octobre, lors d'une « soirée littéraire » à l'Athénée, où il lance un appel lyrique à l'armée allemande et aux artistes allemands : « *Laissez-nous vos canons Krupp, nous les fondrons avec les nôtres ensemble ; le dernier canon, gueule en l'air, coiffé du bonnet phrygien, planté sur un piédestal acculé sur trois boulets, et ce monument colossal, que nous érigerons ensemble sur la place Vendôme, sera votre colonne, à vous et à nous, la colonne des peuples, la colonne de l'Allemagne et de la France à jamais fédérées.* » Ses futurs détracteurs ne cesseront de lui reprocher cette niaiserie, à leurs yeux la preuve de sa volonté de se débarrasser de la colonne napoléonienne au profit d'une colonne des fédérés.

A l'automne 1870 cependant, quand Paris est encerclé par l'ennemi, la purification de l'espace public n'est pas encore la priorité du gouvernement, et encore moins celle du peuple. Le peintre ne s'acharne pas à la poursuite de son idée. Lorsque l'armistice est signé le 28 janvier 1871, plus personne ne songe à la colonne Vendôme. Il faut attendre l'arrivée des communards à l'Hôtel de Ville pour que la question de sa destruction se pose à nouveau. Le 12 avril

1871, sur la proposition de l'élu Félix Pyat, un agitateur venimeux et opportuniste ayant la réputation d'être le « *mauvais génie de la révolution* », la Commune de Paris décrète la démolition de la colonne impériale, qu'elle considère comme un « *attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité* ». Courbet n'y est pour rien : il ne deviendra en effet membre du Conseil de la Commune que le 16, lors des élections complémentaires, et n'y siégera qu'à partir du 20.

Mais le peintre socialiste joue de malchance. Le compte rendu de la séance du 27 avril 1871 publié par le *Journal officiel* indique : « *Le citoyen Courbet demande que l'on exécute le décret de la Commune sur la démolition de la colonne Vendôme.* » Il va devenir une pièce à conviction pour ses accusateurs. Peu importe que Courbet ait demandé, lors de la même séance, la préservation des bas-reliefs du soubassement ayant « *trait à l'histoire de la République* » : il avait soufflé sur les braises et ranimé la flamme de la colère à l'encontre de la colonne ; l'opinion du peuple était faite, rien ne pouvait la détourner (d'autant qu'aucune sculpture du soubassement ne raconte d'exploit républicain : toutes figurent des trophées d'armes et d'uniformes liés à la campagne de 1805). Lorsque la colonne s'écroulera le 16 mai, la foule murmurerait : « *C'est Courbet.* »

Ce jour-là, un « *souvenir insolent de l'Empire* » est détruit. Cette affirmation festive de la souveraineté de la Commune masquait cependant le gouffre au bord duquel les fédérés se trouvaient : leur « *révolution démocratique et sociale* » devait succomber une dizaine de jours plus tard sous les coups de boutoir de l'armée versaillaise. Arrêté le 7 juin, Courbet passa devant le conseil de guerre au mois d'août. On l'accusa d'avoir « *provoqué* » le décret de démolition, ce qu'il nia catégoriquement : « *On l'a dit dans l'Officiel, mais ce*

© BRIDGEMAN IMAGES/LEENAGE. © CCO PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET/ROGER-VIOLET.






n'était pas vrai. » Il fut de ceux qui minimisèrent leur rôle dans l'insurrection, offrant selon Alexis Trinquet, un élu communal soucieux d'honneur, le « *triste spectacle de collègues qui, après avoir eu leur part d'action, ne [voulaient] plus avoir leur part de responsabilité* ».

Reconnu coupable du renversement de la colonne, il s'en tira avec six mois de prison et 500 francs d'amende. Il ne fit pas appel et, le 22 septembre 1871, fut conduit à Sainte-Pélagie pour y purger sa peine. Dès le lendemain, il partageait son indignation à un ami : « *C'est une singulière récompense pour les services que j'ai rendus au bien public, et le gouvernement a une manière à lui d'acquitter sa dette de reconnaissance à mon égard.* » Libéré le 2 mars 1872, il se retira à Ornans pour se consacrer à la peinture. Il jeta sur la feuille quelques croquis pro-fédérés et réalisa un nouvel autoportrait, se représentant dans sa cellule de prison, assis sur le rebord

de la fenêtre, la pipe au bec, le regard au loin, un foulard rouge noué autour du cou, comme pour signifier son soutien éternel à la révolution. Sans doute se préparait-il à vivre une retraite paisible : il n'était pourtant pas au bout de ses peines.

Mac Mahon, qui avait arraché Paris des mains des insurgés, fut élu le 24 mai 1873 président de la République. Son gouvernement était déterminé à faire payer « *Courbet le colonnard* ». Dès le 19 juin, tous ses biens de Paris et d'Ornans étaient saisis, tandis que des nuées d'huissiers étaient envoyés à la recherche de ses œuvres dans les galeries marchandes. Assigné devant le tribunal civil de la Seine, il fut condamné, le 26 juin 1874, à financer la reconstruction de la colonne. Il s'était entre-temps réfugié en Suisse, d'où il fit appel de son jugement : sans succès. L'objet de son malheur, dont le cadavre gisait encore sur la place Vendôme, était quant à lui restauré et replacé

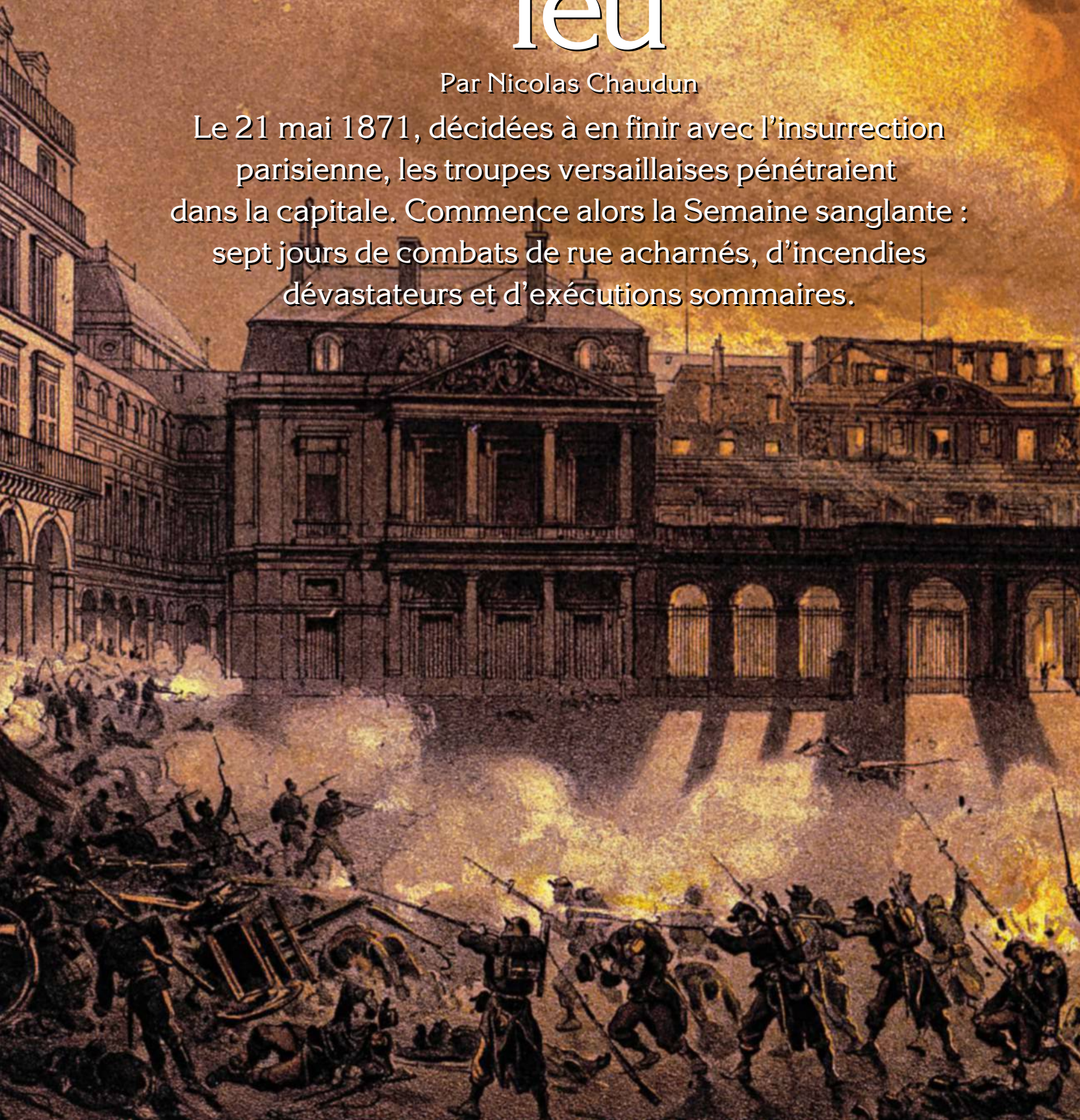
sur son socle. Le 27 décembre 1875, la statue de Napoléon, rapiécée et débosselée, se dressait à nouveau au sommet de la colonne et dominait Paris de son regard.

Exilé au bord du lac Léman, Courbet continuait à travailler tout en se débattant avec une hydropisie incurable. Ses anciens compagnons de lutte lui rendaient fréquemment visite et constataient qu'il n'avait rien perdu de sa morgue et de son audace. Jamais il ne reconnut sa culpabilité. En 1876, il clama même avoir été « *le seul homme de la Commune qui ait essayé de conserver la colonne et d'empêcher son renversement* ». Le 4 mai 1877, le couperet tomba : la créance de l'Etat était fixée à 323 091 francs et 68 centimes, payables par annuités semestrielles de 10 000 francs, à compter du 1^{er} janvier 1878. Mais ce malicieux préparait inconsciemment sa dernière boutade, son ultime pied de nez : son cœur lâcha le 31 décembre 1877. Il ne verserait pas un centime. 

Par le fer et par le feu

Par Nicolas Chaudun

Le 21 mai 1871, décidées à en finir avec l'insurrection parisienne, les troupes versaillaises pénétraient dans la capitale. Commence alors la Semaine sanglante : sept jours de combats de rue acharnés, d'incendies dévastateurs et d'exécutions sommaires.



LE BRASIER *Le Palais-Royal, incendie du 24 mai 1871, lithographie de la série Paris et ses ruines, par Léon Sabatier, 1872 (Berlin, Sammlung Archiv für Kunst und Geschichte). Ce sont tout naturellement les symboles du pouvoir qui furent ciblés pour être la proie des flammes : après le palais de Légion d'honneur, la Cour des comptes, le Conseil d'Etat ou encore les Tuileries et le ministère des Finances vint le tour du Palais-Royal, de l'Hôtel de Ville, de la Préfecture de police et du palais de Justice.*

© AKG-IMAGES





Le 21 mai 1871, peu avant 5 heures de l'après-midi, un tonnerre d'applaudissements décoiffe les frondaisons du jardin des Tuileries. Rosalie Bordas a enflammé les cœurs par ces refrains repris comme un cri de guerre : « Dans la vieille cité française / Existe une race de fer / (...) Tous ses fils naissent sur la paille, / Pour palais, ils n'ont qu'un taudis. / C'est la canaille ! / Eh bien ! j'en suis ! » Ça claque à tout rompre. Il semble qu'une avalanche de poings nus se fracasse aux planches de l'estrade. Un officier fédéré monte à son tour sur scène : « Jurons que jamais Thiers n'entrera dans Paris. » Et toute l'assistance de jurer, gaiement.

Un peu plus tôt, des éléments du 4^e corps d'armée des forces versaillaises commandé par le général Douay pénétraient dans Paris. Ils s'y faufilent, tout d'abord, comme par le chas d'une aiguille, un de leurs agents leur ayant indiqué la totale désertion de la poterne du Point-du-Jour. En réalité, ce sont tous les bastions de l'ouest de l'enceinte qui se trouvent dégarnis, à moitié ruinés par l'incessant bombardement auquel les ont soumis les batteries versaillaises. Et bientôt, c'est un déferlement de « pantalons rouges ». On défend peu les quartiers d'Auteuil ou de Passy. Le commandement militaire de la Commune n'en a plus les moyens. Le matin même, le très romanesque général Jaroslaw Dombrowski a averti le Comité de salut public : « La partie de l'enceinte du Point-du-Jour jusqu'à la porte d'Auteuil est sans défense, les bataillons envoyés pour le service dans ces endroits rentrent immédiatement en désordre

à Paris (...). J'ai reçu trente mortiers, je n'ai pas d'hommes pour les servir (...). Les troupes qui sont à ma disposition ne présentent plus que 4 000 combattants à la Muette et 2 000 à peu près à Neuilly, autant à Asnières et Saint-Ouen. Il me manque des artilleurs et surtout des travailleurs, lorsque le moment actuel demande un grand développement de travaux pour la défense qui seule pourrait ralentir la catastrophe. »

Une catastrophe inéluctable

Au lendemain du 18 mars, le gouvernement de Thiers ne disposait pas des moyens d'une contre-attaque. Minée par l'indiscipline, un moral exécrable et un risque de fraternisation avec les insurgés, l'armée régulière qui l'avait rejoint à Versailles avec l'Assemblée courait le risque de se désintégrer. Ce n'est qu'au mois d'avril que sa reprise en main a pu commencer. Commandée par le maréchal de Mac Mahon et solidement réorganisée, l'armée versaillaise regroupe bientôt les anciens de l'armée impériale, tout juste libérés, et les soldats des dépôts des armées de la Loire et du Nord. Thiers ne souhaite pas en faire une armée politique mais un outil efficace au service de l'ordre, fort de la légitimité qu'il tire des élections du 8 février et de sa majorité monarchiste, du contrôle qu'il continue d'exercer, via les préfets, sur les provinces, et de l'appui paradoxal que lui donne l'armée allemande en le considérant comme son seul interlocuteur.

Ce 21 mai, après plusieurs semaines de combats en banlieue, l'état-major de Versailles a atteint son but : empêcher toute sortie



© CCO PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET. © ADOC-PHOTOS.

DÉSOLATION Page de gauche : *L'Hôtel de Ville incendié, assailli par les troupes de Versailles*, par Gustave Boulanger, 1871 (Paris, musée Carnavalet). Dans l'incendie, c'est tout l'état civil parisien antérieur à 1860 qui partit en fumée : 8 millions d'actes perdus, dont un tiers seulement a pu être rétabli. Sitôt élu, le nouveau conseil municipal de Paris décida, le 10 août 1871, de « *réédifier, sur son ancien emplacement, le palais municipal, auquel se rattachent tant de souvenirs de notre histoire* ». Ce fut chose faite en 1882. Le palais des Tuileries, quant à lui (*ci-dessus, vue de l'intérieur du palais ravagé par l'incendie du 23 mai 1871*), connut une longue agonie de onze années : après de longs débats sur l'opportunité de reconstruire le palais ou bien d'en conserver les ruines, celles-ci furent finalement rasées en 1883.

des fédérés d'un Paris désormais entièrement encerclé. Le stationnement des Allemands au nord et à l'est de la capitale, depuis l'armistice du 28 janvier, lui a facilité la tâche. Son armée n'a eu qu'à se porter à l'ouest et au sud. Dès lors, les renforts rêvés par Dombrowski n'auraient rien changé. Ses hommes ne songent pas seulement à se protéger des bombes, ils n'ont encore qu'une idée en tête : regagner leurs pénates de l'Est industriels et, là, défendre chaque rue, chaque maison, chaque courette, comme autant de souricières... Quant au Conseil de la Commune, ou à son Comité de salut public, il ne réagit pas. C'est comme si la perte des « bons arrondissements » ne le concernait pas. Il faudra attendre la nuit pour que soient placardés de vibrants appels aux armes. Ce sera trop tard ; ce sera trop peu.

La « catastrophe » que redoutait tant Dombrowski était pourtant inéluctable. Tout juste proclamée, le 28 mars, la Commune de Paris avait tenté un premier assaut contre Versailles. Une débandade que cette sortie du 2 avril ; sa réédition le 3, sous les ordres d'un « général » de quat'sous, Bergeret, s'était soldée par une pantalonnade plus piteuse encore. Alors pourquoi cette insistance ? Il paraissait urgent aux membres du Conseil de la

Commune de battre l'armée de Versailles avant qu'elle ne grossisse du flot de prisonniers peu à peu rapatriés d'Allemagne. L'idée pouvait être juste ; son application bâclée n'eut pour résultat que d'installer la Commune dans une posture de défense.

Les moyens militaires dont elle disposait, Delescluze, son délégué à la Guerre, les consacra pour l'essentiel à fortifier l'axe majeur de Paris, qui depuis l'Etoile court vers l'Hôtel de Ville. Le « bataillon des barricadiers de la Commune » édifia place de la Concorde et place Vendôme, ainsi que le long de la rue de Rivoli, de solides redoutes. Des barriques pleines de terre en faisaient l'âme – c'était bien le moins pour des « barriquades » – ; des pavés montés au carré en étaient la cuirasse, avec pour parapet des sacs de sable... Le dispositif impressionnait, mais on avait oublié qu'avec les travaux du baron Haussmann, les envahisseurs auraient tout le loisir de contourner la « voie sacrée » de la Commune. Ce qu'ils firent. Les forts détachés de l'enceinte tombèrent les uns après les autres. Le 9 mai, ç'avait été celui d'Issy et sa chute sonnait comme le prélude au massacre. « *L'expiation sera complète* », avait prédit Adolphe Thiers. Elle le fut.



Au petit jour du 22 mai, enfin, le tambour bat le rappel. Le peuple de Paris descend dans la rue. Des hommes de tous âges, mais des femmes aussi, et en grand nombre, ne dresseront pas moins de 900 barricades en quelques heures. Un record. Un réflexe également. L'ultime effort pour parer à la gabegie et, surtout, pour compenser les faiblesses de « l'enceinte intérieure » de Delescluze et la candeur de ses concepteurs. Les Parisiens viennent de soutenir un siège de quatre mois. Ils ne se sont pas rendus. Invaincus, ils se croient invincibles. C'est aussi cette certitude qui, ce matin, les porte à déchausser les pavés.

L'éruption spontanée suspend la marche des envahisseurs. A Versailles, l'Assemblée s'impatiente. Les monarchistes provinciaux qui siègent en majorité sur ses bancs se demandent bruyamment ce qui retient le bras armé de la légalité alors que l'ennemi, de toute évidence, est pris à la gorge. Thiers presserait volontiers le mouvement, mais son généralissime s'interroge. Cet hésitant, c'est Mac Mahon. Il n'y a pas neuf mois, il a dans la panique ouvert l'Alsace aux Prussiens, puis s'est mollement laissé enfermer dans Sedan. Mac Mahon se connaît de bonnes raisons pour marquer le pas. Il craint l'engorgement, le bouillonnement des cohues contraires, celle des troupes et des fourniments qu'on achemine, celle des blessés et des prisonniers qu'on éloigne du front. En outre, il ignore le nombre des combattants qui lui barrent la route. Il les sait en possession d'un arsenal impressionnant – qui servira peu –, mais il ne peut estimer combien, parmi les quelque 200 000 gardes fédérés enfermés dans la capitale, sont encore en mesure de combattre.

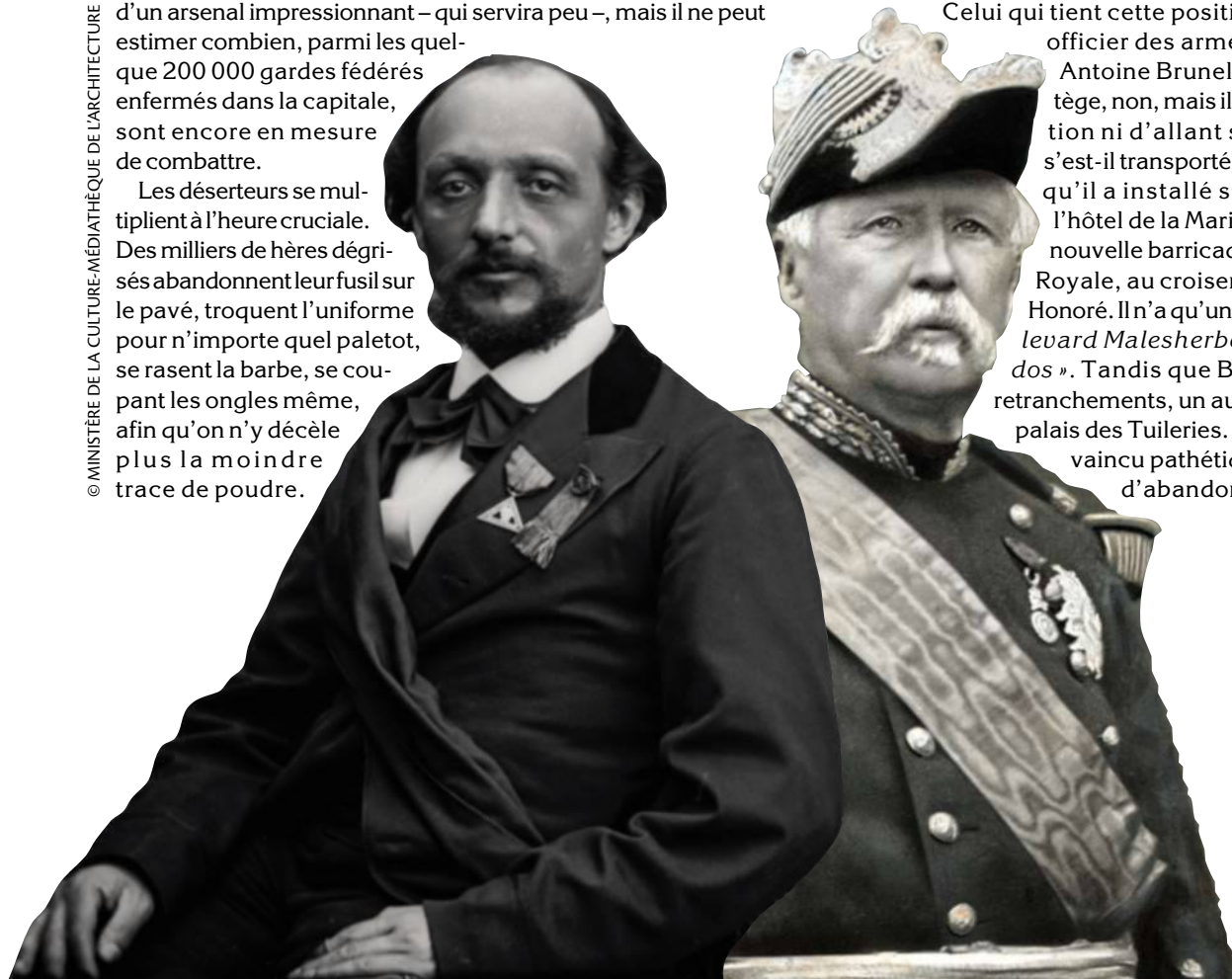
Les déserteurs se multiplient à l'heure cruciale. Des milliers de hères dégrisés abandonnent leur fusil sur le pavé, troquent l'uniforme pour n'importe quel paletot, se rasent la barbe, se coupant les ongles même, afin qu'on n'y décèle plus la moindre trace de poudre.

L'ultime front d'hoplites, la légende d'or et de sang veut à tout prix le réduire à quelques milliers de fusils. 10 000, 15 000 tente un Pierre Milza, pour se raviser quelques pages plus loin : 20 000 peut-être. Le général Cluseret, qui ne fut pas moins que leur chef suprême, estime leurs effectifs à 60 000 combattants. Au regard du nombre des morts et du nombre de fédérés traduits en conseil de guerre, ils ne sont pas moins de 45 000, en cette journée du 22 mai, à s'opposer aux 130 000 soldats de Versailles. A ce contingent s'ajouteront bientôt quelques centaines de Parisiens, hommes et femmes et parfois même gamins de 14 ou 15 ans, exaspérés par la violence de la répression ou exaltés par l'imminence de la chute... Pour Mac Mahon, ils restent 200 000. En outre, comme Thiers, le maréchal croit Paris miné par les égouts.

En fin de journée, le front se stabilise le long d'une ligne étirée de la gare Saint-Lazare à celle de Montparnasse. Cette configuration condamne la place de la Concorde et ses redoutables ouvrages défensifs à une position de pivot. Encore quelques heures, et le glacis qu'elle compose avec les terrasses du jardin des Tuileries formera un saillant accrochant les pantalons rouges dans leur marche vers l'est. Encore quelques heures, et l'ensemble palatial que constituent le Louvre et les Tuileries ne sera qu'un poste avancé au front des combats.

En finir au plus vite

Celui qui tient cette position clé est un ancien officier des armées impériales, Paul Antoine Brunel. Il n'est pas un stratège, non, mais il ne manque ni d'intuition ni d'allant sous le feu. A peine s'est-il transporté place de la Concorde qu'il a installé son état-major dans l'hôtel de la Marine et fait dresser une nouvelle barricade en travers de la rue Royale, au croisement de la rue Saint-Honoré. Il n'a qu'une crainte, que « *le boulevard Malesherbes [lui] tombe sur le dos* ». Tandis que Brunel consolide ses retranchements, un autre général investit le palais des Tuileries. Lui, c'est Bergeret, le vaincu pathétique du 3 avril. Il vient d'abandonner sans décharger





PARIS BRÛLE-T-IL ? Ci-dessus : *Panorama, incendie des Tuileries, 24 mai 1871*, lithographie coloriée et rehaussée de vernis (Paris, musée Carnavalet). « La journée du 24 mai comptera parmi les plus sinistres dans l'histoire de Paris, rapporte un témoin. (...) C'est (...) la journée des incendies et des explosions. Le ciel reste obscurci pendant tout le jour par la fumée et les cendres. (...) Tout le cours de la Seine, en amont du palais législatif, paraît en feu. (...) Le vent poussait dans toutes les directions des papiers à moitié brûlés, provenant du ministère des Finances. Triste spectacle ! (...) c'était le désespoir de la mort ! » Page de gauche, à gauche : Jules Bergeret. Vaincu pathétique de la tentative fédérée de sortie sur Versailles, le 3 avril, c'est lui qui orchestra l'incendie des Tuileries. A droite : le maréchal Patrice de Mac Mahon. Nommé à la tête de l'armée versaillaise, il réprima sans pitié la Commune et succéda à Thiers à la présidence de la République le 24 mai 1873.

un chasseyot le Palais-Bourbon dont il avait la garde. Il n'a pas plus l'intention de défendre sa nouvelle position. Maxime Du Camp lui trouve tout bonnement la physionomie d'« une poule d'eau ». C'est à peine si, à la demande de Brunel, cet oiselet passablement déplumé consent à disposer ses quelques canons sur les terrasses du jardin surplombant la place de la Concorde. Ce sera là son seul acte combattant.

Le 23 au matin, les armées de Mac Mahon reprennent leur mouvement. La lutte se corse. A mesure qu'on approche du centre, les défenseurs se font plus résolus. Quant aux pantalons rouges, ils n'ont qu'une idée en tête : en finir au plus vite. Ces gars-là ont enduré une guerre ; ils l'ont perdue. Et voilà qu'il leur faut remettre ça. Contre des compatriotes, qui plus est ! La Commune dressée contre la volonté du peuple légalement exprimée, la Commune fauteuse de discorde fratricide sous l'œil goguenard de l'occupant prussien, la Commune « partageuse » des biens volés aux honnêtes citoyens, tout cela, oui, on le leur a seriné dans les camps de regroupement. Mais on oublie trop souvent ceci : ces soldats sont des paysans. La campagne de l'été 1870 les a arrachés à leur terre au moment des moissons ; beaucoup ont passé l'automne et l'hiver prisonniers en Allemagne... On est fin mai, le temps des fenaisons approche et les voilà contraints de ferrailer au cœur d'une ville qu'ils maudissent. Ces enragés ne feront pas de quartiers.

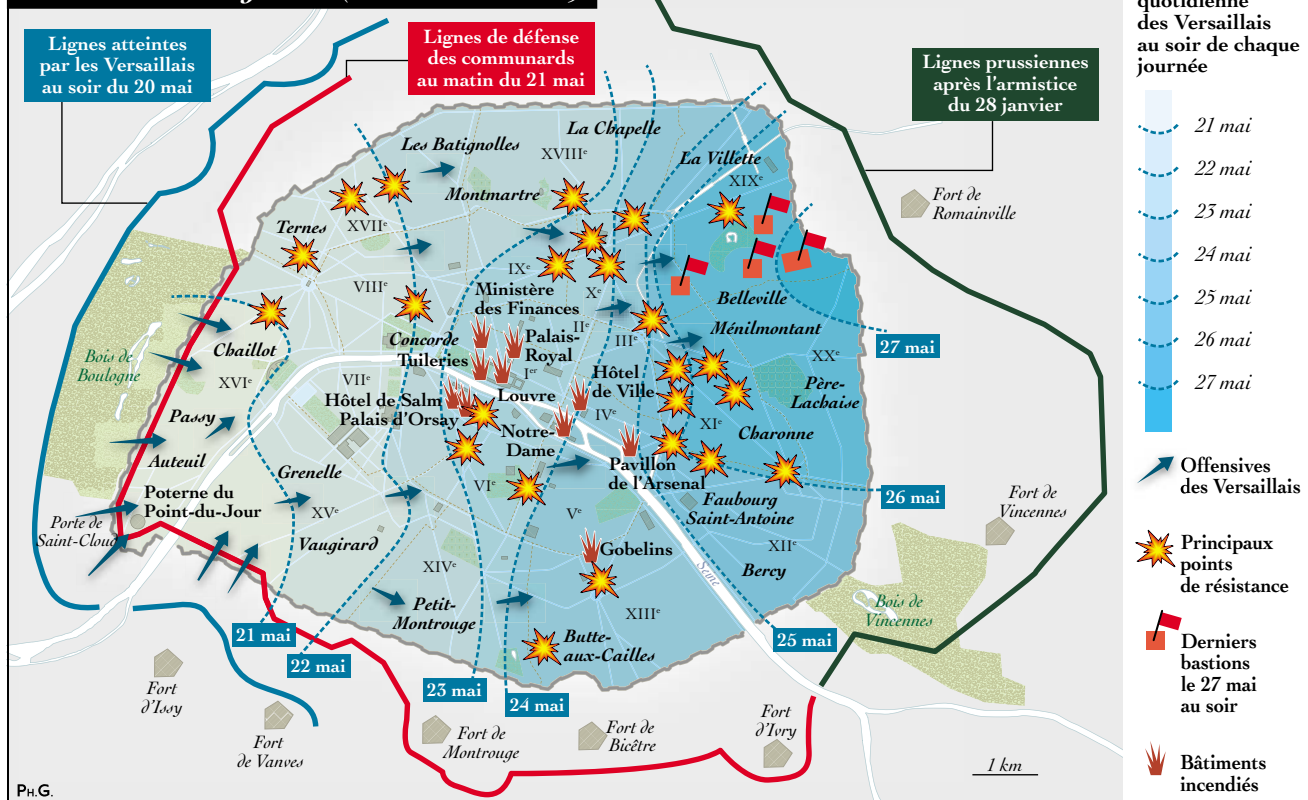
Rive gauche, les combats déchaînent une violence ordinaire. En refluant, les fédérés mettent à sac des hôtels de la rue de Lille. Leurs croisées déversent tout ce qui peut renforcer les barricades, des armoires, des matelas... Le général communal Eudes, qui commande le secteur, n'en fait pas moins miner la grande chancellerie de la Légion d'honneur, siège de son état-major.

Rive droite, la reconquête prend un tour plus féroce. Peu avant une heure de l'après-midi, ce que Brunel craignait se réalise. Des éléments du 4^e corps dévalent le boulevard Malesherbes laissé sans défense. Ils s'emparent de l'église de la Madeleine et font prisonniers 100 fédérés qui l'ont défendue jusqu'à la dernière cartouche. Ces braves, on les aligne contre un mur et on les passe par les armes. C'est la première exécution de masse.

Brunel comprend immédiatement que la place de la Concorde va être tournée, rive gauche, par le sud, et, rive droite, par les Grands Boulevards. Ce qu'il ignore, c'est que Mac Mahon n'entend pas laisser s'enkyster pareil réduit. Son plan tient en peu de mots : repousser en bloc les fédérés dans leurs retranchements familiaux de l'Est parisien, les acculer à la barbe des Allemands, qui occupent les forts de Saint-Denis ou de Nogent, et là, réduire un à un leurs points d'appui, quitte à les pilonner sans relâche et ne laisser de Belleville, Ménilmontant ou Charonne qu'une steppe rase.



La Semaine sanglante (21-28 mai 1871)



Un événement confirme à Brunel la précarité de son dispositif : le 1^{er} corps, commandé par le général de Ladmirault, s'est emparé de la butte Montmartre. On a fusillé ça et là les fédérés pris les armes à la main ; un soldat plus hardi que les autres a planté le drapeau tricolore sur le clocher de Saint-Pierre de Montmartre. Il n'est pas 2 heures. La nouvelle produit un effet désastreux. Brunel voit ses effectifs se débander par grappes. Il ne tergiverse pas : tandis que des artificiers minent l'hôtel de la Marine sous les yeux de centaines de blessés qu'on y soigne tant bien que mal, il fait mettre le feu à la barricade Royale-Saint-Honoré, ainsi qu'aux maisons auxquelles elle s'appuie. C'est le premier incendie délibéré.

De son côté, Bergeret fait atteler une voiture et file à l'Hôtel de Ville. Oh ! il n'a pas l'intention de griller la moindre cartouche, mais il espère des éclaircissements du Comité de salut public. Que faire en effet du château des Tuileries ? Que doit-on laisser de « l'antre du césarisme » ? Il ne trouve dans la maison commune que des hommes harassés. Les membres du Comité encore présents suffoquent sous le poids de la tâche et se débattent dans les aberrations de leur propre commandement. A la question de Bergeret, Delescluze mugit : « *Le feu ! Le feu ! Le feu partout !* »

Le feu comme réponse à la prise de Montmartre, dira-t-on, le feu comme représailles aux exécutions sommaires, tandis que, de l'autre bord du prétoire, on justifiera les massacres par l'exaspération qu'auraient soulevée les incendies. Fadaïses que tout cela ! La tuerie expiatoire avait commencé avant qu'on ne gratte la première allumette. En contrepoint, l'incendie n'aura pas répondu au moindre signal du destin. Eudes s'appliquait depuis l'aube à miner la chancellerie, la Cour des comptes, la Caisse des dépôts, ainsi qu'une trentaine d'hôtels particuliers des rues de Lille et du Bac. A midi, tout était prêt pour la mise à feu. Or, les Trois Couleurs ne devaient flotter sur Montmartre qu'une heure plus tard.

S'en prendre aux symboles

Marx en personne joindra sa voix aux jérémiades du lendemain, celles qu'on déroule après coup d'un camp comme de l'autre pour justifier sa propre barbarie : « *La Commune a employé le feu strictement comme moyen de défense. Elle l'a employé pour interdire aux troupes de Versailles ces longues avenues toutes droites qu'Hausmann avait expressément ouvertes pour le feu de l'artillerie.* » Non, les incendies de la Commune n'ont arrêté personne ! En outre, aucun départ de feu n'est signalé le long des percées haussmanniennes. Ces incendies volontaires, 240 pour la seule nuit du 23 au 24, n'obéissent pas à une méthode. Il n'y a guère que ceux de la barricade Royale-Saint-Honoré et du carrefour Croix-Rouge, et peut-être ceux du segment médian de la rue de Rivoli qui tenteront de « faire barrage ».

Pour le reste, le brasier s'en prend aux symboles. A ceux de l'oppression politique, tout d'abord, à ceux du pouvoir économique, encore, et, tout aussi naturellement, aux symboles de la tutelle spirituelle. Ainsi, dans la journée du 24, sera-t-il tenté de mettre le feu à Notre-Dame de Paris. Une poignée d'enragés entassera à la croisée du transept les balustrades du maître-autel, les bancs d'œuvre, des volées de chaises paillées, enfin tout ce qui brûle, les missels, les chasubles, les cierges, bien entendu... Il suffira de quelques bidons de pétrole sur ce bûcher pour que le feu tutoie les voûtes. Ce sont les internes en pharmacie de l'Hôtel-Dieu et les habitants de la Cité qui, dans un élan spontané, le maîtriseront à temps.

Dès le départ, l'incendie s'inscrivait dans la lutte. Dans la nuit du 19 au 20 mars, lendemain de l'insurrection, alors qu'une solution politique semblait encore envisageable, Georges Arnold, futur membre du Conseil de la Commune, avait prophétisé à la face des conciliateurs qu'on lui avait dépêchés « *une guerre effroyable* », porteuse d'« *incendie* », de « *pillage* », tandis que François Jourde, futur délégué aux



À BOUT PORTANT

Ci-contre : *La Barricade*, par Edouard Manet (Budapest, Szépművészeti Múzeum). Républicain convaincu, Manet, alors âgé de 38 ans, s'était engagé dans la Garde nationale en novembre 1870 avant d'en devenir officier d'état-major. Après le siège prussien, il quitta Paris pour rejoindre sa famille réfugiée à Oloron-Sainte-Marie dans les Pyrénées. Selon son ami le journaliste et critique d'art Théodore Duret, « *rentré à Paris avant la fin de la Commune, [Manet] put assister à la bataille qui s'engagea dans les rues entre l'armée de Versailles et des gardes nationaux fédérés* » et vit « *l'horreur de cette lutte et de la répression qui la suivit* ». Page de gauche : l'avancée quotidienne des troupes versaillaises au cours de la Semaine sanglante.

Finances, avait conclu par ces mots : « *Si nous sommes vaincus, nous brûlerons Paris, et nous ferons de la France une seconde Pologne !* » Aussi, dès avril, des réserves de pétrole et autres matières inflammables avaient-elles été réquisitionnées par le Conseil de la Commune. Le 16 mai, Jules Vallès pouvait ainsi, depuis les colonnes du *Cri du peuple*, avertir Adolphe Thiers : « *On a pris toutes les mesures pour qu'il n'entre dans Paris aucun soldat ennemi. (...) Si M. Thiers est chimiste, il nous comprendra. Que l'armée de Versailles sache bien que Paris est décidé à tout plutôt que de se rendre.* »

Bergeret baigne dans un climat. Il n'est pas un pyromane, non, tout simplement, le peuple de Paris ne jure que par le feu. Jamais on n'aura pris autant de soin à miner un monument de l'art. Bergeret a fait venir aux Tuileries cinq tombereaux de bonbonnes de pétrole, de barils de poudre et, surtout, de bidons de goudron liquide, une poisse hautement inflammable à partir de laquelle se fabrique le gaz d'éclairage. La poudre, on en monte une grande quantité dans le salon des Maréchaux, à l'étage du monumental pavillon central. Les incendiaires y déversent de pleins barils, dont ils répandent le contenu à la

pelle. On ne s'active pas moins du côté des pavillons de Flore et de Marsan. L'aile Nord du château abrite la chapelle, la salle de spectacle, celle des délibérations du Conseil d'Etat... Ces vastes volumes n'en absorberont que plus de matière inflammable. Le pétrole, on en imbibe les parquets à la serpillière ; le goudron liquide, on en badigeonne les tentures au balai-brosse. On en asperge les rideaux de scène ; on en gorge les garnitures de siège... L'escalier d'honneur ruisselle de poix ; des pelletées de poudre y sont dispersées à la volée.

Au-dehors, les pétroleurs poissés de goudron s'affairent à nouer des tapons d'étoupe au bout de longues perches. Ils les imbibent de pétrole, les allument et les enfourment par les huis béants. Bientôt, la vieille maison brame de toute part... Il est 9 ou 10 heures du soir, ce 23 mai. L'heure pour la poule d'eau de déployer ses ailes de buse. Bergeret se rengorge, en effet, et adresse ce message au Comité de salut public : « *Les derniers vestiges de la royauté viennent de disparaître, je désire qu'il en soit de même de tous les monuments de Paris.* »

Il sera entendu au-delà de ses espérances. Nous avons évoqué Notre-Dame, l'hôtel de Salm qui abrite la grande





ENRAGÉS Ci-dessus : *Episode de la Commune, prise d'une barricade*, 1871, gravure de Daniel Vierge (Paris, musée Carnavalet). Ci-contre : *Derniers combats au Père-Lachaise*, par Henri Félix Philippoteaux, vers 1871 (Saint-Denis, musée d'Art et d'Histoire Paul-Eluard). Le 27 mai au soir, 147 fédérés seront fusillés contre le mur oriental du cimetière. Page de droite, en bas : *Assassinat des otages dans la prison de la Roquette*, photomontage de la série *Crimes de la Commune*, réalisée par Ernest Charles Appert, 1871 (Paris, musée Carnavalet). Parmi les six otages qui furent exécutés figurait l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, que Thiers avait refusé d'échanger contre Auguste Blanqui.

chancellerie, le palais d'Orsay, siège de la Cour des comptes, qu'ornent d'immenses compositions de Théodore Chassériau. C'est encore trop peu. Le Palais-Royal, la Bibliothèque impériale (dans un pavillon du Louvre !), le ministère des Finances, l'Hôtel de Ville (avec ses décors d'Ingres et Delacroix), le pavillon de l'Arsenal, la manufacture des Gobelins ne seront bientôt plus que cendres... Le musée du Louvre lui-même aurait brûlé si l'un de ses conservateurs, l'impavide Barbet de Jouy, et un brave officier de chasseurs, le commandant Bernardy de Sigoyer, n'en avaient brisé les combles afin de stopper la progression du feu.

La nuit tombe sur ce 23 mai, mais on y voit comme en plein jour. Edmond de Goncourt note : « *vu par la trouée des arbres, l'incendie de Paris : un incendie ressemblant, sur l'obscurité de la nuit, à ces gouaches napolitaines d'une éruption du Vésuve sur une feuille de papier noir* ». Oui, Paris semble un volcan. Ou plutôt Pompéi. Et la Seine « *une rue démesurée de ville maudite, brûlant aux deux bords d'une chaussée de lave en fusion* », s'épouvantera Zola.

Dans ce théâtre d'ombres, c'est la tuerie. Les jours qui suivent sont les pires. Le combat de rue électrise les insurgés et exaspère les réguliers. Les soldats surgissent dans les maisons, en trient sommairement les occupants, et exécutent les hommes sur la seule foi du bleu qu'ils ont à l'épaule, preuve irréfutable de l'usage répété du fusil. La cruauté n'engendrant rien d'autre qu'elle-même, le blanquiste Théophile Ferré, délégué à la Sûreté générale, ordonne l'exécution des otages que la Commune détenait depuis avril dans les geôles de la Roquette. Le 24 mai, six premières personnalités sont fusillées dans la cour de la prison, parmi lesquelles Mgr Darboy, archevêque de Paris. La Commune l'aurait volontiers échangé contre Blanqui, une fois de plus incarcéré, mais Thiers avait négligé l'offre – « *Les otages ! les otages, tant pis*



© MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE PAUL ELUARD, SAINT-DENIS. CLICHÉ : I. ANDRÉANI. © CCO PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-HISTOIRE DE PARIS.

pour eux ! » s'était exclamé son secrétaire. Le surlendemain, 51 autres malheureux sont abattus dans un terrain vague de la rue Haxo, après avoir été promenés en ville, sous les insultes et les horions de la foule. Parmi eux, 11 religieux dont le père Planchat – leur procès en béatification est actuellement sur le point d'aboutir.

Le plan de Mac Mahon n'en sera que mieux respecté et exécuté dans les moindres détails. Belleville et Ménilmontant sont dévastés. Des vieillards, des mômes effrontés, des femmes présumées pétroleuses sont collés au mur, cela est vrai. On se bat entre les tombes. Le 27 au soir, 147 fédérés sont fusillés contre le mur oriental du cimetière du Père-Lachaise. Le lendemain matin, tombe la dernière barricade, rue de la Fontaine-au-Roi.

Un débat passionné

Alors, combien ? Combien de victimes la Semaine sanglante a-t-elle laissées ? L'un des premiers chroniqueurs de la Commune, un de ses acteurs même, Prosper-Olivier Lissagaray les a estimées à 17 000. A partir de 1880, l'historiographie républicaine a porté ce chiffre à 25 000, à 30 000, parfois plus. Le mythe s'est consolidé. Beaucoup d'historiens s'y sont fiés. Le débat, en France, reste si passionné qu'il aura fallu un chercheur étranger pour rajuster les compteurs. En 1981, l'universitaire britannique Robert Tombs publie *The War Against Paris* ; il y réduit le nombre des victimes à 15 000, auquel il



ajoute un peu moins de 900 soldats réguliers. Il se fonde pour cela sur les archives des hôpitaux, sur les rapports d'inhumation, sur ceux des services municipaux chargés d'enlever les cadavres laissés sur le pavé... Puis, méthodiquement, il approfondit ses recherches. Un article scientifique publié en 2012, et sous-titré *A Revision*, ramène ce chiffre à moins de 8 000 (5 000 ne semble même pas impossible à l'auteur). A titre de comparaison, les journées de juin 1848 ont tué 5 000 ouvriers et plus de 1 500 soldats.

Les héritiers autoproclamés de la Commune s'offusquent, évidemment. Il leur faudra néanmoins faire preuve de méthode

pour contester un tel bilan. Celui-ci, cependant, restera toujours trop lourd. On le sait, on aurait dû le savoir, une Saint-Barthélemy sociale ne règle rien. Le martyrologe n'a fait que sanctifier la Commune. Le mérite-t-elle ? Ce qui est certain, c'est que la Semaine sanglante est bien l'épisode dont notre roman national aurait pu faire l'économie. *S*

Documentariste et écrivain, Nicolas Chaudun a notamment publié chez Actes Sud une biographie du baron Haussmann, ainsi que deux récits historiques : *L'Eté en enfer, Napoléon III dans la débâcle* (2011), plusieurs fois primé, et *Le Brasier* (2015).



À LIRE de Nicolas Chaudun



Le Brasier.
Le Louvre incendié
par la Commune
Actes Sud
« Babel »
208 pages
7,70 €

Sous bénéfice d'inventaire

Si, depuis 1871, l'épisode de la Commune oppose deux mémoires, son héritage est revendiqué par une partie de la droite, autant que par la gauche.

Au lendemain de la Commune, le traumatisme avait été terrible. Les ruines des incendies rappelèrent longtemps la catastrophe – jusqu'en 1898 pour le palais d'Orsay – et le souvenir des otages exécutés fut souvent convoqué. À l'inverse, le Sacré-Cœur, dont le projet remontait pourtant à 1870, fut perçu comme un monument expiatoire au moins à partir de la pose de sa première pierre, le 16 juin 1875, où fut rappelé le massacre des deux généraux à Montmartre, point de départ de la révolte de Paris. De son côté, la répression avait représenté le pire massacre subi par la capitale, auquel s'étaient ajoutés l'état de siège jusqu'en 1876 et les déportations en Nouvelle-Calédonie jusqu'en 1878. Deux mémoires s'opposent depuis – et en réalité bien plus, tant les différentes facettes de la Commune se prêtent à des lectures sélectives.

Tout à gauche, le triomphe de Marx, dont le pamphlet *La Guerre civile en France* fut publié au lendemain de la Commune, semblait assuré. Le socialisme français, jusque-là fort différent du sien, était désormais hors jeu et l'idée d'une inexpiable guerre de classe s'imposait comme seul horizon. Mais c'est plutôt la répression visant, en 1871-1872, la 1^{re} Internationale, fondée à Londres en 1864, qui fit sa notoriété. En France, ses disciples, électeurs comme militants,



restèrent minoritaires dans le socialisme d'avant 1914, incarné par Jean Jaurès plus que par Jules Guesde. En revanche, la répression contribua bien à créer un syndicalisme minoritaire, prêt à l'affrontement.

Quant aux républicains modérés ou radicaux, ils ne s'étaient pas compromis, ne faisaient plus peur et pouvaient incarner la paix et l'ordre sans se couper de leur gauche grâce à l'adversaire commun que représentait la majorité monarchiste « versaillaise ». Les élections municipales d'avril-mai 1871 leur ayant déjà été favorables, dire que la Commune leur a profité serait cependant abusif.

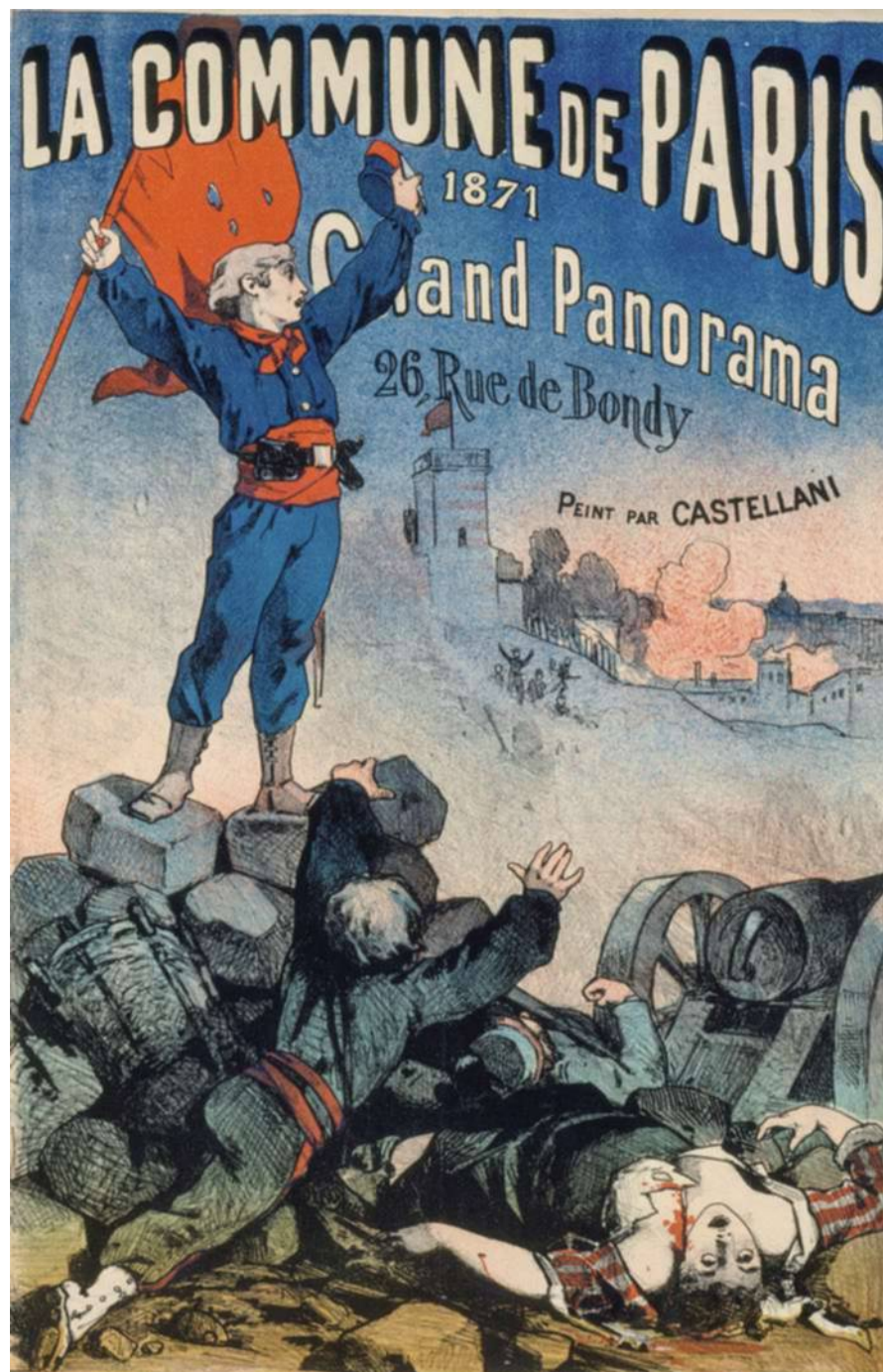
Pour gêner les monarchistes, ils évoquèrent la misère des familles des morts et des exilés, mais aussi le côté à la fois patriotique et républicain du soulèvement ainsi que les libertés municipales. Majoritaires à l'Assemblée en 1877, puis conquérant le Sénat et l'Élysée en 1879, ils votèrent une amnistie en 1880 : le souvenir de la Commune ne leur était plus utile. Il le resterait pour les radicaux, opposants de gauche au Parlement ou alliés malcommodes, qui domineraient longtemps le conseil municipal de Paris.

Mécontent de la tutelle préfectorale (après 1882, la capitale est la seule ville à ne

pas élire de maire), celui-ci affirmait volontiers que la Commune avait sauvé la République. Fin 1883, il réserva pour vingt-cinq ans un terrain, devenu en 1907 une concession perpétuelle, dans le cimetière du Père-Lachaise, au pied de ce mur des Fédérés où, le 27 mai 1871, 147 communards avaient été fusillés et jetés dans une fosse qui accueillit les jours suivants les cadavres de nombre d'autres. Sa décision allait ritualiser le pèlerinage de la fin mai, lancé en 1880 par Jules Guesde, qui resta longtemps la seule manifestation ouvrière légale à Paris. La mémoire de la Commune se fixait ainsi sur ce qui n'était ni la dernière barricade ni le principal charnier, mais un monument en soi, dans un quartier populaire.

Jusqu'en 1909, la « montée au Mur » réunissait chaque année de 2 000 à 10 000 personnes selon la police, qui intervient souvent, en fonction de consignes fluctuantes : confiscation des couronnes en 1880, mais autorisation des discours en 1882 et des drapeaux rouges dans le cimetière en 1883 ; puis sur les seules tombes en 1885, d'où des heurts violents ; et à partir de 1894, découpage du cortège en petits groupes ne devant pas stationner ; interdiction des discours en 1895, etc. Partout en France, toute mention de la Commune est interdite sur les épitaphes, avant qu'un premier cas n'apparaisse à Pantin en 1907. L'année suivante, une plaque fut fixée au mur des Fédérés, avec cette mention neutre : « Aux morts de la Commune, 21-28 mai 1871 ».

Le temps passant, le souvenir de la Commune s'estompa toutefois, concurrencé par le mythe de la grève générale qui devait abattre le capitalisme ou, à partir de 1890, par le 1^{er} Mai. En 1899, Waldeck-Rousseau force les socialistes à soutenir, bon gré mal gré, son gouvernement de « défense républicaine », dont le ministre de la Guerre n'est autre que le général de Galliffet, « massacreur de la Commune ». Quand le parti socialiste SFIO organise la commémoration au mur des Fédérés de 1908 à 1914, il rencontre cependant un certain succès : les participants comptés par la police dépassent dès 1910 les 10 000 (un chiffre atteint seulement en 1884 et 1899) et montent jusqu'à 30 000 en 1913 (150 000 revendus...). Mais ces commémorations se



AU PIED DU MUR Page de gauche : Le Cimetière du Père-Lachaise, dimanche 28 mai 1871, par Alfred-Henri Darjou, 1871 (Paris, musée Carnavalet). Dès la fin des années 1870, ce pan du mur d'enceinte du cimetière fut baptisé « mur des Fédérés » en mémoire des 147 communards qui y avaient été exécutés et jetés dans la fosse commune. La « montée au Mur » allait être ritualisée chaque année, fin mai, à partir de 1880. Ci-dessus : *La Commune de Paris, 1871*, affiche faisant, en 1883, la promotion du Grand Panorama peint par Castellani (Paris, BnF).

font en partie sur des mots d'ordre comme le droit de manifester et, en 1913, l'hostilité au service militaire de trois ans. Elles suscitent en retour l'interdiction d'aller au Père-Lachaise et un repli au Pré-Saint-Gervais, dénué de lien avec 1871. Reste un prétexte et un attachement sentimental, moins à la Commune, dont le programme semble oublié et a été en partie réalisé par les républicains (l'école primaire gratuite,

laïque et obligatoire en 1881 et 1882, ou la séparation des Églises et de l'État en 1905), qu'à son martyr.

Si la droite traditionnelle et des républicains comme Ferry restent très hostiles à la Commune, ce n'est, paradoxalement, pas le cas de la « droite révolutionnaire » de la fin du XIX^e siècle. Une partie du nationalisme antidreyfusard se réfère à elle. Celui-ci prolonge en effet le boulangisme,



né avec des députés comme Granger, un communard chez qui est mort Blanqui, ou comme Barrès, qui avant de devenir le chantre de la droite nationaliste se veut socialiste boulangiste et associe 1871 et Jeanne d'Arc. Au rejet de la République devenue conservatrice et à l'invocation d'un socialisme spécifiquement français se mêle chez eux l'antisémitisme lorsque Drumont écrit, en 1898, que « *les antisémites (...) sont les vrais vengeurs de la Commune* ». De son côté, Maurras ne défend pas la Commune mais il en conspuie les adversaires en tant que fondateurs de la République, et dénonce ainsi le 31 juillet 1908 la répression des grèves par Clemenceau, « *vieillard à peine moins sinistre que Thiers, à peine moins révolutionnaire* », venu dire à la tribune de la Chambre « *qu'il est la propriété, qu'il est le salut* ». Sur des bases encore différentes, Péguy, dreyfusard passé au nationalisme, écrit en 1913 :

« je suis pour la Commune contre la capitulation, je suis pour la politique de Proudhon et pour la politique de Blanqui contre l'affreux petit Thiers ». Cela fonde une tradition, minoritaire, mais bien réelle.

Entre les deux guerres, la plupart des acteurs ont disparu et le deuil le cède totalement au combat politique, la Commune devenant le nom générique de toute révolte urbaine écrasée : Budapest en 1919, Kronstadt en 1921, Canton en 1927 ou Vienne en 1934. Surtout, Lénine danse dans la neige le jour où sa révolution d'octobre 1917 dépasse en durée la Commune. Grâce à son parti ultra-organisé, il est celui qui a réussi là où elle a échoué. André Breton résume : « *17 renverse 71.* » Le marxisme semble ainsi dominer le mouvement ouvrier et la Commune est réécrite à son aune : non plus défense patriotique et républicaine, mais « *glorieux fourrier d'une société nouvelle* » et seule

référence française possible du PCF, né en 1920 et pour qui, jusqu'en 1934, presque tout ce qui n'est pas soviétique est « bourgeois ». Ses cortèges au Père-Lachaise sont des démonstrations de force, où il est moins question de la Commune que des objectifs et slogans du moment, avec dix fois plus de manifestants que les socialistes, qui défilent à part et restent attachés à la mémoire floue d'un événement lointain. Cette affluence n'atteint jamais, pourtant, celle de 1913 et tombe souvent, après 1927, à moins de 10 000 selon la police.

La commémoration attire de nouveau après la crise de février 1934, quand le PCF change de stratégie, met en avant la défense de la République, assimile les manifestants du 6 février aux Versaillais et les communards à ses propres militants tombés le 9 en affrontant les forces de l'ordre. Cette année-là, le parti fournit la masse des 100 000 participants à la



© AKG-IMAGES. © COLL. S. KAKOU/ADOC-PHOTOS. © GRANGER COLL. NY/AURIMAGES.



COMMÉMORATION Page de gauche : *Manifestation annuelle au cimetière du Père-Lachaise à Paris en souvenir des communards français, mai 1883*, par Ilia Répine (Moscou, Galerie Tretiakov). En haut : campement de déportés de la Commune sur l'île des Pins, en Nouvelle-Calédonie, en 1872. Seuls ceux qui avaient été condamnés à la déportation simple étaient envoyés sur cet atoll où ils étaient libres de leurs mouvements. Entre mai 1872 et juillet 1878, 3 846 communards seront déportés en Nouvelle-Calédonie, en vingt convois. Ci-dessus : *Une rue de Paris en mai 1871*, par Maximilien Luce, entre 1903 et 1905 (Paris, musée d'Orsay).

commémoration (37 700 selon la police), le cortège socialiste suivant alors le sien. Unis ensuite sous le signe du Front populaire, ils atteindront 600 000 en 1936 (110 000 selon la police) : un record, avec pour la première fois force drapeaux tricolores et des chants – interdits dans le cimetière, mais avalisés par la présence de Léon Blum, président du Conseil pressenti. Malgré des tensions, l'affluence baisse peu jusqu'en 1939, avant que le pacte germano-soviétique, les combats du printemps 1940 puis l'Occupation ne mettent un terme à ces commémorations, encore qu'en mai 1944 Doriot prétende associer le souvenir de la Commune à son propre engagement sur le front de l'Est.

Pas plus qu'avant 1914, la gauche n'est en effet tout à fait seule à commémorer la Commune. Si celle-ci horrifie toujours les conservateurs, Bernanos, dans une conférence de 1930 à l'Action française reprise

dans *La Grande Peur des bien-pensants*, s'en prend à la République conservatrice de Thiers, qui aurait pu sauver Mgr Darboy, et évoque une « espèce de socialisme autochtone, aujourd'hui oubliée », opposée à une Internationale « manœuvrée par les banques ». La même lecture antirépublicaine et souvent antisémite a amené une partie des ligues à saluer, à partir de 1934, les « patriotes anticapitalistes » ou les « premières victimes du régime ».

S'autoproclamant à la Libération le « parti des 75 000 fusillés » (en réalité le parti d'un quart des 20 000 fusillés et massacrés en France par l'occupant), le PCF semble plus que jamais donner le ton et revendiquer 250 000 personnes au Père-Lachaise – en fait 54 000. A grand renfort de tricolore, il mêle Commune et Résistance, résumées à des soulèvements patriotiques du « peuple de France ». Mais très vite, avec la guerre froide, il sépare de nouveau son défilé de



MODÈLE A gauche : affiche du film soviétique *Les Aubes de Paris*, de Grigori Rochal (1936), qui exalte l'esprit de la révolte populaire de la Commune de Paris. Page de droite, au centre : affiche chinoise commémorant en 1971 le 100^e anniversaire de la Commune. Dans le coin en haut à droite, une citation de Lénine rappelle que « la Commune de Paris a montré que seule la classe ouvrière peut gouverner. La force devrait être utilisée pour renverser les oppresseurs ». A droite : *Aux victimes des révolutions*, par Paul Moreau-Vauthier. Placé en 1909 le long de l'enceinte nord du Père-Lachaise, dans le square Samuel-de-Champlain, ce monument est parfois à tort confondu avec le mur des Fédérés.

celui de la SFIO, et sa commémoration s'estompe derrière ses slogans du moment : « Thorez au pouvoir » en 1947, ou « Ridgway la peste » en 1952, contre le général américain faussement accusé d'avoir pratiqué la guerre bactériologique en Corée. Les effectifs des participants chutent dès 1949 (16 000 ; moins de 6 000 dès 1954) et la « montée au Mur » devient une manifestation comme une autre.

La SFIO, elle, étend la commémoration à « ses » morts plus récents, mais son cortège (2 000 personnes au plus, moins de 1 000 après 1955) cesse en pratique après 1959, le PSU prenant le relais jusqu'en 1962 avec le même étiage. Le PCF remobilise près de 14 000 personnes en 1960, mais contre l'OAS : la Commune est un prétexte. Puis les chiffres retombent : trop d'événements ont eu lieu depuis 1871, le militantisme est en crise, Paris se gentrifie et part de plus en plus en week-end... En outre, en 1956, Budapest a vécu sa seconde Commune, et le PCF en a quelque peu pâti.

Cette évolution pourrait rendre plus visibles ceux qui, à droite, continuent de porter le souvenir de 1871, purs nationalistes ou impénitents du souvenir de la Collaboration, comme Maurice Bardèche avec l'association des Amis du socialisme français et de la Commune, créée en 1966. A sa naissance en 1963, la revue *Europe-Action* devait s'appeler *Rossel*, du nom du jeune colonel polytechnicien qui avait rallié la Commune par refus de l'armistice et avait voulu en organiser les troupes, avant d'être décrété d'accusation par les néojacobins puis capturé et fusillé par Versailles, faute d'accepter l'exil. Cependant, quand *Les Libertés françaises*, la revue du fils de Léon Daudet, publie un texte favorable à ce même Rossel, des lecteurs protestent...

Une patrimonialisation nationale serait possible sous De Gaulle, dont le père avait connu Rossel sous l'uniforme. Lui-même en a fait l'éloge en 1932 dans *Le Fil de l'épée*, et le destin de ce colonel qui avait refusé l'armistice ne pouvait manquer de l'avoir accompagné à Londres : d'où peut-être la diffusion en 1966, sur l'une des deux chaînes d'alors, du téléfilm *Le Destin de Rossel*. Mais les simplifications mémorielles ne vont pas dans ce sens : amis et ennemis de la Commune se fixent plus que jamais sur la Semaine sanglante, et les républicains conciliateurs sont oubliés ou traités de complices de Thiers par le PCF... En fait de violence manichéenne, l'imaginaire de chaque camp en rajoute sur la réalité. Il est vrai que la minimisation des violences, très minoritaire avec les membres du mouvement situationniste, qui parlent dès 1962 de « la plus grande fête du XIX^e siècle », n'est pas plus réaliste.

Mai 68 rompt l'oubli et remet en question le simplisme diffusé par le PCF. Sur le moment, les références à la Commune ne sont pourtant pas si nombreuses, par exemple dans la nuée de graffitis qu'on voit fleurir. Elles apparaissent surtout a posteriori, comme en 1969 avec l'ouvrage d'Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante*. Des aspirations à la démocratie directe font alors décapier les schémas de Marx et Lénine. En 1975, dans *Le Désordre établi*, Bertrand Renouvin, royaliste de gauche, rappelle que la Commune était l'inverse aussi bien de l'ultracentralisation et de la dictature soviétiques que du parlementarisme du PCF. Une allusion transparente à la contestation subie par celui-ci en mai 1968. De fait, en 1969 et 1970, il semble esquisser la question : un simple dépôt de gerbe remplace le cortège au Père-Lachaise.

En 1971, le centenaire de la Commune multiplie romans et chansons, colloques hagiographiques, recherches sur la situation

en province ou les tentatives de médiation, et manifestations plus ou moins réussies. Une tentative d'extrême gauche pour fêter les débuts de la Commune et non son écrasement ne se solde que par quelques barricades à Saint-Ouen, comme si 1871 était décidément destinée à se réduire à la Semaine sanglante. Des énergumènes tentent d'incendier la bibliothèque de l'Ecole normale supérieure ; une occupation du Sacré-Cœur, avec Sartre, tourne court. Le temps est au révolutionnarisme : dans la manifestation du 1^{er} Mai de la CFDT, une banderole de son syndicat de l'édition proclame « 1871-1971, nous irons jusqu'au bout », et dans le cortège, organisé avec FO et l'extrême gauche en hommage explicite à la Commune, on voit des portraits de Lénine, Staline ou Mao.

Le temps est aussi à la mobilisation, mais en ordre dispersé, avec en un mois cinq défilés au Père-Lachaise, où la police compte successivement 3 000 participants (francs-maçons), 30 000 (jeunesses trotskistes), 3 000 à 5 000 (CFDT et PSU), 8 000 (socialistes) et 50 000 (PC et CGT), ces derniers offrant un pastiche de fête du Front populaire, comme une commémoration de commémoration.

Cette intense pagaille est un chant du cygne. La Commune est devenue, depuis, un élément du patrimoine national, même si elle reste utilisée comme marqueur





politique. On ne s'étonne pas qu'en 1981, quand Mitterrand inaugure son premier septennat au Panthéon, Mauroy dépose une gerbe au Père-Lachaise, ou qu'en 2016 la majorité parlementaire vote une réhabilitation des victimes de la répression de la Commune, sans grand effet juridique. Ni que des nationalistes révolutionnaires ou des identitaires honorent Rossel et « *les héros de la Commune* » ou répandent 140 litres de jus de tomate au Sacré-Cœur en 2011. Le fait nouveau est que la droite

traditionnelle n'est plus en reste : en 2000, une place de la Commune de Paris est inaugurée par MM. Tiberi et Toubon, maires de la ville et du XIII^e arrondissement, le second ayant affirmé que « *la Commune ne sépare pas les Français, elle les réunit, comme la République* » ; en 2003, Christian Poncelet, alors président du Sénat, évoque les « *insurgés de la Commune, victimes de dénis multiples et nombreux dans leurs sanglants sacrifices* ». La patrimonialisation se manifeste aussi par des formes de réhabilitation,

comme pour Rossel, que l'association X Monument réintègre en 2014 parmi les polytechniciens morts pour la patrie.

Les susceptibilités n'en restent pas moins à fleur de peau. Le PCF reproche à l'inauguration de 2000 d'avoir lieu un mercredi après-midi, à la sauvette, oubliant une commémoration festive le samedi précédent. Et des mots élogieux pour Thiers y suscitent aussi cris et sifflets. En 2015, une marque de vêtements, Commune de Paris 1871, fait l'objet de commentaires outragés, et le classement du Sacré-Cœur comme monument historique a été reporté de 2021 à 2022 pour ne pas interférer avec le cent cinquantième. A droite, Lorànt Deutsch perpétue la « légende noire », tandis qu'en 2021, des membres de l'opposition municipale, goûtant peu la multiplication des initiatives de la Mairie de Paris, mélangent Commune et communisme aussi allègrement que le PCF dans ses grands jours.

Au total, la Commune n'est pas encore un objet froid. Elle permet toujours des appropriations et des instrumentalisation, même si en parlant de démocratie directe et d'autogestion, le PCF est moins loin de la réalité que naguère, quand il recopiait Lénine. Selon le collectif anonyme Comité invisible des années 2000-2010, toute lutte serait une Commune... Plus récemment, on a pu voir l'aspiration à la démocratie directe, voire l'idée de biens communs, à l'œuvre en 2016 dans le mouvement Nuit debout, qui rebaptisa la place de la République « place de la Commune de Paris » avant d'en expulser manu militari Alain Finkielkraut, exclu du cercle de la liberté d'expression pour avoir professé dans ses livres un patriotisme désormais hors de propos. Les mêmes thèmes ont été répétés en 2018 chez les « gilets jaunes », bien que ceux-ci se soient moins référés à 1871 qu'à un 1789 encore plus mythique. L'histoire laisse ouverte la manière dont la Commune pourrait être perçue à l'avenir, mais ce sera sans doute toujours à la lumière sélective d'événements, d'aspirations ou d'idéologies. *S*

Professeur d'histoire contemporaine à CY Cergy Paris Université, Eric Vial est spécialiste d'histoire politique italienne et française au XX^e siècle.

Ennemis intimes

Hommes politiques ou militaires, communards ou Versaillais, révolutionnaires ou partisans de l'ordre, ils ont été les acteurs de la Commune.



ADOLPHE THIERS

(MARSEILLE, 1797 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1877)

L'histoire d'Adolphe Thiers ne commence pas avec la Commune. Son long passé d'homme politique explique la place qu'il tient dans cette page d'histoire. Fils d'un aventurier, il parvient grâce à une bourse à mener ses études au lycée de Marseille puis à la faculté de droit d'Aix-en-Provence. Qualifié par Karl Marx de « *nabot monstrueux* » du fait de sa petite taille – 1,55 m – et de sa laideur légendaire, il s'affirme comme une grande figure de l'opposition politique dès le règne de Louis XVIII. Avocat, historien, journaliste, il saisit sa chance en 1830 en devenant sous-secrétaire d'Etat aux Finances sous Louis-Philippe. Auteur d'une *Histoire de la Révolution française* qui fit date puis d'une *Histoire du Consulat et de l'Empire*, il est élu à l'Académie française en 1833, sept ans avant Victor Hugo. Rallié à la République en 1848 puis une nouvelle fois en 1870, il fait partie du gouvernement de la Défense nationale issu des événements du 4 septembre. Son habileté politique le désigne alors pour assumer la délicate mission d'amener Bismarck à la table des négociations. Il est élu, en février 1871, chef du pouvoir exécutif de la République française par l'Assemblée des députés réunis à Bordeaux. Dès lors, Thiers se retrouve confronté à la révolte de la Commune de Paris, qui dénonce les conditions de la paix – l'abandon de l'Alsace et de la Moselle et le paiement de 5 milliards de francs-or – et refuse de reconnaître le pouvoir des députés. Pour contrer les rebelles, il applique la stratégie qu'il avait vainement proposée à Louis-Philippe en 1848 et quitte la capitale pour établir son état-major à Versailles.

Pour avoir participé à son élaboration dans les années 1840, il connaît bien la ceinture de forts militaires qui entoure Paris. Confiant son armée au maréchal de Mac Mahon et faisant venir de province des soldats qui ne sont pas toujours francophones pour éviter leur fraternisation avec les Parisiens, il entreprend alors d'assiéger la ville par l'ouest. Pendant le siège (au cours duquel son hôtel particulier est détruit par les communards et ses collections confisquées), Thiers convainc les députés monarchistes majoritaires de subordonner la question du régime politique à la résolution du conflit. En repoussant ce débat de plusieurs mois, il contribue à enraciner le régime républicain en France. Parvenu à écraser dans le sang le mouvement insurrectionnel à la fin du mois de mai, Adolphe Thiers est nommé président de la III^e République le 31 août 1871, puis devient le chef du parti favorable à une république conservatrice. Mis en minorité par les monarchistes en 1873, il est alors contraint de quitter le gouvernement.

GÉNÉRAL GASTON DE GALLIFFET (PARIS, 1831-1909)

Descendant d'une famille de militaires d'Ancien Régime, le futur général de Galliffet reçoit une éducation très dure et s'engage à 17 ans dans la cavalerie légère. En 1853, il fait partie du régiment de guides de la garde impériale, garde personnelle de Napoléon III, et devient chevalier de la Légion d'honneur avant d'être nommé officier d'ordonnance de Napoléon III lui-même. L'impératrice Eugénie remarque ce jeune officier plein de fougue qui devient une des coqueluches de la cour des Tuileries. Héros des campagnes militaires du Second Empire, il participe à la guerre de Crimée et à la campagne d'Italie, sert en Algérie et prend part à la désastreuse expédition du Mexique, où il est grièvement blessé au ventre. Il portera une plaque d'argent sur cette blessure le reste de sa vie. En 1870, le voilà général. A la bataille de Sedan, le 1^{er} septembre, il commande la charge héroïque mais inutile de la cavalerie française contre les Prussiens, à l'issue de laquelle il est fait prisonnier. A son retour de captivité, le général de Galliffet se met au service de l'armée versaillaise. Il parvient à convaincre Thiers d'entrer dans Paris par l'ouest et de mener une guerre d'embuscades comme il en a connu au Mexique.

Sa rigueur extrême lors de la répression de la Commune lui vaut le surnom de « marquis aux talons rouges » dans les milieux de gauche. On lui reproche d'avoir fait exécuter des prisonniers sans jugement après les avoir fait sortir des rangs, choisissant principalement les insurgés aux cheveux blancs. Après la Commune, il devient ministre de la Guerre en 1899 au moment de l'affaire Dreyfus. Les antidreyfusards lui reprocheront alors d'avoir liquidé « l'Affaire » au détriment de l'honneur de l'armée.

ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.



GÉNÉRAL LECOMTE (THIONVILLE, 1817-PARIS, 1871) ET GÉNÉRAL CLÉMENT-THOMAS (LIBOURNE, 1809-PARIS, 1871)

Ces deux hommes sont liés par leur fin tragique. En effet, c'est leur exécution par les gardes fédérés le 18 mars 1871 qui inaugure l'épisode insurrectionnel de la Commune de Paris. Qui sont ces deux généraux ? Claude-Martin Lecomte, saint-cyrien, fait partie de l'armée du Nord commandée par Faidherbe pendant la guerre franco-prussienne avant d'être mis à la tête d'une brigade à Paris. Jacques Clément-Thomas est entré dans l'armée comme volontaire à l'âge de 20 ans. Républicain, il a participé à plusieurs complots sous la monarchie de Juillet, a été arrêté mais s'est évadé. Favorable à la révolution de 1848, il a pourtant commandé la répression du soulèvement du mois de juin. Opposé à Napoléon III, il a vécu en exil jusqu'en 1870. Commandant en chef de la Garde nationale pendant le siège de Paris, le général Clément-Thomas a fini par démissionner en février 1871.

Le 18 mars au petit matin, le général Lecomte mène une colonne de soldats qui doit récupérer les canons de Paris sur la butte Montmartre et les rapporter dans les arsenaux de l'armée afin de les soustraire aux Parisiens. Mais, alors qu'ils attendent les attelages qui doivent tirer les lourdes pièces d'artillerie, ses hommes fraternisent avec les fédérés. Tandis que Lecomte est pris à partie par la foule, le général Clément-Thomas, qui habite au pied de la Butte, s'approche. Reconnu, il est emprisonné avec Lecomte dans l'après-midi. Georges Clemenceau, alors maire du XVIII^e arrondissement, tente d'intervenir pour calmer la foule, mais il est lui-même attaqué et se retire prudemment. A 5 heures du soir, les deux généraux sont fusillés « pour avoir fait feu sur le peuple » dans un jardin de la rue des Rosiers (actuelle rue du Chevalier-de-la-Barre), au milieu des vociférations de la foule et dans une confusion qui ne permet pas de retracer clairement leurs dernières minutes.



MGR GEORGES DARBOY

(FAYL-BILLOT, HAUTE-MARNE, 1813-PARIS, 1871)

Georges Darboy voit le jour dans une famille d'épiciers de Haute-Marne et devient d'abord vicaire à Saint-Dizier puis professeur au séminaire de Langres. En 1845, on le retrouve à Paris où il est prêtre auxiliaire à l'Ecole des Carmes. Ses convictions républicaines lui font applaudir la révolution de 1848. En 1859, il est évêque de Nancy et s'intéresse tout particulièrement aux questions d'éducation à travers une lettre célèbre intitulée « Sur la nécessité de l'étude ». A la mort du cardinal Morlot, il devient archevêque de Paris en 1863 et soutient la politique italienne de Napoléon III, pourtant contraire aux intérêts du Saint-Siège. En 1864, il est nommé sénateur par l'empereur. Gallican, il est fermement convaincu que l'Eglise de France doit conserver une forme d'autonomie face au pape, contrairement à l'opinion développée par les ultramontains. Au premier concile du Vatican, Mgr Darboy est l'un des principaux représentants de l'opposition gallicane au dogme de l'infaillibilité pontificale voulue par Pie IX. Il n'obtiendra jamais le chapeau de cardinal. Arrêté le 4 avril 1871 dans son palais épiscopal par le communard Raoul Rigault, chef de la commission de Sécurité générale de Paris, qui l'accuse d'avoir transformé l'archevêché en nid d'espions et en foyer de complot, il est transféré à la prison de Mazas, en face de la gare de Lyon. Avec d'autres prêtres comme l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine et ancien confesseur de l'impératrice, Mgr Darboy est considéré comme un otage par les autorités de la Commune, qui ne cachent pas leurs opinions anticléricales et pensent pouvoir échanger ce prisonnier d'envergure contre le vieux révolutionnaire Auguste Blanqui, emprisonné en Bretagne. Adolphe Thiers refuse l'échange. Mgr Darboy est finalement fusillé le 24 mai dans la cour de la prison de la Roquette avec cinq autres otages, quatre prêtres et le président de la chambre des requêtes à la Cour de cassation. Pour les Versaillais, il fait immédiatement figure de martyr.



JULES VALLÈS (LE PUY-EN-VELAY, 1832-PARIS, 1885)

On doit à Jules Vallès le plus célèbre des romans autobiographiques racontant la Commune à travers le personnage de Jacques Vingtras : *L'Insurgé* est le troisième volet de sa trilogie, après *L'Enfant* et *Le Bachelier*. On y retrouve certaines parties de la vie de l'écrivain. Vallès raconte comment sa famille a déménagé au gré des nominations de son père, maître d'études dans des collèges. Cet élève brillant s'enthousiasme pour la révolution de 1848, mais il échoue au baccalauréat et fait de plus en plus de politique. Son père, effrayé par ses opinions, le fait passer pour fou et interner pendant deux mois. Libéré, il obtient son baccalauréat et rallie la capitale, où il suit des cours de droit tout en devenant répétiteur et en donnant des articles à plusieurs journaux. En 1867, il fonde son propre journal, *La Rue*. Certains de ses articles le mènent en prison à plusieurs reprises.

Lors de la journée révolutionnaire du 31 octobre 1870 et à l'occasion du placardage de l'« affiche rouge » du 6 janvier 1871 dénonçant les négociations avec la Prusse, Jules Vallès est l'un des plus ardents promoteurs de la Commune. Il est élu comme représentant du XV^e arrondissement le 26 mars 1871. Parallèlement, il fait paraître un nouveau journal au titre évocateur, *Le Cri du peuple*. Pendant la Semaine sanglante, on croit l'avoir fusillé plusieurs fois, mais on a exécuté à sa place des innocents qui lui ressemblaient. En réalité, après s'être battu sur une barricade rue de Belleville, il fait raser sa barbe qui le rend trop reconnaissable et parvient à s'échapper dans les vêtements d'un conducteur d'ambulance. Il se réfugie alors à Londres, où il est condamné par contumace à la peine de mort en 1872. On le retrouve à Paris en 1880, sitôt l'amnistie prononcée. Son enterrement au cimetière du Père-Lachaise en 1885 aurait été suivi par des dizaines de milliers de personnes.



VICTOR HUGO

(BESANÇON, 1802-PARIS, 1885)

L'académicien a 49 ans et il est au faite de sa gloire lorsqu'il choisit la route de l'exil pour protester contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851. Onze ans plus tard, il publie *Les Misérables* : cette fresque romanesque qui retrace l'insurrection républicaine de juin 1832 et l'esprit bouillonnant de Paris va encore accroître sa popularité. Lorsque Napoléon III abdique en 1870, Victor Hugo revient de Guernesey. C'est une foule en délire qui l'accueille : il est devenu la personnification de la liberté de pensée depuis qu'il a refusé d'être amnistié par l'empereur. L'ancien royaliste est devenu farouchement républicain. Il partage le sort des Parisiens pendant le siège, souffrant du froid et de la faim et portant le képi des fédérés sur ses cheveux blancs malgré ses 68 ans. Cependant, il est d'une prudence extrême au moment où la Commune éclate. Alors qu'il a été élu député, il démissionne pour protester contre le fait que Garibaldi, élu également, ne puisse pas siéger du fait de sa nationalité italienne. Il reste ainsi à l'écart des événements politiques. Après la Semaine sanglante, il constate que l'intelligentsia républicaine est en partie décapitée. Elu sénateur en 1876, il n'aura de cesse de réclamer l'amnistie pour les communards. Il affirme devant le Sénat : « *quand on sort d'un long orage, quand tout le monde a, plus ou moins, voulu le bien et fait le mal, quand un certain éclaircissement commence à pénétrer dans les profonds problèmes à résoudre, quand l'heure est revenue de se mettre au travail, ce qu'on demande de toutes parts, ce qu'on implore, ce qu'on veut, c'est l'apaisement ; et, messieurs, il n'y a qu'un apaisement, c'est l'oubli. (...)* Je demande l'amnistie. Je la demande pleine et entière. Sans conditions. Sans restrictions. (...) Il faut fermer toute la plaie. Il faut éteindre toute la haine. » L'amnistie totale sera votée en 1880.

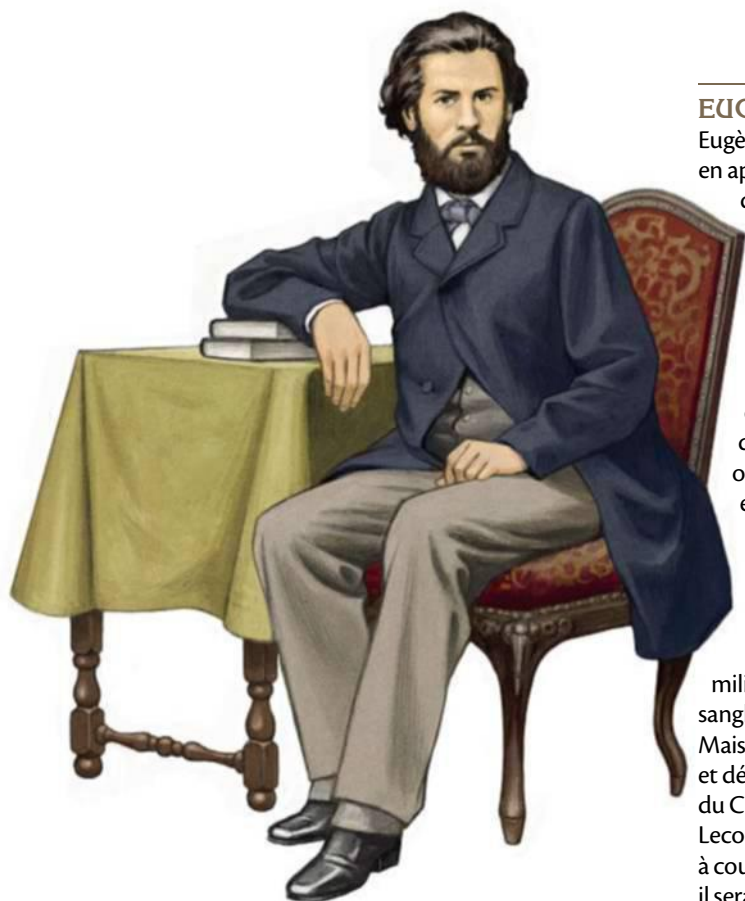
ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.



ÉLISÉE RECLUS

(SAINTE-FOY-LA-GRANDE, GIRONDE, 1830-THOUROUT, BELGIQUE, 1905)

C'est aux côtés de ses frères Elie, ethnographe qui sera brièvement directeur de la Bibliothèque nationale, et Onésime, géographe, qu'Élisée Reclus s'engage dans l'aventure de la Commune. Issu d'une famille de quatorze enfants, il a pour père un pasteur calviniste, pour lequel l'éducation intellectuelle joue un rôle majeur. A 12 ans, Elisée est envoyé en Prusse chez les Frères moraves pour devenir pasteur à son tour. Il apprend à parler l'allemand, l'anglais et le néerlandais, mais regagne bientôt l'Aquitaine en passant par la Belgique. Devenu anarchiste et athée, il s'exile lors du coup d'Etat de Napoléon III et découvre les îles britanniques et le continent américain en même temps que la pauvreté et l'esclavage des Noirs. Voyageur géographe, il écrit pour la *Revue des deux mondes* et pour les Guides Joanne, premiers guides touristiques. De retour en France en 1857, il rencontre Blanqui, Proudhon et Bakounine, figures majeures de l'extrême gauche européenne. Engagé par conviction dans la Commune dès sa création, il porte l'uniforme des fédérés et est arrêté les armes à la main en avril 1871. De Satory, il est envoyé en prison à Brest et condamné en novembre 1871 à la déportation simple en Nouvelle-Calédonie. Mais en tant qu'auteur de deux livres qui ont connu un très grand succès, *La Terre* (1868) et *Histoire d'un ruisseau* (1869), il fait l'objet d'une pétition signée par une centaine de scientifiques européens, dont Charles Darwin. En 1872, sa peine est commuée en bannissement et il s'installe en Suisse, où il va rédiger son grand œuvre : une description de la Terre intitulée *Nouvelle géographie universelle* dont les 19 volumes paraîtront entre 1876 et 1894 grâce à une équipe d'amis reporters d'obédience anarchiste. L'ouvrage, traduit dans le monde entier, vaudra à Elisée Reclus une célébrité internationale et la médaille d'or de la Société de géographie de Paris ainsi que de celle de Londres. Il meurt en Belgique en 1905 après avoir enseigné à l'Université nouvelle de Bruxelles.



EUGÈNE VARLIN (CLAYE, SEINE-ET-MARNE, 1839-PARIS, 1871)

Eugène Varlin grandit dans une famille de paysans d'Ile-de-France. Il entre en apprentissage à 13 ans chez son oncle, ouvrier relieur à Paris. En plus de sa formation professionnelle, il suit des cours du soir et apprend le latin.

En 1857, il participe à la fondation de la Société civile des relieurs, société de secours mutuel qui groupe patrons et ouvriers de ce métier du livre. En 1864, Eugène Varlin prend une part importante à la grève des relieurs, qui dure trois semaines et apporte aux ouvriers du livre certains avantages en termes de temps de travail et de salaire. Pour le remercier de son engagement, ses camarades lui offrent alors une montre en argent. L'année suivante, il adhère dès sa création au bureau parisien de l'Association internationale des travailleurs (I^{re} Internationale), où il milite pour l'amélioration des conditions de travail des femmes et pour l'instruction de tous les enfants. Sa carte porte le n° 256. Au mois de septembre, il rencontre Karl Marx à Londres. En 1868, il fonde à Paris un restaurant coopératif, La Marmite, qui sera très actif pendant le siège de l'hiver 1870-1871. Le 26 mars 1871, il est élu dans trois arrondissements parisiens et choisit le VI^e. Nommé par la Commune directeur général de la Manutention et des Approvisionnements militaires, il dirige la défense du VI^e arrondissement pendant la Semaine sanglante et tente de s'opposer à l'exécution des otages de la rue Haxo. Mais le dimanche 28 mai, assis sur un banc de la rue La Fayette, il est reconnu et dénoncé. Conduit par une foule hurlante rue des Rosiers (actuelle rue du Chevalier-de-la-Barre), à l'endroit même où ont été fusillés les généraux Lecomte et Clément-Thomas, il est éborgné puis exécuté à son tour, achevé à coups de crosse. Sa célèbre montre en argent lui est alors volée. En 1872, il sera condamné à mort par contumace par le 4^e conseil de guerre.

NATHALIE LE MEL, NÉE DUVAL

(BREST, 1826-IVRY-SUR-SEINE, 1921)

Son père, corroyeur à Brest, lui a fait donner une solide instruction qui lui permet d'ouvrir une librairie à Quimper avec son mari. Mais Nathalie Le Mel fait faillite et quitte son époux alcoolique pour Paris, où son destin sera désormais lié à celui d'Eugène Varlin. Comme lui, elle est ouvrière relieuse à domicile. Partisan de l'égalité des sexes, Varlin lui donne des responsabilités lors de la grande grève de 1864 et la convainc de devenir membre de la I^{re} Internationale tout en demeurant de sensibilité anarchiste. En l'absence de Varlin, réfugié à Bruxelles pour échapper à la police, elle fait fonctionner la coopérative alimentaire La Marmite, qui fournit des aliments bon marché aux ouvriers parisiens. Elle fonde également le 11 avril 1871 l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, qui se donne pour mission d'organiser le service des ambulances, de venir en aide aux indigents et de faire fonctionner des ateliers coopératifs dans les locaux abandonnés pour donner du travail et un revenu aux ouvrières. A ses côtés, on trouve d'autres femmes révolutionnaires. André Léo, romancière à succès, a pris pour pseudonyme le prénom de ses deux fils. Quant à Elisabeth Dmitrieff, fille d'un ancien officier de hussards russe, elle a contracté un mariage blanc afin d'obtenir la possibilité de partir à l'étranger pour y développer ses convictions politiques. Leur devise : « *Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs.* » Pendant la Semaine sanglante, on voit Nathalie Le Mel s'activer à la construction de la barricade de la place Pigalle, où elle arbore le drapeau rouge tout en soignant les blessés. Elle est finalement arrêtée le 21 juin 1871. Condamnée à la déportation en enceinte fortifiée dans la presqu'île Ducos en Nouvelle-Calédonie, elle refuse le recours en grâce que ses amies ont demandé pour elle. Elle accomplit le voyage en bateau avec Louise Michel et est graciée en 1879. Devenue aveugle, elle mourra dans la misère à l'hospice d'Ivry en 1921.



GUSTAVE FLOURENS (PARIS, 1838-RUEIL-MALMAISON, 1871)

Fils du professeur au Collège de France Pierre Flourens, Gustave Flourens commence lui-même une carrière universitaire. A 25 ans, il entre à son tour au Collège de France pour traiter de l'histoire naturelle des corps organisés. Mais son anti-bonapartisme le fait interdire de cours au bout d'une année. Il décide alors en 1866 de participer à l'insurrection crétoise contre l'Empire ottoman. De retour en France, il est arrêté pour avoir tenu une réunion publique et s'enfuit à Londres, où il fait la rencontre de Karl Marx. Flourens revient à Paris juste après la proclamation de la République le 4 septembre 1870 et est choisi comme chef par les cinq bataillons de Belleville. Il est l'un des principaux meneurs de l'insurrection révolutionnaire du 31 octobre, après la chute de Metz face aux Prussiens. Arrêté sur l'ordre du général Clément-Thomas, il est emprisonné pendant plus d'un mois à la prison de Mazas. Mais il s'en évade et entre dans la clandestinité jusqu'au 18 mars 1871, date à laquelle on le retrouve au premier rang des dirigeants de la Commune. Elu dans deux arrondissements, il est nommé d'abord à la commission militaire, puis devient général de la XX^e légion, eu égard à son expérience en Crète. Cependant, Gustave Flourens n'est pas un homme de terrain. Il manque d'envergure et finit par être abandonné par la plus grande partie des 2 000 hommes qu'il a sous son commandement. Le 3 avril 1871, se retrouvant seul à Rueil-Malmaison avec son ami Amilcare Cipriani, il est arrêté sur la route de Chatou dans une auberge dont le propriétaire a alerté les gendarmes. Cipriani engage le combat, il est blessé. Quant à Flourens, le capitaine de gendarmerie Desmarests lui fend la tête d'un coup de sabre. Lorsque sa mort est connue à Paris, un groupe de francs-tireurs décide de prendre le nom de « Vengeurs de Flourens ».



LÉO FRANKEL (BUDAPEST, 1844-PARIS, 1896)

Fils d'un médecin juif, Léo Frankel reçoit une formation d'orfèvre en Hongrie, alors située dans l'empire des Habsbourg. Pour parfaire son apprentissage, il voyage en Europe et passe par l'Allemagne, avant de s'installer à Lyon en 1867, puis à Paris, où il exerce son métier d'ouvrier bijoutier dans le XI^e arrondissement. Entre-temps, il est devenu membre de la I^{re} Internationale, ce qui lui vaut d'être arrêté en avril 1870 et condamné à deux mois de prison. Il déclare lors de son procès : « *L'Association internationale n'a pas pour but une augmentation du salaire des travailleurs, mais bien l'abolition complète du salariat, qui n'est qu'un esclavage déguisé* ». Libéré le 5 septembre, il reconstitue aux côtés d'Eugène Varlin le conseil fédéral parisien de la I^{re} Internationale. Elu au Conseil de la Commune aux élections du 26 mars 1871 pour le XIII^e arrondissement, il siège à la commission du Travail dans un premier temps, puis à la commission des Finances. Il fait décréter l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries ainsi que des retenues sur salaire. Il demande également la liste des ateliers parisiens abandonnés prêts à être remis en exploitation. Blessé sur une barricade de la rue du Faubourg-Saint-Antoine pendant la Semaine sanglante, il est sauvé par Elisabeth Dmitrieff et se réfugie en Suisse, puis en Angleterre auprès de Karl Marx. En 1872, il est condamné à mort par contumace. Arrêté en Autriche en 1875, il est libéré l'année suivante et tente d'organiser un parti ouvrier en Hongrie. A nouveau arrêté et condamné à la prison, il reviendra en France en 1890. A sa mort en 1896, il est inhumé au cimetière du Père-Lachaise dans un drapeau rouge. En 1968, sa dépouille est transférée à Budapest. En 2015, la Ville de Paris a donné son nom à une voie nouvelle du XIII^e arrondissement.



CHARLES DELESLUZE

(DREUX, 1809-PARIS, 1871)

Le journaliste Charles Delescluze est entouré dès son plus jeune âge d'hommes de caractère. Son père et son oncle maternel ont joué un rôle dans les campagnes de la Révolution et de l'Empire : son père fait partie des volontaires de 1792 et a été commissaire de police de la ville de Dreux en 1808. Quant à son oncle, il a été l'aide de camp du général Brune. Henri, le frère cadet de Charles, qui a pris part à la révolution de 1848 puis au complot de Lyon, tentative d'insurrection de la gauche républicaine, a été condamné à dix ans de prison en 1851. Sa peine commuée en bannissement, il s'est exilé aux Etats-Unis. Charles lui-même ne cache pas ses idées républicaines et participe aux réunions de la Société des amis du peuple, qui prétend empêcher Louis-Philippe de monter sur le trône. En 1848, il proclame la République à Valenciennes et tente d'endiguer la crise économique. Dénonçant la répression du mois de juin 1848 dans son journal *La Révolution démocratique et sociale*, il est condamné à une peine de prison et s'enfuit en Angleterre. De retour en France en 1853, il est arrêté et emprisonné à Belle-Ile d'abord, puis en 1858 à Cayenne, à l'île du Diable, où sont détenus les prisonniers politiques. Amnistié en 1859, il revient en France l'année suivante, très affaibli. Il continue à écrire dans les journaux d'opposition jusqu'à la fin du Second Empire et se trouve condamné à plusieurs reprises. A l'été 1870, il prend parti contre la guerre, mais en janvier 1871, il appelle à « *la lutte armée contre les capitulards* ». Un rapport de police le décrit : « *Regard sévère ; figure maigre, air souffrant, menton pointu (...); œil vif (...); paraît plus que son âge.* » Elu député au mois de février, puis membre du Conseil de la Commune au mois de mars, il est chargé de la commission des Relations extérieures. Ses responsabilités vont grandissant. Le lundi 22 mai, il appelle tous les Parisiens à prendre les armes sur les barricades pour aider les soldats fédérés. Malade et âgé, il meurt le 25 mai sur la barricade de la place du Château-d'Eau. Il sera enterré secrètement par les Versaillais dans la fosse commune du cimetière Montmartre pour éviter que sa tombe ne devienne un lieu de pèlerinage. Officiellement en fuite, il est condamné à mort par contumace en 1874.

ILLUSTRATIONS : © LAURENT PATURAUD POUR LE FIGARO HISTOIRE.

LOUIS ROSSEL (SAINT-BRIEUC, 1844-VERSAILLES, 1871)

Cet officier voit le jour dans une famille protestante, cévenole par son père et écossaise par sa mère. Son père est en garnison en Bretagne au moment de sa naissance. A 11 ans, il entre au Prytanée de La Flèche. Brillant élève, il est admis à l'Ecole polytechnique, dont il sort 12^e sur 131. Devenu sous-lieutenant, il suit l'école du génie. Quand éclate la guerre de 1870, il est affecté dans l'armée de Bazaine, à Metz. Au lendemain

de la capitulation qu'il redoutait tant, Louis Rossel est fait prisonnier et s'évade le jour même pour revenir en France par Luxembourg, Bruxelles et l'Angleterre. Il rejoint alors l'armée du Nord tandis que son père commande un bataillon à Paris. Au moment de l'armistice, seul officier supérieur de l'armée française à rejoindre la Commune, il déclare : « *je me range sans hésitation du côté de celui qui n'a pas signé la paix* ». Le 3 avril 1871, il est nommé chef d'état-major à la commission à la Guerre de la Commune de Paris et tente d'apporter un peu de discipline dans les rangs des fédérés. Connu pour son intransigeance, il accepte également le 16 avril la présidence de la cour martiale. Mais ses verdicts d'exécution des déserteurs ne sont pas suivis d'effet. C'est donc avec éclat qu'il démissionne le 9 mai, considérant que ses ordres ne sont pas suivis : « *je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et où personne n'obéit* ». La Commune le fait arrêter, le jugeant responsable de la perte du fort d'Issy. Il s'évade et se cache jusqu'à son arrestation par la police le 8 juin. Le 7 octobre 1871, Louis Rossel est condamné à mort, malgré une image dans l'opinion qui le présente comme un juste au milieu des communards. La sentence est exécutée au camp de Satory le 28 novembre, après une cérémonie de dégradation militaire.



GÉNÉRAL JAROSLAW DOMBROWSKI (JITOMIR, RUSSIE AUJOURD'HUI EN UKRAÏNE, 1836-PARIS, 1871)
Avec Walery Wroblewski, Jaroslaw Dombrowski est l'un des quelques militaires de métier à avoir basculé du côté de la Commune. Les deux Polonais ont de nombreux points communs. En effet, tous deux ont quitté une Pologne qui n'existe plus depuis qu'elle a été partagée entre ses trois voisins, la Russie, l'empire d'Autriche et la Prusse. Membres de la noblesse polonaise, tous deux se sont également battus pour la résurrection de leur nation lors de l'insurrection de Varsovie en 1863. Ils ont trouvé dans la France une patrie d'adoption et n'envisagent pas de renoncer à la guerre contre la Prusse. Formé chez les cadets de l'armée russe qui occupe son pays, Jaroslaw Dombrowski a été décoré pour ses campagnes dans le Caucase. Après sa rébellion en 1863, il est condamné à mort, condamnation commuée en quinze ans de travaux forcés au bagne. Sur le trajet qui le mène en Sibérie, il s'évade pour gagner Paris, où s'active une importante colonie d'exilés polonais. Il y noue des contacts personnels avec Eugène Varlin et Charles Delescluze. Pendant la guerre franco-prussienne, ses offres de service sont rejetées par le gouvernement de la Défense nationale. Le 6 avril 1871, son expérience militaire lui permet cette fois de recueillir le commandement de la place de Paris et de défendre le village de Neuilly contre les Versaillais. Mais ses recommandations tactiques ne sont pas entendues. Connaissant sa valeur militaire, Adolphe Thiers essaie en vain de l'acheter. Le dimanche 21 mai, Dombrowski est en première ligne pour tenter d'interrompre l'entrée des Versaillais dans Paris par la porte de Saint-Cloud. Il meurt à 34 ans au cours de la Semaine sanglante, alors que son compatriote Wroblewski, également actif sur les barricades du XIII^e arrondissement, parviendra à s'échapper, gagnera Londres et militera dans la 1^{re} Internationale jusqu'à sa mort en 1908.

Normalienne et agrégée d'histoire, Claire L'Hoër est notamment l'auteur d'une biographie d'Anne de Bretagne (Fayard, 2020). Elle a entrepris, par ailleurs, un travail de recueil de mémoires orales auprès de témoins anonymes du XX^e siècle – particulièrement de la Seconde Guerre mondiale – au sein de la société « Pour Mémoire ».

À LIRE de Claire L'Hoër



Le Siège et la Commune de Paris
Avec Alain Frèrejean
L'Archipel
344 pages
22 €





PETIT CHEF Ci-dessus : *Flourance (sic), chef de la Commune, 1871*. Dans ses *Mémoires d'un communard*, Jean Allemane révèle les causes de l'échec de l'offensive fédérée du 3 avril 1871, lancée en direction de Versailles : « on a permis aux femmes d'accompagner leurs maris (...). Etant donné que la sortie était une promenade qui se devait terminer par un vaste baiser Lamourette entre soldats et gardes nationaux, il était, en effet, inutile de se pourvoir de vivres et de munitions ». Aucun des chefs ne possède alors « les qualités qui forcent la victoire : ils se battent bravement mais ne savent rien diriger ». Parmi eux, le général Flourens (ci-dessus). Plongé dans un état de « lassitude morale et physique », il est tué dans une auberge de Rueil par un gendarme qui, « d'un coup de sabre formidable », lui « fend en deux la tête ».



La garde montante

Pris sur le vif, les dessins de Daniel Vierge, conservés au musée Carnavalet, témoignent de l'éclectisme de l'armée fédérée, où se croisent des soldats de toute prestance.

« Il y avait un peu de tout dans ces états-majors de la Commune, des souquenilles rouges, des mantes polonaises, des justaucorps hongrois, des vareuses de marin, et de l'or, du velours, des paillons, des chamarrures. » La phrase d'Alphonse Daudet est tirée de la passionnante anthologie de Claire L'Hoër et d'Alain Frèrejean, *Le Siège et la Commune de Paris. Acteurs et témoins racontent*. Les croquis de Daniel Vierge qu'a rassemblés le musée Carnavalet semblent avoir été réunis tout exprès pour l'illustrer. Théoriquement, les bataillons de la Garde nationale se distinguaient par leur pantalon

et leur képi bleu foncé, à bande et à passepoil rouges. Dans les faits, faute de moyens, leur tenue était souvent disparate. Durant la Semaine sanglante, alors que les Versaillais progressaient en fusillant de nombreux prisonniers, beaucoup abandonnèrent leur uniforme pour se dissimuler parmi les passants, après avoir détruit « par le feu des képis, par le jet dans les latrines des boutons de fer-blanc » (Paul Verlaine, *Confessions*). C'est là que, selon les mots de Victor de Compiègne, l'armée régulière se transformait en « juge suprême », contrôlant « si les mains [étaient] noires de poudre ».

93
AN
HISTOIRE



LES INDISCIPLINÉS Ci-contre : Chef communard à la colonne de Juillet. Commune, 1871. Dépourvus d'instruction et d'autorité, élus pour leur capacité à boire sec et à parler fort, les officiers fédérés se révèlent souvent incapables de faire appliquer leurs directives. Dans *Sous le drapeau rouge* (Albert Savine éd., 1889), l'écrivain communard Louis Barron se souvient du climat de désordre qui règne dans la capitale : « Paris n'a pas un état-major, (...) il en a cinquante. (...) Les moindres chefs ont une suite d'officiers et d'estafettes. Chaque légion a son état-major et chaque état-major est composé de jolis messieurs en jolis costumes dorés sur toutes les coutures, en bottes vastes et traînant de grands sabres. (...) A la Délégation, de 11 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, les bureaux sont envahis par des députations d'officiers qui viennent protester contre les généraux, de candidats malheureux protestant contre les élections, d'élus protestant contre les protestations. » En haut : Démolisseur de barricades, 1871.



LE TEMPS DES CERISES Ci-contre : Soldat de Garibaldi. Commune, 1871. Dans ses Cahiers rouges, parus entre 1908 et 1914, Maxime Vuillaume décrit l'abnégation des combattants fédérés de première ligne : « Mais il y a bataillon et bataillon. Il y a les bataillons qui font un service quelconque dans les innombrables administrations, ministères, mairies, casernes, directions de ci ou de ça. (...) L'uniforme toujours astiqué, les vivres assurés, les trente sous. Il n'y a pas à se faire de bile. Pour tout dire, dans ces bataillons-là, on ne risque pas de se faire trouer la peau. Il y a, à côté de ces bataillons privilégiés, les bataillons qui se battent. Un beau matin, le rappel bat dans le quartier. On s'habille à la hâte. On prend son flingot d'une main, sa cartouchière de l'autre. On embrasse la femme. Et, vite, au ralliement. Drapeau déployé, un petit tour d'abord à l'Hôtel de Ville, histoire de saluer la Commune, avant d'aller se battre. Puis leste aux avant-postes. » Page de droite : Femme à l'Hôtel de Ville, 2^e jour de la Commune, 1871.

VÉTÉRAN Ci-contre : Soldat communard, 1871. Dès sa proclamation, la Commune demande, selon le communard Jean-Baptiste Clément, que « tout citoyen soit soldat, qu'il ait son fusil à la tête même du berceau des enfants, à la place du Christ en croix et de la branche de buis béni ». Victor de Compiègne, un volontaire versaillais, se remémorera plus tard le profil varié des prisonniers fédérés : « Il y en avait là de tout âge, de tout grade et de tout uniforme ; des enfants de quinze ans et des vieillards ; des chefs de bataillon tout galonnés et des mendiants en guenilles ; des Vengeurs de Flourens et des Enfants du Père Duchêne, des chasseurs à pied, des zouaves, des lascars, des turcos, des housards (...). Nous fîmes une longue halte au haut du parc Monceau. Dans le parc, on fusillait les prisonniers pris les armes à la main ; j'en vis tomber ainsi quinze, puis une femme. »

À LIRE



Le Siège et la Commune de Paris
Claire L'Hoër
et Alain Frèrejean
L'Archipel
344 pages
22 €





Par Frédéric Valloire, Geoffroy Caillet, Philippe Maxence
et François-Joseph Ambroselli

Bibliothèque municipale

La Guerre contre Paris. 1871 : l'armée met fin à la Commune. Robert Tombs

L'armée des Versaillais fut-elle composée de ruraux enrégés, avinés, hostiles à la ville des dilapidateurs ? Efficace, méthodique, elle réprima ceux qu'elle imaginait être des criminels issus des classes dangereuses. La Semaine sanglante a été en effet une épuration planifiée, même si des milliers de fédérés négocièrent leur capitulation. En filigrane, selon Tombs, se profile un Etat bureaucratique où personne n'est responsable, où la conscience individuelle reste muette. Quant à la gauche révolutionnaire, elle allait désormais ranger l'insurrection parmi les fantômes. Ecrire ce maître livre dépassionné mais attentif aux hommes exigeait-il de voir Paris depuis Cambridge ? Assurément. **FV**

Flammarion, « Champs histoire », 2021, 480 pages, 12 €.



La Commune et les Communards
Jacques Rougerie

Ces pages du vétéran des historiens de la Commune gardent fraîcheur et pertinence tant elles ont renouvelé la réflexion sur cette période. Deux parties : « Paris insurgé. La Commune de 1871 » raconte le rêve d'en finir avec le vieux monde qui s'achève dans le sang et la République ; « Le procès des communards » alterne témoignages, pièces à conviction et commentaires historiques. Le communard ? Plus proche du sans-culotte et du quarante-huitard que du prolétaire du début du XX^e siècle, plus prisonnier d'un grand souvenir que conscient de son avenir. A l'ombre de Proudhon plus que de Marx. **FV**

Gallimard, « Folio histoire », 2018, 432 pages, 8,60 €.



La Commune de Paris, 1871. Les acteurs, l'événement, les lieux. Coordonné par Michel Cordillot

« Tout sur la Commune de Paris... ou presque : tel était notre but. » Les trente chercheurs qui ont collaboré aux quelque 1 500 pages de ce dictionnaire peuvent se féliciter de l'avoir atteint.

Conçu comme un nouveau volume du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* de Jean Maitron, leur ouvrage, qui est d'abord un fort bel objet, fait défiler notices individuelles et focus thématiques pour former une synthèse vigoureuse

et remarquablement illustrée. On regrette toutefois que le point de vue adopté conduise mécaniquement à une surreprésentation d'individus souvent sans épaisseur, qui rend plus sensible l'absence de notices consacrées aux protagonistes du camp opposé et aux victimes de la Commune, généraux exécutés le 18 mars ou otages fusillés. **GC**

Les Editions de l'Atelier, 2021, 1 442 pages, 34,50 €.

Le Siège et la Commune de Paris. Acteurs et témoins racontent
Alain Frèrejean et Claire L'Hoër

Comprendre à hauteur d'homme la Commune et le siège qui la précéda : c'est l'intention des auteurs de cet ouvrage passionnant et sans parti pris, qui fait le récit de l'année 1870-1871 en convoquant les témoignages de certains de ses protagonistes ou spectateurs, choisis pour leur rôle secondaire, qui les rend moins susceptibles de fanfaronnade. Au fil des pages, on voit apparaître toute la palette des sentiments qui animèrent les Français et saillir les anecdotes les plus inattendues. Ainsi de Renoir, qui faillit être fusillé tandis qu'il peignait au bord de la Seine, son style pictural l'ayant fait soupçonner d'être un espion versaillais affairé à dresser le plan des défenses du fleuve en vue d'une attaque ! De tout cela ressort une impression décisive, ainsi résumée par les auteurs : « *Aucun Français n'est sorti vainqueur de cet épisode douloureux* ». **GC**

L'Archipel, 2020, 344 pages, 22 €.



Les Communards

Jean-Pierre Azéma et Michel Winock

« Communards » fut le nom donné par les Versaillais ; entre eux, ils s'appelaient « communeux ». Solidaires, mais avec des nuances qui conduisent la Commune près de la scission. Pas de doctrine officielle, mais des tendances entre ceux de l'Hôtel de Ville et ceux de la rue, entre partisans d'une dictature révolutionnaire et militants d'une révolution sociale, entre blanquistes et jacobins, internationalistes et mutualistes.

De très nombreux artisans, quelques intellectuels, peu de figures de proue : la Commune reste anonyme. En empathie avec le communard en lequel il voit un « *révolutionnaire de type nouveau* », cet ouvrage publié en 1964, actualisé, se lit toujours avec plaisir. **FV**

Perrin, « Tempus », 2021, 224 pages, 8 €.





Le Brasier. Le Louvre incendié par la Commune. **Nicolas Chaudun**

Voici un livre écrit avec fougue et avec la passion de l'écrivain rédigeant son premier roman. Normal : Nicolas Chaudun, qui a dirigé la rédaction de *Beaux-Arts magazine*, n'a toujours pas digéré l'incendie qui emporta le château des Tuileries et menaça le Louvre et ses trésors. L'affaire a beau remonter à 1871 et à cette Semaine sanglante qui vit la Commune écrasée par les Versaillais, elle ne passe décidément pas. Non que l'auteur endosse la cause des uns ou des autres, mais la destruction du patrimoine, la chaleur même qui menaçait tant de trésors artistiques l'ont entraîné à raconter, avec un époustouflant sens du récit, ce terrible embrasement. Il bouscule aussi l'oubli honteux dans lequel on a voulu enfermer le vaillant conservateur au Louvre Henry Barbet de Jouy et l'héroïque commandant Bernardy de Sigoyer, qui eut le tort de mourir carbonisé. **PM Actes Sud, « Babel », 2021, 208 pages, 7,70 €.**

La Commune. De l'histoire au mythe. **François Broche**

Cette plaquette ne manque pas d'atouts : claire, bien informée, écrite avec vivacité, riche de notes surprenantes (ainsi Barrès fasciné par Louise Michel), elle contient en outre un chapitre sur les romans, les bandes dessinées et les films qui trouvent leur inspiration dans la Commune ou dans son mythe. Une curiosité : en bibliographie, un ouvrage du général Zeller consacré aux *Hommes de la Commune* que je n'ai jamais vu signalé ailleurs. Dernière originalité, Broche ne cache pas son point de vue, droitier. Avec une hypothèse des plus intéressantes. Malgré son échec, la Commune contribue à sauver une République encore fragile : « Si elle n'avait pas existé, il n'est pas douteux que l'Assemblée nationale eût imposé un retour à la monarchie. » **FV France-Empire, 2020, 150 pages, 15 €.**



La Commune de Paris racontée par les Parisiens. **Jean-François Lecaillon**

Comment les Parisiens ont-ils vécu la Commune ? Jean-François Lecaillon a rassemblé ici des extraits de journaux intimes et de lettres qui racontent les soixante-douze jours de la Commune vus par les habitants de son théâtre. Si les sources existantes favorisent surtout la voix de la bourgeoisie parisienne, elles mettent cependant en lumière des opinions moins tranchées qu'attendu. Très majoritairement hostiles à la Commune, les Parisiens savent aussi excuser ou expliquer les attitudes des communards. Ils sont surtout durablement traumatisés, tant par le spectacle de leur ville en proie à l'incendie mené par la « canaille » que par la répression sans mesure menée par l'armée de Versailles, qu'un témoin appelle à « distinguer les hommes ». Un livre très éclairant. **GC L'Artilleur/Bernard Giovanangeli éditeur, 2021, 264 pages, 20 €.**



La Face cachée de la Commune. **Hélène Lewandowski**

Historienne de l'architecture, Hélène Lewandowski analyse l'« Année terrible » sous l'angle des bâtiments parisiens, qui eurent tant à souffrir : des bombardements, de la « barrière de flammes » dressée par les insurgés, de l'ordre donné par la Commune de réduire en cendres chaque maison d'où partiraient des tirs hostiles. Selon elle, cet embrasement généralisé aurait donné à la bourgeoisie l'occasion de moderniser Paris. Son livre révèle aussi les quelques réjouissances auxquelles il donna lieu, comme ce tourisme des ruines pratiqué par des « troupes d'Anglais » venus admirer les monuments que le feu avait laissés pantelants. **F-JA Les Editions du Cerf, 2018, 240 pages, 20 €.**



La Commune des écrivains. Paris, 1871 : vivre et écrire l'insurrection. **Anthologie établie par Alice de Charentenay et Jordi Brahamcha-Marin**

Ils sont tous là. Pas un ne manque. Il y a ceux qui ont vécu la Commune au jour le jour (si la place de Rimbaud est quelque peu abusive, celle d'Edmond de Goncourt est justifiée), et qui sombrent souvent dans l'excès et la violence (ainsi Etienne Carjat et Alexandre Dumas fils) ; ceux qui la racontent rétrospectivement dans des romans (Vallès, Darien) ou dans des témoignages (Nadar) ; ceux qui ont subi l'exil (Louise Michel, Henri Rochefort), la déportation, avant de bénéficier de l'amnistie. Et même ceux qui en tirent les leçons, de Bernanos à Jean-Paul Sartre en passant par Lénine. Un ensemble complet et intelligent, où toutes les sensibilités sont représentées. **FV Gallimard, « Folio classique », 2021, 800 pages, 10,90 €.**

Histoire de la Commune de 1871. **Prosper-Olivier Lissagaray**

Publié pour la première fois en 1876, cet ouvrage militant fut d'abord interdit en France. Et pour cause : son auteur s'était battu sur les barricades pendant la Semaine sanglante. Son récit de « la plus haute marée du siècle » n'est donc pas dénué de parti pris. Habile à déployer un vocabulaire héroïque lorsqu'il parle de ses camarades de lutte, il trempe sa plume dans l'eau glacée quand il décrit les « horribles vautours » de Versailles. Son plaidoyer, enrichi des témoignages de nombreux proscrits et déportés, n'en est pas moins talentueux et en dit long sur l'esprit batailleur des anciens de la Commune. **F-JA La Découverte, « La Découverte Poche / Sciences humaines et sociales », 2005, 532 pages, 14,50 €.**



L'Année terrible



De la capitulation de Napoléon III à Sedan à la chute de la dernière barricade, Paris a connu neuf mois de résistance et de rêve de révolution sociale avant de se soumettre.

La France en guerre

2 SEPTEMBRE 1870 Encerclé à Sedan, Napoléon III, qui a déclaré imprudemment la guerre à la Prusse le 19 juillet et a cherché en vain la mort sur le champ de bataille, doit capituler. Les Allemands, qui tiennent le nord-est de la France, marchent sur Paris.

4 SEPTEMBRE 1870 Une foule de Parisiens envahit le Palais-Bourbon aux cris de « *La déchéance ! Vive la République !* ». Vers 16 heures, Léon Gambetta proclame la République du balcon de l'Hôtel de Ville. Un « gouvernement de Défense nationale », présidé par le général Trochu, est aussitôt constitué « *pour sauver la patrie en danger* ».

5 SEPTEMBRE 1870 A Paris, les socialistes et les révolutionnaires forment des comités de vigilance dans chaque arrondissement : ils se regroupent au sein du Comité central républicain de Défense nationale des vingt arrondissements chargé de mobiliser la population contre l'envahisseur.

19 SEPTEMBRE 1870 Les Allemands encerclent Paris : la capitale est coupée du reste de la France. Le même jour, à Ferrières-en-Brie, le ministre des Affaires étrangères français, Jules Favre, rencontre Otto von Bismarck afin de mettre un terme à « *une guerre qui n'a plus d'objet* ». Le chancelier allemand exige l'Alsace et une partie de la Lorraine : le gouvernement refuse, condamnant Paris à un siège de cent trente-deux jours.

22 SEPTEMBRE 1870 A Paris, le Comité central des vingt arrondissements demande en vain l'élection d'une « *Commune souveraine* » ayant pour but « *le gouvernement direct des citoyens par eux-mêmes* ».

5 OCTOBRE 1870 Les Allemands sont à Versailles : le roi de Prusse, Guillaume I^{er}, transfère son quartier général à la préfecture de la ville, tandis que le château fait office d'ambulance.

7 OCTOBRE 1870 Devenu ministre de l'Intérieur, Léon Gambetta quitte Paris en ballon pour rejoindre Tours et y organiser la défense nationale : il s'écroule près de Beauvais, dans l'Oise. Il réussira néanmoins à atteindre son objectif deux jours après, en voiture, à cheval et en train.

11 OCTOBRE 1870 Orléans est prise par les Allemands. Cinq jours plus tard, Soissons, assiégée depuis le 11 septembre, signe sa reddition. Le 18 octobre, les casques à pointe sont devant Châteaudun : la ville tombe après de violents combats.

21 OCTOBRE 1870 Première bataille de Buzenval. Afin de libérer la route de Versailles, les Français tentent une sortie à Rueil-Malmaison, mais ne parviennent pas à percer les lignes ennemies.

27 OCTOBRE 1870 Assiégée depuis le 20 août, Metz capitule et livre aux Allemands la principale armée française, forte d'environ 150 000 hommes.

28 OCTOBRE 1870 Quelques centaines de francs-tireurs reprennent le village du Bourget, au nord de Paris. Ils en seront chassés deux jours plus tard par les Allemands.

31 OCTOBRE 1870 Adolphe Thiers se rend à Versailles pour négocier – en vain – un armistice avec Bismarck. Lassés des récents échecs et furieux de cet aveu de défaite, des centaines de Parisiens, conduits par le révolutionnaire Gustave Flourens, envahissent l'Hôtel de Ville aux cris de « *Vive la Commune !* » et séquestrent certains membres du gouvernement. Les insurgés sont finalement chassés le soir même par les « bons bataillons » de la Garde nationale, venus des quartiers bourgeois. Gustave Flourens est emprisonné : il sera libéré le 21 janvier 1871 par des gardes nationaux.

3 NOVEMBRE 1870 Pour calmer les passions, le gouvernement organise un plébiscite : 557 996 électeurs se prononcent pour son maintien (contre 62 638).

5-7 NOVEMBRE 1870 Aux élections des municipalités d'arrondissements, les quartiers populaires de l'est de Paris (XI^e, XVIII^e, XIX^e, XX^e) tombent aux mains de candidats radicaux ou révolutionnaires.

9 NOVEMBRE 1870 Mise sur pied par Léon Gambetta, l'armée de la Loire surprend les Bavarois près du village de Coulmiers. Au lieu d'exploiter leur victoire, les Français se retranchent le 12 novembre à Orléans, désertée par les Allemands. Le 4 décembre, l'ennemi reprendra finalement la ville.

30 NOVEMBRE-2 DÉCEMBRE 1870 L'armée du général Ducrot sort de Paris pour tenter une percée à Champigny, mais ne parvient pas à briser l'encercllement ennemi. Les 21 et 22 décembre, une autre

PHOTOS : © PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/VERLAG MILITARIA.

tentative de sortie échoue devant le village du Bourget.

5 JANVIER 1871 De violents bombardements commencent à s'abattre sur Paris. Dans la nuit, la Délégation des vingt arrondissements de Paris (nouveau nom du Comité central des vingt arrondissements depuis le 1^{er} janvier) fait placarder dans les rues une affiche rouge : elle réclame la démission des « *hommes de l'Hôtel de Ville* » afin qu'ils laissent « *le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance* ». Dans les semaines qui suivent, les armées de Gambetta sont vaincues dans le Nord, sur la Loire et dans l'Est.

18 JANVIER 1871 Bismarck fait proclamer l'Empire allemand dans la galerie des Glaces du château de Versailles.

19 JANVIER 1871 Seconde bataille de Buzenval. Lancés par Trochu, 90 000 soldats tentent une sortie à Rueil-Malmaison, Garches et Saint-Cloud. C'est un carnage : plus de 4 000 Français sont mis hors de combat. Le 22 janvier, le général Vinoy remplacera Trochu – qui restera à la tête du gouvernement – au poste de commandant en chef de l'armée de Paris. Il s'attellera à museler les partisans de la « *guerre à outrance* ».

22 JANVIER 1871 Indignés contre le tiédeur du gouvernement, les gardes nationaux de l'Est parisien marchent sur l'Hôtel de Ville : ils sont repoussés par les mobiles de Bretagne et de Vendée, faute d'avoir réussi à mobiliser les « *bons bataillons* » des quartiers bourgeois.

28 JANVIER 1871 Un armistice est signé : 200 000 mobiles et soldats de ligne sont désarmés. La France s'engage à élire une Assemblée pour ratifier la paix. De nombreux Parisiens se sentent trahis par les « *ruraux* ». Craignant un soulèvement, Jules Favre a néanmoins obtenu de Bismarck que la Garde nationale conserve son armement.

Les prémices de la Commune

8 FÉVRIER 1871 Election de l'Assemblée nationale : les monarchistes remportent la majorité.

15 FÉVRIER 1871 Réunie à Bordeaux, l'Assemblée vote la suppression de principe de la solde des gardes nationaux. Le même jour, à Paris, des bataillons constituent spontanément une fédération républicaine provisoire de la Garde nationale, sorte de milice révolutionnaire.

17 FÉVRIER 1871 Adolphe Thiers est nommé chef du pouvoir exécutif de la République française par l'Assemblée nationale.

26 FÉVRIER 1871 A Versailles, Bismarck et Thiers signent les préliminaires de paix : la France s'engage à céder l'Alsace et la Lorraine mosellane et à verser une indemnité de 5 milliards de francs-or. En outre, elle autorise les Prussiens à pénétrer dans les quartiers ouest de la capitale. Le même jour, la Garde nationale commence à regrouper ses canons – achetés par souscription – vers les buttes de Belleville et de Montmartre.

27 FÉVRIER 1871 Alors que des manifestations hostiles au gouvernement se succèdent à Concorde et à Bastille, le général Vinoy entame le repli de ses troupes régulières vers la rive gauche, laissant les quartiers populaires aux mains des radicaux.

1^{ER} MARS 1871 A Bordeaux, malgré l'opposition des députés de Paris, l'Assemblée nationale ratifie les préliminaires de paix par 546 voix contre 107. Le même jour, les troupes allemandes entrent dans Paris par la barrière de l'Etoile et défilent sur les Champs-Élysées. Ils occupent l'Ouest parisien (l'Etoile, la Muette, les Ternes) pendant trois jours.

3 MARS 1871 La Garde nationale s'empare de plus d'un million de cartouches entreposées à la manufacture des Gobelins.

10 MARS 1871 L'Assemblée vote l'abrogation du moratoire des loyers et exige des commerçants parisiens qu'ils règlent leurs échéances immédiatement. Le même jour, elle officialise la suppression de la solde de 30 sous des gardes nationaux, sauf pour ceux qui peuvent faire preuve de leur « *indigence* », et décide le transfert de l'Assemblée à Versailles.

13 MARS 1871 Déterminé à « *soumettre Paris* », Thiers installe son gouvernement dans la capitale.

15 MARS 1871 L'assemblée générale de la Fédération républicaine de la Garde nationale vote ses statuts « *définitifs* » ainsi que ceux du Comité central de la Garde nationale, son instance exécutive.

18 MARS 1871 Au petit matin, sur ordre de Thiers, des milliers de soldats se lancent à l'assaut de Montmartre et de Belleville pour tenter de récupérer les canons de la Garde nationale. A Montmartre, la population se soulève, fraternise avec les « *réguliers* », rameute les bataillons, et installe des barricades dans tout l'arrondissement. En début d'après-midi, les gardes nationaux des quartiers populaires lancent une contre-



UNIFORME FANTAISISTE Ci-contre et page de gauche : capote de communard, en drap gris verdâtre, et képi de fédéré, 1871 (Paris, musée de l'Armée). Ni l'un ni l'autre ne correspondent à aucun règlement militaire. De coupe grossière, la capote fut certainement cousue par une couturière civile. Chacun de ses boutons est orné de l'emblème du coq et frappé de l'inscription « *Garde nationale mobile* ». Un coup de sabre est probablement à l'origine de la déchirure visible sur la manche gauche.

attaque en direction de l'Hôtel de Ville : l'armée et le gouvernement évacuent Paris pour se replier à Versailles. Vers 17 heures, les généraux Lecomte et Clément-Thomas sont sommairement exécutés à Montmartre. A minuit, les insurgés tiennent les grandes casernes de la ville, la Préfecture de police, six mairies d'arrondissement, la place Vendôme, le ministère de la Justice et l'Hôtel de Ville.

19 MARS 1871 Le Comité central met ses revendications au propre : élection d'un conseil municipal ; suppression de la Préfecture de police ; arrêt des nominations arbitraires des officiers de la Garde nationale ; suspension du paiement des échéances commerciales pour trois mois ; retrait de l'armée à vingt lieues de Paris ; remise des loyers échus supérieurs à 500 francs.

20 MARS 1871 Le Mont-Valérien, dont le gros de la garnison avait été appelé le 18 mars à Versailles pour protéger le gouvernement, est réoccupé par les troupes versaillaises. Le même jour, l'Assemblée nationale se réunit pour la première fois à Versailles pour discuter des revendications des Parisiens. Les députés se décident à « combattre l'émeute ».

22 MARS 1871 Une manifestation des « Amis de l'ordre », opposants à l'insurrection, est réprimée place Vendôme : neuf manifestants et un fédéré restent sur le pavé. Le même jour, à Lyon, des révolutionnaires envahissent l'Hôtel de Ville et proclament la Commune : elle ne durera que trois jours. D'autres Communes éphémères seront proclamées à Marseille (23 mars-4 avril), à Narbonne (24-31 mars), à Toulouse (24-27 mars), à Saint-Etienne (24-28 mars) et au Creusot (26 mars).

26 MARS 1871 Le Comité central organise des élections municipales : sur près de 230 000 votants, les candidats de la Commune obtiennent environ 190 000 voix, contre près de 40 000 pour les partisans d'un retour à l'ordre. Thiers ordonne aux préfets de province de recruter des volontaires pour la constitution d'une armée de reconquête.

28 MARS 1871 La Commune est proclamée depuis le balcon de l'Hôtel de Ville.

La Commune

29 MARS 1871 Afin que « la propriété fasse au pays sa part de sacrifices », les élus de la Commune ordonnent la remise, pour les locataires, des termes d'octobre, de janvier et d'avril. La conscription et l'armée de métier sont abolies, tandis que la vente des objets déposés au mont-de-piété est suspendue.

2 AVRIL 1871 La Commune vote la séparation de l'Eglise et de l'Etat et supprime le budget des cultes. Le même jour, les troupes versaillaises prennent d'assaut Courbevoie et enlèvent le pont de la ville, ainsi que celui de Neuilly.

3 AVRIL 1871 Trois colonnes de fédérés lancent une contre-offensive et s'ébranlent en direction de Versailles par les routes de Rueil, Bougival et Châtillon : c'est un désastre. Accueillis par une pluie d'obus, de nombreux communards refluent en désordre vers Paris. Gustave Flourens, l'un des meneurs de l'expédition, est surpris par des gendarmes dans une auberge, puis tué d'un coup de sabre à la tête. Le 6 avril, après de furieux combats sur le plateau de Châtillon, les derniers fédérés se replient.

5 AVRIL 1871 Trois journaux pro-versaillais (le *Constitutionnel*, le *Journal des débats* et *Paris-Journal*) sont saisis. Une vingtaine d'autres journaux seront « suspendus » dans les semaines qui suivent.

6 AVRIL 1871 La Commune publie le « décret des otages » adopté la veille : « Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement régulier de la Commune de Paris sera, sur-le-champ, suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus (...), désignés par le sort ». Quelques dizaines d'otages – surtout des gendarmes et des prêtres – sont emprisonnés. Le même jour, Mac Mahon est nommé à la tête de l'armée versaillaise : grâce à la libération de 60 000 prisonniers par Bismarck, elle comptera bientôt 130 000 hommes, contre 25 000 à 30 000 combattants communards.

8 AVRIL 1871 L'artillerie versaillaise entame le pilonnage continu des quartiers ouest de Paris. Les villages alentour (Courbevoie, Asnières, Neuilly, Vanves, Issy, Montrouge) ne seront pas épargnés.

12 AVRIL 1871 La Commune vote la démolition d'un « monument de barbarie » :

la colonne Vendôme. Elle sera abattue le 16 mai.

16 AVRIL 1871 Marquée par les démissions, la Commune est contrainte d'organiser des élections complémentaires : le taux d'abstention dépasse les 70 %. Le même jour, elle décrète la réquisition des ateliers abandonnés, qui seront confiés aux associations ouvrières, et accorde aux commerçants un délai de trois ans pour rembourser leurs dettes.

19 AVRIL 1871 La Commune fait sa « Déclaration au peuple français » : elle exige une autonomie absolue, la propagation de son modèle « à toutes les localités de la France », et annonce « une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique » avant de conclure : « ce combat (...) ne peut finir que par le triomphe de l'idée communale ou par la ruine de Paris ! ». Le même jour, les Versaillais s'emparent d'Asnières : le plan de Mac Mahon est de fixer le plus de bataillons communards au nord-ouest afin de préparer son offensive finale au sud.

20 AVRIL 1871 La Commission exécutive de la Commune interdit le travail de nuit des garçons boulangers.

23 AVRIL 1871 Thiers met en place le blocus alimentaire de Paris.

24 AVRIL 1871 Les logements vacants de Paris sont réquisitionnés en faveur de ceux qui ont perdu leur habitation dans les bombardements.

25 AVRIL 1871 Une trêve de huit heures permet l'évacuation des « non-combattants » de Neuilly.

27 AVRIL 1871 Un décret de la Commune interdit aux employeurs de sanctionner leurs ouvriers au moyen d'amendes ou de retenues sur salaire.

1^{ER} MAI 1871 Pour remédier à la lenteur de ses prises de décision, notamment au sujet de la conduite des affaires militaires, la Commune vote la création d'un Comité de salut public.

3-4 MAI 1871 Dans la nuit, l'armée versaillaise s'empare de la redoute du Moulin-Saquet, à Vitry. Le 5 mai, elle investit le village de Clamart.

8 MAI 1871 Thiers adresse un ultimatum aux Parisiens : « dans très peu de jours, nous serons dans Paris. (...) Vous pouvez contribuer

à vous sauver vous-mêmes, en rendant l'assaut inutile, et en reprenant votre place dès aujourd'hui au milieu (...) de vos frères ».

9 MAI 1871 Le fort d'Issy, verrou de la défense parisienne, tombe aux mains des Versaillais. Le délégué à la Guerre, Louis Rossel, qui se plaint que « *tout le monde délibère* » et que « *personne n'obéi[sse]* », démissionne (la Commune le fera arrêter pour trahison, mais il réussira à s'évader). Il est remplacé par le très jacobin Charles Delescluze. Le Comité de salut public, blâmé pour son inertie et ses décisions hasardeuses, est quant à lui « *renové* ».

10 MAI 1871 Signature du traité de paix de Francfort par Bismarck et Jules Favre, ministre des Affaires étrangères. Le 18 mai, il sera ratifié par l'Assemblée nationale.

11 MAI 1871 En réponse à son ultimatum, la Commune décrète la démolition de l'hôtel particulier de Thiers, situé sur la place Saint-Georges, afin d'y établir un « *square public* ».

12 MAI 1871 Les objets déposés au mont-de-piété peuvent être retirés gratuitement, sous réserve que leur valeur ne dépasse pas les 20 francs.

13 MAI 1871 Le fort de Vanves, dernier obstacle à la reconquête de Paris, est pris par les Versaillais.

14 MAI 1871 Les insurgés proposent aux Versaillais d'échanger leurs 74 otages contre Auguste Blanqui, qui avait été arrêté préventivement en province le 17 mars. Thiers refuse : « *Rendre Blanqui à l'insurrection, [ce serait] lui envoyer une force égale à un corps d'armée.* »

15 MAI 1871 La Commune lance un appel aux grandes villes de France : « *Qu'attendez-vous donc pour vous lever ?* » Le même jour, 22 élus du Conseil de la Commune, membres de la « *minorité* », faction politique anti-autoritaire, signent un manifeste pour protester contre la toute-puissance du Comité de salut public : « *la Commune de Paris a abdiqué son pouvoir entre les mains d'une dictature* ».

21 MAI 1871 Vers 15 heures, alors que la population assiste au concert donné dans le jardin des Tuileries au profit des endeuillés de la Garde nationale, les troupes versaillaises entrent dans Paris par la poterne du Point-du-Jour, laissée déserte.

LA LUTTE FINALE

Ci-contre : détail de l'affiche *Le Dernier Jour de la Commune, Paris, 1871* (Paris, musée Carnavalet), réalisée en 1883 par Léon Choubrac, dit Hope, afin de faire la promotion du grand panorama peint par Castellani sur la Commune, et visible au 26, rue de Bondy (actuelle rue René-Boulanger) dans le X^e arrondissement.

La Semaine sanglante

22 MAI 1871 A 3 heures du matin, les Versaillais tiennent le Trocadéro puis, dans la matinée, prennent le contrôle de la place de l'Etoile et de l'Ecole militaire. En fin de journée, ils occupent les quartiers de Saint-Lazare et de Montparnasse.

23 MAI 1871 Les Versaillais reconquièrent Montmartre. En fin d'après-midi, les incendies commencent : l'ordre est donné de brûler chaque maison d'où partiraient des tirs contre les fédérés. La rue de Lille et les Tuileries s'embrasent. La rue Royale et la place de la Madeleine tombent : pour retarder l'avance de l'armée versaillaise, tout le quartier est incendié.


24 MAI 1871 A l'aube, le gouvernement tient la moitié de la ville. Les élus de la Commune quittent l'Hôtel de Ville, qui est ensuite incendié, pour se replier dans la mairie du XI^e arrondissement. Le palais de Justice, le palais d'Orsay, la Préfecture de police, sont également en proie aux flammes. Dans la soirée, les Versaillais sont au Panthéon : la ligne de front s'étend de la gare de l'Est au parc Montsouris. La nuit venue, les communards exécutent six otages, parmi lesquels Mgr Darboy, archevêque de Paris.

25 MAI 1871 Après avoir tenté en vain de passer la porte de Vincennes pour obtenir la médiation des Allemands, Charles Delescluze remet ses pouvoirs à Eugène Varlin et part se faire tuer sur la barricade couvrant l'entrée du boulevard du Prince-Eugène (aujourd'hui Voltaire). Dans l'après-midi, 5 dominicains de l'école

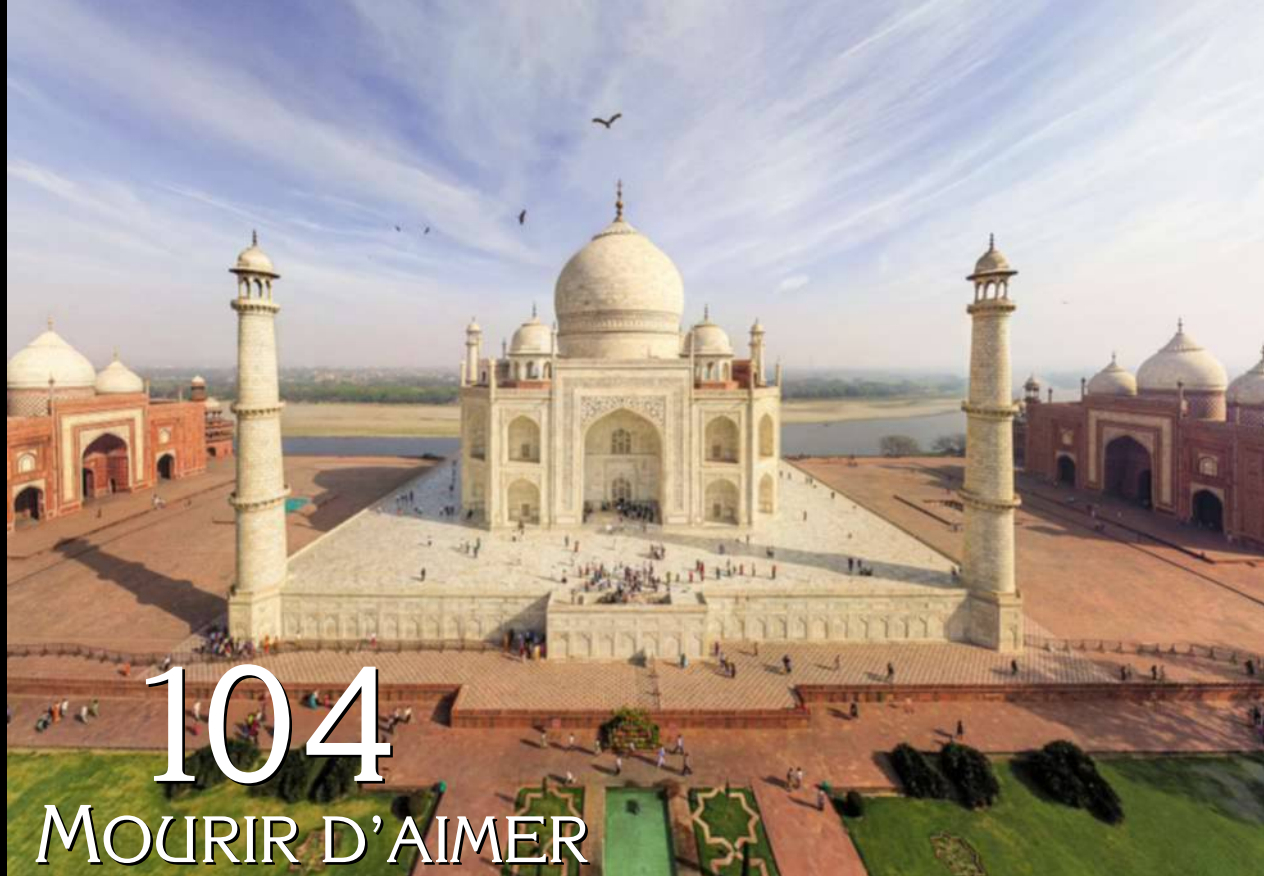
Albert-le-Grand d'Arcueil, suspectés d'être de mèche avec les Versaillais, sont massacrés avenue d'Italie avec 9 de leurs employés. A la nuit tombée, les insurgés ne tiennent plus que les XIX^e et XX^e arrondissements, ainsi qu'une partie des X^e et XI^e. Entre 3 000 et 4 000 combattants de la Commune continuent à défendre les barricades face aux cinq corps d'armée de Mac Mahon. Les élus se replient à la mairie du XX^e, rue de Belleville.

26 MAI 1871 51 otages sont fusillés au 85 de la rue Haxo : 11 prêtres et religieux, 36 gendarmes, et 4 anciens indicateurs de police. En fin de journée, les derniers insurgés sont retranchés dans une demi-lune allant du canal de l'Ourcq à la porte de Vincennes. Derrière eux, les Allemands empêchent toute retraite.

27 MAI 1871 Epuisé et désespéré, Varlin remet ses pouvoirs au colonel Parent. Les troupes de ligne progressent dans les quartiers de Belleville et de Ménilmontant. Les Buttes-Chaumont et le Père-Lachaise sont repris après des combats acharnés. Les prisonniers sont exécutés sommairement.

28 MAI 1871 Les Versaillais s'emparent des hauteurs de Belleville. Dans l'après-midi, des coups de feu retentissent rue de la Fontaine-au-Roi et rue Ramponeau : les dernières barricades tombent. A 16 heures, la reconquête de Paris est achevée. 





104 MOURIR D'AIMER

C'EST LE MONUMENT LE PLUS CÉLÈBRE D'INDE ET SANS DOUTE LE TOMBEAU LE PLUS FRÉQUENTÉ AU MONDE. MIRACLE DE MARBRE BLANC ET JOYAU DE L'ART MOGHOL DU XVII^E SIÈCLE, LE TAJ MAHAL FUT LE TÉMOIGNAGE DE L'UNE DES PLUS ÉTONNANTES HISTOIRES D'AMOUR.

112 TOUTES VOILES DEHORS

SA SILHOUETTE EST LA PLUS FAMILIÈRE DE LA PLACE DE LA

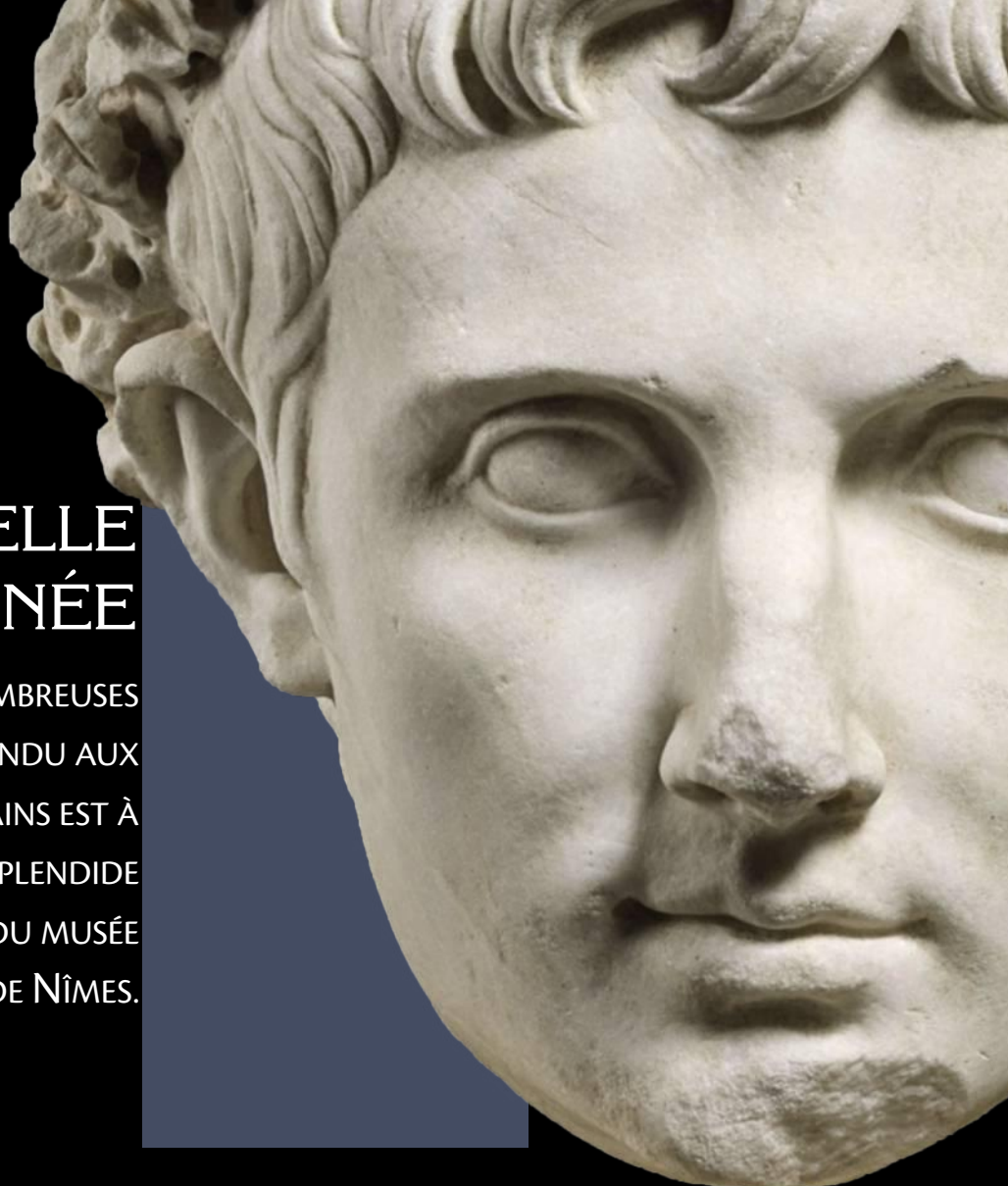


CONCORDE. ANCIEN GARDE-MEUBLE DE LA COURONNE, PUIS SIÈGE DE L'ÉTAT-MAJOR QUI LUI DONNA SON NOM, L'HÔTEL DE LA MARINE ROUVRE SES PORTES AU PUBLIC, APRÈS QUATRE ANS DE TRAVAUX. UNE PREMIÈRE DEPUIS LA RÉVOLUTION.

116

IMMORTELLE RANDONNÉE

OBJET DE NOMBREUSES
MÉPRISES, LE CULTE RENDU AUX
EMPEREURS ROMAINS EST À
L'HONNEUR DANS LA SPLENDIDE
EXPOSITION DU MUSÉE
DE LA ROMANITÉ DE NÎMES.



ET AUSSI



STORIAVOCE, L'HISTOIRE AU FIL DES ONDES

PREMIÈRE WEBRADIO CONSACRÉE À L'HISTOIRE, STORIAVOCE
ALTERNE GRANDS ENTRETIENS ET COURS D'HISTOIRE POUR CRÉER
DES PONTS ENTRE MONDES UNIVERSITAIRE ET SCOLAIRE.

RENCONTRE AVEC SON FONDATEUR ET ANIMATEUR, CHRISTOPHE DICKÈS.

À LA VIE, À LA MORT

Le majestueux mausolée de marbre blanc dominant les jardins, symboles du paradis, témoigne depuis plus de trois siècles et demi du profond amour qui lia l'empereur moghol Shah Jahan à son épouse.

© PHILIPPE BOURSEILLER/HEMIS.

Mourir d'aimer

Par Philippe Bénet et Renata Holzbachová

« Requiem » en marbre blanc, le mausolée du Taj Mahal représente la quintessence de l'art moghol en Inde du Nord. Edifié au XVII^e siècle par l'empereur musulman Shah Jahan, inconsolable après le décès de son épouse favorite, c'est le rendez-vous des amoureux du monde entier.





LA PORTE DU PARADIS En haut : le Darwaza-i rauza, la porte principale, sépare la cour intérieure (*jilaukhana*) des jardins ouvrant sur le mausolée. L'*iwan* central, caractéristique de l'architecture perse, est incrusté de citations du Coran. Ci-dessus, à gauche : l'empereur Shah Jahan (1628-1658) et son épouse Mumtaz Mahal (« merveille du palais »). Accablé de chagrin à la mort prématurée de sa bien-aimée, le cinquième Grand Moghol fit bâtir le Taj Mahal comme somptueux tombeau pour honorer la mémoire de sa femme préférée. Ci-dessus, à droite : Jackie Kennedy posant devant le Taj Mahal en mars 1962. La First Lady avait été impressionnée par l'idylle hors norme du couple impérial et avait émis le vœu de revenir seule, à la nuit tombée, pour contempler « *le monument de l'amour* ».

Jackie Kennedy fut l'invitée de marque qui laissa la plus forte impression au peuple indien. En mars 1962, avec sa sœur Lee, la First Lady fit un tour en éléphant caparaçonné et poudré comme pour un festival, assista à un match de polo où jouait Sawai Man Singh II, le très séduisant maharajah de Jaipur, et occupa une suite luxueuse au Rambagh Palace. L'icône du chic des années 1960 changea cinq fois de tenue dans la journée et choisit une robe « trois trous » avec des motifs floraux très « arabisants » pour visiter le Taj Mahal (« la couronne du palais »). Un vieux sage à lunettes lui raconta l'histoire de cet empereur musulman moghol, Shah Jahan (« roi du monde » en persan), souverain d'un territoire immense et prospère, qui fit édifier au XVII^e siècle un somptueux tombeau pour honorer celle qu'il adorait, Mumtaz Mahal (« merveille du palais » en persan). Laquelle avait perdu la vie en la donnant à leur quatorzième enfant.

Ce qui avait impressionné Jackie Kennedy, c'était la modernité de ce couple impérial. Ils sont adolescents lorsqu'ils tombent éperdument amoureux l'un de l'autre, avant de se marier. Mumtaz vient d'une famille persane de petite noblesse. Shah Jahan est sur le trône. Quel formidable pied de nez aux conventions indiennes, les mariages étant toujours « arrangés » par les familles, surtout dans les campagnes, et les parents de la future mariée devant s'endetter pendant des années pour payer la dot, qui peut représenter cinquante fois le revenu annuel moyen. Sans parler du système de castes, qui perdure chez les hindous comme chez les musulmans. Ce qui la fascinait aussi, c'était la vie aventureuse de ce couple hors norme et l'importance donnée à l'impératrice, à qui Shah Jahan déléguait tous ses pouvoirs. Signant des lois, donnant son avis sur la politique, Mumtaz Mahal le suivait dans tous ses déplacements. Quelle différence avec cette Inde qui compte la communauté musulmane la plus importante (195 millions de croyants) après l'Indonésie et le Pakistan, et où les femmes musulmanes

demeurent, la plupart du temps, confinées chez elles, comme dans presque tous les pays islamiques. A la fin de sa visite, Jackie formula une seule requête : pouvoir revenir seule, à la nuit tombée, afin de contempler « *le monument de l'amour* », selon l'expression des Indiens, éclairé par la lumière lunaire.

Au milieu d'autres Indiens, urbains et bedonnants, ce groupe de paysannes ne passe pas inaperçu. Elles jaspinent, gesticulent, font des selfies devant l'entrée du Taj Mahal, à Agra. Située à 180 km au

est doté d'une salle des audiences publiques (Diwan-i-Am), où les princes recevaient leurs sujets, et d'une salle des audiences privées (Diwan-i-Khas) : un vocabulaire persan, adopté dans les cours mogholes. Autre « emprunt » : la compagnie bien fournie de concubines qui « égayaient » les palais et leurs occupants – *zenana* pour les maharadjahs ; harem chez les Moghols.

Ce qui a convaincu ces Rajasthanaises d'accourir à Agra, ce sont des articles alarmistes de journaux hindous sur l'état

La progression vers le tombeau fut conçue comme un chemin spirituel.

sud-est de Delhi, cette ville sans charme se trouve dans l'Etat le plus peuplé de l'Inde, l'Uttar Pradesh. Leurs robes brodées de fils d'or et leurs masques rouges anticovid étincellent au milieu des marchands de souvenirs qui ont envahi un vaste quartier jadis appelé Taj Ganj. S'y dressait, il y a bien longtemps, un caravansérail où s'installaient les caravanes qui avaient traversé le désert. Fermé pendant plusieurs mois pour cause de Covid-19, le monument devait rouvrir ses portes le 31 mai, alors même que l'épidémie ne semblait pas faiblir dans le pays. Croyant dans la réincarnation, les hindouistes n'ont pas le même rapport à la mort que nous : tandis que montait partout la fumée des bûchers, les grandes processions religieuses n'avaient pas été interrompues. Or le Taj Mahal est la principale attraction touristique de l'Inde. Il accueille d'ordinaire autant de visiteurs annuels que le château de Versailles.

Délaissant les travaux des champs, ces femmes ont quitté, la veille, leur village de l'Etat voisin du Rajasthan, marquée de tentaculaires forteresses des maharadjahs. En faisant allégeance aux princes moghols au XVI^e siècle, ces rois de la dynastie rajpoute ont permis l'épanouissement d'un style indo-musulman qui a enjolivé leurs demeures. Ainsi, chacun des palais de Jaipur, d'Udaipur, de Jodhpur et de Bikaner

du précieux cénotaphe. Le marbre qui le recouvre aurait jauni en raison de la pollution chimique environnante, et le projet pharaonique de métro dans la ville pourrait entraîner son affaissement.

L'enceinte qui sert d'écrin au célèbre catafalque, posé au bord de la rivière Yamuna, s'étend sur plus de 22 ha orientés nord/sud et fermés par de hauts murs d'enceinte. On accède d'abord à une première cour-jardin appelée *jilaukhana*, où les voyageurs descendaient de cheval ou d'éléphant. Les angles sont occupés par quatre pavillons : les deux plus modestes sont des mausolées où reposent les deux autres épouses de Shah Jahan. Cette cour était destinée à se purifier et à se préparer. La progression vers le tombeau fut en effet conçue comme un chemin spirituel, passant par cet espace de purification avant de traverser les jardins ouvrant sur le mausolée. Pour accéder aux jardins, on franchit ensuite un monumental portail de grès rouge, le Darwaza-i rauza, décoré d'un *iwan* (entre niche et porche) encadré par deux tours octogonales et incrusté d'arabesques et d'inscriptions coraniques en marbre blanc (1648). On savoure alors la « récompense » : le Chahar bagh, nom de ces jardins odorants qui s'épanouissent sur 17 ha et conduisent le regard vers le sublime tombeau.





Nos femmes indiennes se taisent maintenant, subjuguées par cette impression de légèreté et de paix éternelle qui se dégage du paysage. Oubliées, les nécropoles austères : l'âme immaculée de l'épouse bien-aimée, pure comme le marbre blanc du mausolée, repose au milieu du paradis d'Allah, représenté par les jardins. Partout où l'œil se pose, les proportions créent une harmonie parfaite répondant à une géométrie très stricte. Dressé sur un socle comme pour s'offrir au regard, le Taj Mahal raconte l'histoire flamboyante de ces princes moghols qui jetèrent sur l'Inde du Nord le subtil manteau de soie et de brocart de la culture persane.

Dès le VIII^e siècle, les conquérants musulmans déferlèrent sur l'Inde du Nord, semant comme ailleurs la terreur, détruisant les temples des « infidèles idolâtres ». L'Empire moghol (1526-1857) succéda aux invasions turques et au sultanat de Delhi du XI^e au XV^e siècle. Contemporains de la Renaissance européenne et du Grand Siècle de Louis XIV, les « Grands Moghols » (les six premiers souverains de la dynastie) vont laisser leur empreinte dans la pierre et la société indienne, ouvrant une période de prospérité et de créativité. Villes, mosquées,

palais, mausolées, jardins sont alors édifiés avec raffinement, le Taj Mahal constituant une sorte d'apothéose.

Seréclamant de Tamerlan et de Gengis Khan, le premier Grand Moghol, Babur (littéralement « le tigre », 1526-1530), intrépide guerrier turc venu d'Asie centrale, fonce avec son armée sur Kaboul et pénètre en Inde en 1526. Il chasse le dernier sultan de Delhi et se fixe à Agra. Très cultivé, poète à ses heures, Babur est un amoureux des jardins. L'Inde est alors intégrée à un immense espace culturel indo-persan allant de la Turquie moderne jusqu'à l'extrémité du sous-continent. On opte pour le persan comme langue officielle. De nombreux lettrés et aventuriers s'installent en Inde, délaissant l'Afghanistan, l'Iran et l'Asie Mineure. Le fils de Babur, le très raffiné Humayun (1530-1556), deuxième empereur moghol, qui passe son temps à guerroyer, ramène d'Iran des miniaturistes de talent. Il parle quatre langues. Mais il délaisse Agra pour Delhi, où il perd la vie en tombant dans un escalier.

Akbar, troisième Grand Moghol, va régner un demi-siècle (1556-1605) et laisser son empreinte sur l'Inde moderne. Il s'entoure de conseillers venus d'Asie centrale, d'intellectuels iraniens, de

musulmans indiens, de *thakurs* (aristocrates rajpoutes). Contemporain d'Henri IV, il constitue un immense empire, de l'Afghanistan au Bengale et des contreforts de l'Himalaya au Decan. Il tente d'unir en une nation musulmans et hindous. Marié à une princesse rajpoute, il est considéré par les Indiens comme un authentique prince indien. Qui promulgue de nouvelles lois, abolit la *jizya* (l'impôt pour les non-musulmans), interdisant la tradition des *sati* – nom donné à ces épouses et concubines hindoues qui se jetaient vivantes dans le brasier lors de la crémation de leur maharajah. Akbar autorise la construction de lieux de culte et l'enseignement de toute doctrine, libère les esclaves. Il s'applique également à promouvoir le dialogue entre les religions. Passionné par la doctrine chrétienne, il reçoit des *padri* jésuites. On raconte qu'il assistait, à genoux et les mains jointes, aux messes des *padri*. Un temps bien révolu où l'islam rimait avec raffinement et tolérance.

A 40 km à l'ouest d'Agra, Akbar fait bâtir en 1571 sa capitale, Fatehpur-Sikri, « la ville de la victoire », qui possède une magnifique mosquée tout en grès rouge, que nos paysannes ont découverte la veille. Akbar est devenu leur idole



PARFAITE HARMONIE Ci-dessus : au centre d'une terrasse surplombant d'un côté les jardins et de l'autre la rivière Yamuna, le mausolée abrite les cénotaphes de Mumtaz Mahal et de Shah Jahan ainsi qu'une crypte où reposent leurs sépultures. Il est encadré par deux bâtiments en grès rouge : une mosquée à l'ouest et le pavillon des invités à l'est.

depuis qu'elles ont assisté à la projection du film *Jodhaa Akbar*, au Raj Mandir, le cinéma fantasmagorique de Jaipur : dans un décor de somptueux palais, de harems et de terribles combattants moghols, il raconte l'histoire d'amour entre la princesse indienne rajpoute (et donc hindoue) Jodhaa, fille du raja d'Amber, et Akbar le musulman. Dans le film comme dans la réalité, Akbar accepte que son épouse puisse conserver sa religion. Un sujet très actuel en Inde, où le mariage entre hindoues et musulmans est proscrit dans certains Etats. Récemment, la presse a dénoncé, sous le titre « *Jihad de l'amour* », le cas de femmes hindoues contraintes à se convertir par leur époux musulman.

Le quatrième Grand Moghol, Jahangir, « le conquérant du monde » (1605-1627), préfère la soie du coussin, la drogue et l'alcool aux conquêtes, qu'il abandonne volontiers à son fils, le prince Khurram, né à Lahore, qui lui succédera sous le nom Shah Jahan (1628-1658). A la tête d'une puissante armée, celui-ci passera sa vie à guerroyer pour consolider son empire. Bel homme, acidulé par une barbachette qui lui donne un petit air de duc de Guise, le cinquième Grand Moghol oublie la tolérance de son grand-père, faisant détruire

des palais hindous à Bénarès et même une église. Mais il sait aimer. Et le prouve par cette romance hors du commun avec Mumtaz Mahal. De son vrai nom Arjuman Banu Begam, elle est née à Agra de parents nobles, venus de Perse à la fin du XVI^e siècle. Son père fut administrateur de l'empire. Nièce de Nur Jahan, épouse favorite de l'empereur Jahangir, elle parle arabe et écrit des poèmes en persan. Les chroniques de l'époque évoquent sa grande beauté. En 1607, à l'âge de 14 ans, elle se fiance avec le prince Khurram, âgé de 15 ans. Ils s'aiment et se marient en 1612.

Après avoir fait éliminer physiquement ses frères et ses cousins, le prince Khurram devient empereur en 1628 et prend le nom de Shah Jahan (« roi du monde » en persan), donnant à sa femme le titre de Mumtaz Mahal, « la merveille du palais ». Ce « roi du monde » a le goût de l'aventure, du faste et de l'architecture, optant pour le marbre plutôt que le grès. On lui doit la Grande Mosquée de Delhi (Jama Masjid) et pléthore de palais. Mumtaz Mahal devient sa confidente et sa conseillère.

Mieux ! Elle a les sceaux à son nom et signe les firmans (décrets officiels) de concert avec son époux. Elle aime la poésie et les combats d'éléphants. Certes, son « Shah » dispose, comme les autres Moghols régnants, d'un harem, ainsi que le veut la tradition. Il se marie même deux autres fois. Des mariages de raison pour consolider l'empire, loin de son amour « fusionnel » avec Mumtaz, qu'ils vont partager pendant leurs dix-neuf années de vie commune, haletante.

Suivant la puissante armée menée par Shah Jahan, qui vient mater les révoltes dans les provinces de l'empire, Mumtaz fait partie de toutes les caravanes. Sous les tentes ou dans les palais, elle va donner la vie à quatorze enfants (huit fils, six filles), dont seule la moitié survivra. C'est au cours d'un déplacement à Burhanpur, à plus de 800 km au sud d'Agra, pour soumettre Khan Jahan Lodi, gouverneur du Deccan, que le drame se noue. Le 17 juin 1631, elle périt en mettant au monde leur quatorzième enfant. Accablé par le chagrin, l'empereur, alors âgé de 39 ans, éprouve une si grande affliction



qu'il décide d'édifier un mausolée à la hauteur de sa peine et de son amour. Le Taj Mahal sera son obsession. Il choisit le site où étaient déjà édifiés les palais de riches Persans, le long de la Yamuna, fleuve sacré, affluent du Gange.

Nos Indiennes se promènent désormais dans ces jardins coupés en quatre parties égales par deux allées entrecroisées. « *C'est magnifique !* » lâchent-elles en hindi. Shah Jahan avait coutume de festoyer avec ses convives dans ces jardins essaimés d'arbres précieux et de fleurs odorantes et multicolores. Chacun des carrés de jardin est de nouveau coupé en deux par des allées secondaires. Le chiffre 4 fait référence aux quatre rivières paradisiaques où coulent l'eau, le

bre étaient charriés sur d'énormes charrettes par équipes de 20 ou 30 buffles. On fit appel à la force de 1 000 éléphants.

Au fur et à mesure qu'on s'approche, le mausolée devient plus massif, placé au centre d'une terrasse revêtue de marbre blanc et haute de 7 m par rapport aux jardins. Il repose sur un carré aux angles coupés de 57 m de côté. Flanquée de quatre kiosques à dômes, la partie centrale est couronnée par un dôme bulbeux de 26 m de haut et de 18 m de diamètre. Quatre minarets se dressent dans l'axe des angles coupés, inclinés légèrement vers l'extérieur pour éviter qu'en cas d'effondrement, ils ne viennent détruire le précieux monument. Le mausolée s'inscrit dans un triangle isocèle parfait,

de Mumtaz Mahal et de Shah Jahan. C'est leur troisième fils, Aurangzeb, qui fit placer le cenotaphe de son père à côté de celui de sa mère.

A l'est et à l'ouest du tombeau, deux bâtiments en grès rouge se toisent dans une symétrie parfaite. A l'ouest, une mosquée coiffée de trois dômes et de chatris reçut la dépouille de Mumtaz en attendant la fin des travaux du mausolée. A l'est, le pavillon des invités, Mihman Khana ou Jawab, presque identique à la mosquée, servait de salle de repos pour les invités et les pèlerins. Dans la religion musulmane, une femme morte en couches avait le même statut qu'un martyr et son cenotaphe pouvait être désigné comme lieu de pèlerinage.

L'épilogue de cette *love story* et de l'Empire moghol se cache dans le Fort rouge, non loin du Taj Mahal. A peine le temps d'avaler un *massala chai* (thé aux épices) à la sortie du site, nos Indiennes s'engouffrent dans un tuk-tuk qui arrive en pétaradant devant l'entrée de cette ancienne cité impériale, édifiée entre 1565 et 1574 sur la rive droite de la rivière Yamuna et cachée derrière une puissante enceinte en grès rouge longue de 2,4 km. Elles s'aventurent désormais dans un labyrinthe interminable de palais, cours, corridors et jardins, où se perçoivent les influences de ceux qui ont laissé leur empreinte dans la pierre : Akbar, Jahangir, Shah Jahan et Mumtaz Mahal. Un décor qui aurait séduit Marguerite Duras pour son film *India Song* (1975). Il n'y manque que les hurlements de Michael Lonsdale.

Au hasard de la flânerie, les femmes en rouge traversent le Khas Mahal, le palais privé de Shah Jahan, rehaussé par trois pavillons placés sur un socle en marbre. Derrière une élégante façade ocre rouge, on s'offre un bel interlude en pénétrant dans le Shish Mahal ou « palais du verre », un vrai bijou, constellé de lentilles de verre incrustées dans les stucages dorés, qui jouxtait un luxueux hammam. Chaque partie du fort a son histoire, comme le Diwan-i-Khas, bâtiment en grès rouge plaqué de marbre blanc qui servait de salle de réception à Shah Jahan quand

L'épilogue de cette *love story* et de l'Empire moghol se cache dans le Fort rouge.

vin, le lait et le miel, citées dans le Coran (sourate 47, verset 15). Des chemins rectilignes conduisent au mausolée. Au bout des jardins, longeant les canaux, on s'approche du tombeau aux proportions absolument parfaites, avec ses quatre côtés rigoureusement semblables.

Pour aboutir à cette « *larme solitaire posée sur la joue du temps* », comme le susurrerait le poète indien Rabindranath Tagore, Shah Jahan convoqua les meilleurs artisans sous les ordres de l'architecte principal, Ustad Ahmad Lahauri, un Persan de Lahore. Des maçons d'exception mirent leur truelle au service de Muhammad Hanif, venu de Bagdad. Ismaïl Khan accourut de Turquie pour dessiner le dôme bulbeux. Les chroniques de l'époque avancent que les plans du Taj Mahal s'inspirèrent de trois modèles : la tombe-jardin d'Humayun, à Delhi ; le mausolée de Tamerlan, à Samarcande, dans l'Ouzbékistan actuel, et le mausolée d'Itimad-ud-Daula, un bijou de raffinement posé sur la rive gauche de la Yamuna. 20 000 ouvriers travaillèrent sur ce chantier pharaonique, qui dura plus de seize ans, de 1632 à 1648. Les archives rapportent que les blocs de mar-

dont les pointes seraient le sommet de la coupole et les angles de la plate-forme. Doté d'une structure en briques hourdées au mortier de chaux revêtue de grès rouge et de marbre, le mausolée lui-même possède une ornementation sobre, composée de bandeaux reproduisant les versets du Coran, œuvre du calligraphe persan Amanat Khan Shirazi. Sous la corniche, des incrustations de pierres semi-précieuses polychromes (corail, malachite, turquoise, lapis-lazuli) dessinent des arabesques florales élancées dans le marbre blanc.

La grande entrée à la chambre des cenotaphes est surmontée d'un dôme marqueté de marbre et paré d'une guirlande de fleurs. Depuis qu'Humayun amena des artistes de Perse en 1555, les Moghols étaient passés maîtres dans l'édification de dômes hérités de la Mésopotamie. Les coupoles s'allégèrent avec le temps, devenant bulbeuses comme un bouton de lotus pour le Taj Mahal. Passé le porche, un escalier conduit à la crypte, fermée au public, sous la salle octogonale. Comme tout musulman doit reposer à même la terre, c'est au niveau des jardins que se trouvent les sépultures

il recevait les dignitaires de l'empire. On raconte qu'il y disposait d'un trône somptueux décoré de pierres précieuses. Phagocytée dans une enceinte de grès rouge, la Moti Masjid (mosquée de la Perle) est d'une rare finesse, toute de marbre blanc, bleu et gris, avec sa salle de prière chapeautée par trois élégants dômes bulbeux en marbre.

Mais la partie la plus émouvante du fort est le Musamman Burj : une tour octogonale qui servit de palais privé à Mumtaz Mahal, puis de prison à Shah Jahan quand il fut déposé par leur propre fils Aurangzeb, sixième Grand Moghol, en 1658. Après avoir éliminé physiquement ses autres frères (une tradition chez les Moghols), ce fils ambitieux nomma un eunuque, Etbar Khan, gouverneur du fort pour surveiller son père. Pendant huit longues années, celui-ci put contempler son chef-d'œuvre et imaginer le paradis. Bien plus que les 72 vierges (*houris*) aux « *grands yeux noirs et aux seins arrondis* » espérées par beaucoup, il rêvait d'y retrouver plutôt celle qui l'avait inspiré. C'est dans cette tour qu'il rendit son dernier soupir en 1666.

Inculte, fanatique, préférant gouverner depuis Delhi, Aurangzeb abandonna Agra et la tolérance d'Akbar pour revendiquer un islam orthodoxe. Il interdit tout ce qui touchait à l'art et ne fit plus construire que des mosquées. C'était le début du lent déclin des Moghols, qui aboutirait à la renaissance hindoue avant la sujétion coloniale. Abul al-Fazl ibn Mubarak, chroniqueur d'Akbar et grand visionnaire, avait déjà dénoncé en son temps « *les bigots qui suivent la loi à la lettre, hostiles à l'art de la peinture* ».

En 1955, deux ans après la mort de Staline, accompagné du fidèle Boulganine, Nikita Khrouchtchev, promu Premier secrétaire du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, s'en fut en visite officielle en Inde. Découvrant le Taj Mahal, une seule question le tarauda : le coût de la construction. Trop cher ! Peut-être espérait-il offrir au « petit père des peuples », sur la place Rouge, un mausolée un peu plus glamour, un peu moins « stalinien ». Dommage !

© ROLAND AND SABRINA MICHAUD/ALAMY © PHOTO 12/ALAMY/JOHN MACILWINE © PHOTO 12



PRISON D'ORÉE En haut : le cenotaphe de Mumtaz Mahal occupe le centre de la pièce principale du mausolée. Celui de son époux fut installé à ses côtés par leur troisième fils, Aurangzeb. Au centre : non loin du Taj Mahal, le Fort rouge d'Agra, ancienne cité impériale édifée au XVI^e siècle sous le règne du troisième Grand Moghol Akbar, fut la dernière résidence de Shah Jahan. C'est dans le Musamman Burj (*ci-dessus*), une tour octogonale qui avait servi de palais privé à son épouse, qu'il fut retenu prisonnier jusqu'à sa mort après avoir été déposé par Aurangzeb en 1658.



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



Toutes Voiles Dehors

Nouveau fleuron du Centre des monuments nationaux,
l'hôtel de la Marine ouvre ses portes au public
après plus de quatre ans de travaux. Ce joyau du XVIII^e siècle
au cœur de Paris raconte deux siècles d'histoire.



GARDE-MEUBLE Construit sous le règne de Louis XV dans le cadre de l'aménagement de la place de la Concorde, l'hôtel de la Marine (*page de gauche, en bas, façade de l'édifice*) fut utilisé à l'origine comme garde-meuble de la Couronne. Après un chantier de plus de quatre ans, les décors intérieurs ont retrouvé toute leur flamboyance. Ci-dessus : le grand cabinet de l'intendant du Garde-Meuble. Page de gauche : les salons d'apparat.

« **M**ille milliards de mille sabords ! » s'écrierait le capitaine Haddock.

Cachée depuis quatre ans derrière des bâches et des échafaudages, la façade de l'hôtel de la Marine, ornée de reliefs représentant des allégories de la Magnificence et de la Félicité publique, a enfin été dévoilée sur la place de la Concorde. Depuis 2017, l'intérieur du bâtiment a lui aussi fait l'objet d'une importante campagne de restauration et de réaménagement en vue de son ouverture au public au printemps 2021. Une première pour ce lieu, conçu au XVIII^e siècle par Ange Jacques Gabriel comme garde-meuble de la Couronne avant qu'il n'accueille l'état-major de la Marine. En 2015, au départ de l'armée vers l'« Hexagone Balard », l'Etat avait failli céder ce fleuron du patrimoine français de 12 700 m² à un groupe privé. Devant l'hostilité des défenseurs du patrimoine, le projet avait heureusement été abandonné et l'exploitation et la restauration

des lieux confiées au Centre des monuments nationaux (CMN).

« *Nous serons enfin prêts avant l'été 2021* », avait promis l'administrateur du site, Jocelyn Bouraly.

Ouvriers et artisans se sont donc activés pour la dernière ligne droite de ce chantier d'envergure, retardé plusieurs fois par la crise sanitaire. Si son ouverture au public représente un véritable événement, c'est que l'hôtel de la Marine, classé au titre des monuments historiques depuis 1923, est un haut lieu de l'histoire de France, face à l'Assemblée nationale, sur l'une des places les plus vastes du monde – 8 ha – où se succédèrent les premières émeutes de 1789, l'exécution de Louis XVI et de Marie-Antoinette, le passage des cendres de Napoléon ou le défilé des Parisiens célébrant la libération de la capitale.

Construit sur ordre de Louis XV et selon les plans de Gabriel, premier architecte de la Cour, entre 1757 et 1774, cet édifice royal a toujours appartenu à l'Etat, à la différence du bâtiment jumeau, de l'autre côté de la rue Royale, cédé en 1788 au duc de Crillon, dont il a consacré le nom. Sa construction s'inscrit dans le cadre d'une vaste opération d'urbanisation de l'espace encore libre entre le jardin des Tuileries et les Champs-Élysées – l'actuelle place de la Concorde –, dont l'élément central devait être une statue équestre du roi. L'immeuble fut utilisé à l'origine comme Garde-Meuble royal, prestigieuse administration qui abritait et entretenait le mobilier, les tapis, tapisseries, luminaires et objets décoratifs les plus précieux des demeures royales de Versailles, Fontainebleau, Marly ou Compiègne. Il s'agissait plutôt d'un conservatoire, voire d'un musée des arts



décoratifs, puisque le public, surveillé par des gardes suisses, pouvait y admirer, chaque premier mardi du mois, de la Quasimodo à la Saint-Martin, les joyaux de la Couronne, qui y furent d'ailleurs dérobés en septembre 1792. Il abritait aussi plusieurs appartements, parmi lesquels le logement de l'intendant du Garde-Meuble, une chapelle, une buanderie, une bibliothèque, des ateliers et des écuries, ainsi qu'une collection d'armes à feu, pillée par les émeutiers parisiens au matin du 13 juillet 1789.

L'installation du ministre de la Marine, César Henri de La Luzerne, quelques mois plus tard dans ces lieux se fit de manière fortuite : les ministres qui avaient rejoint Louis XVI après son retour forcé de Versailles à Paris se logeaient alors au gré des occasions qui se présentaient. Et Marc-Antoine Thierry de Ville-d'Avray, alors intendant du Garde-Meuble, avait alors proposé ses appartements à La Luzerne. Sous la direction de l'amiral Decrès, le ministère s'étendit peu à peu et finit par occuper l'ensemble du bâtiment. Les plus hautes autorités de la Marine s'y sont succédé sans discontinuer, sous des appellations diverses. En mai 1958, à la fin de la IV^e République, Alain Poher fut le dernier secrétaire d'Etat de la Marine en titre à résider au 2 rue Royale. Mais jusqu'en 2015, l'hôtel a continué d'abriter l'état-major de la Marine, soit environ mille personnes, et de faire partie du patrimoine immobilier du ministère de la Défense.

La visite des lieux suffit à se convaincre de leur importance patrimoniale. Signé par Jacques Germain Soufflot, l'escalier d'honneur est de toute beauté. Caractéristiques de l'évolution du goût au XVIII^e siècle, les décors intérieurs, de Jacques Gondouin, sont inspirés de Piranèse. Bien que remaniés sous le Second Empire, les grands salons d'apparat, rénovés en 2009, et surtout la Galerie dorée conservent encore certains éléments de leur décor d'origine. Le décor ciselé d'or façon XVIII^e siècle, réalisé sous Napoléon III, met merveilleusement en valeur le mobilier estampillé Pierre-Antoine Bellangé, Riesener ou Jeanselme.



JEUX DE MIROIRS

En haut : connu pour son goût pour les femmes d'opéra aux mœurs légères, le premier intendant du Garde-Meuble à s'être installé à l'hôtel de la Marine, Pierre-Elisabeth de Fontanieu, avait fait aménager ce cabinet des Glaces. Les femmes nues qui ornaient les miroirs à l'origine furent remplacées par des angelots joufflus par l'épouse de l'intendant qui lui a succédé. Ci-contre : la salle à manger. Page de droite : la grande verrière pyramidale de 300 m² conçue par l'architecte britannique Hugh Dutton recouvre désormais la cour de l'Intendant.



Dans les bureaux et appartements de l'intendant du Garde-Meuble, le CMN a fait le pari d'une visite immersive, qui présente le site non comme un musée mais « *comme si les occupants venaient de quitter les lieux,* » précise Jocelyn Bouraly. « *Le public peut découvrir ce qu'était un hôtel particulier à la fin du XVIII^e siècle, avec toute l'atmosphère de l'époque* », ajoute l'historienne Agnès Walch, qui a participé à l'organisation du parcours. Arpenter les anciens appartements royaux et notamment le charmant boudoir de Marie-Antoinette, aux miroirs égayés d'oiseaux et de fleurs des champs, en offre sans conteste l'expérience la plus émouvante. Dans les salons d'apparat, de grands « miroirs dansants » rotatifs diffusent des courts-métrages qui font revivre une galerie de personnages associés à l'hôtel, l'atmosphère des bals du XIX^e siècle ou certains événements dont la place de la Concorde a été le théâtre.

Le parti pris de la restauration a été de laisser entrevoir la patine du temps. Les couches d'enduits ont été retirées pour retrouver les matériaux anciens et les



peintures de l'époque des intendants, Marc-Antoine Thierry de Ville-d'Avray et Pierre-Elisabeth de Fontanieu, plutôt que tout refaire à l'identique. « *Notre travail ressemblait parfois à de l'archéologie, s'amuse Delphine Christophe, directrice de la conservation. Nous avons quelquefois retiré jusqu'à dix-huit couches de peinture pour retrouver celle d'origine !* » Dans le Cabinet doré, « *derrière l'inox de l'ancienne cuisine des marins, nous avons pu retrouver 70 % des boiseries d'origine* », s'enthousiasme-t-elle encore. « *L'ensemble de cette restauration est une grande réussite* », conclut Agnès Walch.

L'épluchage minutieux des inventaires réalisés aux XVIII^e et XX^e siècles a orienté le remeublement. Les conservateurs se sont appliqués à aménager les différentes pièces à l'identique partout où c'était possible et ont sollicité musées et institutions pour mener à bien ce travail méticuleux. Le prêt d'un buffet de Riesener par l'Elysée a su convaincre le Louvre ou Versailles de faire quelques beaux gestes et, au total, ce sont 250 meubles et objets qui ont été prêtés à l'hôtel de la Marine. Certains ont ainsi retrouvé les lieux pour lesquels ils avaient été conçus, comme ce secrétaire à cylindre en chêne et acajou, commandé à Riesener en 1784 par l'intendant Ville-d'Avray et prêté par le musée du Louvre. Ou cette Table des Muses, prêtée par le château de Versailles et réalisée par le même Riesener en 1771, sur laquelle aurait travaillé Marie-Antoinette. Le CMN a mené en outre une active politique d'acquisition, comme le montre ce secrétaire à abattant, toujours de Riesener, commandé par Fontanieu pour le Cabinet doré et acheté chez Christie's en 2019.

« *Nous souhaitons que l'hôtel de la Marine soit un nouveau lieu de vie* », a souligné Philippe Bélaval, président

du CMN. La cour d'honneur, avec son tapis lumineux conçu par l'agence Moatti-Rivière, sera accessible au public et accueillera une librairie-boutique, un restaurant et un café. Depuis la cour de l'Intendant, désormais recouverte par une impressionnante verrière pyramidale de 300 m², dessinée par l'architecte britannique Hugh Dutton, et ornée d'une étoile en acier de 30 tonnes, plusieurs parcours vers les parties historiques du bâtiment seront proposés au public : les salons d'apparat et la loggia donnant sur la place de la Concorde, surnommée « le balcon de l'Etat », mais aussi les bureaux et appartements du XVIII^e siècle des anciens intendants du Garde-Meuble. Au total 6 000 m² sur les quelque 12 000 que compte le monument seront ouverts à la visite.

Pour le CMN, les enjeux de ce projet sont immenses. Le chantier a coûté 132 millions d'euros, dont un emprunt de 80 millions sur vingt-cinq ans. Pour le rembourser, le CMN loue des bureaux dans les étages les plus élevés. Mais aussi, au premier étage, l'ancien magasin des tapisseries du Garde-Meuble : la Fondation Al-Thani, qui gère la collection d'art de la famille régnante du Qatar, y ouvrira à l'automne une galerie pour présenter, sur 400 m², des œuvres d'art de l'Antiquité à nos jours. Si le CMN conserve les recettes de la billetterie et des produits dérivés, il espère que les visites de cette collection lui rapporteront le double et qu'il accueillera 600 000 visiteurs par an. Nul doute qu'ils seront au rendez-vous pour découvrir ce fascinant vaisseau de pierre, rouvert au public pour la première fois depuis la Révolution. *S*

Hôtel de la Marine, 2, place de la Concorde, 75008 Paris. Rens. : hotel-de-la-marine.paris



PRIMUS INTER PARES

Ci-contre : Buste d'Auguste couronné de chêne, marbre lychnites (île de Paros), première moitié du 1^{er} siècle (Toulouse, musée Saint-Raymond). Ce portrait de l'empereur, éternellement jeune, coiffé de la couronne civique en feuilles de chêne (récompensant le restaurateur de la paix tout en l'associant à Jupiter), s'imposa à partir de 27 av. J.-C. lorsque le Sénat donna le nom d'*Augustus* à Octave. Page de droite : Médaillon d'applique avec Victoire ou Fortune, argent partiellement doré, 1^{er}-II^e siècle (Paris, musée du Louvre).



Immortelle randonnée

Une splendide exposition présente au musée de la Romanité de Nîmes les origines, le sens et la portée du culte rendu aux empereurs romains.

“ **Q**ui est comme Dieu ? » demande l’archange Michel au dragon dans l’Apocalypse de saint Jean. Autant que par la prescience des tribulations de l’histoire universelle, le pressentiment de la fin des temps ou la méditation des livres prophétiques de l’Ancien Testament, la scène avait été inspirée au voyant de Patmos par le culte idolâtre dont l’empereur Domitien faisait l’objet dans les villes d’Asie Mineure où s’était implanté le christianisme naissant.

Peu d’institutions romaines auront fait couler, depuis, autant d’encre. Cœur de la grande polémique qui a opposé, pendant près de trois siècles, les disciples du Christ à l’Empire romain, le culte impérial est pourtant, le plus souvent, l’occasion d’un grand malentendu. Non, les Romains ne tenaient pas l’empereur pour un dieu vivant. Ils n’en auraient pas supporté l’idée, étrangère à leurs traditions, et ils avaient considéré ceux qui avaient prétendu la leur imposer (Caligula, Néron, Domitien ou Héliogabale) comme autant de tyrans. Non, l’idolâtrie de la personne du prince n’était pas devenue le centre de gravité du paganisme, supplantant peu à peu l’ancienne religion. En quoi dès lors ce culte consistait-il ?

La réalité est plus subtile que les caricatures auxquelles elle a été réduite. Elle mérite d’être examinée de plus près.

Nîmes célèbre sa romanité

Cette mise au point, c’est celle que propose aujourd’hui le musée de la Romanité de Nîmes à l’occasion de sa réouverture, en organisant sous la houlette de Manuella Lambert, conservateur du patrimoine, et en partenariat avec le Louvre, une splendide exposition, où la clarté du propos le dispute à la pédagogie, la beauté des œuvres à la richesse de la documentation archéologique.

Nîmes était toute désignée pour accueillir une telle démonstration puisqu’elle abrite à la fois, dans son jardin de la Fontaine, un *Augusteum*, qui témoigne de la manière dont Auguste avait récupéré à son profit le culte fondateur de Nemausus, la source auprès de laquelle avait été fondée la cité, et au cœur de la ville, la Maison Carrée, qui offre le superbe exemple d’un temple dédié à la famille impériale en parfait état de conservation. Les organisateurs de l’exposition ont relevé le défi avec un fastueux parcours qui permet au visiteur de comprendre les enjeux, de

connaître les acteurs, de saisir les arrières-pensées d’une démarche qui est souvent l’objet de nombreux contresens. La visite donne l’occasion d’admirer, parfois de découvrir, des merveilles de la statuaire ou de l’orfèvrerie. L’exposition ne se contente pas de remettre en cause plus d’une idée reçue : elle met à nu le processus par quoi, sans renoncer à sa condition mortelle, Auguste était parvenu à se faire admettre, peu à peu, comme le familier du monde des dieux. Ce qu’elle montre en effet – ce qui la rend passionnante –, c’est que tout autant qu’il avait bâti son pouvoir en cumulant les magistratures républicaines pour vider de leur contenu, sans paraître y toucher, les institutions traditionnelles, le génie du fondateur de l’empire avait consisté à s’appuyer sur la vieille religion romaine pour donner à son autorité, son prestige, un éclat sans précédent. Et que bien plutôt qu’à instituer un culte unique, sa politique religieuse avait visé, sous couvert de restaurer les plus antiques usages, à faire entourer sa personne d’une profusion de marques d’honneur, dessinant autour lui une aura de sacralité qui s’était révélée décisive pour la consolidation du régime qui faisait de lui le maître absolu du monde





méditerranéen. Elle n'était, pour autant, pas dépourvue d'ambiguïtés. On peut dire qu'elle en était, au contraire, en quelque sorte tissée.

Politique et religion

Le premier des malentendus tient sans doute à l'idée que l'on se fait parfois de la religion romaine elle-même. Au contraire des grands monothéismes, celle-ci n'était porteuse d'aucune spéculation sur la nature du monde, le sens de la vie, la morale (on laissait cela à la philosophie). Elle était un acte politique qui consistait à assurer à la cité la bienveillance des dieux, ici et maintenant, en accomplissant des rites qui lui rendraient les puissances d'en haut favorables. Aussi relevait-elle des premiers devoirs de l'homme politique.

De cette mission, témoigne la première grande œuvre de l'exposition, un splendide relief, scindé en deux parties et représentant un suovétaurile : le triple sacrifice au dieu Mars d'un porc, d'un bœuf et d'un taureau. Les victimes se bousculent, la toge nouée à

la taille, autour de bêtes splendides, qu'on croirait apprêtées pour des comices agricoles. Les licteurs les escortent, armés de verges. Mais, à l'autel où il procède aux libations préliminaires en jetant du vin et de l'encens dans le feu, le sacrificateur n'est autre que l'empereur Tibère. Célébré tous les cinq ans en présence des citoyens réunis dans leurs centuries, le sacrifice avait vocation, sous la République, à définir le corps civique en armes (le cortège en faisait trois fois le tour), et à invoquer pour sa protection le dieu de la guerre. Il était naturel qu'il soit conduit par le titulaire de la plus haute des magistratures (l'un des censeurs, choisis parmi les anciens consuls). Sous l'empire, il l'était par le prince en personne.

« En se faisant l'intermédiaire des hommes et des dieux, souligne Manuela Lambert, l'empereur s'inscrivait dans une tradition très ancienne : celle qui voulait que le premier devoir de l'homme d'Etat soit d'assurer la pax deorum, la paix avec les dieux, pour qu'il n'arrive rien de fâcheux à la cité. »

Auguste avait revêtu en 12 av. J.-C. la charge de grand pontife (maître du calendrier et organisateur des rites), héritée de Lépide, et avant lui de Jules César, son propre père adoptif. L'une de ses plus célèbres statues (aujourd'hui à Rome au Museo Romano), indéfiniment répliquée (on admire ici le fragment de l'une de ses variantes, provenant de la collection Campana), le représentait en sacrifiant, un pan de toge sur la tête (*capitevelato*), une patère à la main. Il n'y avait aucune solution de continuité entre son rôle de pacificateur de l'empire, qui avait mis fin aux guerres civiles, et celui de garant de la paix avec les dieux.

Comment on devient dieu

Une deuxième confusion tient à la distinction qu'il convient de faire entre les hommages rendus aux empereurs vivants et ceux qu'on leur décernait après leur mort. Les Romains pensaient que les âmes des défunts intégraient une divinité collective, les dieux Mânes. Les stoïciens enseignaient cependant que



certain d'entre eux, supérieurs au reste de l'humanité, les philosophes, les sages, les généraux, jouissaient dans l'au-delà, de privilèges particuliers, qu'ils étaient invités, après leur vie terrestre, à prendre part à la vie divine parmi les étoiles, dans une lumière pure, un air éthéré. Tel était notamment le propos du *Songe de Scipion*, sur lequel s'achevait *La République* de Cicéron.

D'aucuns croyaient d'ailleurs, comme les Grecs, qu'en des temps reculés, à l'époque héroïque, il était arrivé que l'histoire des hommes s'entrecroise avec celle des divinités.

Romulus était lui-même le fils de Mars. Ennius, et après lui Tite-Live, avaient rapporté qu'à sa mort, le héros fondateur avait pris place, sous le nom de Quirinus, parmi les dieux. Sans doute cette apothéose restait-elle nimbée dans le brouillard de la légende. Elle manifestait qu'on pouvait passer de la condition humaine à l'immortalité bienheureuse.

Deux ans après l'assassinat de César, et alors que les trois triumvirs (Octave, Antoine et Lépide) avaient pris le dessus sur ses meurtriers, un décret du Sénat renouvela l'expérience en plaçant le défunt au rang des dieux. Une comète avait été aperçue, sept jours durant, dans le ciel, pendant l'été 44 av. J.-C., alors qu'étaient donnés les jeux pour la dédicace du temple qu'il avait lui-même consacré à Vénus *Genetrix*. On voulut croire que c'était l'âme du dictateur, qui se faisait voir sous la voûte céleste avant de rejoindre la demeure des immortels. De la Gaule à l'Égypte, à l'Afrique, à l'Espagne et aux contrées lointaines, inconnues, de Bretagne et de Germanie, César avait porté à son comble le prestige des armées romaines, il avait mis fin aux guerres civiles et jeté les bases du nouveau régime. Il était juste que son âme soit appelée dans l'Olympe pour y jouir de sa gloire parmi les divinités. Sa fête fut fixée au 7 juillet, un temple bâti sur le forum à l'endroit où son corps avait été brûlé. Le culte semble s'être rapidement répandu dans tout le monde romain. Il donna lieu à Rome à un débordement d'enthousiasme. Mais il s'agissait d'honorer ici l'entrée d'un mort dans le monde divin, nullement de diviniser un vivant. Le nouveau dieu

était en outre désigné comme *divus*, plutôt que comme *deus* : divin plutôt que dieu à proprement parler. Il serait, comme après lui ceux qui bénéficieraient d'une telle apothéose (on en compterait vingt au III^e siècle), classé au dernier rang des divinités.

Un culte venu d'Orient

L'idée de rendre un culte au chef d'État comme à un dieu vivant était en revanche étrangère à la mentalité des Romains. Ils la tenaient pour une pratique barbare. Cicéron l'avait fustigée comme une absurdité. Elle était au contraire familière aux Grecs qui avaient adopté, depuis la conquête d'Alexandre, les coutumes des peuples orientaux qu'ils s'étaient assujettis. La divinisation du souverain était, en Égypte, aussi ancienne que la royauté. Pharaon y était vénéré comme l'incarnation de Rê. Les souverains lagides qui lui avaient succédé s'étaient gardés de remettre en question une tradition si

PONTIFEX MAXIMUS Ci-contre : *Fragment de statue d'Auguste*, marbre, ancienne collection Campana, I^{er} siècle (Paris, musée du Louvre). Auguste est représenté ici en grand pontife, dignité suprême qu'il avait revêtue en 12 av. J.-C. Devenu la plus haute autorité des affaires religieuses de la cité, il mit en œuvre un certain nombre de réformes, notamment la réorganisation du culte des *Lares Compitales* (dieux protecteurs des quartiers de Rome, dont des statuette étaient placées aux carrefours des rues) pour y introduire le culte de son propre *Genius*, sorte de double divin de chaque homme dans la religion romaine.
En haut : *Double suovetaurilia* (détail), marbre, I^{er} siècle (Paris, musée du Louvre). L'empereur Tibère conduisant un sacrifice au dieu Mars accomplit ainsi l'un des premiers devoirs de l'homme politique romain : assurer la bienveillance des dieux à la cité.



commode. Dès leur installation dans le pays, à la fin du IV^e siècle av. J.-C., ils avaient fait placer leurs statues royales dans les temples, accepté qu'on leur rendît un culte qui les assimilait à Horus. Ils avaient été imités, cent ans plus tard, par les rois séleucides de Syrie. Des jeux, des sacrifices, des temples entretenaient, dans tout l'Orient hellénistique, la piété populaire à l'égard des souverains. Les cérémonies furent célébrées, après la conquête, en l'honneur des proconsuls romains.

Sous l'influence de ces mœurs hellénistiques, les généraux de la fin de la République prirent eux-mêmes l'habitude de se faire représenter par des statues colossales, dans une « nudité héroïque » qui, faisant d'eux des *virī triumphales*, laissait planer un doute sur le fait qu'ils soient restés des hommes comme les autres.

César avait été au-delà : il avait, le premier, entrepris d'acclimater l'idée qu'il échappait lui-même à la condition commune des mortels. Il prétendait descendre de Vénus. Le Sénat lui avait, de son vivant, dédié une statue de demi-dieu, le pied posé sur le monde habité. Une autre, en ivoire, avait été promenée dans le cirque parmi celles des divinités. On avait ajouté en son honneur un nouveau jour aux Lupercales. Le cinquième mois de l'année lui avait été consacré. César avait pris place dans le calendrier aux côtés des dieux Mars et Janvier.

Sa divinisation *post mortem* ne pouvait laisser indifférents ses héritiers. Octave ne manqua pas de rappeler qu'il était désormais le fils adoptif d'un dieu. Il fit frapper la mention « *divi filius* » sur ses monnaies. Il portait sur son casque

l'étoile qu'en souvenir de la comète qui avait illustré l'apothéose de son père, il avait fait représenter sur le fronton du temple du nouveau dieu.

Antoine ne pouvait invoquer cette parenté divine. Il n'en était pas moins flamine du culte de César. Il se souvint opportunément que sa *gens* descendait elle-même d'un fils d'Hercule. Maître de l'Orient, il prétendit incarner le dieu Dionysos. Il promenait de ville en ville un cortège de jeunes femmes vêtues comme des bacchantes, de jeunes gens déguisés en satyres ou en Pan, au son des tambours et des chalumeaux. Il fit son entrée dans Athènes, Ephèse, Alexandrie avec une couronne d'or et de lierre et exigea d'y être honoré sous le nom du dieu. Cléopâtre vint le retrouver en Cilicie sur une galère à la poupe d'or, aux voiles de pourpre, aux rames d'argent, tandis que le peuple acclamait le mariage de Dionysos et d'Aphrodite.

Seul maître de l'empire, Octave fit montre de plus de tempérance. Il se contenta de mettre à l'honneur le culte d'Apollon, auquel il avait attribué sa victoire sur Antoine à Actium, et dont le règne devait être, selon les prédictions prêtées à la Sibylle de Cumès, le signe du retour de l'âge d'or, après l'âge de fer. Avec lui, celui de la justice, de la piété, de l'abondance et de la paix. Telle avait été la portée de son avènement, après un demi-siècle de sanglantes guerres civiles. Sur les décors de la Maison Carrée, à Nîmes, comme sur l'*Ara Pacis* à Rome, cette renaissance fut évoquée par l'irruption des rinceaux de feuilles d'acanthe, signes de luxuriance et d'éternel renouvellement. Octave fit diffuser la rumeur qui faisait de lui le fils naturel du dieu (celui-ci aurait rendu visite à sa chaste mère sous la forme d'un serpent alors qu'elle passait pieusement la nuit dans son temple pour remplir ses

SOUS LE SIGNE D'APOLLON Ci-contre : Relief architectural orné d'Apollon citharède recevant une libation d'une Victoire, terre cuite, I^{er} siècle av. J.-C.-I^{er} siècle apr. J.-C. (Paris, musée du Louvre).

Seul maître de l'empire après sa victoire sur Antoine, Octave avait mis à l'honneur le culte d'Apollon, dont le règne devait incarner le retour de l'âge d'or, selon les prédictions de la Sibylle de Cumès, et dont il prétendait être le fils naturel.





DIVINE COMÈTE

Ci-contre : *Buste de Vénus Genetrix*, marbre, fin du 1^{er} siècle av. J.-C. (Arles, musée départemental Arles antique). Fondatrice mythique de la famille des *Iulii*, la déesse avait été invoquée par Jules César lors de la bataille de Pharsale en 48 av. J.-C. C'est lors de la dédicace, quelques mois après la mort du dictateur en 44 av. J.-C., du temple qu'il lui avait lui-même consacré après sa victoire sur Pompée, qu'une comète était apparue dans le ciel romain, interprétée alors comme la métamorphose de l'âme du défunt rejoignant la demeure des immortels.

obligations religieuses) et fonder pas moins de quatre-vingts statues pédestres et équestres, de quadriges d'argent qui lui avaient été dédiés pour en faire des trépieds qu'il offrit au temple d'Apollon citharède sur le Palatin. On admire à Nîmes trois reliefs (l'un d'entre eux, en terre cuite, provient peut-être de sa propre maison) représentant les libations de la Victoire en l'honneur d'Apollon.

Octave se garda pourtant de jamais prétendre être honoré lui-même par les Romains comme un dieu. La mort de son père adoptif, dont les prétentions à la divinité avaient contribué à armer le bras de ses assassins, lui avait, sans doute, servi de leçon. Mais – c'est le fil rouge qui unit les œuvres présentées à

Nîmes –, il n'entendit pas moins exploiter tout ce qui dans le corpus des rites, des traditions et des légendes de l'ancienne religion, pourrait accréditer l'idée que, certes mortel, il n'en fréquentait pas moins les dieux.

Le génie de l'empereur

La plupart des Romains croyaient que la vie de chaque être humain était animée par un principe divin, le *Genius* qui représentait sa capacité d'action, le meilleur de lui-même et survivait à la mise du corps au tombeau. C'est à lui que s'adressait le culte qu'on rendait aux ancêtres en leur offrant des sacrifices. A l'entrée des maisons privées, devant le laraire, et comme l'exposition

en donne plusieurs exemples, le Génie du père de famille (et parfois son équivalent féminin, la « Junon » de la maîtresse de maison) était représenté par une figurine de bronze encadrée par deux lares et reprenant le plus souvent la pose d'un citoyen sacrifiant : un pan de toge lui couvrant la tête, une patère à la main, une corne d'abondance dans l'autre. Le *pater familias* rendait à travers lui un culte à son propre Génie, pour appeler, par sa piété, la prospérité sur la famille.

En 30 av. J.-C., le Sénat décréta que lors des banquets, qu'ils soient privés ou publics, on ferait, avec celles qu'on offrait traditionnellement aux dieux et au Génie du maître de maison, une libation au *Genius* de l'empereur. « C'était



une nouvelle fois rendre public ce qui semblait naturel à chacun dans la sphère privée, souligne Manuella Lambert. Se comportant en "père de la patrie" (le titre lui serait décerné en l'an 2 av. J.-C.), Octave faisait en quelque sorte partager à tous les Romains le culte dont il avait jusqu'alors l'exclusivité. » Reste que, notamment pratiqué lors des banquets qui couronnaient les sacrifices publics, l'usage associait toujours plus étroitement la figure de l'empereur à celle des divinités. Le procédé serait bientôt démultiplié.

Dès 41 ou 40 av. J.-C., Octave avait revêtu la plus ancienne des dignités sacrées de Rome, l'augurat, autour de laquelle il avait recréé une mystique. En lui décernant le surnom d'Auguste, en 27 av. J.-C., le Sénat investit sa personne d'un caractère vénérable et sacré. Le nom désignait jusqu'alors, dans les vieux rituels, les lieux et objets divins. Sa demeure, sur le Palatin, ne jouxtait pas seulement le temple d'Apollon : il l'avait (sur les indications d'un songe), reconstruite au cœur d'un sanctuaire ; elle donnait sur une terrasse où figurait l'autel de la Roma Quadrata ; des lauriers étaient plantés de part et d'autre de sa porte, surmontée de la couronne civique en feuilles de chêne que lui avait décernée le Sénat.

On donna le nom de l'empereur au sixième mois de l'année, qui devint le mois d'août, comme on avait donné celui de César au mois de juillet. La rumeur populaire lui attribua des prodiges dont Suétone nous a conservé l'écho : il était apparu, enfant, à son père dans un bois sacré de Thrace « plus grand que n'est un homme, tenant le foudre, le sceptre, avec le costume de Jupiter Très Bon, Très Grand, une couronne radiée sur la tête et debout sur un char garni de lauriers, que traînaient deux fois six chevaux d'une blancheur éclatante ». Un aigle, en Campanie, lui avait volé et rendu un pain qu'il avait à la



main après avoir dessiné un grand cercle dans le ciel. Il avait réduit au silence des grenouilles qui troublaient le sommeil de son grand-père.

Le calendrier fut bientôt ponctué par une longue suite de fêtes qui étaient consacrées à invoquer les dieux pour sa prospérité. Les consuls adressaient aux divinités, chaque année, des prières pour la République le 1^{er} janvier ; le 2 étant un jour néfaste, le 3 fut consacré aux vœux pour l'empereur : le Sénat et les collèges de prêtres (et notamment les frères arvaux) se réunissaient sur le Capitole pour promettre des sacrifices aux dieux de la triade capitoline si le prince échappait aux périls et qu'elle le conservait en bonne santé. On fêta le 16 janvier parce que, ce jour-là, il avait été rebaptisé Auguste, le 5 février parce qu'il avait été nommé « père de la patrie », le 6 mars parce qu'il avait été élu grand pontife.

Selon la mode rapportée d'Orient par les généraux vainqueurs des royaumes hellénistiques, et qui voulait qu'on pût donner à des portraits les attributs de l'une ou l'autre des divinités, non pour prétendre usurper leur immortalité, mais pour revêtir leurs vertus (elle était pratiquée par des particuliers, comme en témoignent ici deux étonnantes figures de jeunes femmes en Diane et en Cérès), les statues d'Auguste le représentaient sous la forme de Jupiter sur le modèle du Zeus d'Olympie (on en

DIVA AUGUSTA

Page de gauche : Statue de Livie, marbre, I^{er} siècle (Paris, musée du Louvre).

Représentée ici avec les attributs de Cérès, déesse de la fertilité et de l'abondance, Livie avait été nommée prêtresse du culte de son époux divin. Elle fut elle-même divinisée par son petit-fils Claude, en 42. Ci-contre, à gauche : Auguste, marbre, ancienne collection Campana (Paris, musée du Louvre). Ci-contre, à droite : Figurines de Genius et Luno, bronze, fin du III^e siècle-milieu du III^e siècle (Dijon, Musée archéologique).



admire à Nîmes deux têtes, dont les corps ont été perdus), tenant foudre, sceptre ou globe en signe de sa souveraineté sur l'univers.

Divus ès qualités

Les Romains avaient depuis longtemps accoutumé de diviniser les vertus autant que les succès dont elles étaient la source : on les associa à son nom. C'est à lui qu'on devait la paix et la victoire. On célébra des sacrifices offerts à la Concorde Auguste, à sa Clémence, à sa Piété ; on sacrifiait le 12 octobre sur l'autel de la Fortune du bon retour pour commémorer sa victoire sur l'Égypte ; on faisait de même le 4 juillet en l'honneur de la Paix Auguste, sur l'autel qui lui avait été dédié à son retour d'Espagne. Tous les cinq ans, l'un des collègues de prêtres offrait des jeux en l'honneur de la victoire d'Actium : ils étaient consacrés à la Victoire divinisée, dont la statue avait été placée en 27 av. J.-C. dans la curie du Sénat et au pied de laquelle les sénateurs faisaient, en entrant dans la salle, brûler des bâtonnets d'encens. D'autres cérémonies conduisaient à vénérer la Prévoyance d'Auguste (pour avoir adopté Tibère), la Concorde ou la Félicité.

Réorganisant entre 12 et 7 av. J.-C. le culte des Lares (ces dieux protecteurs auxquels on recommandait son foyer, la santé de ses enfants, la prospérité de sa famille, de sa maison, celle du quartier,

de la corporation, de la ville ou de l'État), et confiant aux magistrats chargés de l'administration des quartiers l'organisation de fêtes, deux fois l'an, en mai et en août, en l'honneur de ceux qui étaient, à Rome, placés aux carrefours des rues dans de petites chapelles, Auguste permit que l'on y rendît en même temps un culte à son propre *Genius*.

Celui-ci fut aussi introduit, aux côtés de Jupiter, dans la formule des serments.

Durant la dernière décennie du principat, s'ajouta dans les fêtes solennelles la vénération de son *numen* : cette force divine dont on croyait qu'elle veillait sur la destinée des dieux et des hommes d'exception ; un autel lui fut dédié en 11 à Rome ; il y en eut bientôt un autre à Narbonne ; on y sacrifiait aux dates clés de sa carrière, les 23 et 24 septembre, le 7 janvier et le 31 mai ; c'était rappeler la reconnaissance que l'on devait au principe vital qui lui permettait de gouverner l'empire et assurait au monde sa tranquillité sans se donner, aux yeux de ses concitoyens, le ridicule de prétendre à la condition divine.

L'enthousiasme des provinces

Cette politique prudente visait à ménager la susceptibilité romaine (« on jouait sur les mots », estime l'historien William Van Andringa), qui n'aurait pas admis qu'il allât plus loin. Accoutumées aux

mœurs de cour par trois siècles de monarchies hellénistiques, les élites grecques de la Méditerranée orientale ne s'étaient pas encombrées, en revanche, de ces subtilités. Elles avaient été, semble-t-il, les premières à se représenter la puissance romaine comme celle d'une divinité. Au lendemain de la bataille d'Actium, les villes d'Asie Mineure avaient demandé sans plus attendre l'autorisation de construire des temples où la puissance d'Octave serait honorée, de son vivant, comme celle d'un dieu. L'empereur accepta à la condition que le culte s'adresse à la souveraineté de la Ville éternelle, et que la déesse Rome lui soit donc associée. Seuls les pèlerins devaient en outre y participer (à Pergame et Nicomédie), les citoyens romains devant quant à eux honorer (à Ephèse et à Nicée) le divin César et la déesse Rome afin qu'il ne soit pas dit qu'Auguste ait imposé à ses concitoyens de l'adorer.

Dès 29 av. J.-C., un premier temple fut inauguré à Pergame. Un concours d'émulation saisit dès lors les provinces, soucieuses de ne pas être les dernières à manifester leur loyauté, et à en retirer éventuellement des privilèges. Un autel serait élevé, en 26 av. J.-C., à Tarragone en Espagne. En 12 av. J.-C., les délégués des trois provinces de la Gaule chevelue inaugurèrent à la date d'une fête traditionnelle gauloise (le 1^{er} août), une cérémonie annuelle en l'honneur de Rome et du Génie d'Auguste au confluent du Rhône et de la Saône. Elle réunirait, chaque année, les représentants de soixante cités gauloises. Des cultes lui furent dédiés à Narbonne, à Corinthe, Thessalonique, Mérida, Cologne ; en Afrique, en Carie, en Istrie. Ils étaient souvent associés, comme à Nîmes, à celui de divinités locales (des statues impériales y formaient un *Augusteum* dans le lieu de culte du dieu de la source, Nemausus). A Athènes, on le célébra dans le temple de Zeus olympien, encore inachevé. A Alexandrie, le sanctuaire qui était dédié à l'empereur et à son père était un immense édifice entouré de portiques





BON GÉNIE

Ci-contre : *Figurine de Genius*, bronze, 14-37 apr. J.-C. (Paris, musée du Louvre). Sans doute destinée à orner un laraire, petit autel en forme de temple dans les maisons romaines, cette statuette incarnait le *Genius* du père de famille, son double divin et à la fois sorte d'ange gardien, qui l'accompagnait toute sa vie.

Porté par les magistrats désignés, le cerceuil, couvert de draperies de pourpre et d'or, avait été surmonté d'un lit d'ivoire et d'or portant son image de cire, revêtue de la pourpre triomphale. Il était suivi par une statue d'or et d'une troisième sur un char de triomphe. Après elles, venaient les images de ses ancêtres, Jules César excepté, sa qualité de *divus* lui interdisant d'être mêlé aux effigies de simples mortels. Suivaient les figures des grands hommes de toute l'histoire romaine, parmi lesquelles on reconnaissait celle du grand Pompée, symbole de la réconciliation universelle. Derrière encore, marchaient les représentants des peuples ajoutés à l'empire par les conquêtes d'Auguste, ceux des nations vaincues ou alliées. Après un arrêt à la tribune aux harangues, où fut lu par Drusus, le fils de Tibère, un discours rappelant les hauts faits de l'empereur défunt, le cortège se rendit au Champ de Mars, en passant sous la porte triomphale. Là s'élevait un immense bûcher en forme de pyramide, orné de draperies et de guirlandes. La garde urbaine exécuta une cavalcade tandis que soldats et chevaliers y jetaient les récompenses militaires qu'ils avaient gagnées sous ses ordres. Enfin, les centurions désignés par le Sénat y mirent le feu. Un aigle, dont la cage avait été habilement insérée dans le bûcher et ouverte avant d'être atteinte par les flammes, s'éleva dans les airs. Un ancien préteur témoigna sous serment avoir vu, après lui, l'image du défunt monter au ciel (il recevrait de Livie un million de sesterces pour la peine).

Le 17 septembre, le Sénat compta officiellement le défunt au nombre des « divins ». On déposa l'urne de ses cendres dans le splendide mausolée qu'il s'était fait construire, et on décida de lui bâtir un temple ; on créa, pour desservir son culte, un collège de vingt et un prêtres (*Sodales Augustales*).

Livie fut nommée prêtresse de son époux divin, en l'honneur duquel elle institua des jeux. Nantie des qualités

des principales divinités féminines (une statue exposée à Nîmes la représente avec les attributs de Cérès), l'*Augusta* eut le droit de marcher précédée d'un licteur qui rappellerait le respect dû à son sacerdoce. Treize ans après sa mort (29), elle serait divinisée à son tour par son petit-fils Claude.

Dans les provinces, le nouvel empereur veilla à ce que le culte de son prédécesseur soit dignement pratiqué, en même temps que celui de son propre *Genius* : Cyzique perdit son titre de ville libre pour l'avoir négligé. Il était célébré, en Gaule, tant à Lyon, sanctuaire fédéral des Trois Gaules, que dans chaque province, chaque cité. Un flamine était élu chaque année parmi les notables. Un monument dédié à l'un d'entre eux nous fait connaître leur étrange bonnet de peau : il était surmonté d'une branche d'olivier dans laquelle était enroulée un brin de laine. Plébéiens et affranchis devaient se contenter de la charge, plus modeste, de sévir. Ils formaient un collège chargé d'offrir en l'honneur de l'empereur défunt des jeux et des banquets.

L'apothéose devint, à la mort des souverains, un rite de passage (n'y échappaient que les empereurs trop haïs de leurs contemporains pour en bénéficier – Tibère, Caligula, Néron), quand même elle était parfois objet de plaisanteries : Sénèque composa un pamphlet pour moquer l'apothéose de Claude ; Vespasien mourant se plaignit de sentir qu'il allait devenir dieu.

Le culte du Génie de l'empereur vivant allait quant à lui devenir, pour trois siècles, le signe même du loyalisme des provinces. Les cités rivalisaient d'ardeur pour le célébrer. Elles dédiaient des statues à l'empereur régnant. Le jour de son anniversaire, on illuminait les maisons et l'on couvrait de feuillages leurs façades. Les sacrifices s'accompagnaient de repas, de jeux, d'offrandes d'encens et de vin sur l'autel du Génie de l'empereur.

Bientôt étendue aux membres de la famille impériale, en l'honneur desquels

et de bibliothèques. Hérode fit construire deux temples d'Auguste à Samarie et à Césarée, un troisième aux sources du Jourdain, où des jeux furent institués. Juba II de Maurétanie consacra à l'empereur un bois sacré.

Comme le souligne John Scheid, l'objet du culte était toujours officiellement le Génie ou le *Numen* de l'empereur, assimilés à sa puissance ordonnatrice de l'univers. La distinction, cependant, n'était sans doute pas toujours claire dans l'esprit des populations. Ce qui l'était est qu'à leurs yeux l'avenir dépendait, à l'égal des divinités, de celui qui « tenait le gouvernail » de l'Etat romain.

L'Aigle s'envole

A la mort d'Auguste, le 19 août 14 apr. J.-C., le culte impérial était organisé selon des règles qu'il avait lui-même fixées. Tibère rendit à son prédécesseur, *post mortem*, les hommages qu'il avait rendus lui-même à son père adoptif. Au terme de trois semaines de commémorations et de deuil, son corps fut promené dans Rome le 8 septembre au cours d'une procession solennelle.

on construirait – telle la Maison Carrée – des cénotaphes, la vénération gagnerait la dévotion privée : des figurines de cristal de roche témoignent de ce que l'on mêlait leurs effigies à celle des dieux lares pour s'attirer leur protection. Les splendides figures de bronze de Neuilly-le-Réal témoignent de ce que l'on pouvait aussi dédier leurs figures en offrandes votives à d'autres divinités. Au rebours des canons de la statuaire officielle, ces portraits de l'empereur et de l'impératrice divinisés portent paradoxalement les empreintes de l'âge. Comme si leur statut divin avait soudain fait perdre à leurs modèles l'éternelle jeunesse dont ils semblaient jouir avant de devenir immortels. Ils résument par là toute l'ambiguïté du statut que s'était attribué Auguste en réclamant pour lui l'étrange condition de mortel vivant parmi les dieux. *✓*



« L'EMPEREUR ROMAIN, UN MORTEL PARMIS LES DIEUX »

jusqu'au 19 septembre 2021.

Musée de la Romanité, 16 boulevard des Arènes, 30000 Nîmes.

Tous les jours, de 10 h à 19 h.

Tarifs : 8 €/6 €/3 € (de 7 ans à 17 ans). Gratuit pour les moins de 7 ans. Rens. et billetterie : museedelaromanite.fr

• Catalogue de l'exposition, musée de la Romanité/Ville de Nîmes, 240 pages, 30 €.

DIVINS MAIS MORTELS

Ci-contre et ci-dessous :

Portraits d'Auguste et de Livie, bronze, verre, entre 30 et 70 apr. J.-C. (Paris, musée du Louvre). Avec leurs rides profondes, l'affaissement des chairs, les cernes, ces portraits se distinguent des représentations habituelles du couple impérial, aux traits éternellement jeunes. L'insistance portée ici sur les marques de l'âge semble rappeler la condition de mortels de l'empereur et de son épouse divinisés.





T R É S O R S V I V A N T S

Par Sophie Humann



Storiavoce
L' Histoire ^{au fil}
des ondes

Depuis quatre ans, la webradio de Christophe Dickès donne la parole aux historiens et offre une plongée sonore à la recherche de nos origines.

Storiavoce.com

La première web consacrée à l'Histoire



© COLLECTION PRIVÉE © ALBERT HARLINGUE / ROGER-VIOLLET.

Les chevaux de trait du Boulonnais ont la réputation d'être à la fois énergiques et infatigables. Christophe Dickès, dont le père présidait la Société académique du Boulonnais, a grandi sur les mêmes terres picardes que ces chevaux-là. Il en a la taille moyenne, l'ossature carrée et surtout la détermination et l'endurance nécessaires pour avoir créé et pour animer Storiavoce, la première webradio dédiée à l'Histoire, aux heures que lui laisse son métier dans un grand groupe de communication. On trouve aujourd'hui sur Storiavoce quelque 350 podcasts qui permettent de se forger une solide culture sur les événements du passé et, surtout, donnent la parole aux historiens, trop souvent inaudibles dans le tumulte ambiant. Quel plaisir d'écouter ainsi l'administrateur de l'Institut Napoléon, Antoine Boulant, converser sur sa remarquable biographie de Saint-Just, ou le spécialiste de la Prusse, Michel Kerautret, raconter le destin d'Eugène de Beauharnais, dont il vient d'écrire la vie. Préférerait-on découvrir avec

DONNER LA PAROLE Christophe Dickès et Mari-Gwenn Carichon (*ci-dessus*), tous deux historiens de formation, animent Storiavoce, la première webradio consacrée à l'Histoire, en laissant une large place aux érudits et aux universitaires. Ceux-ci présentent leur actualité éditoriale lors d'entretiens approfondis ou mettent leurs savoirs à la disposition des amateurs et des enseignants dans des séries de cours d'une vingtaine de minutes. Disciple de Jacques Bainville (*page de gauche, en bas*), Christophe Dickès défend une histoire chronologique, telle que celui-ci l'enseigna dans sa célèbre *Histoire de France*.

Michelle Bubenicek, sa directrice, les riches heures de l'Ecole des chartes ? Entrer dans l'intimité de l'Ecole française de Rome en compagnie de Catherine Virlouvet, qui en tenait les rênes ? De l'Antiquité aux derniers soubresauts du stalinisme, Christophe Dickès n'oublie pas une époque. Une immense frise chronologique et sonore est disponible, à portée d'oreille, le temps d'une heure confinée, d'une course de fond ou d'un trajet en train...

Christophe Dickès a découvert la radio à 16 ans. En 1988, sur la bande FM, libérée par François Mitterrand quelques années plus tôt, les stations se bousculent et à Boulogne-sur-Mer, sa ville natale, le jeune homme se lance en amateur. Le bac en poche, il commence des études d'histoire

à la Sorbonne, qu'il poursuivra jusqu'à la thèse. Son objet ? Jacques Bainville et les relations internationales (Editions de l'Artilleur, 2021). Christophe Dickès apprécie la clarté de l'auteur de *l'Histoire de deux peuples continuée jusqu'à Hitler*, qui, dans l'entre-deux-guerres, a si magistralement annoncé l'avenir grâce ses analyses du passé. « Bainville estimait que l'histoire devait éclairer le présent pour essayer de prévoir l'avenir, précise-t-il. Il n'y a chez lui ni progressisme ni idéologie. Il fait émerger les causes et les conséquences, n'hésitant pas à manier l'uchronie au besoin. Il avait du mal à comprendre qu'un homme politique puisse ne pas connaître son histoire, c'était pour lui comme un médecin qui n'aurait jamais été à l'hôpital ! »



TRANSMISSION Ci-dessus : un matériel léger et maniable permet d'enregistrer une émission en tout lieu ; ici, Alessandro Barbero présentant son dernier ouvrage consacré à Dante Alighieri. Outre Storiavoce, Christophe Dickès anime aussi, sur KTO, l'émission « Au risque de l'histoire » (ci-contre) au cours de laquelle il se penche avec ses invités sur des moments clés de l'histoire de l'Eglise. Par ailleurs, l'historien s'apprête à publier un livre sur saint Pierre, dont il a ausculté jusqu'au passé de pêcheur en Galilée (page de droite, en bas, La Pêche miraculeuse, sur un vitrail du XIII^e siècle de la cathédrale de Chartres).

Tout en terminant son doctorat, Christophe Dickès travaille dans la communication, se passionne pour le développement du digital, mais n'oublie pas pour autant ses professeurs – Georges-Henri Soutou, qui recommandait aux apprentis historiens le sens de la nuance et le souci du détail, ou bien Jean de Viguerie, qui leur disait de rester humbles et lui a appris qu'un historien ne referme jamais ses dossiers ! « Parallèlement à mon travail, je n'ai donc jamais cessé de cultiver mon jardin historique », avoue Christophe Dickès avec humilité. Aussi, lorsque le fondateur de la webradio de l'Institut de France, Canal Académie, l'appelle pour lui confier l'édition de l'émission « Un jour dans l'Histoire », il accepte tout de suite.

Lorsque l'aventure s'arrête, sept ans plus tard, Dickès s'interroge. Pourquoi ne monterait-il pas sa propre radio d'histoire ? « Je connaissais le numérique, je savais quels étaient les premiers écueils à éviter. Je savais où je pouvais enregistrer, quel matériel léger acheter pour me déplacer chez les auteurs et les éditeurs, ou dans un petit studio d'enregistrement que je pouvais louer. Je savais que je devais m'astreindre à la régularité pour exister : une émission par semaine, c'était le minimum », explique-t-il.

Ainsi est née fin 2016 Storiavoce. Dès le départ, Christophe Dickès privilégie deux lignes éditoriales. D'un côté, il propose un podcast long (45 min), « Les Grands Entretiens », dans lequel un auteur présente son livre ; de l'autre,

un format plus court (20 min), intitulé « Cours d'histoire », qui suit et prolonge les programmes scolaires. « En créant le premier format d'émission, précise-t-il, je voulais à la fois mettre en avant la riche actualité éditoriale en histoire et donner du temps aux historiens pour qu'ils puissent parler de leurs ouvrages, ce qui est rarement le cas. Quant au format du "Cours d'histoire", mon idée était de créer des ponts entre le monde universitaire et le monde scolaire, en invitant des professeurs d'université à parler de sujets qui sont au programme au collège et au lycée. »

Une vingtaine d'enseignants du supérieur se sont engagés à ses côtés. Pour approfondir les cours sur l'Empire assyrien, étudié au galop – comme tout le reste du programme – en 6^e, il a par exemple demandé à Josette Elayi de présenter ce premier empire de l'histoire des civilisations, tristement sorti de l'oubli ces dernières années avec les destructions des statues de Mossoul, en Irak. Diplômée d'hébreu, d'akkadien, d'araméen, l'historienne a publié plusieurs livres sur le sujet et a enseigné dans les universités de Bagdad et de Beyrouth avant de rejoindre le Collège de France. En trois épisodes d'à peine vingt minutes chacun, cette érudite met son savoir à la portée d'un professeur de collège ou de tout amateur d'histoire.

Et ça marche. En quatre ans, Storiavoce est devenue un véritable écosystème qui réunit élèves, parents, enseignants, éditeurs, désireux d'écouter cette voix



sans prétention qui parle d'histoire de manière claire, et réfléchie, une histoire qui ne cherche pas à s'affranchir de la chronologie, qui s'interdit toute approximation idéologique, toute vulgarisation excessive, source de jugements erronés. En préambule, sur le site de la webradio, Christophe Dickès explique sa vision du rôle de l'historien. Celui-ci « doit transmettre [l'histoire] palpitante à ses interlocuteurs (...). Ce n'est pas seulement un besoin académique, mais une nécessité. En oubliant leur passé, en refusant ou en négligeant leur histoire, c'est-à-dire les fondations de leur devenir collectif, les hommes se rendent incapables d'édifier "un projet de coexistence harmonieuse et un engagement commun dans la réalisation des objectifs futurs" (Benoît XVI). Refuser l'histoire, au fond, c'est renoncer à sa condition d'homme. »

La chaîne compte 200 000 téléchargements par mois. Avec 180 grands entretiens, 120 cours d'histoire et une cinquantaine d'autres enregistrements, Storiavoce touche un public varié : 15 % des auditeurs ont plus de 65 ans et 50 % en ont moins de 34 ! La chaîne emploie une jeune journaliste, Mari-Gwenn Carichon, qui prépare une thèse d'histoire sous la direction d'Eric Anceau, et plusieurs pigistes à l'occasion. Certains fidèles se font mécènes



et reçoivent, en échange de leur soutien à la chaîne, des livres offerts par les éditeurs d'histoire partenaires : Perrin, Tallandier, Belin, Les Belles Lettres, Fayard, Passés Composés... Christophe Dickès ne s'interdit aucun sujet et interroge tout le monde. Lorsqu'un débat s'élève autour d'une question historique, il sollicite des défenseurs des différentes thèses. « *Pourtant, dit-il en riant, je suis classé à droite, uniquement parce que je fais de l'histoire politique, et que je ne m'inscris pas dans le mouvement de ceux qui veulent déconstruire notre histoire.* »

En partenariat avec Storiavoce, l'historien anime également une émission sur KTO : « *Au risque de l'histoire* ». Il s'y intéresse à l'histoire de l'Eglise et confronte

les récits avec la réalité historique, quitte à bouleverser au passage quelques idées reçues. Après sa thèse sur Jacques Bainville, cet inlassable curieux s'est en effet intéressé au Vatican. Il a voulu comprendre comment la politique extérieure du Saint-Siège avait pu influencer le monde au cours du temps, ce qui l'a conduit à diriger un *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège* (Robert Laffont, « Bouquins », 2013) auquel ont participé quarante-six historiens de sept nationalités. On lui doit aussi, entre autres, un ouvrage sur *Ces 12 papes qui ont bouleversé le monde* et un autre sur *L'Héritage de Benoît XVI* (Tallandier). Il vient enfin de terminer un livre sur saint Pierre, à paraître en novembre chez Perrin : ses recherches l'ont conduit à s'intéresser à la fois au monde de la pêche en Galilée à l'époque de Jésus, puisque tel était le premier métier du futur pape, aux représentations du saint dans les arts aussi bien qu'aux fouilles archéologiques à la basilique Saint-Pierre de Rome.

Comment trouve-t-il donc le temps de tout faire ? Mystère... D'autant que, on le devine dans son regard, sa soif de comprendre n'est jamais rassasiée. Rien d'étonnant au fond pour lui qui a fait sienne cette phrase de Lucien Febvre : « *L'historien n'est pas celui qui sait. Il est celui qui cherche.* »

storiavoce.com



ABONNEZ-VOUS

LE FIGARO
HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

35 €
au lieu de 53,40€



L'HISTOIRE
EST UN PLAISIR

Abonnez-vous en appelant au

01 70 37 31 70

avec le code RAP21006

PAR INTERNET

www.figarostore.fr/histoire

PAR COURRIER

en adressant votre règlement de 35 €
à l'ordre du Figaro à :

Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/07/2021. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.



L'amour vache

Delphine et Marinette, les charmantes héroïnes des *Contes du chat perché* de Marcel Aymé, n'en croiraient pas leurs yeux. Elles qui parlaient avec les animaux de la ferme ont laissé la place à des théoriciens sévères. La fréquentation des bêtes, l'admiration d'un enfant pour un cheval, une alouette (et le pâté qui va avec), porte désormais le nom grave de « cause animale ». Le démon de l'abstraction s'est posé sur ces êtres de chair et de sang pour faire entrer veaux, vaches et cochons dans l'arche des minorités opprimées. Ils ont désormais des « défenseurs » qui revendiquent, en leur nom, des droits jusqu'ici réservés aux êtres humains : les antispécistes. L'esprit léger, comme il le fit déjà avec les études de genre, les théories raciales, les fantasmes transhumanistes, les considérera comme d'inoffensifs excentriques. Grave erreur. « *Les idées mènent le monde, nous rappelle Mathieu Bock-Côté. Plus exactement, les idéologues mènent le monde, surtout le monde moderne, dans la mesure où ils disposent, grâce à l'appareil administratif de l'Etat thérapeutique, d'un instrument politique permettant une ingénierie sociale permanente.* »

Dans le sillage du sociologue québécois, Paul Sugy s'est plongé dans cette nébuleuse intellectuelle. Ancien élève de la rue d'Ulm, journaliste au *Figaro*, le jeune homme de 25 ans n'a cédé à aucune des facilités – esprit binaire, désinvolture, prétention jargonante – que l'on impute à la jeunesse. Dans une langue claire, subtile, qui rappelle celle de Pierre Manent, il décrit avec rigueur le projet fou des antispécistes. Remontant aux sources bibliques, philosophiques, historiques de notre rapport à l'animalité – les dieux égyptiens à tête d'ibis ou de chacal, les dieux grecs anthropomorphes, l'homme de l'Ancien Testament créé à l'image de Dieu et chargé de domestiquer la terre, puis Descartes « *qui dans sa théorie de l'animal-machine* » rabaisse celui-ci à l'état de simple objet animé, dépourvu de conscience –, l'auteur se garde de méconnaître l'incroyable beauté, les richesses qui caractérisent le règne animal. Déployant au contraire devant nos yeux son extraordinaire variété, il nous montre les facultés fascinantes de certaines espèces – tels ces bipèdes utilisant des pierres comme des outils ou ces passereaux capables de combiner « *plusieurs sons pour créer une forme relativement simplifiée de langage* » – sans jeter non plus aucun voile sur les souffrances honteuses que subissent les bêtes des chaînes industrielles, ces poulets qui ne voient jamais le jour, ces vaches au ventre transformé en hublot, ces centaines de porcs enfermés dans des « *villes-animales* » entièrement automatisées. Paul Sugy livre au contraire une puissante méditation sur le lien

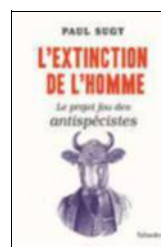


mystérieux qui nous relie aux bêtes. Il pourrait faire sien la phrase de Milan Kundera dans *L'Insoutenable Légèreté de l'être* : « *Le véritable test moral de l'humanité (le plus radical, qui se situe à un niveau si profond qu'il échappe à notre regard), ce sont ses relations avec ceux qui sont à sa merci : les animaux.* »

S'il fustige le projet antispéciste, c'est parce qu'il est tout autre chose. Il consiste en effet à proclamer que rien ne sépare les animaux de notre humanité. A considérer et à traiter nos « frères en animalité » comme nous-mêmes. Comme les études de genre assurent qu'il n'y a plus ni homme ni femme, l'antispécisme affirme qu'il n'y a plus ni hommes ni animaux. Notre condition commune transforme dès lors les bouchers en criminels, les carnivores en com-

plices et les abattoirs en camps de concentration. « *Auschwitz commence quand quelqu'un regarde un abattoir et pense : ce ne sont que des animaux* », écrit le sociologue Theodor Adorno. Mais si plus rien ne nous distingue, remarque l'auteur, il faut aussi partager avec eux l'espace public et la protection sociale. Les plus extrémistes de ces penseurs envisagent d'ailleurs avec eux l'amour physique. « *Pris au sérieux, souligne Paul Sugy, l'antispécisme entend supprimer la frontière morale qui sépare l'espèce humaine des autres espèces. Cela revient à prêcher la fin de l'humanité – l'extinction de l'homme.* » En réalité, cette idéologie prolonge jusqu'au point final une déconstruction entamée avec Jacques Derrida en habillant comme à l'accoutumée d'une construction intellectuelle intimidante une négation des réalités les plus sommaires. Elle n'est qu'une sorte de nihilisme élaboré. Une fois dégagé du réel, tout devient possible : il suffit d'éduquer le lion au véganisme. « *Le loup habitera avec l'agneau* », dit Israël. « *Mais l'agneau ne dormira que d'un œil* », ajoute Woody Allen. Entre la bête et la machine, quelle place restera-t-il cependant pour l'homme dans le monde ? Paul Sugy nous montre avec ce brillant essai que l'enjeu de la querelle est avant tout métaphysique... *✍*

À LIRE



L'Extinction de l'homme
Paul Sugy
Tallandier
208 pages
17,90 €

BESTIAIRE En haut : *Terre*, par Giuseppe Arcimboldo, vers 1570 (collection particulière).

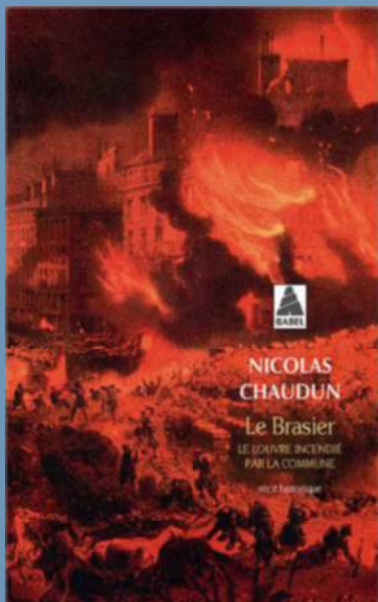
LE FIGARO
HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS

ET RECEVEZ LE LIVRE

Le Brasier

de Nicolas CHAUDUN



Nombre de pages : 208
Format : 11.00 x 17.60 cm

Le Louvre incendié par la Commune

Au cours des derniers jours de mai 1871, le gouvernement d'Adolphe Thiers se résout à réprimer avec violence la Commune de Paris. La Semaine sanglante s'accompagne d'un gigantesque incendie qui menace le Louvre et ses collections. Les incendiaires s'en prennent également à la Bibliothèque impériale, au cœur même du palais, livrant aux flammes son fonds de cent mille volumes précieux...

Face au sinistre, deux hommes : un conservateur, jusque-là confit dans ses notices de catalogue, et un officier que rien ne prédisposait au sauvetage du sel de la civilisation. Se livrant, chacun à sa manière, à une course contre la montre, ces deux héros oubliés déjoueront la tuerie et défieront l'imbécilité d'enragés des deux bords. Jamais l'épisode n'avait fait l'objet d'une enquête aussi détaillée. Le récit du fait d'armes se passe d'effets. La réalité, sèche, vaut ici tous les romans.



1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE
LE BRASIER

49 €
au lieu
de ~~61,10 €~~
soit 20 % DE RÉDUCTION

LE FIGARO
HISTOIRE

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

☐ **OUI,** je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement au *Figaro Histoire* (6 numéros)
+ le livre « Le brasier » au prix de 49 € au lieu de ~~61,10 €~~.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

E-mail _____

Téléphone _____

☐ Je joins mon règlement de 49 € par chèque bancaire à l'ordre de Société du Figaro.

☐ Je règle par carte bancaire :

N° _____

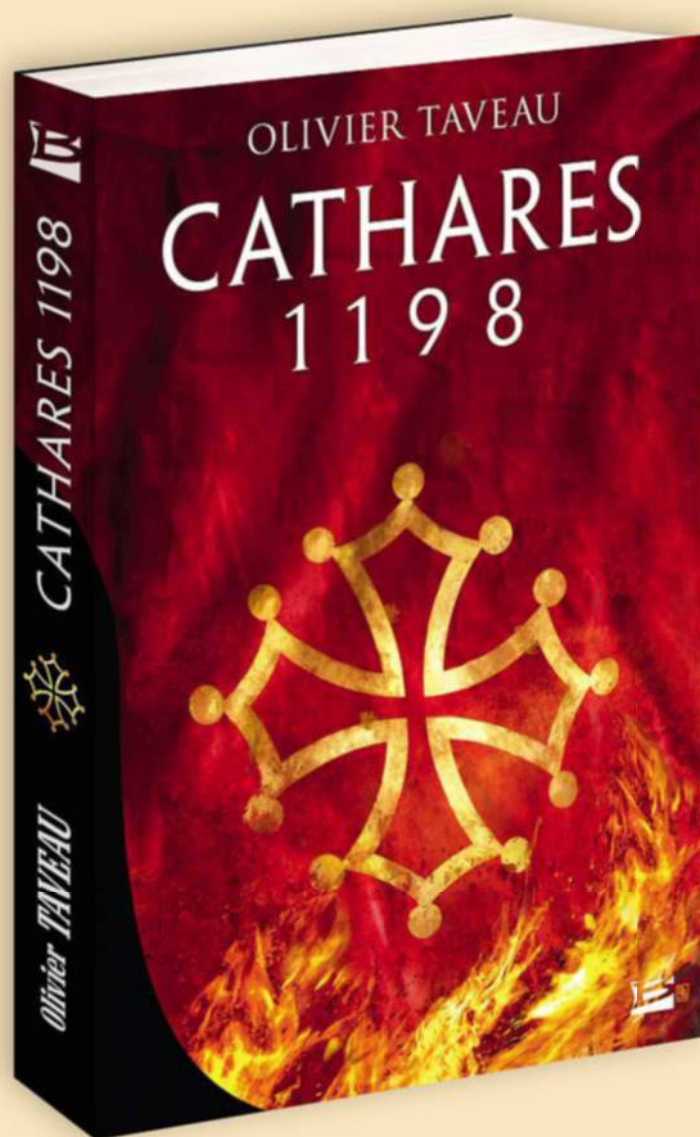
Date de validité _____

Signature obligatoire et date

RAP21005

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/07/2021 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 4 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Le brasier » au prix de 7,70 € + 10 € de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 8,90 €. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro, ses partenaires commerciaux et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Le Figaro, DPO, 14 boulevard Haussmann 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Nos CGV sont consultables sur www.lefigaro.fr - Société du Figaro, 14 bd Haussmann 75009 Paris. SAS au capital de 41 860 475 €. 542 077 755 RCS Paris.

DÉCOUVREZ LES SECRETS DES CATHARES



An 846. Alors que les barbares assiègent Rome, le pape Serge II s'engage à protéger un ordre d'élus appelés à restaurer la foi.

Deux siècles plus tard, les premières communautés cathares voient le jour en Languedoc. Les « Parfaits » redonnent espoir en la parole sacrée et le pays entier se détourne bientôt des églises pour embrasser la nouvelle religion. Mais à l'ombre des pouvoirs, des voix appellent déjà au sang.



L'AUTEUR

Né en 1973, Olivier Taveau vit à Tours. Son premier livre *Les Âmes troubles* a obtenu le Prix du premier roman au festival de Beaune.

Son ouvrage suivant, *Depuis l'abîme*, lui vaut d'être qualifié de « nouveau maître du suspense » dans la presse.



© Nicolas Samarcq



BRAGELONNE

www.bragelonne.fr

